
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

VOLUME LXIX

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 8 JANVIER AU 18 MAI 1935

Dans les vingt-cinquième et vingt-sixième années du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

QUATRIÈME SESSION DE LA DIX-HUITIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1935

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
LE SOLEIL, *Limitée*

1935

Volume LXIX



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec.
(L. S.)

ES.-L. PATENAUDE.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SIX JUIN prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TROISIEME jour de MAI, l'an de grâce mil neuf cent trente-quatre, et de Notre règne le vingt-quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

CANADA,
Province de Québec,
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le six juin prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil Exécutif de ladite Province, jugé à propos de la proroger jusqu'à une date indéterminée;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le six juin prochain, et Nous prorogeons par les présentes ladite législature de la province de Québec jusqu'à une date indéterminée.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de MAI, l'an de grâce mil neuf cent trente-quatre, et de Notre règne le vingt-cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE.

*GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande
et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi,
empereur des Indes:*

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif
et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-quatre et de Notre règne le vingt-cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

25-26 GEORGE V, 1935

MARDI 8 JANVIER 1935

La législature ayant été, par proclamation (ci-annexée), convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires,
Et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

Prière.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

"Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et, à leur retour,

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je ne puis m'empêcher, en ouvrant cette session de la Législature, de jeter un coup d'œil en arrière et de me rappeler les excellents souvenirs que m'a laissés mon passage parmi vous. Je retrouve ici avec plaisir quelques-uns de mes collègues d'autrefois. Je suis heureux, en outre, de voir beaucoup de figures nouvelles.

Je dois aussi rendre hommage à mon prédécesseur, l'honorable M. H.-G. Carroll, dont la dignité, le tact et l'hospitalité sont encore présents à l'esprit de tous.

Si l'année qui vient de se terminer a vu des jours sombres et la continuation du chômage, il est indéniable toutefois que la confiance renaît. Le commerce et l'industrie reprennent, et le monde se relève de la crise affreuse qui l'a assailli.

Plusieurs événements importants ont marqué l'année qui vient de se terminer.

Je mentionnerai, en premier lieu, les fêtes qui ont couronné le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé. Elles furent tout un événement dans la vie canadienne et rapprochèrent intimement la nouvelle et la vieille France, dans des célébrations auxquelles se joignirent, avec joie et bienveillance, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Puis, en octobre dernier, fut tenu à Québec, un grand congrès de colonisation. L'Église et l'État se donnèrent la main pour en assurer le succès. Je souhaite ardemment que la belle œuvre de la colonisation, si essentielle à notre province, en reçoive une nouvelle et vigoureuse impulsion.

Ajouterai-je que le gouvernement a nommé une commission, présidée par l'honorable M. Ernest Lapointe, pour s'enquérir de ce qui a trait à l'industrie de l'électricité dans la province. Le rapport de cette commission sera bientôt soumis; j'espère qu'il facilitera la solution d'un problème qui intéresse profondément notre population.

Je ne voudrais pas passer sous silence l'essor qu'a pris notre développement minier. Il contribue puissamment au relèvement économique du pays.

Au cours de la dernière année, le gouvernement a nommé une commission chargée de sauvegarder les intérêts de l'industrie laitière en cette province. Il me fait plaisir de constater que le travail de cette commission semble assurer une plus grande mesure de protection aux consommateurs ainsi qu'aux commerçants honnêtes, et, à nos cultivateurs, une plus équitable rémunération.

La crise et les problèmes nouveaux qui en sont le résultat exigent des solutions que vous serez appelés à trouver.

Quelque pénibles qu'ils puissent être, des remèdes devront être appliqués.

Les revenus de la province ont diminué d'un peu de \$10,000,000.00, et, cependant, les besoins n'ont cessé d'augmenter, surtout à cause du chômage et des misères qu'il entraîne. Ce serait détruire le crédit et la vie économique de la province que d'essayer de faire face aux nécessités actuelles par des emprunts et d'en grever l'avenir.

Il faudra donc prévoir de nouvelles sources de revenus, surtout pour l'assistance publique qui obère lourdement le budget provincial.

Je crois pouvoir compter sur le patriotisme et l'esprit public de notre population pour accepter un léger fardeau additionnel qui est cependant absolument nécessaire.

Vous serez également appelés à étudier des mesures qui permettront à certaines municipalités d'équilibrer leurs budgets, car le crédit municipal est intimement lié à la prospérité générale de la province.

Divers projets de lois d'un intérêt général vous seront soumis.

La colonisation, le retour à la terre et le soin de garder attachés au sol les fils des cultivateurs constituent le grand problème de l'heure. Le gouvernement vous demandera de voter \$10,000,000.00 pour ces fins, et d'approuver un plan de politique colonisatrice vigoureuse.

La Commission des accidents du travail, à la suite de l'année écoulée, a vu ses finances s'améliorer. Il sera donc permis de rétablir les indemnités qui ont été diminuées et de porter de 16 à 18 ans l'âge des enfants des accidentés qui ont droit à des secours.

Le chômage, qui est presque devenu une institution, doit être soumis à une législation sévère qui le restreigne et permette aux municipalités de se protéger contre l'invasion des chômeurs étrangers.

Enfin, le rapport de la Commission d'enquête sur l'électricité suggérera probablement certaines réformes auxquelles il faudra donner suite.

D'autres projets de loi vous seront également proposés.

Je mentionnerai spécialement la création d'une coopérative pour l'achat du bois des colons, la refonte de la loi du fonds de pension des instituteurs, l'expropriation pour fins de colonisation de certaines terres privées, la radiation des hypothèques inopérantes, de nouvelles dispositions pour rendre plus expéditifs les appels en matières criminelles, puis enfin certains amendements à la loi des Terres et Forêts pour assurer un rendement plus rémunérateur de nos richesses forestières.

Ajouterai-je que le gouvernement, tout en voulant respecter la liberté de la presse et de la parole, qui est une de nos plus chères prérogatives, ne reculera pas devant les mesures nécessaires pour assurer le respect des lois et de l'ordre dans la province.

L'étude de ces projets de lois demandera de votre part tout le travail et tout le soin que, je le sais, vous voudrez leur donner. Ces lois sont importantes et contribueront au progrès de la province, au retour à une vie économique plus stable et au bonheur de notre population.

Enfin, en 1935, sera célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté le Roi George V. Il y aura, à l'occasion de ce jubilé, de grandes réjouissances parmi les nations du Common-

wealth britannique. Le Canada et particulièrement la Province de Québec seront heureux d'offrir à Leurs Majestés George et Marie, que nous unissons dans une même affection et une même loyauté, des vœux de bonheur et de longue vie.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il vous incombera de voter les crédits nécessaires pour le prochain exercice. Les comptes publics du dernier exercice vous seront soumis.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de vous éclairer et de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté le Roi.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir : 1° un comité des privilèges et élections; 2° un comité des règlements; 3° un comité des comptes publics; 4° un comité des chemins de fer et autres moyens de communication; 5° un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; 6° un comité des industries et du commerce; 7° un comité du Code municipal; 8° un comité des bills privés en général; 9° un comité des bills publics en général; 10° un comité de la bibliothèque de la législature; 11° un comité des impressions législatives, et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la chambre a décidé la formation;

Ordonné que les honorables MM. Taschereau, Mercier et Dillon, MM. Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Élie, Plante, Rhéaume et Smart forment ledit comité spécial.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Ministre de la voirie (1934) de la Province de Québec.
(Document de la session No 3.)

Rapport du Ministre des Mines de la Province de Québec, 1933-34.
(Document de la session No 4.)

L'honorable M. Francœur dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du Ministre des Travaux Publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1934.
(Document de la session No 5.)

L'honorable M. Arcand dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du Ministre du Travail de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1934. (Document de la session No 6.)

L'honorable M. Vautrin dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1934.
(Document de la session No 7.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant par respect pour la mémoire de M. Désiré Lahaie, député de Papineau, de M. Médéric Duval, député de Montcalm, de M. Augustin-A. Legault, député de Gatineau, et de M. Georges Dansereau, député d'Argenteuil, qui sont morts depuis la clôture de la dernière session.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 9 JANVIER 1935

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité des règlements:

Les honorables M.M. Dillon, Stockwell; M.M. Authier, Bélanger, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Fisher, Fortin, Guertin, Paquet, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Mercier, Moreau, Perrault, Stockwell, Vautrin; MM. Authier, Bachand, Barré, Bastien, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bertrand, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-St-Jean), Filion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Turcotte.

Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication:

Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Mercier, Moreau; MM. Authier, Bachand, Béique, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Cohen, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Lortie, Paquet, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Rhéaume, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité des comptes publics:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Mercier, Moreau, Perrault, Stockwell, Vautrin; MM. Authier, Bastien, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, McDonald, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité des bills publics en général:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Mercier, Perrault, Stockwell, Vautrin; MM. Authier, Bachand, Bastien, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fauteux, Fortin, Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Moreault (Rimouski), Plante, Poulin, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse).

Comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation:

Les honorables MM. Godbout, Moreau, Perrault; MM. Authier, Barré, Bastien, Béique, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fillion (Lac-St-Jean), Fillion (Laval), Fisher, Fortin, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Grant, Guertin, Lamoureux, Lapointe, Lortie, Messier, Phaneuf, Piché, Sabourin, Samson, Saurette, Sauvé, Thisdel.

Comité des Industries et du Commerce:

Les honorables MM. Moreau, Vautrin; MM. Bastien, Béique, Bertrand, Bissonnet, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufy, Duplessis, Fillion (Las-St-Jean), Filion (Laval), Fisher, Fortier, Franceur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Lortie, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Sauvé, Saurette, Smart, Turcotte.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Mercier, Perrault, Vautrin; MM. Bercovitch, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Gault, Guertin, Rochette, Sauvé, Taschereau (Bellechasse).

Comité du Code Municipal:

Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Moreau, Perrault; MM. Bachand, Béique, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Elie, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gabias, Gauthier, Lamoureux, Rochette, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte.

Résolu que la Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet les deux messages suivants de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, que M. l'Orateur lit:

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 8 janvier 1935.

(Document de la session No 8.)

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 8 janvier 1935.

(Document de la session No 9.)

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Ministre des Affaires Municipales de la province de
Québec, 1933-34. (*Document de la session No 10.*)

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le
bureau de la Chambre:

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province
de Québec, pour l'année 1933-34. (*Document de la session No 11.*)

M. Gaudet propose, secondé par M. Duffy, que l'Adresse suivante
soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la
province de Québec:

A Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en
session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance
de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le dis-
cours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la
convocation des chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.
Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 10 JANVIER 1935

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la
Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues
et reçues:

De la Ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi relative
à certaines taxes la concernant.—M. Bélique.

De Norman Vineberg, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant
de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.—M. Berco-
vitch.

De Dame Margaret Barclay Dale, veuve de feu Holton-H. Lear-
mont, demandant l'adoption d'une loi définissant ses droits en vertu du
testament de Joseph-B. Learmont.—M. Bercovitch.

De la Ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi concernant ses fonds d'amortissement.—M. Bissonnet.

De J.-E. Livernois, Limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Gauthier.

De la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Dugas.

Du Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant.—M. Drouin.

De l'Hôpital St-Luc, demandant l'adoption d'une loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par ledit hôpital.—M. Fauteux.

De Charles Lebrun et autres, contribuables propriétaires de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 126.—M. Frigon.

De Dora MacLaurin et de Catherine Austin Ekers, veuve de feu Alexander Francis Dunlop, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et de ratifier une convention d'adoption intervenue entre elles.—M. Gault.

De Dame Alexina Dubuc, dite Sœur Marie-Sainte-Cécile et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang" de Mont-Laurier.—M. Lortie.

De la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Messier.

De Harry Jérôme Lynes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Compagnie Mutuelle d'Assurance Lasalle",—"Lasalle Mutual Insurance Company".—M. Plante.

De Dame Rose Cardinal, épouse de Louis-Philippe Painchaud, et Armand Cardinal, demandant l'adoption d'une loi validant certains titres les concernant.—M. Rhéaume.

De William F. Angus et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le village de Boisbriant.—M. Rhéaume.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 350 de la corporation de ladite cité et un contrat pour lui donner effet.—M. Saintonge.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président, et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Samson, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Samson, pour son président et il recommande de réduire le quorum à quatre.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Cohen pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Mercier, du comité des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président, et il recommande de réduire le quorum à sept.

Résolu que cette chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Godbout, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président, et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Côté (Bonaventure), du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Côté (Bonaventure) pour son président, et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bercovitch, du comité des comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et recommande de réduire le quorum à dix.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Reed, du comité des industries et du commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Reed pour son président et recommande de réduire le quorum à six.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Francœur, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Francœur pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Stockwell dépose, sur le bureau de la Chambre:

ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21 DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
9.—DIVERS SERVICES:—			
Secrétaire-Provincial—Instruction publique:—			
Gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement.....	2,000.00	1,995.00	5.00
École des beaux-arts, Québec et Montréal....	13,301.87	8,166.34	5,135.53
Enseignement du français dans les académies protestantes.....	5,000.00	5,000.00	.....
Terres et forêts: —			
Protection des forêts.....	50,000.00	6,079.34	43,920.16
Charges sur le revenu:—			
Loi concernant la gasoline S.R., 1925, c. 36, a. 13, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1.— (Remboursements applicables contre revenu).....	67,000.00	.....	67,000.00
Colonisation, chasse et pêcheries:—			
Pêche, chasse et pisciculture..... (O. C. No 1622, 27 juin 1934).	20,000.00	15,700.00	1,300.00

ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21 DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL.	Montant	Dépensé	Non dépensé
10.—DIVERS SERVICES:—			
Dette publique:—			
Frais d'administration et dépense différée:—			
Prime, coupon et change.	7,636.18	7,636.18	.....
Hygiène:—			
Unités sanitaires de comtés.	5,796.11	5,796.11	.....
Agriculture:—			
Encouragement à l'agriculture en			
général.	3,258.68		
Écoles d'agriculture, etc.	300.00		
Économie rurale.	14,466.89		
Industrie animale.	23,441.22		
	43,465.99	43,465.99	.....
Terres et forêts:—			
Arpentages.	1,750.00		
Service forestier.	27,000.00		
École de papeterie.	4,468.05		
	33,218.05	33,218.05	.....
Charges sur le revenu:—			
Régistrateurs—Salaires et dép.			
contingentes.	41,315.75		
Véhicules-moteurs.	2,195.26		
	43,511.01	43,511.01	.....
(O.C. No 2416, 4 octobre 1934)			
11.—DIVERS SERVICES:—			
Services divers:—			
Octroi du gouvernement provincial aux fêtes			
du Siècle centenaire de la fondation des			
Trois-Rivières.	35,000.00	35,000.00	.....
Octroi du gouvernement provincial au Comi-			
té National des fêtes de Jacques Cartier. .	30,000.00	30,000.00	.....
Octroi à l'Association des Médecins de langue			
française.	15,000.00	15,000.00	.....
Colonisation, chasse et pêcheries:—			
Mouvement du Retour à la terre—Adminis-			
tration (Plan Gordon).	100,000.00	45,439.01	54,560.99
Établissement des fils de cultivateurs sur la			
terre.	70,000.00	60,000.00	400.00
Chemins de colonisation et aide à la colonisa-			
tion.	50,200.00	50,053.99	146.01
(O.C. No 1783, du 19 juillet 1934).			

ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21 DES STATUTS RÉFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
2.—DIVERS SERVICES:—			
Travaux publics:—			
Construction d'un nouvel édifice pour divers services de l'administration, rue St-Augustin, Québec.....	200,000.00	151,508.71	48,491.29
Réconstruction d'une annexe, Musée Laurier, Arthabaska.....	4,500.00	4,233.00	267.00
Colonisation:—			
Chemins de colonisation et aide à la colonisation..... (O.C. No 2212, du 12 sept. 1934).	150,000.00	107,815.29	42,184.71
3.—COLONISATION:—			
Chemins de colonisation et aide à la colonisation:—Réparation de certains ponts en bois dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et Beauce..... (O.C. No 2318, du 27 sept. 1934)	10,500.00	10,285.48	214.52
4.—TRAVAUX PUBLICS, CHASSE ET PÊCHERIES:—			
Pêcheries maritimes..... (O.C. No 2872, du 22 nov. 1934).	32,000.00	24,970.64	7,029.36
5.—COLONISATION:—			
Primes de défrichement, de labour et de résidence..... (O.C. No 3090, du 14 déc. 1934).	200,000.00	40,492.42	159,507.58
	\$ 1,188,129.21	\$ 757,947.06	\$ 430,182.15

Département du Trésor,
Bureau de l'Auditeur.

EDGAR VEZINA,

Québec, le 8 janvier 1935.

Auditeur de la province.

(Document de la session No 12).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 9 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de

notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Taschercan, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 11 JANVIER 1935

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que M. Hector Authier, député du collège électoral d'Abitibi, soit élu orateur de la Chambre pour la journée et prenne place au fauteuil en cette qualité.

M. Authier, en conséquence, prend place au fauteuil.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Dame Clémentine Minquet, dite Sœur Louise-de-Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie".—M. Authier.

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Franceur (Montréal-Dorion).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant l'article 2182 du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Douzième rapport annuel du Service provincial d'hygiène pour l'année 1933-34 et de la Démographie pour l'année 1933.

(Document de la session No 13).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 15 JANVIER 1935

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Élie ait la permission de présenter un bill (No 154) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi concernant les palais de justice et prisons."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Élie ait la permission de présenter un bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule-automobile appartenant à un étranger."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter un bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 157) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement, en vertu de la Loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'*habeas corpus*."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques et se rapportant à l'arrestation sans mandat."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 162) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 163) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 166) intitulé: "Loi abrogeant les lois 23 George V, chapitre 109 et 24 George V, chapitre 21."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 167), intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 77".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—
Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 168) intitulé: "Loi relative à l'émission de bons, obligations et débetures pour fins industrielles ou commerciales."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—
Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—
Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relative à certaines annonces et publications."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Rochette, il est—
Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Rochette, il est—
Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 151) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Rochette, il est—
Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Bachand, il est—
Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux délais de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

État des Cautionnements fournis par les Officiers du Gouvernement de la province de Québec, (y compris les baillis), tel que requis par chapitre 9, article 41, S.R.Q., 1925. (*Document de la session No 14.*)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 9 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Mercier dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin, 1934.

(*Document de la session No 15.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 16 JANVIER 1935

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Delisle.

Des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi obligeant la ville de Pointe-aux-Trembles à faire la perception des taxes scolaires et pour autres fins.—M. Filion (Laval).

De Dame Graziella Laurier, épouse de J.-Henri-W. Renaud, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.—M. Plante.

De "Dominion Corset Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Compagnie Amyot, Limitée".—M. Taschereau (Bellechasse).

De "Quebec Paper Box Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Compagnie Dorchester, Limitée".—M. Taschereau (Bellechasse).

De Charles-L. Normandin, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec de l'admettre à la pratique de la profession.—M. Taschereau (Bellechasse).

De la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 353 de ladite cité.—M. Saintonge.

De la municipalité de la Grande-Ile, comté de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement No 6 passé le 6 novembre 1934.—M. Saintonge.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement No 18 passé le 1er octobre, 1934.—M. Saintonge.

M. Samson, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la ville de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi relative à certaines taxes la concernant.

De Norman Vineberg, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

De Dame Margaret Barclay Dale, veuve de feu Holton-H. Learmont, demandant l'adoption d'une loi définissant ses droits en vertu du testament de Joseph B. Learmont.

De J.-E. Livernois, Limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Du Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant.

De Dora MacLaurin et de Catherine Austin Ekers, veuve de feu Alexander Francis Dunlop, demandant l'adoption d'une loi permettant de changer le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et de ratifier une convention d'adoption intervenue entre elles.

De Dame Rose Cardinal, épouse de Louis-Philippe Painchaud, et Armand Cardinal, demandant l'adoption d'une loi validant certains titres les concernant.

De William-F. Angus et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Village de Boisbriant.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 350 de la corporation de ladite cité en un contrat pour lui donner effet.

De la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi concernant ses fonds d'amortissement.

De Harry Jerome Lynes et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Compagnie Mutuelle d'Assurance Lasalle",—"Lasalle Mutual Insurance Company".

De Dame Alexina Dubuc, dite Sœur Marie-Sainte-Cécile, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

De la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Dame Catherine Ekers Dunlop.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Messier ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lortie ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi concernant le fonds d'amortissement de la ville de Coaticook".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi déclarant les droits de Dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph B. Learmont".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—LaSalle Mutual Insurance Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rhéaume ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi constituant en corporation le village de Boisbriant".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bereovitch ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rhéaume ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi validant certains titres de Dame Rose Cardinal Painchaud et d'Armand Cardinal sur certains immeubles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Joliette".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Béique ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gauthier ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de J.-E. Livernois, Limitée".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Saintonge ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1933-1934.

(Document de la session No 16.)

Rapport du Directeur de l'Assistance Publique, pour l'année finissant le 30 juin 1934.

(Document de la session No 17.)

Quarante-huitième rapport du Secrétaire et Registraire de la Province de Québec, 1933-1934.

(Document de la session No 18.)

État financier du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

(Document de la session No 19.)

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 9 janvier, 1935.

Résolu qu'il soit nommé une commission permanente pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du parlement, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres de la commission mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque et que cette commission soit composée des honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Nicol et Simard.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que les honorables MM. Taschereau, Mercier, Perrault, Dillon et Francœur, MM. Béique, Côté (Bonaventure), Duffy, Fisher, Fortier, Gabias, Gault, Gauthier, Guertin, McDonald, Paquet, Rochette et Taschereau (Bellechasse), soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

Ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est :—

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables M.M. Taschereau, Perrault et David, M.M. Bergeron, Cohen Duplessis, Élie, McDonald, Plante, Saurette et Smart, représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 155) intitulé : "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule-automobile appartenant à un étranger".

M. Élie propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 157) intitulé : "Loi relative à l'enregistrement, en vertu de la Loi des véhicules automobiles d'un véhicule automobile non utilisé".

M. Fisher propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 169) intitulé : "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal".

M. Duplessis propose que le bill soit lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 170) intitulé : "Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relativement à certaines annonces et publications".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 9 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

"A Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres".

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Frigon, secondé par M. Messier, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

JEUDI 17 JANVIER 1935

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Bélanger.

De Ferdinand Bouffard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond.—M. Desmarais.

De "The Royal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente consentie par ladite compagnie et John F. C. Ward, devant E. W. H. Philips, notaire, le 17 février 1919 et pour autres fins.—M. Plante.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Rhéaume.

De la Ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Rhéaume.

De C.-E. Martin, maire de la Ville de Louiseville, et J.-Miville Lesage, greffier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.—M. Thisdel.

M. Samson, du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Dame Clémentine Minquet, dite Sœur Louise-de-Jésus, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie."

De la Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Dame Graziella Laurier, épouse de J.-Henri-W. Renaud, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.

De "Dominion Corset Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Compagnie Amyot Limitée".

De "Quebec Paper Box Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Compagnie Dorchester Limitée".

De Charles-L. Normandin, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec de l'admettre à la pratique de la profession.

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Authier ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi constituant en corporation les "Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticiens."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company" et changeant son nom en celui de Compagnie Dorchester Limitée."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la "Dominion Corset Company" et changeant son nom en celui de Compagnie Amyot Limitée."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de feu C. H. Laurier."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Francœur (Montréal-Dorion) ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 9 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

M. Élie propose par voie d'amendement, secondé par M. Bélique:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Cependant, tout en constatant que le gouvernement paraît enfin disposé à appuyer certains projets préconisés par l'opposition, nous exprimons des respectueux regrets que le discours du Trône ne reconnaisse pas la nécessité, qui s'impose depuis plusieurs années, d'adopter diverses mesures, entre autres:

a. Pour assurer le maintien des cultivateurs sur la terre;

b. Pour orienter la législation et l'administration de la province vers la sauvegarde et la protection du capital humain et particulièrement vers la solution du problème très angoissant de l'établissement de notre jeunesse, qui constitue nos forces de renouvellement, de laquelle dépend

notre avenir, et qui a droit de compter, pour remplir sa mission essentielle, sur toutes les ressources de la province et sur notre patrimoine national;

c. Pour mettre fin au mouillage du capital action des compagnies constituées en vertu des lois de la province;

d. Pour instituer, sans plus de retard, un conseil consultatif, impartial, représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bélisle,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Guerin,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé.—10.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Piché,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Plante,</i>
<i>David,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Rochelle,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Vautrin.—45.</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 85) intitulé: "Loi changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Dame Catherine Ekers Dunlop."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 75) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Mont-Laurier".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 86) intitulé: "Loi concernant le fonds d'amortissement de la ville de Coaticook."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 95) intitulé: "Loi déclarant les droits de Dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph B. Learmont."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—LaSalle Mutual Insurance Company."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 78) intitulé: "Loi constituant en corporation le village de Boisbriant."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 77) intitulé: "Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 87) intitulé: "Loi validant certains titres de Dame Rose Cardinal Painchaud et d'Armand Cardinal sur certains immeubles."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Joliette."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de J.-E. Livernois, Limitée."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de toutes lettres ou de toute correspondance, depuis le 1er juin 1934, envoyées ou échangées par ou entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres, officiers ou employés et l'honorable Ernest Lapointe, messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald, et se rapportant au problème de l'électricité en cette province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er juin, 1934, et se rapportant à la Commission relative au problème de l'électricité et composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 3 avril, 1931, inclusivement, jusqu'au 8 janvier, 1935, inclusivement, et se rapportant à la Loi des accidents du travail, 1931, 21 Geo. V, ch. 100, et à tous ses amendements à date.

Sur la motion de M. Béique, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier, 1934, inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveaux, 19 Geo. V, chap. 8.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier, 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier, 1935, inclusivement, et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 24 janvier, 1934, inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 Geo. V, Loi modifiant la Loi de l'Assistance publique de Québec relativement aux fonds de l'Assistance Publique.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier, 1933, inclusivement, jusqu'au 1er janvier, 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier, 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier, 1935, inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur

une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier, 1934, et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévues par l'article 72 du chap. 100, 21 Geo. V.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 avril, 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier, 1935, inclusivement et se rapportant à la Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts, 24 Geo. V, ch. 19.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques des certificats du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, depuis le 8 février, 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier, 1935, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie".

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier, 1934, inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous les documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1er janvier, 1934, inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'Assistance Publique.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que M. Authier, député du collège électoral d'Abitibi, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu que le 23 janvier 1935, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vantrin, il est—

Résolu que le 23 janvier 1935, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 18 JANVIER 1935

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De deSalaberry Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Mathilda Hatt, de feu Marie-Amélie-Elizabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.—M. Bereovitch.

De Pierre-Paul Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude du droit sans examen.—M. Desmarais.

De la Corporation du Village de Sainte-Angèle de Laval, demandant l'adoption d'une loi réglementant le passage entre la cité des Trois-Rivières et ledit village.—M. Gaudet.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Fauteux.

De "Wabasso Cotton Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution de la cité des Trois-Rivières du 7 janvier, 1935.—M. Grant.

De Sarsfield Malone, demandant l'adoption d'une loi pour valider son mariage et son contrat de mariage avec Dame Marie Poliquin.—M. Power.

Du Révérend Henry Keane, S.J., et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de consolider la loi de la province du Canada incorporant l'Université de Regiopolis et pour définir les pouvoirs de ses administrateurs.—M. Taschereau (Bellechasse).

M. Samson, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Ferdinand Bouffard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond.

De la Ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De C.-E. Martin, maire de la ville de Louiseville, et J.-Miville Lesage, greffier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.

De l'Hôpital St-Luc, demandant l'adoption d'une loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par ledit hôpital.

Ordonné que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thisdel ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rhéaume ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Samson, il est—
Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que M. Francœur (Montréal-Dorion) ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: "Loi concernant le travail des femmes et des filles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constitués et au régime de tenure dans la cité de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 15 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie";

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 20.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$258,484.49 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 juillet 1932, portant le No R-288 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie";

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 21).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$172,402.05 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 8 juillet 1932, portant le No R-285, et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 22.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$135,415.41 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 14 octobre 1933, portant le No R-117 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 23.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$101,821.12 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 25 août 1932, portant le No R-302 pour le dépt. et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 24.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$110,433.63 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 juillet, 1930, portant le No R-1 pour le dépt. et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 25.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$165,364.89 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 4 juillet 1930, portant le No 3 pour le dépt. et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 26.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$191,538.96 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 11 septembre 1932, portant le No R-308 pour le dépt. et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 27.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 28 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 28.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 10 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 29.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$226,330.82 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 22 juin 1931, portant le No R-143 pour le dépt. et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été dépensée;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 30.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$150,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 31.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 14 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 32.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 30 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 33.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 34.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$150,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 17 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 35.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 36.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quel les fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 37.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$160,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 21 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 38.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$125,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 39.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 8 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie".

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 40.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 3 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 41.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 21 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 42.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 23 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 43.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$165,031.10 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 juin 1931, portant le No R-142 pour le dépt., et se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 44.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 19 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 45.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 7 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 46.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$150,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 5 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 47.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 avril 1934: Relativement à la somme de \$100,000.00 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 9 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000. mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie":

1. A qui cette somme a-t-elle été payée;
2. Pour quelles fins;
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée;
4. Comment a-t-elle été répartie;
5. Quand a été payé chacun des item la composant.

(Document de la session No 48.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 6 avril 1934, pour: Copie de la correspondance de 1933-34, relativement au congrès annuel des éleveurs de renards, tenu à Québec en janvier 1934, et copie de la correspondance et des rapports relativement au Service Provincial des Animaux à fourrure et de la Ferme Expérimentale des Animaux à Fourrure de Québec.

(Document de la session No 49.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil."

Bill (No 79) intitulé: "Loi constituant en corporation les "Sœurs des Sacré-Cœurs de Jésus et de Marie."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 94) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de chemins de fer et autres moyens de communication.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 109) intitulé: "Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticiens".

Bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company" et changeant son nom en celui de Compagnie Dorchester, Limitée".

Bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la "Dominion Corset Company" et changeant son nom en celui de Compagnie Amyot, Limitée".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de feu C.-H. Laurier".

Bill (No 99) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 22 JANVIER 1935

Prière.

M. Fillion (Laval) propose, secondé par M. Fillion (LaSt-Jean):

Que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte" et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 3.—Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

Bill 4.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Élie ait la permission de présenter un bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi pour annuler certaines commutations

de taxes accordées à la "Ste. Anne Paper Company, Limited" et à ses prédécesseurs et ayants cause".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Élie ait la permission de présenter un bill (No 175) intitulé: "Loi limitant la taxe sur les repas, appelée "taxe d'Hôpital", dans les villages et les paroisses".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de toutes lettres ou de toute correspondance depuis le 1er juin 1934, envoyées ou échangées par ou entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres, officiers ou employés et l'honorable Ernest Lapointe, messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald, et se rapportant au problème de l'électricité en cette province. (*Document de la session No 50.*)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentique de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 3 avril 1931, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant à la Loi des accidents du travail, 1931, 21 Geo. V, ch. 100 et à tous ses amendements à date. (*Document de la session No 51.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province. (*Document de la session No 52.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier 1934, et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévues par l'article 72 du chap. 100, 21 Geo. V. (*Document de la session No 53.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province.

(Document de la session No 54.)

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre: État financier des Corporations Scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1933.

(Document de la session No 55.)

Statistiques de l'Enseignement pour l'année scolaire 1933-34.

(Document de la session No 56.)

Annuaire Statistique de Québec, 1934.

(Document de la session No 57.)

Rapport de la Commission de l'Électricité de la province de Québec au premier ministre de la province, 21 janvier 1935.

(Document de la session No 58.)

Question par M. Duplessis.—Relativement à la Commission composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald et se rapportant au problème de l'électricité en cette province:

1. En vertu de quelle loi ladite Commission a-t-elle été créée?
2. En vertu de quelle loi lesdits commissaires ont-ils été nommés?
3. Quand chacun desdits commissaires a-t-il été nommé?
4. À combien se chiffre, à date, les dépenses payées ou payables par la province?
5. Combien la province a-t-elle payé à date à chacun desdits commissaires?
6. Combien sera payé à chacun desdits commissaires:
 - a. Pour salaire ou émoluments?
 - b. Pour dépenses?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. En vertu d'aucune loi particulière, mais en vertu du droit et du devoir inhérents à tout gouvernement de se renseigner et de puiser aux meilleurs sources pour guider sa politique pour le plus grand bien de la population.

3. Le 23 août 1934

4. Dépenses payées: \$8,720.16; Dépenses à payer: les rapports sont encore incomplets.

5. Hon. E. Lapointe, \$1,500.00; M. Augustin Frigon, \$1,500.00; M. Geo. C. MacDonald, \$1,500.00.

6. a. \$6,000.00 au président et \$5,000.00 à chacun des commissaires.

b. Leurs dépenses réelles.—Les rapports sont encore incomplets.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province depuis le 3 avril 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés ?
- Dans l'affirmative:
2. Pendant combien de temps ?
3. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période ?
4. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés ?
5. A combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes ?
6. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.
2. 281 jours.
3. \$6,012,569.35.
4. \$16,383,351.44.
5. \$177,495.20.
6. 4½% par année au 31 octobre, 1934 inclusivement; et 4% par année du 1er novembre, 1934, au 8 janvier, 1935, inclusivement sur les comptes à découvert dans les banques canadiennes; 3% par année sur compte à découvert à Londres.

Question par M. Fisher.—Du 1er janvier 1934 jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement:

1. Quel montant d'argent la Province a reçu pour l'enregistrement de tous les véhicules-automobiles ?
2. Combien de véhicules-automobiles de toutes sortes ont été enregistrés en vertu de la loi des véhicules-automobiles ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$5,234,197.89.
2. Pour la même période, 165,286.

Question par M. Fisher.—Du 1er septembre 1934 jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement:

1. Combien de véhicules-automobiles de toutes sortes ont été enregistrés en vertu de la loi des véhicules-automobiles ?
2. Combien de ces véhicules-automobiles ont été enregistrés à un prix réduit ?
3. Combien de ces véhicules-automobiles ont effectivement payé le prix avant le 1er septembre ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 5,229.
2. Aucune réduction accordée mais 3,715 ont été enregistrés en vertu de l'article 6 de la Loi des véhicules automobiles, comme acquis après le 1er septembre, 1934.
3. 1,514 enregistrés comme acquis le, ou avant le 1er septembre, 1934.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 8), intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 151) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.

Bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux délais de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 172) intitulé: "Loi concernant le travail des femmes et des filles".

M. Francœur (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise en délibération.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 2.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 22.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 3.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, ch. 24.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 6.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 23.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 George V, chap. 8.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur

une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 45.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 9.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, en vertu du chapitre 47, 24 Geo. V, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, ch. 17.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 20.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1931, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à l'échange de terrains ou de lots entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, compagnies ou corporations détenant des terrains par lettres patentes ou par licences de coupe de bois.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous les contrats et de toutes les conventions intervenus depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935 et prévus dans le Statut 24 Geo. V, chap. 20.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 64.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 5 mars 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chapitre 54.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, en vertu de 24 Geo. V, chap. 25.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier 1935; et se rapportant à 24 Geo. V, chapitre 50.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

États dûment certifiés de tous les emprunts temporaires, à quelque titre que ce soit, contractés par la province, depuis le 1er janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, et mentionnant:

- a. Le montant de chaque emprunt;
- b. La date de chaque emprunt;
- c. Le taux d'intérêt chargé pour chaque emprunt;
- d. Le montant d'intérêt payé sur chaque emprunt;
- e. La date de remboursement de chaque emprunt;
- f. Le déficit du fonds consolidé du revenu à la date de chacun de ces emprunts.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, jusqu'au 8 janvier 1935, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 105) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

Bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres-en-conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 24 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 Geo. V, loi modifiant la Loi de l'Assistance publique de Québec relativement aux fonds de l'Assistance publique. *(Document de la session No 59.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 23 JANVIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Samson, du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Charles Lebrun et autres, contribuables propriétaires de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 126.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi obligeant la ville de Pointe-aux-Trembles à faire la perception des taxes scolaires et pour autres fins.

De Pierre Paul Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude du droit sans examen.

De la Corporation du Village de Sainte-Angèle de Laval, demandant l'adoption d'une loi réglementant le passage entre la cité des Trois-Rivières et ledit village.

De deSalaberry Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Mathilda Hatt, de feu Marie-Amélie-Elizabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 75.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

Bill 77.—Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 83.—Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud.

Bill 155.—Loi modifiant l'article 931 du Code de Procédure civile et se rapportant à la saisie-arrest avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger.

Bill 151.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski.

Bill 152.—Loi modifiant l'article 83 du Code de Procédure civile.

Bill 153.—Loi modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre.

Bill 157.—Loi relative à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.

Les bills suivants ont été rejetés par le Comité mais doivent être rapportés à la Chambre.

Bill 169.—Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.

Bill 170.—Loi modifiant l'article 716 du Code de Procédure civile relativement à certaines annonces et publications.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu Dame Elizabeth Hatt et de feu Joseph Dezery Beaudry".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Frigon ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rhéaume ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Godbout dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin, 1934.

(Document de la session No 60.)

Question par M. Élie.—Du 1er janvier 1934, inclusivement, au 31 décembre 1934, inclusivement, relativement aux ponts de péage ci-après, appartenant à la province, quels ont été:

a. Les revenus bruts;

b. Les revenus nets;

1. Du Pont Taschereau, reliant l'Île Perrot à Dorion?

2. Du Pont Galipeault, reliant l'Île Perrot à l'Île de Montréal?

3. Du Pont de Batiscan, à St-François-Xavier de Batiscan?

4. Du Pont de Sorel, reliant Sorel à St-Joseph de Sorel?

5. Du Pont de St-François, reliant Pierreville à St-François du Lac?

6. Du Pont de Yamaska, reliant Yamaska-Est à Yamaska-Ouest?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

	a. Bruts	b. Nets
1.—Taschereau.....	\$ 64,984.38	\$ 50,021.28
2.—Galipeault.....	73,257.48	57,611.20
3.—Batiscan.....	50,129.56	42,878.06
4.—Sorel.....	15,778.75	5,598.95
5.—St-François.....	7,500.97	360.18
6.—Yamaska.....	8,556.99	2,058.56

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi, le 22 janvier courant, proposant la deuxième lecture du Bill 172, intitulé: "Loi concernant le travail des femmes et des filles."

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour:

Messieurs

Barré,
Bélisle,
Bertrand,
Charbonneau,
Duplessis,
Élie,
Filion (Laval),
Filion (Lac-St-Jean),

Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Guertin,
Lafleur,
Lamoureux,
McDonald,
Samson,
Sauré.—(16).

CONTRE :

Messieurs

<i>Arcand,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Piché,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Plante,</i>
<i>David,</i>	<i>Power,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Gaudet,</i>	—47.

La motion est ainsi rejetée.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er juin 1934, et se rapportant à la Commission relative au problème de l'électricité et composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald. (*Document de la session No 61*).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 23 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveaux, 19 Geo. V, chap. 8. (*Document de la session No 62.*)

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique:

QUE, CONSIDÉRANT qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer les fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole; CONSIDÉRANT que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial; CETTE CHAMBRE réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4% et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Et la motion étant mise en délibération,

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gagnon (Kamouraska), secondé par M. Côté (Gaspé-Nord), il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 24 JANVIER 1935

Prière.

M. Samson, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 8 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 79.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie".

Bill 80.—Loi modifiant la loi constituant en corporation "Quebec Paper Box Company" et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester, Limitée".

Bill 81.—Loi modifiant la loi constituant en corporation "Dominion Corset Company" et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot, Limitée".

Votre comité recommande de prolonger au 8 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé : "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Fisher.—Du premier avril 1934, jusqu'au 31 décembre 1934 inclusivement :

1. Quel montant d'argent le département de la voirie a accordé comme octrois pour amélioration aux chemins dans les divers comtés de la province sur la base de 50% ?

2. Quels sont les noms de ces comtés ?

3. Pour quel montant dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$930,291.61.
2. et 3. Abitibi, \$390.32; Argenteuil, \$4,577.73; Arthabaska, \$19,448.17; Bagot, \$40,056.92; Beauharnois, \$13,486.95; Beauce, \$21,538.56; Bellechasse, \$14,693.12; Berthier, \$11,500.00; Bonaventure, \$8,242.58; Brôme, \$8,820.03; Chambly, \$1,156.19; Champlain, \$46,681.54; Charlevoix-Saguenay, \$15,546.01; Châteauguay, \$23,960.51; Chicoutimi, \$30,116.00; Compton, \$16,888.22; Deux-Montagnes, \$8,497.44; Dorchester, \$17,298.29; Drummond, \$10,487.08; Frontenac, \$12,831.81; Gaspé-Nord, \$7,598.98; Gaspé-Sud, \$11,150.00; Gatineau, \$16,282.27; Hull, \$9,007.84; Iberville, \$11,513.47; Huntingdon, \$1,565.00; Iles-de-la-Madeleine, \$5,820.42; Joliette, \$21,143.18; Kamouraska, \$7,950.00; Labelle, \$11,000.00; Lac-St-Jean, \$10,612.94; Laprairie-Napierville, \$22,454.03; L'Assomption, \$17,808.39; Laviolette, \$9,963.91; Laval, \$7,200.00; Lévis, \$8,584.76; Lotbinière, \$17,910.29; L'Islet, \$11,247.71; Maskinongé, \$16,207.07; Matane, \$9,122.52; Matapédia, \$6,089.71; Mégantic, \$16,455.98; Missisquoi, \$17,495.83; Montcalm, \$11,333.93; Montmagny, \$11,000.00; Montmorency, \$1,950.00; Nicolet, \$14,117.61; Papineau, \$10,480.80; Pontiac, \$5,329.16; Portneuf, \$17,290.37; Québec, \$14,828.63; Richelieu, \$8,126.75; Richmond, \$9,183.07; Rimouski, \$5,143.34; Rivière-du-Loup, \$11,840.53; Roberval, \$17,278.35; Rouville, \$5,000.00; Shefford, \$13,903.14; Sherbrooke, \$4,616.72; Soulanges, \$35,568.97; Stanstead, \$5,257.04; St-Hyacinthe, \$1,200.00; St-Jean, \$3,840.81; St-Maurice, \$25,061.63; Témiscamingue, \$12,113.64; Témiscouata, \$4,109.80; Terrebonne, \$25,685.98; Trois-Rivières, \$10,500.00; Vaudreuil, \$5,913.57; Verchères, \$11,615.05; Wolfe, \$13,469.99; Yamaska, \$14,130.96.

Question par M. Fisher.—Quelle somme d'argent le département de la voirie a dépensée pour l'entretien et l'amélioration de tous les genres de chemins dans la Province?

a. A compter du 1er avril 1933, jusqu'au 31 décembre 1933, inclusivement?

b. Du 1er avril 1934, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Le département de la Voirie a dépensé pour l'entretien, la réfection et la construction des chemins:

a. \$7,279,923.67.

b. \$7,524,688.27.

Question par M. Béique.—Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province, depuis le 1er avril 1934 au 31 octobre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Les travaux de voirie exécutés par le département de la Voirie ont coûté \$6,187,805.20.

Question par M. Béique.—Depuis la date couverte par la réponse consignée aux Journaux de l'Assemblée législative, le 27 mars 1934, à combien se chiffre la somme totale:

a. payée;

b. payable par la province en vertu des contrats ou entreprises accordés par l'intermédiaire du ministère de la voirie aux compagnies suivantes:

1. Macurban Asphalt Ltd.?
2. Macasphalt, Ltd.?
3. Canadian Rock Products Ltd.?
4. Eastern Townships Paving & Contracting Co.?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. \$382,678.09; b. \$276,732.59.
2. a. et b. Rien.
3. a. \$350,141.66; b. \$103,336.05.
4. a. \$25,175.23; b. \$25,507.46.

Question par M. Béique.—Concernant la somme de \$300,000 prévue par la loi relative aux passages à niveau, 19 Geo. V, ch. 8, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement:

1. Combien la province a-t-elle dépensé?
2. A combien s'élève le total des contributions assumées par les municipalités, en vertu de l'art. 5 de ladite loi?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Du 10 janvier, 1934, jusqu'au 10 janvier, 1935, la province n'a rien dépensé de cette somme de \$300,000.00.
2. Aucune contribution municipale.

Question par M. Béique.—Relativement aux travaux de réfection, ou d'élargissement, ou de réparation, ou de reconstruction, ou de déviation, quant à la route Montréal-Sherrbrooke, entre Magog et Granby, depuis la date couverte par la réponse du 13 février 1934, consignée aux Journaux de l'Assemblée législative:

1. Combien ont coûté à date lesdits travaux?
 2. Combien la province a-t-elle payé?
 3. Combien reste-t-il à payer?
 4. Des travaux de pavage ont-ils été faits?
- Dans l'affirmative:
5. Sur quelle longueur de chemin?
 6. Quelle est la nature des autres travaux qui ont été exécutés?
 7. Quel en a été le coût dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$962,739.83.
2. \$588,413.68.
3. \$374,326.15.
4. Oui.
5. 23.6 milles.

6. Des travaux préliminaires et accessoires : terrassements, élargissement, redressements, drainage, ponceaux, fondation, garde-fous, accotements, etc.

7. Travaux préliminaires : \$387,840.85; Travaux de pavages : \$574,898.98.

Question par M. Lafleur.—1. Combien a coûté au cours de l'année fiscale commençant le 1er juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934, chaque unité sanitaire :

a. au gouvernement;

b. au comté ou groupe de comtés où elle a été établie ?

2. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les Journaux de l'Assemblée législative, le 26 janvier 1934, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province ?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie ?

Réponse par l'honorable M. David :

1.—	a.	b.
Argenteuil.....	\$ 10,276.08	\$ 1,442.29
Beauce.....	13,421.37	2,242.21
Bonaventure.....	12,251.29	752.53
Champlain.....	12,043.37	2,836.55
Châteauguay-Lapr.-Napiery..	12,367.05	3,398.17
Chicoutimi.....	14,557.24	7,465.98
Gaspé-Est.....	13,087.27	904.27
Gaspé-Ouest.....	9,013.58	243.93
Iles-de-la-Madeleine.....	5,508.57	112.50 9 mois
Joliette.....	11,674.90	2,250.52
Kamouraska-L'Islet.....	12,469.68	1,535.08
Labelle.....	11,415.61	717.45
Lac-St-Jean.....	17,416.39	5,118.27
L'Assomption-Montcalm.....	12,667.70	2,070.86
Laviolette.....	13,106.19	5,220.98
Lévis.....	12,318.72	2,758.84
Lotbinière.....	10,473.22	1,067.46
Matane.....	10,171.81	837.73
Matapédia.....	9,861.88	738.13
Mégantic.....	10,609.66	2,484.99
Nicolet.....	12,461.60	1,350.62
Papineau.....	10,626.41	1,550.47
Rimouski.....	12,332.15	1,634.69
St-Hyacinthe-Rouville.....	13,652.05	4,666.10
St-Jean-Iberville.....	13,178.92	3,848.82
St-Maurice.....	16,510.16	6,591.59
Témiscamingue.....	11,847.79	2,435.33
Témiscouata.....	16,306.85	2,282.02
Terrebonne.....	12,686.90	3,085.21

\$ 354,314.41 \$ 71,643.59

La somme de \$354,314.41 représente le total du coût des Unités Sanitaires et la somme de \$71,643.59 la contribution payée ou payable des comtés à ce total.

2. Une.—Abitibi.

3. Le 1er novembre 1934.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er juillet 1933, inclusivement, jusqu'au 1er juillet 1934, exclusivement, combien de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 Geo. V, ont été imprimés ?

2. Pour quelle somme totale ?

3. Ladite somme a-t-elle été payée :

Dans l'affirmative :

a. Quand ?

b. A-t-elle été payée par la province ou par la Commission des Li-
queurs ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. 3,175,000.

2. Coût de la fabrication de ces timbres : \$1,746.25.

3. Oui.

a. Le 30 août, 1933, le 13 décembre, 1933 et le 25 août, 1934.

b. Par la province.

Question par M. Fisher.—A combien se chiffrent les revenus bruts de la province provenant de la taxe sur la gasoline :

a. Du 17 décembre 1932, inclusivement, au 1er mai 1933, inclusive-
ment ?

b. Du 1er mai 1933, inclusivement, au 30 juin 1933, inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

a. \$1,366,848.82.

b. \$1,009,467.89.

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, dépose sur le bu-
reau de la Chambre :

État des Comptes publics de la Province de Québec pour l'exercice
finissant le 30 juin, 1934. (Document de la session No 63.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'hono-
rable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité
plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative
au bill (No 7) intitulé : "Loi validant certains enregistrements dans la
division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier,
du bill (No 3) intitulé : "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94,
relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure
et de Gaspé".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur-général".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la "Ste. Anne Paper Company, Limited" et à ses prédécesseurs et ayants cause".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie-arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 151) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 23 janvier courant:

QUE CONSIDÉRANT qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer des fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole; CONSIDÉRANT que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial; CETTE CHAMBRE réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4% et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Gaudet, secondé par M. Power, il est —

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 77) intitulé: "Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 104) intitulé: "Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu Dame Elizabeth Hatt et de feu Joseph Dezery Beaudry".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 96) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen."

Bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

Bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine."

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

États dûment certifiés relativement à la somme de \$757,947.06 mentionnée à l'état des mandats spéciaux, apparaissant aux journaux de l'Assemblée législative du 10 janvier 1935, et indiquant:

1. a. Les noms, prénoms et adresses de chacune des personnes auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée;
- b. Les noms et adresses de toutes les corporations privées ou publiques et de toutes les compagnies auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée;
- c. Quand chacun des item composant ladite somme a-t-il été payé;
- d. Au sujet de quoi chacun des item composant ladite somme a-t-il été payé?

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de l'arrêté en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 septembre 1932, portant le No 2166, et relatif à la comptabilité de la province.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage de la rivière Du Chêne, ou de son prolongement à la rivière au Prince, dans le comté des Deux-Montagnes.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Papineau, dans le comté de Laval.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Boudrias, dans le comté de Laval.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement à l'entretien des routes dans la municipalité de Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes, ou au cantonnier qui en a la surveillance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934 jusqu'au 16 janvier 1935, et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités décrétées par la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes. (S.R.Q., 1925, ch. 26 et ses amendements).

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Sauvé, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

État dûment certifié se rapportant à la différence d'intérêt, n'excédant pas un et demi ($1\frac{1}{2}\%$) pour cent, prévue dans la loi 21 Geo. V, chap. 38, depuis le 3 avril 1931, jusqu'au 16 janvier 1935 et indiquant:

1. Les noms, prénoms et adresses de chacune des personnes qui ont bénéficié ou bénéficient de ladite différence d'intérêt?

2. Le chiffre et le montant de tout versement fait quant à chacune desdites personnes à ce sujet?

3. La date à laquelle chacun de cesdits versements a été fait.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain matin à onze heures.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 25 JANVIER 1935

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Samson, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 353 de ladite cité.

Ordonné que M. Saintonge ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry de Valleyfield".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Fisher.—1. M. R. R. Ness, dont l'adresse postale est à Howick, P. Q., est-il à l'emploi de la province?

2. Dans l'affirmative, quelle est sa fonction?

3. Du 1er janvier 1934, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement, quelle somme d'argent ledit R. R. Ness a-t-il reçu de la Province pour toutes fins quelconques?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. et 2. Juge du "Mérite Agricole".

3. a. Salaire, \$264.00; b. Dépenses de voyage, \$136.00; c. Transport d'animaux \$108.75.

Question par M. Élie.—Relativement à la Loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1935:

a. Combien la province a-t-elle dépensé?

b. Quand a été payé chaque déboursé fait par la province?

c. A qui a été payé chaque déboursé?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

a. \$62,892.00.

b.

c.

19 janv. 1934.	Chas-A. Harrison	\$ 1,796.38
22 fév.	"	1,045.72
5 mars	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	247.50
6 "	— Le Service Général Enr.	300.00
14 "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	225.00
14 "	— Le Cahier de l'Épargnant	35.00
21 "	— Chs-A. Harrison	1,096.16
22 "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	1,157.87
4 "	"	208.75
11 "	"	168.99
18 "	— Chs-A. Harrison	1,563.95
18 "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	3,504.35
16 mai	— Chas-A. Harrison	1,210.57
18 "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	1,701.47
7 juin	"	400.00
9 "	— Cimecraft Studios Inc.	113.23
19 "	— Chs-A. Harrison	1,148.44
21 "	— Le Service Général Enr.	250.00
23 "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	522.24
23 "	— Coopérative Canadienne de Bétail	1,319.56

	a.	b.
30 juin 1934.	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	2,932.31
30 " "	— Soc. Coop. Agric. de Tabac de distri. de Jol.	241.65
30 " "	— Coopérative Fédérée de Québec	3,189.70
30 " "	— Coopérative Canadienne de Bétail	430.81
18 juil. 1934.	— Chs-A. Harrison	1,446.16
16 août " "	— " "	1,161.44
11 sept. " "	— Le Bulletin de la Ferme	100.00
18 " "	— Chs-A. Harrison	1,200.37
24 " "	— Le Service Général Enr.	150.00
12 oct. " "	— Le Soleil, Ltée.	1,630.51
12 " "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	24,518.74
19 " "	— L'Agence Hebdo Enr	200.00
22 " "	— Chs-A. Harrison	1,377.85
14 nov. " "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	619.79
17 " "	— Coopérative Fédérée de Québec	80.00
17 " "	— Chs-A. Harrison	1,334.55
24 " "	— La Cie de Publication du St-Laurent	200.00
15 déc. " "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	2,000.00
20 " "	— Chs-A. Harrison	1,031.84
28 " "	— Les Producteurs de Sucre d'Érable de Québ.	1,031.10

Question par M. Élie.—Le gouvernement de cette province, directement ou indirectement, depuis le 5 janvier 1934, inclusivement, a-t-il subventionné la Coopérative Avicole du district des Trois-Rivières?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Pour quelle somme totale?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

	a.	b.
23 janv. 1934.	—	\$ 200.00
3 mars " "	—	300.00
18 " "	—	395.75
4 avril " "	—	200.00
25 " "	—	200.00
28 mai " "	—	200.00
21 juin " "	—	200.00
24 juil. " "	—	500.00
7 août " "	—	200.00
30 " "	—	200.00
5 oct. " "	—	200.00
15 " "	—	200.00
4 déc. " "	—	200.00
11 " "	—	200.00
12 " "	—	274.21
10 janv. 1935.	—	300.00

\$3,969.96

Question par M. Élie.—A même le montant de cinq cent mille dollars, affecté à la construction d'entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles, en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V:

1. Combien la province a-t-elle dépensé, du 10 janvier 1934, inclusivement, au 8 janvier 1935?

2. La province a-t-elle construit un ou plusieurs desdits entrepôts, dont la construction était autorisée par le susdit article?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Rien.

2. Non.

Question par M. Béique.—Du 1er juillet 1933, au 16 janvier 1935, qu'ont coûté à la province la publicité et les annonces faites par le ministère de la voirie:

a. Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications du Canada?

b. Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications des États-Unis?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. \$14,640.13.

b. \$85,525.56.

Question par M. Lafleur.—Le gouvernement de la province a-t-il fait construire un pont sur la rivière Chaudière, à Beauceville?

Dans l'affirmative:

a. Quand les travaux ont-ils été commencés?

b. Quand les travaux ont-ils été terminés?

Quant à ces travaux:

a. Des soumissions ont-elles été demandées publiquement par les journaux?

b. Quel est le coût total dudit pont?

c. Quel est le coût total des quais relatifs audit pont?

d. Quel est le coût total des approches relatives audit pont?

e. Quel est le coût total des expropriations relatives à tous les travaux ci-dessus?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "Quebec Paper Box Company" et changeant son nom en celui de La Compagnie Dorchester, Limitée".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "Dominion Corset Company" et changeant son nom en celui de La Compagnie Amyot, Limitée".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

M. Lafleur propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 29 JANVIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Fautoux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion):

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen des bills privés soient suspendues;

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu;

Qu'il lui soit permis de présenter le bill No 119, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Fautoux, en conséquence, présente un bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 5.—Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général.

Bill 173.—Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Bill 171.—Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.

M. Samson, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "The Wabasso Cotton Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution de la cité des Trois-Rivières du 7 janvier, 1935.

De la municipalité de la Grande-Ile, comté de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement No 6, passé le 6 novembre, 1934.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement No 18 passé le 1er octobre, 1934.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de Sarsfield Malone, demandant l'adoption d'une loi pour valider son mariage et son contrat de mariage avec Dame Marie Poliquin, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières relativement à la taxe d'eau exigible de la "Cie Wabasso Cotton, Limited."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gaudet ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières, et le village de Sainte-Angèle de Laval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Saintonge ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Saintonge ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande Ile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Power ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 23 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24. (*Document de la session No 64.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 6. (*Document de la session No 67.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, jusqu'au 8 janvier 1935, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 Geo. V. (*Document de la session No 68.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, jusqu'au 16 janvier 1935, et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités décrétées par la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes. (S. R. Q., 1925, ch. 26 et ses amendements). (*Document de la session No 69.*)

L'honorable M. Francoeur dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapports des Chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1933, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, de 1925.

(*Document de la session No 65.*)

Rapports des Chemins de fer, états, rapports et statistiques pour l'année expirée le 31 décembre 1933, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.
(Document de la session No 66.)

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le 1er janvier 1934, à même la somme n'excédant pas \$100,000 annuellement, à combien s'élève le total des contributions de la province, pour les dépenses de la Commission des Accidents du Travail de Québec, en vertu de l'article 72 de la Loi des Accidents du Travail, 21 Geo. V, chap. 100?

2. Lesdites contributions de la province ont-elles été remboursées par ladite Commission des Accidents du Travail?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

Réponse par l'honorable M. Arcand:

1. Depuis le 1er janvier 1934, le gouvernement de cette province n'a contribué aucune somme pour les dépenses de la Commission des Accidents du Travail de Québec.

Question par M. Élie.—Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent, depuis la date couverte par la réponse du 6 février 1934, (Journaux, Assemblée législative):

a. Combien a été dépensé à date par cette province?

b. Combien a été payé à date par cette province?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. \$1,062,364.46.

b. \$905,480.39.

Question par M. Élie.—Depuis la date couverte par la réponse du 6 février 1934, (Journaux, Assemblée législative, relativement au Jardin Zoologique de Québec:

1. La province a-t-elle payé d'autres dépenses:

a. Quant au terrain?

b. Quant aux constructions?

c. Quant à l'ameublement et à l'aménagement?

Dans l'affirmative:

2. Quelle a été la somme dépensée dans chaque cas?

3. Quel a été le coût de l'entretien?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. et 2.—a. Quant au terrain, non.

b. Quant aux constructions \$1,976.70.

c. Quant à l'ameublement: \$50.00. Quant à l'aménagement: \$12,283.42.

3. \$21,461.49, tant pour le Jardin que pour la Ferme.

Question par M. Élie.—Quelle somme globale représentent, dans chacun des comtés de la province, les primes de défrichement et de labour dont le paiement a été recommandé par les inspecteurs du ministère de

la colonisation, durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934?

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

Primes de défrichements et de labour, payées du premier juillet 1933, au trentième jour de juin 1934:

Comtés:	Abatis.	Labours	Total
Abitibi.....	\$ 86,708.00	\$ 43,415.50	\$ 130,123.50
Argenteuil.....	510.00	40.00	550.00
Arthabaska.....	1,408.80	598.00	2,006.80
Beauce.....	2,467.00	836.00	3,303.00
Bellechasse.....	707.50	48.50	756.00
Berthier.....	530.00	170.00	700.00
Bonaventure.....	16,782.50	1,888.00	18,670.50
Charlevoix.....	5,110.00	2,345.00	7,455.00
Chicoutimi.....	29,247.50	7,982.50	37,230.00
Compton.....	326.00	35.00	361.00
Dorchester.....	1,877.50	127.00	2,004.50
Drummond.....	392.00	92.50	484.50
Frontenne.....	6,785.00	479.00	7,264.00
Gaspé-Nord.....	3,114.00	146.50	3,260.50
Gaspé-Sud.....	7,870.00	3,125.00	10,995.00
Gatineau.....	3,519.50	1,463.00	4,982.50
Kamouraska.....	1,897.50	122.50	2,020.00
Labelle.....	14,916.00	3,558.00	18,474.00
Lac-St-Jean.....	5,612.50	1,240.50	6,853.00
Laviolette.....	3,149.00	1,629.00	4,778.00
L'Islet.....	2,088.50	112.50	2,201.00
Lotbinière.....	19,732.50	7,000.00	26,732.50
Maskinongé.....	250.00	10.00	260.00
Matane.....	6,730.00	1,263.00	7,993.00
Matapédia.....	27,530.50	11,590.50	39,121.00
Mégantic.....	1,870.50	876.50	2,747.00
Montcalm.....	2,138.00	491.50	2,629.50
Montmagny.....	3,880.50	182.00	4,062.50
Nicolet.....	880.00	380.00	1,260.00
Papineau.....	1,314.00	197.50	1,511.50
Pontiac.....	1,420.50	274.00	1,694.50
Portneuf.....	410.00	40.00	450.00
Richmond.....	262.50	102.50	365.00
Rimouski.....	20,058.00	4,237.50	24,295.50
Rivière-du-Loup.....	4,557.00	430.00	4,987.00
Roberval.....	37,888.00	11,798.00	49,686.00
Sherbrooke.....	1,636.00	613.00	2,249.00
Saguenay.....	6,677.70	2,364.50	9,042.20
Témiscamingue.....	20,476.50	8,737.50	29,214.00
Témiscouata.....	24,826.50	3,920.00	28,746.50
Terrebonne.....	811.00	164.00	975.00
Wolfe.....	2,275.50	230.00	2,505.50
Totaux.....	\$ 380,644.00	\$ 124,356.00	\$ 505,000.00

Question par M. Bêïque.—Du 1er janvier 1932, inclusivement, au 16 janvier 1933, le gouvernement de la province a-t-il fait quelque paiement ou quelque remboursement à la Commission des Liqueurs de Québec, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit ? Dans l'affirmative :

- a. Pour quel montant ?
- b. Pour quel motif dans chaque cas ;
- c. A quelle date dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

Non.

Question par M. Lafleur.—Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les six premiers mois de l'exercice en cours comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces six mois ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

Recettes ordinaires.....	\$15,414,268.34
Dépenses ordinaires.....	20,316,171.74
Mandats autorisés mais impayés au 30 juin, 1934.....	3,999,187.12
Mandats autorisés mais impayés au 31 décembre, 1934..	3,337,692.08

Question par M. Élie.—Quelle était :

- a. Le 31 décembre 1933 ;
- b. Le 31 décembre 1934 ;

la surface des acres de terrains améliorés dans cette province ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

a. Municipalités rurales, 9,193,099 acres ; municipalités urbaines : 59,542 acres.

b. Les rapports de 1934 à venir.

Question par M. Lafleur.—1. Au 31 décembre 1934, quelle somme représentaient les mandats émis et non payés pour les premiers six mois de l'exercice en cours ?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1934 ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell :

1. \$3,327,692.08.
2. \$8,117,326.23 à découvert.

Question par M. Lafleur.—1. D'après les statistiques que possède le gouvernement, combien y a-t-il eu de faillites dans la province de Québec, du 1er janvier 1934, inclusivement, au 31 décembre 1934, inclusivement ?

2. Sur ce nombre, combien de faillites de fabricants ?
3. Combien de faillites de négociants ?
4. Combien de faillites de cultivateurs ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Les statistiques des faillites dans la province de Québec, en décembre 1934, n'ont pas encore été publiées par le Bureau fédéral de la Statisti-

que. Les réponses suivantes ne couvrent donc que les onze premiers mois de l'année 1934.

1. 712.
2. 102.
3. 377.
4. 1.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux diverses sommes que le Gouvernement a reçues de la Commission des Liqueurs, à quelque titre que ce fût, du 1er juillet 1933, inclusivement, jusqu'au 1er juillet 1934, exclusivement:

1. A quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue et quel en était le montant?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1933

10 juillet.....	\$ 11,138.50
24 juillet.....	11,007.75
12 août.....	11,149.55
21 août.....	12,346.65
5 septembre.....	12,731.20
16 septembre.....	13,620.80
29 septembre.....	13,448.60
14 octobre.....	12,794.10
28 octobre.....	12,836.60
14 novembre.....	11,991.25
24 novembre.....	12,525.05
9 décembre.....	11,897.60
22 décembre.....	12,207.40

1934

8 janvier.....	25,440.80
20 janvier.....	14,295.60
5 février.....	10,753.80
21 février.....	11,584.25
3 mars.....	10,099.10
17 mars.....	9,704.45
31 mars.....	9,868.40
13 avril.....	11,420.75
28 avril.....	10,214.35
14 mai.....	10,422.60
18 mai.....	1,000,000.00
26 mai.....	10,692.90
9 juin.....	11,101.05
26 juin.....	11,038.55
30 juin.....	2,500,000.00

\$ 3,816,331.65

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er juillet 1933, inclusivement, jusqu'au 1er juillet 1934, exclusivement:

1. Quelle est la quantité de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 Geo. V, qui ont été apposés conformément à ladite loi?

2. Quelle somme globale représentent lesdits timbres ainsi apposés?

3. Pour quelle somme totale la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle acheté desdits timbres?

4. Combien la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle payé au Trésor de cette province pour l'achat desdits timbres?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 3,827,742.

2. \$317,161.90.

3. \$317,161.90.

4. \$317,161.90.

Question par M. Duplessis.—Quelle était à la fin de chaque mois écoulé depuis le 1er février 1934, le montant non placé des fonds d'amortissement de la dette de la province?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1934

28 février.....	\$ 879,994.29
31 mars.....	2,656,500.19
30 avril.....	2,887,070.64
31 mai.....	2,599,705.89
30 juin.....	2,009,221.90
31 juillet.....	1,933,865.40
31 août.....	1,862,062.07
30 septembre.....	1,873,932.07
31 octobre.....	1,778,380.81
30 novembre.....	1,999,465.21
31 décembre.....	2,476,227.72

Question par M. Duplessis.—Relativement aux mandats spéciaux mentionnés à l'état apparaissant aux Journaux de l'Assemblée législative du 10 janvier 1935, et au sujet desquels une motion apparaît dans le Feuilleton:

1. Le gouvernement a-t-il emprunté?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Quel montant?

c. Pour combien de temps?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Non.

Question par M. Guertin.—1. a. Quel est le montant total du subside qui a été payé à "Clarke S. S. Co." pour aménager le S. S. Cap Gaspé en vue de faire le transport du saumon?

b. Combien de voyages a fait ce bateau ainsi aménagé?

c. Quelle quantité totale de saumon a-t-il transporté depuis son aménagement pour ce transport spécial?

d. Ce bateau est-il encore aménagé spécialement pour le transport du saumon?

e. Si non que sont devenues les machines frigorifiques démantelées?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Un subside de \$25,000. a été accordé à la Clarke Steamship pour aménager le S. S. Cap Gaspé, non pas tant en vue de faire le transport du saumon, que d'avoir un frigorifique mouvant pendant toute la saison de pêche sur la partie de la côte allant de St-Augustin à Rivière St-Paul, en vue de disposer généralement du surplus de poisson des pêcheurs et, plus spécialement à titre d'essai, sur des cargos en route pour l'Europe.

b. Il a demeuré dans le district pendant toute la durée de la saison de pêche au saumon.

c. 39,680 livres de saumon et 2,861 livres de truites de mer, soit à peu près la moitié d'une prise qui a été inférieure aux années précédentes.

d. Il est muni de ses chambres froides qui sont insulées partout d'une façon permanente. Cependant, après la saison de pêche, les compresseurs et engins ont été enlevé provisoirement pour permettre au bateau de reprendre son service ordinaire.

e. Elles sont aux entrepôts de la Linde Canadian Refrigeration Co. pour les remettre à point pour le printemps prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie, le mercredi 23 janvier courant:

Que, CONSIDÉRANT qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer des fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole; CONSIDÉRANT que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial; CETTE CHAMBRE réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4% et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Et le débat se continue.

M. Gaudet propose par voie d'amendement, secondé par M. Power:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième considérant soient remplacés par les suivants:

La Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

CONSIDÉRANT que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

CONSIDÉRANT que ces accords seraient facilités si la Chambre des Communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:—

1.—CETTE CHAMBRE recommande que la contribution du Gouvernement de Québec, fixée à 1½% par la loi 21 Geo. V, ch. 38, "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles", soit augmentée;

2.—CETTE CHAMBRE invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

M. Sauvé soulève un point d'ordre et objecte que l'amendement contrevient à l'article 155 du règlement parce qu'il anticipe sur une motion dont il a été donné avis au feuillet.

M. l'Orateur suppléant, qui est au fauteuil, réserve sa décision.

M. Bertrand propose, secondé par M. Lafleur:

QUE, ATTENDU QUE, par suite du retard du gouvernement de la province à accepter, même transitoirement, la mise en vigueur chez-nous de la loi fédérale des pensions de vieillesse, notre population se trouve à contribuer largement, depuis plusieurs années, à un système dont elle ne bénéficie aucunement; Cette chambre recommande au gouvernement de Québec de se prévaloir, immédiatement, et ce, sans mettre les municipalités à contribution, des avantages que la loi fédérale des pensions de vieillesse, votée en 1927 sur l'initiative du gouvernement King, présente maintenant que le gouvernement Bennett l'a fait modifier en 1931 de façon à la rendre de moitié moins onéreuse pour la province.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. David propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre ne croit pas devoir prendre position avant que la législation nouvelle concernant la loi des Pensions de vieillesse, annoncée par le Premier ministre du Canada, ait été soumise et approuvée par les Communes Canadiennes.

Et un débat s'élève.

M. Guertin propose par voie de sous-amendement, secondé par M. Gault:

Que tous les mots après "attendu que" dans la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

Le rapport majoritaire de la commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter

comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des Pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pension de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session.

Et la motion de sous-amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs

*Barré,
Bélisle,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—12.*

CONTRE:

Messieurs

*Bachand,
Bastien,
Bélanger,
Bergeron,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
David,
Desmarais,
Duffy,
Dugas,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Foran,
Francœur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,*

*Giguère,
Godbout,
Grant,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thibdel,
Turcotte,
Vautrin.—40.*

Le sous-amendement est ainsi rejeté.

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs

<i>Backand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreau (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Power,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gaudel,</i>	<i>Vautrin.—40.</i>

CONTRE:

Messieurs

<i>Barré,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Gaul,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—12.</i>

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 110) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry de Valleyfield."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur suppléant décide que l'amendement de M. Gaudet, présenté au cours de la séance, sur la motion de M. Sauvé, concernant le crédit agricole, est régulier, parce que la résolution et le bill inscrits au feuillet, dont M. Sauvé a parlé, ne sont pas encore rédigés et qu'il est impossible de savoir s'ils sont de même nature que l'amendement proposé.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 30 JANVIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Frigon, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Geo. Christie Canada, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, en date du 13 novembre 1933, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 87.—Loi validant certains titres de Dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal.

Bill 95.—Loi déclarant les droits de dame M. Dale Learmont en vertu du testament de feu J. B. Learmont.

Avec amendements:

Bill 85.—Loi changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame C. Ekers Dunlop.

Bill 93.—Loi ratifiant le règlement No 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 96.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.

Et avec des amendements les bills suivants:

Bill 103.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Bill 98.—Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le bill No 84, intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—"La Salle Mutual Insurance Company", a été adopté, sauf certaines clauses qui sont suspendues pour étude par votre Honorable Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs nécessiteux, 1935".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Fisher.—Depuis le 12 avril 1933 jusqu'au 15 janvier 1935, dans la province de Québec, relativement aux établissements qui reçoivent du lait ou de la crème pour être vendu en nature ou pour être converti, en tout ou en partie, en beurre, fromage, lait condensé, lait évaporé, lait en poudre, crème à la glace ou autre produit du lait, dans l'établissement même ou ailleurs (23 Geo. V, ch. 24 et 24 Geo. V, ch. 27).

1. Combien desdits établissements ont fait faillite?
2. Quel est le nom de chacun desdits établissements qui ont fait faillite?
3. Où était situé chacun desdits établissements qui ont fait faillite?
4. Quel était le passif de chacun de cesdits établissements qui ont fait faillite?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 9.

2. 3. et 4.—

Laiterie Étoile Inc., 4305 rue Orléans, Montréal.	\$ 39,610.00
Nouvelle Laiterie St-Laurent, 33, rue St-Mathieu, Ville St-Laurent.	47,824.96
Laurent Laganère, St-Timothée, Beauharnois.	27,848.27
Laiterie St-Édouard Enr'g., 6373, Henri Julien, Montréal.	8,167.12
Laiterie Mile-End Enr'g., 6336 St-Dominique, Montréal.	78,262.36
Warden Creamery Co. Inc., Warden & Abercorn, Shefford.	Inconnu.
Peerless Milk Co. Ltd., 250 St-Augustin, Montréal.	33,831.28
Graham Creameries Inc., 5363, rue Chambord, Montréal.	13,792.97
Laiterie St-Édouard, 6373 Henri Julien, Montréal.	51,721.54

Question par M. Elie.—Conformément à l'article 22 du chapitre 57 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, combien de sociétés coopératives agricoles ont transmis au ministre de l'agriculture une copie de l'état de leurs affaires pour leur exercice terminé le 31 décembre 1934?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

Quoique l'article 22 du chapitre 57 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, donne aux sociétés coopératives agricoles jusqu'au 15 février de chaque année pour transmettre leur état financier, 54 d'entre elles ont transmis cet état en date du 26 janvier 1935.

Question par M. Béique.—Depuis la date couverte par la réponse du 1er février 1934, (Journaux de l'Assemblée législative) à date:

a. Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données par l'administration provinciale et relatifs au département de la voirie?

b. A combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises?

c. Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demandes de soumissions publiques et à combien se chiffre leur somme totale?

d. Combien sans soumission et pour quelle somme totale?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. 38.

b. \$645,353.23.

c. et d. 28 contrats, pour une somme totale de \$382,930.80, ont été accordés après demandes de soumissions publiques; 6 contrats, pour une somme totale de \$115,488.19, ont été accordés après demandes de soumissions privées; 2 contrats, pour une somme totale de \$138,787.18, ont été accordés pour compléter des travaux qui avaient été commencés par les mêmes entrepreneurs, après demandes de soumissions, un contrat, pour la somme de \$4,921.45, a été accordé sans soumissions à un entrepreneur local, aux prix unitaires fixés par l'ingénieur en chef de la Voirie, pour exécuter des travaux de terrassements et de gravelage aux approches d'un pont; un contrat, pour la somme de \$3,225.61, pour travaux d'huilage, a été accordé comme extension à un contrat déjà donné après demande de soumissions publiques.

Question par M. Guertin.—1. La cité de Hull a-t-elle demandé au gouvernement le privilège ou le pouvoir de payer en argent les secours aux chômeurs nécessiteux?

2. Dans l'affirmative qu'a répondu le gouvernement?

3. Quelles sont les municipalités qui paient ces secours en argent présentement?

Réponse par l'honorable M. Francoeur:

1. Non.

1.—Les secours directs sont distribués en argent dans les municipalités suivantes:

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Chambly.....	Ville de Greenfield Park.
Champlain.....	Cité du Cap de la Madelaine.
Charlevoix.....	Village de St-Siméon.
Chicoutimi.....	Ville de Bagotville.
"	.... Ville de Jonquière.
"	.... Village de St-Alexis de la Grande-Baie.
"	.... Village de Ste-Anne de Chicoutimi.
"	.... Paroisse de St-Fulgence.
"	.... Paroisse de St-Honoré.
"	.... Ville de Port-Alfred.
"	.... Canton Taché.
"	.... Canton Tremblay.

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Gatineau.....	Ville d'Aylmer.
Gaspé-Sud....	Village de Chandler.
Jacques-Cartier.	Ville de Mont-Royal.
Lac-St-Jean....	Village de St-Cœur-de-Marie.
".....	Paroisse de St-Jérôme.
".....	Village de St-Jérôme.
".....	Ville de St-Joseph-d'Alma.
".....	Paroisse de St-Joseph-d'Alma.
Laval.....	Ville de Laval des Rapides.
Laviolette.....	Ville de La Tuque.
Mégantic.....	Ville de Blak-Lake.
Québec.....	Cité de Québec.
".....	Ville de Québec-Ouest.
Richelieu.....	Cité de Sorel.
St-Maurice....	Cité de Shawinigan-Falls.

2.—Municipalités où la distribution des secours est faite partie en bons, partie en argent:

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Hochelaga.....	Ville de Montréal-Est.
".....	Ville de Pointe-aux-Trembles.

3.—Municipalités où la distribution des secours est faite en chèques:

<i>Comtés</i>	<i>Municipalités</i>
Chambly.....	Cité de Longueuil.
Hochelaga.....	Cité de Montréal.
".....	Ville de Montréal-Nord.
".....	Ville St-Michel.
Jacques-Cartier.	Ville de Dorval.
".....	Cité de Lachine.
".....	Cité de Verdun.
".....	Ville Lasalle.
Joliette.....	Cité de Joliette.
Laviolette.....	Cité de Grand'Mère.
Montmorency...	Village de Beaupré.

Question par M. Barré.—1. a. Quelle est la subvention annuelle que le Gouvernement paye à la "Compagnie de transport du Bas St-Laurent", pour un service de bateau entre les ports de Rimouski et Matane et ceux de la Côte Nord?

b. Quels sont les directeurs de cette compagnie?

c. Cette compagnie de navigation donne-t-elle un service entre les ports du comté de Charlevoix et ceux du comté de Saguenay?

Réponse par l'honorable M. Franceur:

1. a. \$50,000.00.

b. J.-A. Brillant, président; A. A. Schmon, vice-président; D. A. Clarke, Geo. Boisvert, Arthur Desjardins, R. D'Augon, W. G. Clarke, J.-M. Dumont, S. C. Annett.

c. De Rimouski et Matane à Bersimis et Sept-Iles et les ports intermédiaires entre ces deux ports.

Question par M. Barré.—1. Le gouvernement a-t-il fourni des grains de semences aux cultivateurs de St-Gédéon, Lac-St-Jean: a. en 1933? b. en 1934?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité a. en 1933? b. en 1934?

3. Quelle qualité?

4. Qui a fait la distribution a. en 1933? b. en 1934?

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

Pour la partie concernant le ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

1. a. En 1933: Rien. b. En 1934: Oui.

2. a. En 1933: Rien. b. En 1934: 100 minots d'avoine, 320 lbs mélange B.

3. Avoine inspectée No 1, mélange B, No 1.

4. a. En 1933: personne; b. En 1934: M. Georges Tremblay, maire.

Question par M. Barré.—1. Y a-t-il une neigère à Havre St-Pierre, comté Saguenay?

2. Par qui cette neigère a-t-elle été construite? Et en quelle année?

3. Cette construction a-t-elle été subventionnée par le gouvernement provincial? Si oui, pour quel montant?

4. Le gouvernement s'est-il subséquemment porté acquéreur de cette neigère?

5. Dans l'affirmative, combien l'a-t-il payé?

6. Le gouvernement est-il au fait du coût de construction et d'aménagement de cette neigère?

7. Quelle méthode a été suivie pour en déterminer la valeur?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Oui.

2. Labrador Fisheries, Ltd.—1928.

3. Non.

4. Oui, en 1931.

5. \$4,000.00.

6. Oui.

7. En inspectant les livres de la Compagnie pour ce qui concerne le prix d'achat du terrain et des matériaux ainsi que le prix de la main-d'œuvre.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1935, pour: Copie authentique de l'arrêté en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 septembre 1932, portant le No 2166, et relatif à la comptabilité de la province.

(Document de la session No 70.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier, 1933, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1934, et se rapportant à l'augmenta-

tion ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

(Document de la session No 71.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 mars, 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 2.

(Document de la session No 72.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 8.

(Document de la session No 73.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 22 janvier, 1935, pour: États dûment certifiés de tous les emprunts temporaires, à quelque titre que ce soit, contractés par la province, depuis le 1er janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, et mentionnant: a. Le montant de chaque emprunt; b. La date de chaque emprunt; c. Le taux d'intérêt chargé pour chaque emprunt; d. Le montant d'intérêt payé sur chaque emprunt; e. La date de remboursement de chaque emprunt; . Le déficit du fonds consolidé du revenu à la date de chacun de ces emprunts.

(Document de la session No 74.)

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 3 avril 1931, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant à l'article 81 de la Loi des Accidents du Travail, 1931, 21 Geo. V, chapitre 100.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Gault, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique d'un ordre en conseil No 2586, de 1934.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies de tous rapports émanant de l'Auditeur Général du Canada ou d'aucun membre de son personnel et transmis, depuis le 8 avril 1933, jusqu'au 23 janvier 1935, au gouvernement de cette province ou à aucun des ministres provinciaux ou à aucun officier de l'administration provinciale, relativement aux travaux publics exécutés dans cette province avec l'aide du trésor fédéral.

M. Barré propose, secondé par M. Gault :

Que cette Chambre invite le gouvernement à faire préparer par ses officiers légaux et à déposer un projet de loi imposant aux compagnies éditrices de journaux, l'obligation de publier, annuellement, la liste assermentée de leurs administrateurs, actionnaires, créanciers hypothécaires et rédacteurs réguliers.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constitutés et au régime de tenure dans la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'*habeas corpus*".

M. Fisher propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs

Barré,
Bélisle,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Gault,
Guertin,
Laflour,
Sawé.—10.

CONTRE:

Messieurs

Arcand,
Bachand,
Bélanger,

Bouthillier,
Caron,
Casgrain,

Charbonneau,
 Chouinard,
 Côté (Bonaventure),
 Côté (Gaspé-Nord),
 David,
 Desmarais,
 Drouin,
 Dugas,
 Farand,
 Filion (Laval),
 Fillion (Lac-St-Jean),
 Fortier,
 Francœur (Lotbinière),
 Francœur (Montréal-Dorion),
 Gagnon (Frontenac),
 Gagnon (Kamouraska),
 Gauthier,
 Godbout,
 Lamoureux,

McDonald,
 Mercier,
 Messier,
 Moreau (Roberval),
 Moreault (Rimouski),
 Perrault,
 Phaneuf,
 Piché,
 Power,
 Rhéaume,
 Rochette,
 Sabourin,
 Saintonge,
 Saurette,
 Stockwell,
 Taschereau (Montmorency),
 Thisdel,
 Turcotte,
 Vautrin.—44.

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

M. Élie propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 162) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36,".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 163) intitulé: "Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105."

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Gaudet, dont elle a été saisie le mardi 29 janvier courant, à la motion de M. Sauvé:

Que, CONSIDÉRANT qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer des fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole; CONSIDÉRANT que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial; CETTE CHAMBRE réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des

obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4% et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième considérant soient remplacés par les suivants:

La Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

CONSIDÉRANT que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

CONSIDÉRANT que ces accords seraient facilités si la Chambre des Communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:—

1.—CETTE CHAMBRE recommande que la contribution du Gouvernement de Québec, fixée à 1½% par la loi 21 Geo. V, ch. 38, "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles", soit augmentée;

2.—CETTE CHAMBRE invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

Et le débat se continue.

M. Barré propose, secondé par M. Gault, en sous-amendement:

Que tous les mots après le mot: "créanciers" dans le premier considérant de la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est de plus urgent de fournir aux cultivateurs le crédit nécessaire à l'établissement des jeunes et au maintien des plus âgés sur leurs terres.

CONSIDÉRANT que le prêt agricole fédéral ne donne pas satisfaction.

CONSIDÉRANT que le Gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux de 2% par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922 sous le nom de Ontario Saving Offices.

CETTE CHAMBRE exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut.

Que le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs soit le même que celui payé aux déposants dans lesdites caisses d'épargne.

Et le débat se continue sur le sous-amendement.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Question par M. Barré.—a. Combien a coûté à date l'entrepôt frigorifique construit l'été dernier, à Sept-Iles, Cté Saguenay?

b. Quelle somme reste-t-il à payer?

c. La construction est-elle complètement terminée?

d. Quel est le loyer annuel payé pour ce terrain et à qui?

e. Quel a été l'échelle de salaire payée aux ouvriers de Sept-Iles qui ont travaillé à cette construction?

f. A combien se chiffre le montant total de salaire payés et à être payé?

g. Pendant combien de temps les machines de l'entrepôt ont-elles fonctionné au cours de l'année dernière?

h. Quelles sont les diverses espèces de poissons qui ont été entreposées à date et quelles quantités de chacune?

i. Combien de pêcheurs de morue exercent leur métier, à Sept-Iles?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. Machineries: \$15,090.00. Construction: \$13,990.00. Total: \$29,080.00.

b. Rien.

c. Oui.

d. \$50.00 par année. Labrador Fisheries.

e. L'échelle des salaires raisonnables.

f. \$2,047.75.

g. La construction fut terminée trop tard dans la saison pour pouvoir mettre ce frigorifique en opération d'une façon pratique.

h. Répondu par g.

i. 50. Mais dans le district que cet entrepôt doit desservir, il y a 160 pêcheurs de saumon et de morue.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non paiement des taxes".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Bill (No 115) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières relativement à la taxe d'eau exigible de la Cie Wabasso Cotton, Limited".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 97) intitulé: "Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières, et le village de Saint-Angèle-de-Laval".

M. Gaudet propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse".

Bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande Ile".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 30 janvier 1935.

Résolu qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Nicol, Ouellet, Roberge, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 31 JANVIER 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:
Bill 86.—Loi concernant les fonds d'amortissements de la ville de Coaticook.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 92.—Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond.

Question par M. Barré.—1. Le gouvernement a-t-il fourni des grains de semences aux cultivateurs de St-Gédéon, Lac St-Jean: a. en 1933? b. en 1934?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité: a. en 1933? b. en 1934?

3. Quelle qualité?

4. Qui a fait la distribution: a. en 1933? b. en 1934?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

Pour la partie concernant le ministère de l'Agriculture.

1. a. En 1933: Oui; b. En 1934: Non.

2. a. En 1933: 731 lbs graines de mélange "B"; 576 minots d'avoine "Bannière"; 20 sacs de patates.

3. a. En 1933: Numéro 1.

4. a. En 1933: Par un comité composé de: MM. Elz. Lavoie, curé et président du comité; Jos.-A. Simard, secrétaire de la municipalité et secrétaire du comité; Georges Tremblay, maire; Aldéric Bergeron.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné que les procès-verbaux français du 30 janvier, page 99, soient corrigés en y remplaçant son nom comme auteur du sous-amendement qui y est imprimé par celui de M. Barré.

L'honorable M. Stockwell corrige une réponse qu'il donna le mardi, 29 janvier, concernant les diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des Liqueurs à compter du 1er juillet 1933 jusqu'au 1er juillet 1934.

Dans sa réponse, la somme donnée comme reçue le 8 janvier 1934, doit se lire: \$1,025,440.80 au lieu de \$25,440.80, et le grand total: \$4,816,331.65 au lieu de \$3,816,331.65.

En conséquence, la réponse corrigée doit se lire comme suit:

1933		1934	
10 juillet.....\$	11,138.50	8 janvier.....	1,025,440.80
24 juillet.....	11,007.75	20 janvier.....	14,295.60
12 août.....	11,149.55	5 février.....	10,753.80
21 août.....	12,346.65	21 février.....	11,584.25
5 septembre...	12,731.20	3 mars.....	10,099.10
16 septembre...	13,620.80	17 mars.....	9,704.45
29 septembre...	13,448.60	31 mars.....	9,868.40
14 octobre.....	12,794.10	13 avril.....	11,420.75
28 octobre.....	12,836.60	28 avril.....	10,214.35
14 novembre...	11,991.25	14 mai.....	10,422.60
24 novembre...	12,525.05	18 mai.....	1,000,000.00
9 décembre.....	11,897.60	26 mai.....	10,692.90
22 décembre...	12,207.40	9 juin.....	11,101.05
		26 juin.....	11,038.55
		30 juin.....	2,500,000.00

\$ 4,816,331.65

L'honorable M. Stockwell dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport sur les Compagnies d'Assurance 1934, (opérations de 1933).
Service des assurances, département du Trésor, province de Québec.
(Document de la session No 75).

Question par M. Barré.—1. Le gouvernement a-t-il fourni des engrais chimiques à des cultivateurs de St-Gédéon, Lac St-Jean: a. en 1933? b. en 1934?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité de chaque variété d'engrais a été distribuée, a. en 1933? b. en 1934?

3. A qui ces engrais ont-ils été donnés, a. en 1933? b. en 1934?

4. Quel est la raison ou le but poursuivi en faisant ces distributions?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. a. Non; b. Non.

Question par M. Barré.—1. Le ministère de la colonisation a-t-il contribué à la construction d'un chemin conduisant de Clarke City, allant dans la direction du lac Hall, dans la baie de Sept-Iles, Cté Saguenay?

2. Quel a été: a. le coût total de ce chemin? b. la part du gouvernement?

3. Ce chemin a-t-il été construit pour fin de Colonisation?

4. Combien de colons ont été établis le long de ce chemin?

Ce chemin à travers la forêt a-t-il été utilisé par la compagnie "Gulf Pulp" pour le charroyage de son bois?

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

1. Non.

2. a. Le département l'ignore; b. Rien.

3. Non.

4. 12 billets de location ont été émis dans le canton Arnaud.

Le département de la Colonisation ignore si la compagnie a utilisé ce chemin pour le charroyage de son bois.

Sur la motion de l'honorable M. Franceur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 15) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs nécessiteux, 1935".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur le sous-amendement de M. Barré dont elle a été saisie le mercredi 30 janvier courant, à l'amendement de M. Gaudet, sur la motion de M. Sauvé proposant:

Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer des fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole; CONSIDÉRANT que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial; CETTE CHAMBRE réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4% et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième considérant soient remplacés par les suivants:

La Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

CONSIDÉRANT que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

CONSIDÉRANT que ces accords seraient facilités si la Chambre des Communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:—

1.—CETTE CHAMBRE recommande que la contribution du Gouvernement de Québec, fixée à 1½% par la loi 21 Geo. V, ch. 38, "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles", soit augmentée;

2.—CETTE CHAMBRE invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

Lequel sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "créanciers" dans le premier considérant de la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est de plus urgent de fournir aux cultivateurs le crédit nécessaire à l'établissement des jeunes et au maintien des plus âgés sur leurs terres.

CONSIDÉRANT que le prêt agricole fédéral ne donne pas satisfaction.

CONSIDÉRANT que le Gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux de 2% par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922 sous le nom de Ontario Saving Offices.

CETTE CHAMBRE exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agri-

cole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut.

Que le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs soit le même que celui payé aux déposants dans lesdites caisses d'épargnes.

Et le débat se continue sur le sous-amendement.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Duplessis.—Du 1er janvier 1931, au 1er janvier 1934, des travaux ont-ils été exécutés dans le comté de Beauce, par l'entremise du département des Terres et Forêts, ou par l'intermédiaire de la Commission des Eaux Courantes de Québec?

Dans l'affirmative:

- a. Quand?
- b. Où?
- c. En quoi consistent lesdits travaux?
- d. Quel est le coût total de chacun de ces travaux?
- e. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par les journaux quant à ces travaux?
- f. Quels sont les contracteurs ou entrepreneurs qui ont exécuté chacun desdits travaux, et combien a été payé à chacun d'eux?
- g. Combien de ces travaux ont été exécutés par l'entremise du département des Terres et Forêts et pour quelle somme globale?
- h. Combien de ces travaux ont été exécutés par l'entremise de la Commission des Eaux Courantes de Québec et pour quelle somme globale?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui, par l'intermédiaire de la Commission des Eaux Courantes de Québec.

- a. En 1932.
- b. A un mille environ en amont du pont-route de Beauceville, dans la Rivière Chaudière.
- c. La construction de brise-glaces.
- d. \$52,314.80.
- e. Non, mais des soumissions furent demandées à quatre entrepreneurs de la région, et le contrat accordé au plus bas soumissionnaire.
- f. La Cic Joseph Plante, Ltée, St-Victor de Tring.
- g. Aucun.
- h. Un seul travail: construction de dix brise-glaces, au coût global de \$52,314.80.

Question par M. Guertin.—1. Les compagnies "Price Bros.", "Canadian International Paper Co.", Alphonse Couturier, "Ontario Paper Co." et "St. Lawrence Paper Co.", ont-elles remboursé la différence de salaires à leurs bûcherons pour la saison 1933-1934?

2. Quel a été:

- a. Le montant ainsi remboursé dans chaque cas?
- b. La base de salaire dont on s'est servi?

c. Le nombre total d'employés ainsi remboursés par chaque compagnie?

d. Combien de bûcherons n'ont pas été remboursés par chaque compagnie?

3. Dans la négative le gouvernement leur a-t-il réclamé le remboursement de la diminution des droits de coupe et la rente foncière?

4. A combien se chiffre le remboursement de chaque compagnie au gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Les Compagnies Price Brothers, Canadian International Paper Co., et St. Lawrence Paper ont commencé à rembourser la différence des salaires à leurs bûcherons pour la saison 1933-1934, et procèdent à ce remboursement au fur et à mesure que les demandes leur parviennent.

Monsieur Alphonse Couturier n'est pas un concessionnaire, et ses hommes seront remboursés de la différence de leur salaire pour la saison 1933-1934 par les concessionnaires sur les limites desquels il a opéré.

2. a. Seul le concessionnaire peut dire le montant qu'il a remboursé.

b. La base de salaire dont on s'est servi est \$26.00 par mois, clair et net, pour les opérations en forêt, et \$1.50 par jour, clair et net, pour les opérations de flottage.

c. et d. Le concessionnaire seul peut dire le nombre d'employés qui ont été remboursés.

3. Le gouvernement a réclamé le plein montant de la coupe à tous ceux qui ne remboursent pas la différence des salaires pour la saison 1933-1934.

4. Le remboursement se chiffre à 70 centins les mille pieds.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

(Document de la session No 76.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

(Document de la session No 77.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 23.

(Document de la session No 78.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 22.

(Document de la session No 79.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935 pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 avril 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement et se rapportant à la Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts, 24 Geo. V, ch. 19.

(Document de la session No 80.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentique de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 5 mars 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chapitre 54.

(Document de la session No 81.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph B. Learmont".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 1er FÉVRIER 1935

Onze heures du matin.

Prière.

M. Samson, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De "The Royal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente consentie par ladite compagnie et John F. C. Ward, devant E. W. H. Phillips, notaire, le 17 février 1919 et pour autres fins.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi érigeant la municipalité du canton de Sales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que les pensions des juges des sessions de la paix, des magistrats de police et de district, visées par la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) soient payées à même le fonds consolidé du revenu, tel que prévu par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 86) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur, ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 118) intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et Dame Marie Poliquin".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 5 FÉVRIER 1935

Prière.

M. Caron propose, secondé par M. Bachand:

Que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de: MM. Eddie Martin, Ludger Madore et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la manutention de la gazoline".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre: Statistiques municipales pour l'année civile 1933.

(Document de la session No 82).

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier 1935, pour: Copies de tous rapports émanant de l'Auditeur Général du Canada ou d'aucun membre de son personnel et transmis, depuis le 8 avril 1933, jusqu'au 23 janvier 1935, au gouvernement de cette province ou à aucun des ministres provinciaux ou à aucun officier de l'administration provinciale, relativement aux travaux publics exécutés dans cette province avec l'aide du trésor fédéral.

(Document de la session No 83).

Question par M. Élie.—Quelle est la somme totale de tous les subsides et de tous les octrois payés par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province, du 1er janvier 1934, au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Le subside (basé sur la population) et l'intérêt.....	\$ 2,652,979.98
L'aide au chômage (à distribuer aux municipalités).....	9,092,954.96
Le mouvement du retour au sol (à distribuer aux municipalités).....	63,531.93
Pour l'Agriculture (transport d'engrais chimiques et de bestiaux, etc.).....	6,072.03
Pour le bureau de placement ouvrier.....	30,576.46
Pour la voirie, élimination de traverses à niveau.....	21,954.91
	<hr/>
	\$ 11,868,070.27

Question par M. Béique.—Relativement à la réponse donnée par l'honorable M. Stockwell, en date du 29 janvier, 1935, au sujet des paiements ou des remboursements par le gouvernement de la province à la Commission des liqueurs de Québec, à quelque titre que ce soit, à partir du 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 16 janvier 1935:

1. Pourquoi le mot "remboursement", qui apparaît à la question originale rédigée en français, a-t-il été traduit dans la version anglaise de cette question, par l'expression "rebate", au lieu de "reimbursement"?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

L'officier en charge de la traduction anglaise soumet au sujet de l'interpellation faite par M. Béique concernant les paiements ou remboursements par le gouvernement de la province à la Commission des

Liqueurs du Québec, à quelque titre que ce soit, à compter du 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 16 janvier 1935, ce qui suit:

"Tout en admettant qu'il eut été mieux d'employer le mot "reimbursement", l'expression "rebate", d'après Webster, page 1779, édition 1913 signifie: "remise ou paiement remis". Quelque soit le mot employé, il n'y a pas lieu de modifier la réponse donnée.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province depuis le 8 janvier 1935, jusqu'au 31 janvier 1935, inclusivement:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés?
- Dans l'affirmative:
2. Pendant combien de temps?
3. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?
4. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?
5. A combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes?
6. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.
2. 24 jours.
3. \$12,318,609.29.
4. \$13,348,324.84.
5. \$32,399.63.
6. 4% par année.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution relative au bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district".

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur le sous-amendement de M. Barré, dont elle a été saisie le jeudi 31 janvier, courant, à l'amendement de M. Gaudet à la motion de M. Sauvé proposant que:

CONSIDÉRANT qu'il est urgent pour les cultivateurs de notre province de pouvoir se procurer des fonds qui leur sont nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole; CONSIDÉRANT que, par suite de sa situation particulière, la province de Québec a besoin, depuis plusieurs années, d'un crédit rural provincial; CETTE CHAMBRE réclame l'établissement immédiat d'un crédit agricole provincial, à long terme, sous le contrôle d'une commission offrant toutes les garanties d'impartialité, de compétence et de diligence, et possédant, pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, afin de faire aux cultivateurs qui offriront des garanties raisonnables des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4% et ne dépassant jamais celui que la commission paiera elle-même sur ses propres obligations.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "que" du deuxième considérant soient remplacés par les suivants:

La Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé, à la dernière session, une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

CONSIDÉRANT que cette loi autorise les cultivateurs à faire des accords concordataires avec leurs créanciers;

CONSIDÉRANT que ces accords seraient facilités si la Chambre des Communes et le Sénat du Canada autorisaient la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au débiteur le montant nécessaire pour payer les créances garanties que ce débiteur assume en vertu dudit accord;

Il est résolu que:—

1.—CETTE CHAMBRE recommande que la contribution du Gouvernement de Québec, fixée à 1½% par la loi 21 Geo. V, ch. 38, "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles", soit augmentée;

2.—CETTE CHAMBRE invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada à autoriser la Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au cultivateur, qui a fait un accord concordataire avec ses créanciers, en vertu de la loi fédérale d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, le montant nécessaire à payer les créances garanties assumées par le débiteur en vertu dudit accord.

Lequel sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après le mot: "créanciers" dans le premier considérant de la motion d'amendement soient remplacés par les suivants:

CONSIDÉRANT qu'il est de plus urgent de fournir aux cultivateurs le crédit nécessaire à l'établissement des jeunes et au maintien des plus âgés sur leurs terres.

CONSIDÉRANT que le prêt agricole fédéral ne donne pas satisfaction.

CONSIDÉRANT que le Gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux de 2% par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922 sous le nom de Ontario Saving Offices.

CETTE CHAMBRE exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut.

Que le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs soit le même que celui payé aux déposants dans lesdites caisses d'épargnes.

Et le débat se continue.

Au cours du débat l'honorable M. Taschereau dépose trois lettres qu'il a reçues:

1° Une lettre de l'honorable M. Edgar N. Rhodes, ministre des finances du Canada, datée du 4 février 1935, relative à la Loi du concordat entre les cultivateurs et leurs créanciers.

(Document de la session, No 86.)

2° Une lettre du même, datée du 29 janvier 1935, relative à la Loi du concordat entre les cultivateurs et leurs créanciers.

(Document de la session No 87.)

3° Une lettre de M. le juge L.-J. Loranger, datée le 4 février 1935, relative aux difficultés auxquelles la Commission du Concordat doit faire face.

(Document de la session No 88.)

M. Barré, du consentement unanime de la Chambre, retire son sous-amendement.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Gaudet.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Power,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Reed,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gault,</i>	<i>Turcotte.—43.</i>
<i>Gauthier,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Lafleur,*

*Lamoureux,
Sauvé,
Smart.—7.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

M. Guertin propose, secondé par M. Gault :—

ATTENDU que la loi 20 George V, chapitre 14, avait pour objet la constitution d'une commission chargée de faire l'étude de diverses questions sociales et de faire les recommandations qu'elle croirait utiles ;

ATTENDU que les personnes suivantes ont été nommées membres de ladite Commission par arrêté en conseil du 20 octobre, 1930 : M. Édouard Montpetit, président, Mgr Georges Courchesne, Ven. Archdeacon F. G. Scott, J. T. Foster, Gérard Tremblay, Alphonse Lessard et George Savoy ;

ATTENDU que ladite Commission, après des études très sérieuses dans la province et dans les principaux pays d'Europe, a fait plusieurs rapports à l'honorable Ministre du Travail en 1932 ;

INVITE le Gouvernement à proposer sans retard la législation nécessaire pour donner effet aux recommandations les plus pressantes de la Commission, particulièrement concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail et les amendements à apporter aux lois de l'Assistance Publique et des Établissements Industriels et Commerciaux.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Paquet, secondé par M. Gauthier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Question par M. Duplessis.—Le gouvernement de cette province a-t-il adopté un ou des arrêtés en conseil se rapportant, à quelque titre que ce soit, à la Commission relative au problème de l'électricité en cette province et composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald ?

Dans l'affirmative :

a. Quand ?

b. Combien ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Non.

Question par M. Élie.—Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent, à la date du 26 janvier 1935:

- a. Combien a été dépensé par la province ?
- b. Combien a été payé par la province ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

- a. \$2,192,180.23.
 - b. \$1,982,017.16.
-

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant l'article 2182 du Code civil".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 166) intitulé: "Loi abrogeant les lois 23 George V, chapitre 109 et 24 George V, chapitre 21".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois. Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Stockwell dépose sur le bureau de la Chambre:

Le treizième rapport annuel de la Commission des Liqueurs de Québec, 1933-34.

(*Document de la session No 84.*)

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1931, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à l'échange de terrains ou de lots entre le gouvernement de cette province et toutes personnes, compagnies ou corporations détenant des terrains par lettres patentes ou par licences de coupe de bois.

(*Document de la session No 85.*)

Question par M. Bertrand.—Au sujet de la bombe qui aurait été placée dans ou près des bureaux du premier ministre, dans le Palais législatif, en février, 1929, des détectives privés ont-ils été engagés ?

Dans l'affirmative :

a. Quels sont ces détectives ?

b. Combien a été payé à chacun d'eux ?

c. Quelle somme totale la province a-t-elle payée à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Il n'est pas dans l'intérêt public de donner des détails relatifs aux opérations de la Police.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 6 FÉVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Montreal Industrial Land Co. Ltd", demandant l'adoption d'une loi relative à la charte de la cité de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Archibald Dickson Anderson, Gerald Walker Birks, John Pearson Copland et autres, demandant l'adoption d'une loi pour l'incorporation du collège Sir Georges Williams, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Bélique, il est—

Ordonné que les articles 510-511 et 503 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Georges Shooner, demandant l'adoption d'une loi concernant son contrat de mariage et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 105.—Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'hôpital Saint-Luc.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 115.—Loi modifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie "The Wabasso Cotton Company, Limited".

Et avec des amendements le bill suivant:

Bill 108.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

M. Côté (Bonaventure), du comité du Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

Bill 174.—Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.

L'honorable M. Arcand propose, secondé par l'honorable M. Stockwell: que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

M. Duplessis soulève un point d'ordre et objecte que la motion de l'honorable M. Arcand contrevient à l'article 155 du règlement, en ce qu'elle anticipe sur deux bills inscrits au feuilleton, et est en conséquence irrégulière.

M. l'Orateur réserve sa décision.

Question par M. Duplessis.—Du 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, inclusivement, combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publication parus dans ladite *Gazette* et se rapportant:

a. A la vente de propriétés pour taxes municipales et scolaires, en cette province?

b. Aux faillites ou Cessions de biens, en cette province?

c. Aux ventes de propriétés sous l'autorité du shérif, en cette province?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$33,537.41.

b. \$8,402.95.

c. \$38,975.96.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

États dûment certifiés, relativement à la réponse donnée par l'honorable M. Godbout, en date du 25 janvier 1935, au sujet de la Loi concernant la vente des produits agricoles (17 Geo. V, chap. 24), depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1935, et indiquant:

a. Les nom et adresse de toutes les personnes à qui les montants ou partie des montants indiqués à ladite réponse ont été payés;

b. La date de chaque paiement à chacune desdites personnes;

c. Le motif de chaque paiement à chacune desdites personnes.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 5 février courant, proposée par M. Duplessis que le bill 166.—"Loi abrogeant les lois 23 George V, chapitre 109 et 24 George V, chapitre 21" soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bélue,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Sauvé,
Smart.—7.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Barré,
Bastien,
Bélanger,
Bergeron,
Bissonnet,
Bouthillier,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
Crête,
David,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,*

*Gault,
Gauthier,
Giguère,
Grant,
Guertin,
Lamoureux,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Poulin,
Power,
Reed,
Sabourin,
Saintonge,
Saurelle,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—55.*

La motion est rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques et se rapportant à l'arrestation sans mandat".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Guertin,
Sauvé,
Smart.—10.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bergeron,
Bissonnet,
Bouthillier,
Cusgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Crête,
David,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Filion (Laval),
Filion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),*

*Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Grant,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Poulin,
Reed,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—50.*

La motion est rejetée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 3, intitulé: "—Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94 relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 64.

(Document de la session No 89.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 3.

(Document de la session No 90.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 7 FÉVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Messier, secondé par M. Piché, il est—

Ordonné que les articles 498, 503, 510, 511 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de la paroisse de Varennes, demandant l'adoption d'une loi confirmant les limites de la municipalité de cette paroisse, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill (No 124) intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes."

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Messier, en conséquence, présente un bill (No 124) intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 88.—Loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.

M. Samson, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Du révérend Henry Keane, S. J., et autres, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de consolider la loi de la province du Canada, incorporant l'Université de Regiopolis et pour définir les pouvoirs de ses administrateurs.

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement à la charte.

De Geo. Christie Canada, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, en date du 13 novembre, 1933.

De MM. Eddie Martin, Ludger Madore et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

De Montreal Industrial Land Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Perrault présente le deuxième rapport du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

Bill 94.—Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Frigon ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant l'évaluation des propriétés de la compagnie Geo. Christie Canada, Ltd".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi concernant l'Université de Regopolis".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Filion (Laval) ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal-Est, 1934".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Filion (Laval) ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur rend sa décision, ainsi qu'il suit, sur le Point d'ordre soulevé, hier, le mercredi 6 février courant, par M. Duplessis, à la motion de présentation du bill No 17, Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931:

La Chambre étant à considérer la présentation des Bills Publics, l'honorable M. Arcand fait motion qu'il lui soit permis de présenter un bill intitulé: "Loi modifiant la loi des Accidents du Travail, 1931."

Monsieur Duplessis s'objecte à la prise en considération de cette motion parce qu'elle a trait à la présentation d'un bill ayant des objets semblables au bill No 156, "Loi modifiant la Loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités" inscrit sous l'ordre du jour No 45 de la séance en cours au nom de Monsieur Bertrand et d'un second bill portant le No 161 et inscrit sous l'ordre du jour No 48 au nom de M. Sauvé et portant le titre: "Loi modifiant la loi des Accidents du Travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins".

L'honorable député qui soulève le point d'ordre s'appuie sur les articles 322, 155 et 144 des règlements de la Chambre.

J'ai examiné attentivement la loi proposée par l'honorable M. Arcand et les bills Nos 156 et 161 et j'ai constaté qu'en effet, la loi proposée par l'honorable M. Arcand contient des dispositions semblables à celles portées dans les bills de M. Bertrand et de M. Sauvé sous les Nos ci-dessus; cette loi contient en outre plusieurs dispositions pour amender la loi des Accidents du Travail, 1931, qui ne sont pas contenues dans les bills

des deux députés. Aucun des articles mentionnés par M. Duplessis n'a trait spécifiquement à la présentation d'un bill qui suivrait la présentation d'autres bills d'une nature semblable et ce serait par simple inférence et par simple assimilation de la procédure s'appliquant à une motion que l'honorable député aurait conclu qu'on ne peut présenter un bill dont l'objet serait semblable en tout ou en partie à un ou plusieurs bills déjà présentés.

Je regrette de ne pouvoir partager son opinion car appliquer une règle semblable à la procédure parlementaire serait rendre pratiquement impossible, dans plusieurs cas, la présentation de lois par le gouvernement et ce serait permettre dans l'espace, à de simples députés, d'empêcher le Cabinet de présenter lui-même les lois qu'il annonce dans le discours du Trône. Je ne trouve aucun article dans les règlements de la Chambre pour autoriser une semblable opinion. Mes vues sur ce point sont d'ailleurs celles de nos meilleurs auteurs sur la procédure parlementaire.

Dans la onzième édition de la *Pratique Parlementaire* d'Erskine May, à la page 468, nous lisons sous le titre: "Bills relating to the same subject" (Lois ayant rapport au même objet): "There is no rule or custom which restrain the introduction of two or more bills relating to the same subject, and containing similar provisions." "Il n'y a aucune règle ou coutume qui empêche l'introduction de deux ou plusieurs projets de loi ayant rapport au même objet, et contenant des dispositions semblables."

Je lis à la page 690 de la troisième édition de la *Procédure Parlementaire* de Bourinot: "Dans la session de 1877, M. Barthe présenta un bill pour rappeler la loi de l'insolvabilité, qui fut l'objet d'un ordre pour une seconde lecture à un jour postérieur. Quelque jours plus tard, M. Palmer présenta un bill ayant le même titre et le même objet. Le point d'ordre fut soulevé à l'effet de savoir si ce deuxième projet de loi pouvait être présenté régulièrement, puisqu'il y en avait déjà un sur le même sujet devant la Chambre. En se référant aux autorités anglaises on trouva qu'une semblable question s'est présentée dans la chambre des Lords en 1854 et lord Lyndhurst établit la règle suivante: "Tant et aussi longtemps qu'un bill est en suspens et jusqu'à ce qu'il en soit complètement disposé il n'y a rien qui empêche de présenter un autre projet de loi ayant le même objet." Lord Lyndhurst cita aussi un mémoire d'un officier éminent de la Chambre des Communes (Sir T. E. May) à ce sujet—"Aucune objection ne peut être soulevée contre l'admission d'un bill dans la Chambre des Communes parce qu'il y aurait déjà un autre bill semblable devant la chambre. C'est le renvoi (rejection) et non la prise en considération (pendency) d'un bill qui crée une difficulté pour les procédures ultérieures. Cette règle s'applique aux deux Chambres." Dans le cas des projets de loi sur l'insolvabilité auxquels il est référé, le projet de loi de M. Barthe fut retardé pendant trois mois et quant l'ordre de sa seconde lecture fut appelé M. Palmer proposa qu'il fut rayé de l'ordre du jour. Plusieurs cas de bills ayant le même objet qui ont été introduits dans une même session peuvent être retracés dans les journaux du parlement canadien."

M. Bourinot continue: "Il est toujours régulier pour un membre de présenter un second bill sur le même sujet, avec l'intention de deman-

“der le rejet de l'ordre du jour du premier bill quand permission aura “été donnée d'introduire le second.”

Pour ces considérations je renvoie le point d'ordre soulevé par M. Duplessis.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: “Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—Du 1er juillet 1934, inclusivement, au 31 décembre 1934, combien Le Journal d'Agriculture a-t-il coûté à la province?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

\$39,743.02.

L'honorable M. Stockwell transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province:

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, le 7 février 1935.

E.-L. PATENAUDE.
(Document de la session No 1.)

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 170) intitulé: “Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relativement à certaines annonces et publications”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 75, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

Bill No 80, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "Quebec Paper Box Company" et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester, Limitée".

Bill No 81, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "Dominion Corset Company" et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot, Limitée".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 83, intitulé: "Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. Francœur (Montréal-Dorion) propose, secondé par M. Fauteux: Que cette Chambre apprenne avec regret que des Compagnies de chemin de fer congédient des canadiens de Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, quand elles devraient garder autant que possible dans chacun de leurs réseaux respectifs les employés qui y avaient leur emploi avant la crise économique et ne pas les mettre ainsi à la charge de leurs municipalités, et qu'elle proteste contre ce favoritisme exercé au détriment des nôtres.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Côté (Bonaventure), il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la présente séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 10) intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne".

L'honorable M. David propose, en conséquence, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est à propos de fournir des deniers à la ville de Terrebonne, pour aider cette dernière à payer l'intérêt sur les emprunts qu'elle a pu contracter sous l'empire de la loi 13 George V, chapitre 7, telle que modifiée par les lois 15 George V, chapitre 7, 16 George V, chapitre 4 et 21 George V, chapitre 13, et à pourvoir à leur remboursement; et

Attendu qu'il appert, à la loi précitée, que lesdits emprunts ont été autorisés dans un but philanthropique, celui d'apporter secours aux sinistrés de ladite ville de Terrebonne détruite en grande partie par un incendie, le 1er décembre, 1922; qu'il soit en conséquence:

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux termes et conditions qu'il déterminera, accorder à la ville de Terrebonne, pour une période n'excédant pas cinq ans, un subside payable par versements annuels de cinq mille dollars chacun, à même le fonds consolidé du revenu, pour aider celle-ci à payer l'intérêt sur les emprunts autorisés par la susdite loi 13 George V, chapitre 7, telle que modifiée par les lois 15 George V, chapitre 7, 16 George V, chapitre 4, et 21 George V, chapitre 13, et aussi à pourvoir au remboursement desdits emprunts.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que ledit bill soit alors renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. David dépose les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril, 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, ch. 24.

(Document de la session No 91.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, en vertu du chapitre 47, 24 Geo. V, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935.

(Document de la session No 92.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril, 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, ch. 17.

(Document de la session No 93.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril, 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, en vertu de 24 Geo. V, chap. 25.

(Document de la session No 94.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 6 mars, 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 45.

(Document de la session No 95.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 8 FÉVRIER 1935

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de M. Bachand, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Le Sun Trust Company, Limited", ayant son bureau principal dans la cité de Montréal; Dame Marie-Rosalie Berthelot, épouse de Léon Bourgeois, sa fille Léonie Bourgeois et Arthur Gagné, avocat, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Samson, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants que que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De MM. Archibald Dickson Anderson, Gerald Walker Birks, John Pearson Coplan, et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Sir George Williams College of the Young Men's Association of Montreal".

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que, nonobstant les dispositions du règlement, il lui soit permis de présenter un bill No 126, intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois".

M. Elie, en conséquence présente un bill (No 126) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: "Loi constituant en corporation "Sir George Williams College".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne".

L'honorable M. David propose "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution".

Cette motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte. La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle"—"La Salle Mutual Insurance Company".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 115) intitulé: "Loi modifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie "The Wabasso Cotton Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 113) intitulé: "Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal".

M. Plante propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 124) intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes".

M. Messier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 123) intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal".

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant l'évaluation des propriétés de la compagnie "Geo. Christie Canada, Ltd.".

M. Frigon propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 101) intitulé: "Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 24 janvier, 1935, pour: Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, depuis le 15 septembre, 1932 jusqu'au 20 janvier, 1935, relativement à l'entretien des routes dans la municipalité de Saint-Hermas, comté des Deux-Montagnes, ou au cantonnier qui en a la surveillance.
(Document de la session No 96.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est —

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 12 FEVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que les règlements concernant la présentation et la réception des pétitions soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Eastern Canadian Union Conference Corporation of Seventh Day Adventists", demandant une loi pour modifier sa charte, et que ladite pétition soit maintenant lue et reçue.

Que le règlement 516 soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la "Quebec Association of Seventh Day Adventists" et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Smart, en conséquence, présente un bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Association of Seventh Day Adventists", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 23.—Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.

Bill 24.—Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales et scolaires nonobstant le non-paiement des taxes.

Bill 93.—Loi ratifiant le règlement No 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.

Bill 110.—Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Bill 111.—Loi modifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de St-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse.

Bill 112.—Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande-Ile.

M. Samson, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De "Le Sun Trust Limitée" et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 84.—Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—La Salle Mutual Insurance Company".

Bill 91.—Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.

Bill 102.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Sur la motion de M. Bachand, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que l'article 516 soit suspendu, qu'il lui soit permis de présenter le bill No 125, intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard", et que ledit bill soit maintenant lu la première fois.

M. Bachand, en conséquence, présente un bill No 125, intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi pour valider la publication de certains avis municipaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Béique.—Relativement à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Voirie":

1. Depuis le 4 avril 1929, inclusivement, jusqu'au 19 janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$11,461,406.39. Depuis la réponse donnée le 15 février, 1934, la somme de \$1,317,062.51, dépensée pour des travaux de construction de chemins, a été, sur certificat de l'ingénieur en chef du département de la Voirie, portée au compte "Capital".

Question par M. Béique.—Relativement à la réponse donnée par l'honorable M. Perrault, en date du 24 janvier 1935, et concernant tous les travaux de voirie faits dans la province, depuis le 1er avril 1934, au 31 octobre 1934, inclusivement:

a. A part la somme de \$6,187,805.20, durant ladite période de temps, combien la province a-t-elle dépensé, à quelque titre que ce soit, pour travaux de voirie ou travaux dans les chemins, en cette province?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Par le département des Mines: \$122,739.43.

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. \$254,503.98 pour travaux de chemins faits par le ministère de la Voirie sur fonds du chômage.

\$380,437.56 pour travaux de chemins faits par le ministère de la Colonisation sur fonds du chômage.

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

Pour la partie concernant le ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

\$434,360.08 pour travaux de chemins ordinaires.

Question par M. Élie.—Relativement à la construction du pont de l'Île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

1. Ces travaux sont-ils terminés?
2. S'ils ne sont pas terminés, quand seront-ils terminés?
3. En quoi consistent les travaux accessoires?
4. D'après les estimations du gouvernement, à combien s'élèvera le coût total de tous lesdits travaux?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Non.
2. Probablement au cours de l'été prochain.
3. Ceux qui se rattachent à ce pont, tels que forages, approche-nord et approche-sud au complet, bureau de la perception des péages et installation électrique.

4. Environ: \$3,000,000.00.

Question par M. Guertin.—1. Quelles étaient les sommes dues (ou réclamées mais impayées) à la Cité de Hull, pour dépenses encourues pour l'entretien des nécessiteux, au 1er janvier 1935?

2. Pour quels mois et quels montants ces sommes sont-elles dues ou réclamées?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. et 2. Tableau des sommes réclamées dont le paiement n'a pu être effectué avant d'avoir tous les détails nécessaires de la municipalité pour fins de rajustement.

<i>Réclamation du mois de:</i>	<i>Reçue le:</i>	<i>Montant:</i>
Juillet 1934.....	10 septembre 1934.....	\$ 17,821.33
Additionnelle		
à avril et mai 1934.....	10 septembre 1934.....	2,679.02
Additionnelle		
à avril, mai, juin et juillet		
1934.....	29 septembre 1934.....	195.67
Août, 1934.....	29 septembre 1934.....	15,843.68
Septembre 1934.....	6 novembre 1934.....	14,655.13
Octobre 1934.....	21 novembre 1934.....	21,561.64
Additionnelle		
à septembre 1934.....	21 novembre 1934.....	3,330.29
Additionnelle		
à octobre 1934.....	13 décembre 1934.....	3,383.38

Question par M. Guertin.—1. Combien de dispensaires:

a. antituberculeux?

b. antivénérien?

c. de puériculture?

étaient en opération dans la Province au 1er janvier 1930?

2. Même question pour le 1er janvier 1931?

3. " " " " " 1932?

4. " " " " " 1933?

5. " " " " " 1934?

6. " " " " " 1935?

Réponse par l'honorable M. David:

1. a. Dispensaires fixes antituberculeux, pourvus du personnel et de l'équipement nécessaires, 1er janvier 1930: 18.

Même nombre en 1931, 1932, 1933, 1934 et 1935.

Depuis 1930, tous les comtés organisés en unités sanitaires ont été réunis au fur et à mesure en cinq districts et pourvus de cliniques ambulantes en charge de phthisiologistes experts qui visitent toutes les municipalités pour y faire du dépistage et de l'éducation antituberculeuse. Dans les plus importantes de ces municipalités comme Shawinigan-Falls, Grand'Mère, St-Jean, etc., il se donne en moyenne deux cliniques par mois.

b. Le 1er janvier 1930, il existait 70 centres de traitement des maladies vénériennes et depuis le 1er janvier 1931, nous en comptons 80. Ce nombre comprend les dispensaires proprement dits établis dans les hôpitaux généraux. Le traitement antivénérien est aussi donné dans les autres hôpitaux, maternités et crèches, hôpitaux d'aliénés, sanatoria pour tuberculeux, écoles de réforme et d'industrie, prisons.

De plus, dans les endroits éloignés de la province où il n'y a pas d'hôpital général ni de dispensaire, et dans le cas de malades indigents, la Division des Maladies vénériennes du Service provincial d'hygiène fournit gratuitement aux médecins les médicaments nécessaires pour le traitement des syphilitiques.

c. Tous les dispensaires fixes antituberculeux au nombre de 18 sont aussi des dispensaires de puériculture. En outre, dans les villes de Mont-

réal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières, 77 cliniques de nourrissons sont réparties dans les différents quartiers. Dans les trente-neuf comtés présentement organisés en unités sanitaires, il y a des cliniques de puériculture dans chaque municipalité, en charge des officiers médicaux des unités sanitaires dont les visites sont aussi fréquentes que nécessaires selon la population et ses besoins.

2. 2, 3, 4, 5 et 6, répondu par 1a, b et c.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie, le jeudi 7 février courant: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 122) intitulé: "Loi constituant en corporation "Sir Georges William College".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

La Chambre continue le débat sur la motion, qui était en discussion à six heures du soir, ce jour (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

M. Smart propose en amendement, secondé par M. Bertrand:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE est prête à voter les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures requises:

a. Pour faire cesser les dépenses extravagantes ou non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

b. Pour que les subsides à l'Agriculture, industrie fondamentale en cette province, soient considérablement augmentés et mieux répartis, de façon à ce que la classe agricole de cette province reçoive tous les crédits qui lui sont nécessaires, et de façon à ce que les crédits de l'agriculture ne soient pas absorbés en trop grande partie par les salaires et les dépenses des fonctionnaires publics;

c. Pour que la classe ouvrière en cette province puisse bénéficier des lois sociales et ouvrières qui s'imposent;

d. Pour que les comptes publics de la province, qui constituent la reddition des comptes de l'administration publique, soient clarifiés, considérablement simplifiés, et établis sur une base d'affaires;

e. Pour que les dépenses capitales de la province soient déterminées, non par une législation, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Guertin,
Sauvé,
Smart.—10.*

CONTRE:

Messieurs

*Arcand,
Bélanger,
Chouinard,
Drouin,
Duffy,*

*Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Frigon,*

Gagnon (Frontenac),
 Gaudet,
 Gauthier,
 Godbout,
 Grant,
 McDonald,
 Mercier,
 Moreau (Roberval),
 Paquet,

Perrault,
 Piché,
 Sabourin,
 Saintonge,
 Stockwell,
 Taschereau (Bellechasse),
 Taschereau (Montmorency),
 Vautrin.—27.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—
 Ordonné que le débat soit ajourné.

Question par M. Fisher.—Depuis l'ouverture du pont Honoré Mercier:

1. Jusqu'au 31 décembre 1934, quelles ont été les recettes brutes provenant des péages sur ledit pont?

2. Quelles ont été les recettes nettes provenant des péages sur ledit pont?

3. Quel est le tarif des péages sur le dit pont?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. et 2. Depuis l'ouverture du pont à la circulation, le 22 juin 1934 au 31 décembre 1934, les recettes provenant des péages sur ledit pont ont été de \$91,723.25; les dépenses ordinaires de \$26,249.65. Le revenu net ordinaire a donc été de \$65,473.65.

3. Le tarif des péages sur le dit pont est le suivant:

	<i>Aller</i>	<i>Aller et retour</i>
1.— <i>Passagers:</i> —		
a. Passagers à pied ou en véhicule, ou en bicyclette, bicycle avec panier, tricycle ou semblable véhicules (pas motocyclettes) montés, par une ou plusieurs personnes:—		
Billets simples (chacun).....	.05	
Six billets (en bande).....	.25	
b. Passagers à cheval (chacun).....	.20	
2.— <i>Bétail:</i> —(Seul ou troupeau):—		
Chevaux ou ânes, par tête.....	.15	
Bétail, par tête.....	.10	
Moutons, par tête.....	.03	
Veaux, par tête.....	.03	
Porcs, par tête.....	.03	

	Aller	Aller et retour
3.—Véhicules tirés par des animaux:—		
a. Véhicules pour passagers (taux de péage comprend le cocher):—		
Tiré par un animal.....	.15	
Tiré par deux animaux.....	.25	
Tiré par trois animaux.....	.40	
Tiré par quatre animaux.....	.55	
b. Véhicule de commerce, pas de passagers: (taux de péage comprend le cocher):—		
Tiré par un animal.....	.15	.15
Tiré par deux animaux.....	.25	.25
Tiré par trois animaux.....	.45	
Tiré par quatre animaux.....	.60	
c. Réservoir d'huile tiré par deux animaux (taux de péage comprend le cocher).....	1.00	
d. Véhicule tiré par un chien ou une chèvre (taux de péage comprend le cocher).....	.15	
4.—Voiture en usage par les chiffonniers, les aiguiseurs de ciseaux, etc. Le taux de péage comprend la personne en charge.....	.25	
5.—Automobiles, etc.:—		
a. Motocyclettes (Taux de péage comprend la personne en charge).....	.25	
b. Automobiles (char de passagers de pas plus de sept personnes), billets simples.....	.50	
10 billets (en bande) non-transférables, bons pour un mois.....	4.00	
20 billets (en livret) non-transférables, bons pour trois mois.....	6.00	
50 billets (en livret) non-transférables, bons pour trois mois.....	10.00	
NOTE.—Les billets ci-dessus mentionnés sont bons seulement pour le passage d'une automobile et de la personne en charge. Les autres personnes occupant l'automobile doivent payer en plus un autre tarif.		
c. Camions ne transportant pas de passagers (le taux de péage comprend la personne en charge):—		
1 tonne ou moins billets simples.....	.50	
1 " à 2 tonnes " " .....	.80	
2 " à 4 " " " 	1.20	
4 " à 5 " " " 	1.80	
5 " à 6 " " " 	2.00	
6 " à 7 " " " 	2.40	
7 " à 8 " " " 	3.00	
d. Des livrets ou billets de 50 et de 20 passages, bons durant les six mois qui suivront leur émission, pourront être vendus pour le pas-		

	<i>Aller</i>	<i>Aller et retour</i>
sage de camions, aux prix, en la manière et suivant les séries ci-après exprimés:—		
1 tonne et moins, par 50 billets de 40c.....		20.00
Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, par 50 billets de 60c.....		30.00
Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, par 50 billets de 90c.....		45.00
Plus de 4 tonnes à 5 tonnes inclusivement, par 20 billets de \$1.25.....		25.00
Plus de 5 tonnes à 6 tonnes inclusivement, par 20 billets de \$1.50.....		30.00
Plus de 6 tonnes à 7 tonnes inclusivement, par 20 billets de \$1.80.....		36.00
Plus de 7 tonnes par 20 billets de \$2.00.....		40.00
e. Voiture attachée au camion-automobile ne transportant pas de passagers:—		
1 tonne ou moins, billets simples.....		.40
Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, billets simples.....		.60
Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, billets simples.....		.90
Plus de 4 tonnes à 5 tonnes inclusivement, billets simples.....		1.40
Cependant, il pourra être vendu par la Corporation du Pont, pour le passage des remorques ou voitures spécifiées dans le présent paragraphe, des livrets de 20 passages, bons pendant les six mois de leur émission, aux taux suivants:—		
1 tonne ou moins, par 20 billets de 30c.....		6.00
Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, par 20 billets de 45c.....		9.00
Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, par 20 billets de 65c.....		13.00
Plus de 4 tonnes à 5 tonnes inclusivement, par 20 billets de \$1.00.....		20.00
f. Camions remplis de produits de ferme (fumier ou produits de fertilisation artificielle seulement), 50 billets (en livret) bons pour 6 mois (le taux de péage comprend la personne en charge):		
Camions de 1 tonne ou moins.....		5.00
Camions de 1½ tonne.....		7.50
Les remorques attachées à un véhicule-automobile portant une licence de fermier, suivant la classification des permis-automobiles de cette province, paieront les taux suivants:		
1 tonne ou moins.....		.20
1½ tonne.....		.30

NOTE:—Ces billets seront émis et acceptés pour passage seulement d'un camion d'une tonne et 1½ tonne lorsque chargé de produits de ferme

(fumier ou produits de fertilisation artificielle) sur présentation d'un certificat émis à l'applicant par le maire de sa municipalité dans la province de Québec, attestant qu'il est fermier.

Le numéro du certificat sera écrit par le percepteur, sur le dos du billet.

Les billets ne seront pas honorés pour passage de camions de fermiers retournant chargés de marchandises.

g. Des livrets de 50 passages, bons durant les six

(6) mois qui suivront leur émission, pourront

être vendus pour les camions transportant du lait ou de la crème, aux taux suivants:

1 tonne ou moins, 50 passages	15.00
---	-------

Plus de 1 tonne à 2 tonnes inclusivement, 50 passages	25.00
--	-------

Plus de 2 tonnes à 4 tonnes inclusivement, 50 passages	35.00
---	-------

Ces billets ne seront pas honorés lorsque les camions retourneront chargés de marchandises.

6.—*Autobus*.—Opérés par des Compagnies Incorporées pour le transport de passagers à des jours et heures réguliers.

Les taux de péage suivants seront autorisés et seront perçus, suivant la table démontrée plus bas, ceci d'après le nombre de sièges pour les passagers, dans les autobus. Que l'autobus soit rempli ou non, le taux pour cet autobus devra être perçu en entrant ou traversant le pont. Les billets seront vendus en livrets de pas moins de 100 billets et seront valides pour un passage sur le pont dans n'importe quelle direction:—

<i>Capacité maximum de l'autobus:</i>	<i>Taux pour 100 billets:</i>
16 passagers	\$120.00
21 “	135.00
25 “	142.00
29 “	150.00

Un livret de 100 billets sera valide durant les douze mois de la date de son émission.

7.—*Autobus*—n'opérant pas sur un temps régulier, aussi camions convertis ou arrangés temporairement ou d'une manière permanente pour le transport de plus de sept passagers (le taux de péage comprend la personne en charge):

Une traversée	1.20
-------------------------	------

Question par M. Fisher.—En ce qui regarde la Corporation du pont Saint-Louis:

1. Quels sont les membres qui composent cette corporation?

2. Quelle somme d'argent leur a été payée individuellement ou pour eux, depuis leur nomination jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. L'hon. R.-O. Grothé, président; M. J.-A. Trudeau, vice-président, M. Louis Chatelle, secrétaire-trésorier; MM. Robert R. Ness et Joseph Dupont, commissaires.

2. Du 11 octobre 1928, date de leur nomination, au 31 décembre 1934, les commissaires ont reçu chacun le montant total suivant:

L'Hon. R.-O. Grothé, président, \$5,419.19; M. J.-A. Trudeau, vice-président, \$4,279.42; M. Louis Chatelle, secrétaire-trésorier, \$4,735.34; M. Robert R. Ness, \$4,279.42; M. Joseph Dupont, \$4,279.42.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier, 1935, pour: Copies authentiques des certificats du ministre ou du sous-ministre de la Voirie, depuis le 8 février, 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier, 1935, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie".

(Document de la session No 97.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril, 1934 au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chapitre 50.

(Document de la session No 98.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril, 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 20.

(Document de la session No 99.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier, 1935, pour: Copies authentiques de tous les contrats et de toutes les conventions intervenues depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier, 1935 et prévus dans le Statut 24 Geo. V, chap. 20.

(Document de la session No 100.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 30 janvier, 1935, pour: Copie authentique d'un ordre en conseil No 2586 de 1934.

(Document de la session No 101.)

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier, 1930, jusqu'au 31 janvier, 1935.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et de toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier, 1930, jusqu'au 31 janvier, 1935.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier, 1930, jusqu'au 31 janvier, 1935.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la protection contre l'incendie, dans la municipalité de l'Annonciation d'Ôka, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier, 1930, jusqu'au 31 janvier, 1935.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 13 FÉVRIER 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 76 — Loi modifiant les lois concernant le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Question par M. Duplessis.—La Commission des Liqueurs de Québec, depuis le 1er avril 1933, inclusivement, jusqu'au 3 juillet 1934, inclusivement:

1. A-t-elle emprunté ?

Dans l'affirmative:

a) Quand a été contracté chacun des emprunts ?

b) Quel est le montant de chacun des emprunts ?

c) Pourquoi chaque emprunt a-t-il été contracté ?

- d) A quel taux d'intérêt chaque emprunt a-t-il été contracté ?
e) De qui chaque emprunt a-t-il été contracté ?
f) Lesdits emprunts ou aucun d'iceux ont-ils été garantis par la province, directement ou indirectement ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

La Commission des Liqueurs de Québec, à son début, a été autorisée à ouvrir un compte de banque par le moyen de lettres de crédit du Trésorier de la Province. Elle a tiré sur ses banquiers les sommes d'argent nécessaires et déposé quotidiennement des revenus, le solde en variant chaque jour. Aucun emprunt spécial n'a été négocié.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi le 7 février courant: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Gault, il est:—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Question par M. Lafleur.—La province, depuis le 1er janvier 1930, a-t-elle, partiellement ou totalement, contribué à la construction ou à la reconstruction des ponts couvrant la rivière Chaudière, dans le comté de Beauce:

Dans l'affirmative:

a. Où ?

b. Quand ?

c. Quand les travaux ont-ils commencé ?

d. Quand les travaux ont-ils été terminés ?

Quant à ces travaux:

e. Des soumissions ont-elles été demandées publiquement par les journaux ?

f. Quel est le coût total de chacun desdits ponts ?

g. Quel est le coût total des quais relatifs à chacun desdits ponts ?

h. Quel est le coût total des approches relatives à chacun desdits ponts ?

i. Quel est le coût total de chacune des expropriations relatives à tous les travaux ci-dessus ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

En autant que mon ministère est concerné: Oui, partiellement.

a. Pour pont vis-à-vis Beauceville; b. En 1930-31; c. 20 octobre 1930; d. 20 juillet 1931; e. Oui, par la municipalité; f. \$120,205.00; g. En assumant que le mot "quais" veut dire "sous-structure" la réponse est \$13,475.00. En autant que le ministère de la Voirie est concerné; h. \$36,886.10. Ce montant comprend non seulement le coût des approches, mais encore celui des améliorations à la courbe chez Caius Roy, du côté ouest du pont sur la route Beauceville-Sherbrooke, et le déplacement de la route Lévis-Jackman du côté est du pont; i. Mathias Lacombe,

\$433.15; Madame A.-M. Latulippe, \$556.66; Albert Mathieu, \$20.06; Pierre Mathieu, \$1,579.86; J.-T. Poulin, \$83.00; Madame S. Duval Poulin, \$4,638.84; Jos. Fortier, \$4,764.80; Odilon Poulin, \$721.10; Charles Veilleux, \$448.36; Frs. Mathieu, \$210.85; Alf. Jolicœur, \$8,963.18; L.-A. Grondin, \$1,539.15; A. Morissette, \$12,068.53; J.-A. Poulin, \$2,597.78; F. Doyon, \$1,195.95; J.-B. Poulin, \$421.05; A. Beauchesne, \$11,936.90; J.-T. Gilbert, \$7,186.40; Madame Elise Thibaudeau, \$392.35; P. Angers, \$310.60; Succession Madame P. Angers, \$548.90; Majorique Gilbert, \$403.00; P. Thibaudeau et Madame Jolicœur, \$801.57; Réal Thibaudeau, \$68.70; Mademoiselle Alexina Latulippe, \$137.05; La Fabrique de St-François, \$481.60; Madame M. Thibaudeau Fortin, \$24,759.19; H.-R. Renault, \$2,249.25; Caius Roy, \$18,547.40; Cie de Téléphone Local de Beauceville, \$193.97; Fortunat Veilleux, \$1,322.63; Athanase Doyon, \$7,273.60.

Ces divers montants comprennent l'indemnité payé à chacun des expropriés, les frais de notaires, les frais d'arpenteurs, ainsi que les frais d'avocats dans les causes qui ont été soumises à la Commission des Services Publics, tant pour les approches du pont que pour les améliorations aux chemins mentionnés au paragraphe précédent.

a. Pour pont entre la municipalité de St-Georges-Est et Aubert-Gallion; b. En 1930-31, 1931-32, 1932-33; c. En septembre 1928; d. 22 août 1930; e. Oui, par la municipalité; f. \$86,948.13; g. En assumant que le mot "quais" veut dire "sous-structure" la réponse est \$6,394.73; h. \$11,998.50 par la municipalité; i. Expropriation faite par la municipalité du comté de Beauce.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer".

M. Poulin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 106) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville".

M. Thisdel propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934".

M. Filion (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la "Quebec Association of Seventh Day Adventists".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 125) intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité au comité des bills publics en général.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier, 1935, pour: État dûment certifié se rapportant à la différence d'intérêt n'excédant pas un et demi ($1\frac{1}{2}\%$) pour cent, prévue dans la loi 21 Geo. V, chap. 38, depuis le 3 avril, 1931, jusqu'au 16 janvier, 1935 et indiquant: 1. Les noms, prénoms et adresses de chacune des personnes qui ont bénéficié ou bénéficient de ladite différence d'intérêt; 2. Le chiffre et le montant de tout versement fait quant à chacune desdites personnes à ce sujet; 3. La date à laquelle chacun de cesdits versements a été fait.

(Document de la session No 102.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février, 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier, 1930, jusqu'au 31 janvier, 1935. (Document de la session No 103.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février, 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à des demandes d'octrois pour construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier, 1930, jusqu'au 31 janvier, 1935. (Document de la session No 104.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 14 FÉVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Samson, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Que le règlement 516 soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec" et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Samson, en conséquence, présente un bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 113.—Loi concernant le titre de la "Royal Trust Co." à un terrain dans la cité de Montréal.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 120.—Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant l'évaluation des propriétés de la compagnie "Geo. Christie Canada, Limited".

Et avec des amendements le bill suivant:

Bill 109.—Loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.

Question par M. Élie.—À quel montant s'élève les achats de marchandises faits à la Coopérative Fédérée de Québec, par chacun des ministères de la province durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Par le ministère de la colonisation, de la chasse et des pêcheries.	\$ 59,415.87
Par le ministère des travaux publics.	156.73
Par le ministère de l'agriculture.	65,806.51

Question par M. Elie.—Quel montant a été payé ou accordé par la province à la Coopérative Fédérée de Québec, directement ou indirectement comme octrois, pour propagande, publicité, etc., à quelque titre que ce soit :

a. durant l'année fiscale commençant le 1er juillet 1933 et finissant le 30 juin 1934;

b. depuis l'organisation de la Coopérative Fédérée de Québec à date ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. Par le ministère des travaux publics.....	\$ 3,572.05
Par le ministère de l'agriculture.....	88,476.04
b. Par le ministère des travaux publics.....	27,870.66
Par le ministère de l'agriculture.....	1,163,748.41

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 7 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Desmarais, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Bertrand.—Au sujet de la bombe qui aurait été placée dans ou près des bureaux du premier ministre, dans le Palais Législatif, en février 1929:

1. En outre des membres de la police provinciale de Québec, des agences de détectives privés, des détectives privés ont-ils été employés à ce sujet ?

2. A combien se chiffre le total des dépenses payées par la province au sujet de cette affaire ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le gouvernement a déjà dit à l'honorable député qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui faire connaître les activités de la police.

Question par M. Lallier.—La province, depuis le 1er janvier 1930, a-t-elle partiellement ou totalement, contribué à la construction ou à la reconstruction des ponts couvrant la rivière Chaudière, dans le comté de Beauce:

Dans l'affirmative:

a. Où;

b. Quand;

c. Quand les travaux ont-ils commencés;

- d. Quand les travaux ont-ils été terminés;
Quant à ces travaux;
e. Des soumissions ont-elles été demandées publiquement par les journaux;
f. Quel est le coût total de chacun desdits ponts;
g. Quel est le coût total des quais relatifs à chacun desdits ponts;
h. Quel est le coût total des approches relatives à chacun desdits ponts;
i. Quel est le coût total de chacune des expropriations relatives à tous les travaux ci-dessus?

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

Pour la partie concernant le ministère de la Colonisation:

- a. A Notre-Dame de la Providence; et à Beauce Jonction.
b. Le Département de la Colonisation a payé une somme de \$4,036.61 étant la balance d'octrois promis en rapport avec la construction du pont à Notre-Dame de la Providence aux dates suivantes: \$1,000.00 le 22 août 1930, \$36.61 balance de facture de bois, le 13 avril 1931; \$1,000.00 le 13 juin 1931; \$1,000.00 le 20 octobre 1932 et \$1,000.00 le 15 juin 1933.

Pour le pont de Beauce Jonction, le Département a payé pour réparations à ce pont, une somme de \$3,355.87 comme suit: \$2,000.00 le 22 août 1930; \$343.12 le 30 juin 1931 et \$1,012.75 le 18 octobre 1934.

c. Le pont de Notre-Dame de la Providence a été construit en 1927 et celui de Beauce Jonction en 1910.

d. Les travaux au pont de Notre-Dame de la Providence ont été terminés en 1929 et ceux au pont de Beauce Jonction en 1910.

e. Non, les travaux ont été exécutés à la journée sous le contrôle immédiat des charpentiers du département.

f. Pour le pont de Notre-Dame de la Providence, \$37,547.17, celui de Beauce Jonction a coûté \$12,614.80.

g. et h. Le coût des quais et des approches de ces ponts est compris dans le coût total des ponts.

i. Le département l'ignore.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 15 FÉVRIER 1935*Onze heures du matin.*

❖ Prière.

M. Fillion (Lac-St-Jean) propose, secondé par M. Gagnon (Frontenac):

Que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des "Corporation Municipales de la paroisse de St-Joseph-d'Alma, du canton de Delisle et de la ville de St-Joseph-d'Alma", demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle-Maligne, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 127, intitulé: "Loi abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle-Maligne".

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 104.—Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu Dame A. E. Hatt et de feu L.-J.-D. Beaudry.

Bill 2.—Loi modifiant l'article 2182 du Code civil.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la protection contre l'incendie, dans la municipalité de l'Annonciation d'Oka, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 31 janvier 1935. (*Document de la session No 105*).

Question par M. Élie.—Quant aux grains de semence, du 1er janvier 1934, inclusivement, au 31 décembre 1934, inclusivement:

1. Quel est le montant total dépensé par la province:

a. Dans chacun des comtés de la province;

b. Par chacun des départements de la province?

2. Combien la province a-t-elle payé à date?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:
1. \$303,490.16.

Comtés:	Colonisation, chasse et pêcheries	Agriculture
a. et b.—		
Abitibi.....	\$ 50,963.24	1,218.90
Argenteuil.....		3,415.49
Arthabaska.....		1,032.92
Bagot.....		2,262.81
Beauce.....		2,494.58
Bellechasse.....		2,474.92
Berthier.....		3,717.87
Bonaventure.....	36.00	2,587.45
Brome.....		173.37
Chambly.....		1,548.66
Champlain.....		6,248.87
Charlevoix.....		
Chicoutimi.....	18,837.88	
Compton.....		1,876.48
Deux-Montagnes.....		200.02
Dorchester.....	24.00	3,224.70
Drummond.....		2,096.45
Frontenac.....	6,161.09	
Gaspé-Nord.....	36.00	3,096.05
Gaspé-Sud.....	55.20	6,146.25
Gatineau.....	6,427.43	1,192.64
Huntingdon.....		25.79
Iberville.....		1,848.65
Iles-de-la-Madeleine.....		804.95
Joliette.....	36.45	1,511.34
Kamouraska.....	24.00	1,711.14
Labelle.....	9,027.67	
Lac-St-Jean.....	8,279.30	
L'Assomption.....		507.19
Laviolette.....		1,225.52
Lévis.....		891.63
L'Islet.....		2,590.81
Lotbinière.....	11,145.49	
Maskinongé.....		1,819.75
Matane.....	79.20	6,618.25
Matapédia.....	11,108.95	173.46
Mégantic.....		3,495.32
Missisquoi.....		445.13
Montcalm.....		1,500.92
Montmagny.....	144.00	3,870.82
Montmorency.....		1,973.58
Napierville.....		19.63

<i>Comtés:</i>	<i>Colonisation, chasse et pêcheries</i>	<i>Agriculture</i>
Nicolet.....	.....	2,329.57
Papineau.....	.....	2,509.63
Portneuf.....	12.48	2,367.38
Pontiac.....	2,585.32	.....
Québec.....	.....	766.07
Richelieu.....	.....	1,651.44
Richmond.....	.....	1,413.56
Rimouski.....	7,757.97	.....
Rivière-du-Loup.....	5,681.85	156.06
Roberval.....	24,813.21	.....
Rouville.....	.....	550.73
Saguenay.....	6,683.03	.....
Shefford.....	.....	2,000.02
Sherbrooke.....	.....	1,521.46
Stanstead.....	.....	1,542.48
St-Hyacinthe.....	.....	1,017.72
St-Maurice.....	.....	1,471.85
Témiscamingue.....	16,938.04	.....
Témiscouata.....	13,114.34	.....
Terrebonne.....	.....	3,163.59
Trois-Rivières.....	.....	292.01
Verchères.....	.....	820.17
Wolfe.....	.....	3,047.52
Yamaska.....	.....	854.45
		<hr/>
		\$199,972.14 \$ 103,518.02

2. \$303,490.16.

Question par M. Élie.—Relativement à la Ferme Expérimentale de Recherches concernant les animaux à fourrure, en cette province, depuis la date de son institution jusqu'au 1er février 1935:

1. Quelle est la somme totale payée par la province pour l'établissement et l'aménagement de ladite ferme?

2. Des octrois ont-ils été accordés à ladite ferme?

Dans l'affirmative:

a. Par qui?

b. Quel a été le montant de chaque octroi?

c. Quand chacun de ces octrois a-t-il été payé?

d. À qui?

e. Pour quelles fins dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. La Ferme et le Jardin ont été organisés en même temps partie avec un octroi provincial et partie avec des fonds de secours en vue de remédier au chômage. Ces deux institutions sont si intimement liées que la plupart des constructions profitent également à l'une et à l'autre.

Il en va de même de l'équipement général et du laboratoire. On peut affirmer que, même si le Jardin n'avait jamais été organisé, les terrains auraient été achetés quand même pour les besoins de la ferme, que la plupart des constructions y auraient été érigées conformément au plan originellement établi, et qu'une partie importante de l'aménagement y aurait été nécessaire. Pour les fins susmentionnées, une somme de \$110,000.00 a été dépensée.

2. **Aucun.** Le budget général de la Chasse et de la Pêche ayant pourvu aux dépenses d'entretien de la Ferme et du Jardin.

Question par M. Guertin.—1. Quelles sont les rivières à saumon, dans le comté de Gaspé-Nord?

2. Ces rivières sont-elles louées?

3. Dans l'affirmative à qui?

4. Le loyer est-il payable d'avance?

5. Sont-elles louées par bail?

6. Si oui existe-t-il une clause dans le bail obligeant les clubs à payer le salaire de leurs gardiens régulièrement?

7. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il arrive depuis une couple d'années que le salaire des gardiens de la grande rivière Ste-Anne-des-Monts est en retard de deux et même trois mois?

8. Est-ce l'intention du gouvernement de remédier à cet état de choses?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Rivière Cap-Chat, Ste-Anne des Monts, Madelcine et partie de la Rivière Dartmouth.

2. Les rivières Cap Chat, Ste-Anne des Monts et Dartmouth sont louées.

3. La rivière Cap-Chat est louée à M. R. S. McLaughlin, la rivière Ste-Anne des Monts au Ste-Anne River Fishing Club, la Rivière Dartmouth aux Honorables R. M. Wilson et Donat Raymond.

4. Oui.

5. Oui.

6. Non.

7. Non.

8. C'est l'habitude du Département d'intervenir auprès des locataires lorsqu'il est porté à sa connaissance que les gardiens ne sont pas payés.

Question par M. Élie.—Relativement aux travaux de voirie, exécutés par le gouvernement de cette province sur la route No 22, Yamaska-Drummondville, dans la paroisse de Saint-Guillaume, comté de Yamaska, depuis le 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 12 février 1935, inclusivement?

1. Le gouvernement a-t-il acheté du gravier pour l'exécution desdits travaux?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. De qui?

4. A quel prix?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. En 1932 et en 1934.
3. En 1932, de Uldège Guilbault et Lucien St-Germain; en 1934, de Élie Lambert.
4. \$1.00 la verge cube en 1932 pour du gravier extrait de la rivière David et transporté sur le chemin; ce prix comprend l'achat et le transport. \$0.10 la verge cube en 1934 pour du gravier extrait du banc de gravier appartenant à Élie Lambert; ce prix comprend l'achat seulement et non le transport.

Question par M. Élie.—Relativement aux travaux de voirie, exécutés par le gouvernement de cette province, au sixième rang, appelé rang du Cordon, dans la paroisse de Saint-Guillaume, comté de Yamaska, depuis le 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 12 février 1935, inclusivement:

1. Le gouvernement a-t-il acheté du gravier pour l'exécution desdits travaux?

Dans l'affirmative:

2. Quand?
3. De qui?
4. A quel prix?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. En 1934.
3. Élie Lambert.
4. \$0.10 la verge cube pour du gravier extrait du banc appartenant à Élie Lambert. Ce prix comprend l'achat seulement et non le transport.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi pour valider la publication de certains avis municipaux".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et un contrat pour lui donner effet".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—La Salle Mutual Insurance Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie "Geo. Christie Canada, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 114) intitulé: "Loi concernant l'Université de Regiopolis".

Bill (No 126) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 19 FEVRIER 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 124.—Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.

Bill 178.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.

Et sans amendement:

Bill 27.—Loi pour valider la publication de certains avis municipaux.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 101.—Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.

Bill 117.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche relative

vement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Bachand, il est—

Ordonné que M. Saintonge ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi limitant certains droits d'action contre les corporations municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 4, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 79, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie".

Bill No 96, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 86, intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook".

Bill No 87, intitulé: "Loi validant certains titres de Dame Rose Cardinal Painchaud et d'Armand Cardinal".

Bill No 103, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 86) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 87) intitulé: "Loi validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 34) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche".

Question par M. Guertin.—1. Combien de nouveaux employés ont été engagés dans le service civil de cette province depuis le 1er septembre 1931?

2. De ce nombre combien étaient:

a. Du sexe masculin?

b. Du sexe féminin?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. et 2.—	a.	b.
Service intérieur (permanents).....	208	34
Services intérieur et extérieur (surnuméraires).....	847	218
Administration de la justice.....	383	66
	1,438	318
Moins:—Personnes ayant quitté le service durant cette même période.....	464	127
	974	191
	1,165	

Question par M. Béïque.—1. Quand a été construite, à travers le Parc National des Laurentides, la ligne de transmission électrique qui le traverse?

2. Par qui ladite ligne a-t-elle été construite?

3. A qui appartient ladite ligne de transmission électrique depuis sa construction?

4. Au sujet de quel pouvoir hydraulique ladite ligne de transmission électrique a-t-elle été construite?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. En 1926 et 1927.

2. "The Shawinigan Water & Power Company".

3. "The Shawinigan Water & Power Company".

4. Chûtes du Saguenay à l'île Maligne.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 7 février courant: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides et siège durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry de Valleyfield".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Power,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gaudel,</i>	<i>Vautrin.—39.</i>
<i>Gault,</i>	

CONTRE:

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Beïque,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé.—8.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie-Amélie-Élisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Fillion (Lac-St-Jean), dont elle a été saisie le vendredi, le 15 février courant:

Que les articles 497, 498, 503, 510, 511, 516, 542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des corporations municipales de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, du canton de Delisle et de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle-Maligne; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 127, intitulé: "Loi abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Et ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Fillicn (Lac-St-Jean), en conséquence, présente le bill (No 127) intitulé: "Loi abrogeant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 176) intitulé: "Loi abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Perrault propose, secondé par l'honorable M. Francœur, que la motion en discussion soit amendée en en retranchant les mots "lu une deuxième fois" par les mots "renvoyé au comité des bills publics en général".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Fauleux,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Bellevue),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Thisdel.—84.</i>

CONTRE:

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé.—8.</i>

L'amendement est ainsi adopté.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. Barré propose, secondé par M. Gault: Que cette Chambre:

ATTENDU que dans la province de Québec le régime seigneurial est censé être aboli;

ATTENDU qu'il en reste certains vestiges qui sont une anomalie;

ATTENDU qu'il est injuste que les héritiers directs des premiers colons soient chargés à perpétuité du paiement des rentes seigneuriales;

ATTENDU que les articles 439 à 445, inclusivement, du Code municipal prévoient le rachat de ces rentes par les municipalités;

ATTENDU que le moyen prévu par lesdits articles du Code municipal comportent des procédures trop longues et trop compliquées pour être pratiques;

INVITE le gouvernement à présenter dès cette session une législation basée sur les principes suivants:

a. Émission d'un emprunt au montant nécessaire pour fournir aux municipalités intéressées tout le capital nécessaire au rachat des rentes payables dans la province de Québec;

b. Avis à toutes les municipalités intéressées que dans un délai à déterminer, mais qui ne devra pas dépasser 24 mois, chaque municipalité intéressée aura à préparer ou faire préparer un rôle de perception tel que prévu au paragraphe 5 de l'article 437 du Code municipal;

c. Avis à toutes les municipalités intéressées que dans le délai plus haut mentionné elles auront à racheter les rentes dans l'étendue de leur territoire, et que les fonds nécessaires sont à leur disposition à un taux d'intérêt ne dépassant pas 4% annuellement;

d. Avis public à tous les propriétaires, obligataires, créanciers ou autrement intéressés au paiement ou à la perception des rentes seigneuriales que dans le délai ci-haut mentionné toutes les rentes seront rachetées par les municipalités avec les fonds fournis par le gouvernement.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Charbonneau, secondé par M. Lortie, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 20 FÉVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Frigon, secondé par M. Turcotte, il est—

Ordonné que les articles 498, 500, 503, 510, 511, 514 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La Commission des écoles Catholiques des Trois-Rivières", demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 128, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles Catholiques des Trois-Rivières".

Ladite pétition est, présentée, lue et reçue.

M. Frigon, en conséquence, présente le bill (No 128), intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles Catholiques des Trois-Rivières", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses

employés, et toute personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'Assistance Publique.

(Document de la session No 106.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 19 avril 1934, jusqu'au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 9.

(Document de la session No 107.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 6 février 1935, pour: États dûment certifiés, relativement à la réponse donnée par l'honorable M. Godbout, en date du 25 janvier 1935, au sujet de la Loi concernant la vente des produits agricoles (17 Geo. V, chap. 24), depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1935, et indiquant: a. Les noms et adresses de toutes les personnes à qui les montants ou partie des montants indiqués à ladite réponse ont été payés; b. La date de chaque paiement à chacune desdites personnes; c. Le motif de chaque paiement à chacune desdites personnes. (Document de la session No 108.)

Question par M. Béique.—Depuis le 1er janvier 1924 jusqu'au 1er janvier 1935, relativement au chemin public qui traverse le Parc National des Laurentides, entre Stoneham et Hébertville:

1. Combien la province a-t-elle dépensé?
2. Quels sont les départements administratifs de la province qui ont dépensé à ce sujet et combien a été dépensé par chaque département?
3. Quand a été faite chacune desdites dépenses?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$974,941.96.

2. et 3.—

Exercice fiscal 1924-25:	
Département de la Colonisation...	\$ 1,500.00
Exercice fiscal 1925-26:	
Département de la Colonisation...	1,142.00
Exercice fiscal 1927-28:	
Département de la Colonisation...	2,000.00
“ “ Voirie.....	987.53
Exercice fiscal 1928-29:	
Département de la Colonisation...	3,000.00
“ “ Voirie.....	5,027.30
“ des Terres et Forêts..	5,000.00
Exercice fiscal 1929-30:	
Département de la Colonisation...	176.08
“ “ Voirie.....	142,052.01
Exercice fiscal 1930-31:	
Département de la Voirie.....	130,325.57

Exercice fiscal 1931-32:	
Département de la Voirie.....	195,117.88
Travaux de chômage. \$ 268,382.02	
Subside fédéral probable à recevoir....	105,197.77
	<hr/> 163,184.25
Exercice fiscal 1932-33:	
Département de la Voirie.....	55,251.44
Travaux de chômage.....	989.42
Exercice fiscal 1933-34:	
Département de la Voirie.....	23,970.61
Travaux de chômage. \$230,841.19	
Subside fédéral probable à recevoir....	30,306.51
	<hr/> 200,534.68
Exercice fiscal 1934-35, jusqu'au 1er janvier 1935:	
Département de la Voirie.....	41,329.64
Travaux de chômage.....	3,353.55

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1934, jusqu'au 31 janvier 1935.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 21 mars 1928, jusqu'au 31 janvier, 1935, et se rapportant à 18 Geo. V, chapitre 30, article 11.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 157) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement en vertu de la Loi des véhicules automobiles d'un véhicule automobile non utilisé".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

M. Guertin propose, secondé par M. Barré, il est—

Résolu, QUE, ATTENDU que l'opinion publique réclame depuis plusieurs années la construction de la route Mont-Laurier-Maniwaki-Amos;

ATTENDU qu'une telle route fournirait un débouché idéal pour les produits agricoles de l'Abitibi et un marché nouveau et important pour l'industrie québécoise et serait, d'un précieux appoint pour l'œuvre de la Colonisation devenue si nécessaire.

ATTENDU qu'une telle entreprise aiderait énormément à soulager le chômage qui afflige notre population;

ATTENDU que cette route est nécessaire au double point de vue nationale et économique;

CETTE CHAMBRE prie respectueusement le gouvernement d'entreprendre dès maintenant la construction de cette route soit avec la collaboration du gouvernement fédéral, soit seul.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Phaneuf, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 28, intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder un montant annuel de trois cent vingt-cinq mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu aux fins de la Loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134,) telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40; 19 George V, chapitre 51, et 21 George V, chapitres 67 et 68, au lieu de la somme annuelle de trois cent quinze mille dollars, telle que déjà fixée par l'article 3 de ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 27) intitulé: "Loi pour valider la publication de certains avis municipaux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 87) intitulé: "Loi validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

M. Saintonge propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Plante,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Poulin,</i>
<i>David,</i>	<i>Power,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Savette,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Vautrin.—49.</i>
<i>Gaudet,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bélue,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Guerlin,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lafleur,</i>
	<i>Sauvé.—9.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1935, pour: Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Boudrias, dans le comté de Laval.

(Document de la session No 109.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 21 FÉVRIER 1935

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 125.—Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie Rosalie Bernard.

Et sans amendement:

Bill 179.—Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 106.—Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau, ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé, "Loi modifiant la loi de la commission des services publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill No 92, intitulé: "Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond", et ledit amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités".

M. Bertrand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bêique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Sauvé,
Smart.
—7.*

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Plante,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Damé,</i>	<i>Power,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Rochelle,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Pilon (Laval),</i>	<i>Savrette,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Vautrin.</i>
<i>Giguère,</i>	—45.

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi limitant certains droits d'action contre les corporations municipales".

M. Saintonge propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté. Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 127) intitulé: "Loi abrogeant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne".

M. Fillion (Lac St-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 177) intitulé: "Loi érigeant la municipalité du canton de Sales".

M. Rochette propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1934, jusqu'au 31 janvier 1935.

(Document de la session No 110.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée, à demain matin à onze heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 22 FÉVRIER 1935

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant: Bill 126.—Loi concernant le contrat de mariage de G. Shooner et de Dame J. DeBlois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Les comptes pour sommes dues à la cité de Hull pour secours aux nécessiteux pour les mois de novembre et décembre 1934 avaient-ils été reçus au 1er janvier 1935?

2. Sinon à quelle date ont-ils été reçus?

3. A combien se chiffrent ces comptes pour chacun des mois de novembre et décembre?

Réponse par l'honorable M. Franceur:

1. Non.

2. Novembre—4 janvier 1935.

Décembre—25 janvier 1935.

3. Novembre—\$22,797.85.

Décembre—\$29,373.07.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 85, intitulé: "Loi changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Dame Catherine Ekers Dunlop".

Bill No 95, intitulé: "Loi déclarant les droits de Dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph B. Learmont."

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 13) intitulé: "Loi imposant des licences et des droits au sujet des liqueurs douces".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi concernant les successions

de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie-Amélie-Elisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: “Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: “Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: “Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 26 FÉVRIER 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 33.—Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages.

Bill 150.—Loi modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements.

Bill 177.—Loi érigeant en municipalité le canton De Sales.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a examiné le bill No 78.—"Loi constituant en corporation le village de Boisbriant", et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à Votre Honorable Chambre que du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs les principaux intéressés dans ce bill, ont convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que le titre de "Loi constituant en corporation le village de Boisbriant" soit changé en celui de "Loi modifiant la charte du village de Senneville".

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: "Loi abolissant les taxes décrétées par la loi 24 George V, chapitre 14, concernant les contrats de mariage et les assurances sur la vie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Chouinard, secondé par M. Desmarais, il est—

Ordonné que M. Chouinard ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que M. Francœur (Montréal-Dorion) ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que M. Gauthier ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 44) intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Saintonge propose, secondé par M. Bachand que le débat soit ajourné.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le débat est, en conséquence, ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 20 février courant, proposée par M. Guertin:

Que, ATTENDU que l'opinion publique réclame depuis plusieurs années la construction de la route Mont-Laurier-Maniwaki-Amos;

ATTENDU qu'une telle route fournirait un débouché idéal pour les produits agricoles de l'Abitibi et un marché nouveau et important pour l'industrie québécoise, et serait d'un précieux appoint pour l'œuvre de la Colonisation devenue si nécessaire;

ATTENDU qu'une telle entreprise aiderait énormément à soulager le chômage qui afflige notre population;

ATTENDU que cette route est nécessaire au double point de vue nationale et économique;

CETTE CHAMBRE prie respectueusement le gouvernement d'entreprendre dès maintenant la construction de cette route soit avec la collaboration du gouvernement fédéral, soit seul.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la manutention de la gazoline".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augus-

tin, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 20 février 1935.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph du Lac, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 20 février 1935.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er août 1928, jusqu'au 1er janvier 1930.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 9, de la Loi concernant la vérification des comptes publics, chapitre 21, Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

État dûment certifié relativement aux diverses sommes payées par le gouvernement de cette province pour:

- a. Impression et reliure;
- b. Annonces et publicité;
- c. Divers;

depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement, et indiquant:

1. Le nom des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé lesdites sommes;
2. La somme globale payée à chacun d'eux, dans chaque cas;
3. Le total de tous les paiements effectués par le gouvernement de cette province, dans chaque cas et pendant ladite période.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 27 FÉVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que les articles 498, 503, 510, 511, 514 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal", demandant l'adoption d'une "loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal", et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 131, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Fauteux, en conséquence, présente le bill (No 131) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de Bien-

faisance et de Retraite de la Police de Montréal", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Côté (Bonaventure), secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que toutes les dispositions du règlement qui ont trait, à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire et à la présentation des bills privés, soient suspendues et qu'il lui soit en conséquence permis de présenter un bill No 132, intitulé: "Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan".

M. Côté (Bonaventure), en conséquence, présente le bill (No 132) intitulé: "Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du "Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, de la cité de Montréal, province de Québec, constitué en corporation par la loi 39 Victoria, chapitre 81", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et ratifiant certains actes; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 129, intitulé: "Loi amendant la charte du Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, de la cité de Montréal, et ratifiant certains actes".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Francœur (Montréal-Dorion), en conséquence, présente le bill (No 129) intitulé: "Loi amendant la charte du Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, de la cité de Montréal, et ratifiant certains actes", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition "Des Révérends Pères Alfred Charron, Adolphe Clément et Albert Cousineau et autres, tous religieux de la Corporation de Ste-Croix et domiciliés à Montréal", demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Religieux de Ste-Croix, et que cette pétition soit maintenant présentée lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 130, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Religieux de Ste-Croix".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Francœur (Montréal-Dorion), en conséquence, présente le bill (No 130) intitulé: "Loi constituant en corporation Les Religieux de Ste-Croix", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 117.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.

L'honorable M. Mercier dépose, sur le bureau de la Chambre:

Vingt-troisième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1934.

(Document de la session No 111.)

Question par M. Élie.—Relativement au pont de l'Île d'Orléans:

1. Sur quoi étaient basées les estimations du gouvernement lorsque dans sa réponse en date du 10 mars 1933 il évalua à \$3,500,000 le coût total de cette entreprise?

2. Pourquoi, dans sa réponse en date du 12 février 1935, le gouvernement a-t-il évalué à environ \$3,000,000 le coût total de cette entreprise?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Sur les premières estimations approximatives, car, à cette date, les soumissions pour la partie centrale et l'approche sud n'étaient pas encore demandées.

2. Parce que, en se basant sur les soumissions acceptées, les estimations ont été revisées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 88, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier."

Bill No 115, intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie "The Wabasso Cotton Company, Limited".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 115) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie "The Wabasso Cotton Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Conservateur de la Bibliothèque de la Législature de Québec, janvier à décembre 1934. (*Document de la session No 112.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 177) intitulé: "Loi érigeant en municipalité le canton DeSales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement".

M. Chouinard propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiques en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931".

M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament".

M. Francœur (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

M. Gauthier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

L'honorable M. Vautrin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Côté (Bonaventure), il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Francoeur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que ledit bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 78) intitulé: "Loi constituant en corporation le village de Boisbriant".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement dans le titre.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1935, pour: Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Boudrias, dans le comté de Laval. (*Document de la session No 113.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 21 mars 1928, jusqu'au 31 janvier 1935, et se rapportant à 18 Geo. V, chapitre 30, article 11. (*Document de la session No 114*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 28 FÉVRIER 1935

Prière.

Sur la motion de M. Françoëur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que, relativement au bill No 129, intitulé: "Loi modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie", pour éviter des retards et des frais considérables, les articles 494, 499 et 500 du règlement soient suspendus.

M. Samson, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 22 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 22 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Bill No 5, intitulé: "Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général."

Bill No 8, intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district."

Bill No 23, intitulé: "Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 77, intitulé: "Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines."

Bill No 105, intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 77) intitulé: "Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 105) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc," et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1935, jusqu'au 21 janvier 1935, inclusivement relativement à l'état des mandats spéciaux mentionnés aux Journaux de l'Assemblée législative du 10 janvier 1935:

1. Outre la somme de \$757,947.06, le gouvernement a-t-il dépensé en vertu desdits mandats spéciaux?

Dans l'affirmative:

- a. Quand;
- b. Pour quel montant;
- c. Pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

La balance non dépensée, tel qu'indiqué à l'état des mandats spéciaux, Journaux de l'Assemblée législative, du 10 janvier 1935, est de \$430,182.15.

De ce montant, \$117,360.69 représente des balances non dépensées qui se rapportaient à l'année fiscale terminée le 30 juin 1934 et qui, en vertu de l'art. 7, du chap. 21, S.R., 1925, sont devenues périmées.

La balance des mandats spéciaux pour l'année en cours s'élève donc à \$312,821.46. De cette balance, les sommes suivantes ont été dépensées durant la période du 1er janvier au 21 janvier 1935:

	a.	b.	c.
COLONISATION, CHASSE ET PÊCHERIES:—			
<i>Mouvement du retour à la terre—</i>			
<i>Administration (Plan Gordon):</i>			
7 janvier 1935.....	\$64.80		
10 " ".....	219.90		
11 " ".....	749.28		
14 " ".....	69.34		
17 " ".....	923.77		
18 " ".....	622.71		
21 " ".....	643.75		
<i>Etablissement des fils de cultivateurs sur la terre:—</i>			
16 janvier 1935.....	100.00	Octroi.	
TRAVAUX PUBLICS:—			
<i>Construction d'un nouvel édifice pour divers services de l'administration, rue St-Augustin, Québec.</i>			
10 janvier 1935.....	\$17.50	Honor. professionnels.	
14 " ".....	33.75	Soumissions.	
14 " ".....	10.44	"	
17 " ".....	241.65	Remboursement.	
18 " ".....	24.75	Soumissions.	
<i>Construction d'une annexe au Musée Laurier, Arthabaska:—</i>			
10 janvier 1935.....	\$267.00	Démolit. et construct.	

COLONISATION:—

Chemins de colonisation et aide à la colonisation:—

15 janvier 1935.....	7,100.00	Réparation de ponts dans divers comtés de la province.
----------------------	----------	--

TRAVAUX PUBLICS, CHASSE ET PÊCHERIES:—

Pêcheries maritimes:—

14 janvier 1935.....	\$13.20	Servi. profess. re-contr. de vente.
15 " "	32.11	Impression de formules
18 " "	50.00	Salaire de janvier.
18 " "	100.00	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	133.33	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	116.66	" "
18 " "	50.00	" "
18 " "	50.00	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	41.66	" "
18 " "	58.33	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	100.00	" "
18 " "	100.00	" "
18 " "	133.33	" "
18 " "	85.00	" "
18 " "	116.66	" "

COLONISATION:—

Primes de défrichement, de labour et de résidence:—

4 janvier 1935.....	\$ 25.00	Montants payés aux colons dans les divers comtés de la province pour primes de défrichement, de labour et de résidence.
5 " "	5,365.00	
7 " "	3,100.50	
9 " "	13,682.50	
10 " "	16,232.50	
11 " "	7,513.00	
14 " "	2,135.00	

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 27 février courant, proposée par l'honorable M. Vautrin que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération les résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre."

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 115) intitulé: "Loi modifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie "The Wabasso Cotton Company, Limited".

Et la motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande Ile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Bachand, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 131) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal".

Bill (No 129) intitulé: "Loi amendant la charte du Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, de la cité de Montréal, et ratifiant certains actes".

Bill (No 130) intitulé: "Loi constituant en corporation Les Religieux de Ste-Croix".

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et de toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 31 janvier 1935. *(Document de la session No 115.)*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 20 février 1935. *(Document de la session No 116.)*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph du Lac, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 20 février 1935. *(Document de la session No 117.)*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er août 1928, jusqu'au 1er janvier 1930. *(Document de la session No 118.)*

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation et à la réception des pétitions, à l'examen, à la présentation et à la réception des bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Wilbrod Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Massue, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 133, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Massue".

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 133), intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Massue", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain matin à onze heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 1er MARS 1935

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bill suivants:

Bill 118.—Loi assurant les effets civils du mariage entre Sarsfield Malone et Dame Marie Poliquin.

Bill 9.—Loi pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la "Ste. Anne Paper Co. Ltd", et à ses prédécesseurs et ayants cause.

Et avec des amendements:

Bill 35.—Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 97.—Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Ste-Augèle de Laval.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 76, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

Bill No 91, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

Bill No 98, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

Bill No 113, intitulé: "Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal".

Bill No 120, intitulé: "Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie "Geo. Christie Canada, Limited".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 113) intitulé: "Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie "Geo. Christie Canada, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'exécutif relativement au transfert des services des départements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1er juillet 1932 et se terminant le 30 juin 1933:

- a. Par les contribuables;
- b. Par la province?

Réponse par l'honorable M. David:

- a. 82.8%.
- b. 17.2 .

Question par M. Lafleur.—Quels sont:

- a. Les revenus bruts;
- b. Les revenus nets;

pour la province, concernant la taxe sur les repas dite "taxe d'hôpital", d'après la Loi 16 Geo. V, chapitre 55 et ses amendements, du 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- a. \$495,351.57.
- b. \$459,918.81.

Question par M. Béique.—1. Depuis le 11 mars 1933, inclusivement, jusqu'au 10 mars 1934, inclusivement, quelle quantité:

- a. D'huile;
- b. De gasoline a été vendue à la province par chacune des compagnies suivantes:
- c. "Excel Petroleum, Limited".?
- d. "Imperial Oil Limited".?
- e. "McColl-Frontenac Oil Co., Limited".?
- 2. A quel prix?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

<i>Excel Petroleum Limitée</i>	<i>Imperial Oil Limitée</i>	<i>McColl Frontenac Limitée</i>
Gazoline: 48,684 gallons.	204,926 gallons.	89,366 gallons.
Huile: 5,279 "	2,555 "	4,469 1/5 "

Les prix de la gasoline varient de \$0.21 à \$0.30 le gallon; et ceux de l'huile de \$0.56 à \$1.45 le gallon, selon la qualité ou la localité.

Question par M. Béique.—Relativement aux primes annuelles payées aux instituteurs et aux institutrices de la province, qui ont enseigné dans la province, pendant:

- a. 10 ans;
- b. 15 ans;
- c. 20 ans;

1. Quel était le montant de chaque prime, au cours de l'année fiscale 1932-33?

2. Ces primes ont-elles été diminuées?

Dans l'affirmative:

3. Quand?

4. De combien, dans chaque cas?

5. A combien s'élève la somme globale des diminutions, dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. David:

- a. \$15.00.
- b. \$20.00.
- c. \$25.00.
- 2. Oui.
- 3. Au cours de l'exercice financier courant.
- 4. a. \$5.00; b. \$10.00; c. \$14.00.
- 5. a. \$8,210.00; b. \$9,550.00; c. \$15,666.00.

Question par M. Béique.—Le 1er février 1935, à combien s'élevait le total des contributions des corporations municipales de chacun des comtés de cette province, à quelque titre que ce soit, en vertu de la Loi des bons chemins?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Depuis le 3 avril 1912 jusqu'au 1er février 1935, le total des contributions des municipalités a été comme suit: Abitibi, \$5,888.10; Argen-teuil, \$169,673.30; Arthabaska, \$101,695.94; Bagot, \$122,809.39; Beauce, \$141,293.95; Beauharnois, \$248,594.41; Bellocchase, \$40,282.87; Ber-thier, \$141,762.21; Bonaventure, \$28,231.88; Brome, \$102,098.86; Chambly, \$400,045.42; Champlain, \$101,162.39; Charlevoix-Saguenay, \$165,354.21; Châteauguay, \$387,021.74; Chicoutimi, \$359,317.96; Compton, \$181,026.33; Deux-Montagnes, \$304,409.80; Dorchester, \$71,096.90; Drummond, \$77,758.61; Frontenac, \$160,802.45; Gaspé, \$12,808.07; Gatineau, \$209,812.76; Hochelaga, \$1,631.60; Hull, \$47,263.31; Hun-tingdon, \$420,421.92; Iberville, \$100,358.13; Iles-de-la-Madeleine, \$1,321.77; Joliette, \$91,240.74; Jacques-Cartier, \$219,078.56; Kamou-raska, \$65,033.82; Labelle, \$94,480.61; Lac-St-Jean, \$120,541.83; L'As-somption, \$123,285.07; Laval, \$660,183.89; Laviolette, \$76,377.07; Lévis, \$135,381.03; L'Islet, \$58,469.49; Lotbinière, \$154,708.63; Maski-nongé, \$38,414.55; Matane, \$5,348.16; Matapédia, \$40,971.93; Mégantic, \$151,348.68; Missisquoi, \$143,581.64; Montcalm, \$88,702.97; Montma-gny, \$57,827.08; Montmorency, \$141,533.36; Napierville-Laprairie, \$329,845.55; Nicolet, \$122,045.35; Papineau, \$123,280.61; Pontiac, \$105,250.82; Portneuf, \$272,458.19; Québec, \$307,505.09; Richelieu, \$52,400.21; Richmond, \$154,206.10; Rimouski, \$25,155.28; Rivière-du-Loup, \$82,553.87; Roberval, \$216,423.51; Rouville, \$220,583.17; Shef-ford, \$116,359.41; Sherbrooke, \$58,006.55; Soulanges, \$77,906.15; Stanstead, \$130,153.18; St-Hyacinthe, \$54,944.40; St-Jean, \$112,997.19; St-Maurice, \$109,542.13; Témiscamingue, \$11,739.76; Témiscouata, \$29,855.52; Terrebonne, \$346,642.51; Trois-Rivières, \$16,710.28; Vau-dreuil, \$292,288.25; Verchères, \$276,145.92; Wolfe, \$117,531.43; Yamas-ka, \$103,120.34.

Question par M. Guertin.—1. Combien a été versé à la municipalité de Montcerf, comté Gatineau, chaque année depuis 1931, en octroi ou subvention de toute sorte avec les détails montrant le département, le montant et l'objet?

2. Même question pour la commission scolaire de Sainte-Philomène d'Egan?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

	<i>En faveur de la municipalité</i>	<i>En faveur du département de la voirie assurance</i>
Pour l'année 1931.....	\$ 2,904.82	\$ 104.66
" " 1932.....	622.38	45.95
" " 1934.....	507.84	

2. Réponse par l'honorable M. David:

Année 1930-31: Ecoles publiques.....	\$ 498.31
Education supérieure.....	48.00
Fonds des écoles élémentaires.....	500.00
Année 1931-32: Ecoles publiques.....	473.15
Education supérieure.....	43.00
Enseignement bilingue.....	50.00
Fonds des écoles élémentaires.....	500.00
Année 1932-33: Ecoles publiques.....	458.84
Education supérieure.....	40.00
Année 1933-34: Ecoles publiques.....	534.73
Education supérieure.....	30.00
Enseignement bilingue.....	50.00
Assistance aux corporations scolaires rurales.....	1,200.00

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 34, intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques pour fins de pêche".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU qu'il est à propos de construire et d'établir un ou plusieurs entrepôts frigorifiques, aux fins de fournir aux pêcheurs le moyen de conserver le poisson et la boîte, qu'il soit en conséquence:

Résolu, 1.—Qu'un montant de cent mille dollars soit affecté, durant l'année budgétaire 1935-36, à la construction, l'établissement ou l'aménagement d'un ou plusieurs entrepôts frigorifiques, aux fins de fournir aux pêcheurs, suivant leurs besoins, les moyens de conserver le poisson et la boîte et que le ministre des travaux publics détermine l'emplacement, la capacité et le coût de construction ou d'aménagement de ce ou ces entrepôts, de même qu'il impose les termes et conditions de leur mise en service aux pêcheurs intéressés.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du ministre des travaux publics, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes émises sur le crédit de la province et que ces bons ou rentes inscrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

Résolu, 3.—Que dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour la construction, l'établissement ou l'aménagement de ce ou ces entrepôts frigorifiques, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation nécessitée aux fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soit faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230), *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite Loi des chemins de fer de Québec, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

Résolu, 4.—Que le ministre des travaux publics sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.
Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.
Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de l'amendement que le Conseil législatif a apportés au bill (No 77) intitulé: "Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines", et ledit amendement est lu une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 132) intitulé: "Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 5 MARS 1935

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Béique, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que les articles 497-498-503-510-511-516-542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La cité de St-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendante et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert", et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 134, intitulé: "Loi pour amender et consolider la charte de la cité de St-Lambert".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Béique, en conséquence, présente le bill (No 134) intitulé: "Loi pour amender et consolider la charte de la cité de St-Lambert", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement aux dépôts judiciaires et autres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Bêque.—1. Depuis le 1er janvier 1934, au 31 décembre 1934, inclusivement, quelle quantité en tonnes, de produits asphaltiques "Macurban", "Macasphalt" et "Amiesite" a été employée par le ministère de la Voirie?

2. Quelle en a été le coût total?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Il a été employé 10,578 tonnes et 25 millièmes de tonnes de macurban, au coût total de \$58,169.14, et 3,591 tonnes et 743 millièmes de tonnes de macasphalt, au coût total de \$21,550.46, pour la construction d'un pavage permanent sur la route Trans-Canada dans les paroisses de Ste-Marthe et de Champlain.

Il a été en outre employé 240 tonnes de macurban, au coût total de \$1,319.76 pour réparations.

Aucun matériel "amiesite" n'a été employé.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 15 février 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé, pour l'exécution de travaux publics accordés sans qu'il ait été demandé des soumissions par la voie des journaux:

- a. Par le ministère de la Voirie;
- b. Par l'entremise du ministère de la Colonisation;
- c. Par l'entremise du ministère des Travaux publics?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

En autant que le ministère de la Voirie est concerné:

a. \$789,784.54. Cette somme comprend des travaux exécutés en vertu de contrats accordés durant les années 1931, 1932, 1933 et 1934.

Question par M. Duplessis.—1. Quand la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle emprunté de la Banque de Montréal la somme de \$1,620,366.41 mentionnée à la page 21 des Comptes Publics de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1934? (A-8 cédule du bilan);

2. Quel taux d'intérêt a été payé sur le ou lesdits emprunts?

3. A combien se chiffre le total des intérêts payés à ce sujet?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Ce montant représente le solde défavorable du compte de la Commission des Liqueurs de Québec, à la Banque de Montréal, au 30 juin 1934.

2. Cinq et demi pour cent par année à cette date; le taux a été réduit à cinq pour cent par année le 1er novembre 1934.

3. L'intérêt était payable sur ce montant pendant quatre jours seulement, du 29 juin au 2 juillet inclusivement, parce que le solde varie de jour en jour.

Question par M. Duplessis.—1. Quand la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle emprunté de la Banque Canadienne Nationale la somme de \$1,757,409.88 mentionnée à la page 21 des Comptes Publics de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1934? (A-8 cédule du bilan);

2. Quel taux d'intérêt a été payé sur le ou lesdits emprunts?
3. A combien se chiffre le total des intérêts payés à ce sujet?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Ce montant représente le solde défavorable du compte de la Commission des Liqueurs de Québec, à la Banque Canadienne Nationale, au 30 juin 1934.
2. Cinq et demi pour cent par année à cette date; le taux a été réduit à cinq pour cent par année le 1er novembre 1934.
3. L'intérêt était payable sur ce montant pendant quatre jours seulement, du 29 juin au 2 juillet inclusivement, parce que le solde varie de jour en jour.

Question par M. Barré.—1. Quel est le montant total des salaires payés aux agronomes et aux sous-agronomes, dans la province?

2. Quel est le montant total des dépenses de voyage, et dépenses de bureau payé aux agronomes ou à leurs assistants?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Année fiscale 1933-1934: \$209,351.38.
2. Année fiscale 1933-1934: \$116,586.59.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 34, intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fin de pêche".

Ces résolutions sont, en conséquence, lu la deuxième fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fin de pêche".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 15 février 1932 au 1er mars 1935:

1. Combien a été payé à la Commission Municipale de Québec, à quelque titre que ce soit, par toutes et chacune des corporations municipales et des corporations scolaires de la province?

2. Combien est dû, à quelque titre que ce soit, à la Commission Municipale de Québec, par toutes et chacune des corporations municipales et des corporations scolaires de la province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2.—

<i>Corporations municipales:</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Amherst, canton.....	\$ 1,038.95	.....
Aylmer, ville.....	3,016.82	218.40
St-Augustin, paroisse.....	294.24	289.78
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village.....	226.93	598.49
St-Ambroise, paroisse.....	167.30	362.62
St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village.....	311.68	827.34
Bagotville, ville.....	428.48	943.52
Black-Lake, ville.....	1,210.19	16.35
Bégin, canton.....	56.50	659.22
Bourget, canton.....	342.01	452.77
St-Benoit-Joseph-Labre, village.....	324.56	1,610.84
Bagot, partie nord-ouest, canton.....	.....	545.43
Bergeronnes, canton.....	427.32	10.44
St-Camille-de-Lellis, paroisse.....	265.06	10.44
St-Cœur-de-Marie, village.....	.....	613.15
Cap-Chat, village.....	570.71	370.31
Chicoutimi, cité.....	745.64	2,487.79
Chandler, village.....	1,496.43	223.80
Chicoutimi, (rurale).....	704.42	26.00
Cap-du-la-Madeleine, cité.....	2,183.85	.....
Delisle, canton.....	.....	1,150.13
Escoumains (rurale).....	411.38	20.65
St-Fulgence, paroisse.....	174.70	570.37
St-François-de-Pubos.....	86.70	286.77

<i>Corporations municipales</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Greenfield Park, ville.....	31.23	3,213.00
Grande-Baie (rurale).....	393.31	63.60
St-Henri-de-Taillon, paroisse.....	430.02	434.62
St-Honoré, paroisse.....	1.50	956.56
St-Joseph-d'Alma, ville.....	2,336.16	249.83
St-Joseph-d'Alma (rurale).....	1,311.88	173.41
St-Jérôme, village.....	332.85	569.23
St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, village.....	224.78	953.22
Jonquière, ville.....	32.15	.....
St-Jérôme, paroisse.....	442.06	274.64
St-Joachim-de-Tourelle, paroisse.....	.....	202.91
La Sarre, canton.....	.....	19.76
Laval-des-Rapides, ville.....	1,405.74	169.15
Ste-Lucie-de-Beauregard.....	.....	413.54
La Tuque, ville.....	609.90	1,931.28
Low, canton.....	32.70	.....
Laterrière, village.....	147.70	46.00
Macamie, village.....	472.21	74.47
St-Michel-de-Mistassini (rurale).....	699.56	20.75
Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse.....	961.24	20.20
Québec-Ouest, ville.....	624.74	1,875.71
Rivière-du-Moulin, village.....	300.45	26.00
St-Siméon, village.....	591.56	10.44
Taché, canton.....	656.43	88.30
Tremblay, canton.....	1,043.80	26.00
Villeroi (rurale).....	65.25	237.48
Val-Barrette, village.....	227.11	672.69
Totaux.....	\$ 27,858.20	\$ 25,017.40

<i>Corporations scolaires</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Ste-Anne-de-Chicoutimi.....	\$ 75.63	\$ 457.58
Aylmer, ville.....	1,020.20	128.40
St-Augustin, paroisse.....	166.70	136.13
Bagotville, ville.....	135.83	641.79
Black-Lake, ville.....	533.85	10.44
Bourget, canton.....	154.78	698.95
St-Camille.....	257.80	10.43
Chicoutimi, cité.....	270.63	3,427.34
St-Cœur-de-Marie, village.....	.....	399.68
Escoumains.....	562.18	10.44
Garnier.....	100.60	187.04
St-Honoré.....	.....	781.24
Harvey.....	.....	313.54
St-Jérôme, village.....	263.53	489.80
St-Jean-l'Évangéliste.....	27.50	419.26

<i>Corporations scolaires</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
St-Joseph-d'Alma, village.....	1,303.99	58.09
Jonquière, ville.....	86.23	.....
Labrecque, canton.....	.....	388.57
St-Michel-de-Mistassini, paroisse.....	650.53	36.27
Péribonca.....	430.10	105.25
Québec-Ouest, ville.....	117.80	62.46
St-Rémi-d'Amherst.....	550.92	202.90
Royal-Roussillon.....	506.27	.....
Rivière-Bleue.....	.....	891.78
St-Siméon, village.....	556.41	31.24
Suffolk.....	111.68	369.15
Taché, canton.....	69.97	417.34
Villeroi.....	276.41	31.21
Totaux.....	\$ 8,229.54	\$ 10,706.42
<i>Résumé</i>	<i>Payé</i>	<i>Dû</i>
Corporations municipales et scolaires.....	36,087.74	35,723.82

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 105) intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lévis".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 113) intitulé: "Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie "Geo. Christie Canada, Limited".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 133) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiques en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 6 MARS 1935

Prière.

Sur la motion de M. Crête, secondé par M. Gaudet, il est—

Ordonné que les articles 497-498-503-510-511-516-542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition; "Loi amendant la charte de la cité de La Tuque", et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 135, intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de La Tuque".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Crête, en conséquence, présente le bill (No 135) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de La Tuque", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Béique, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que, pour éviter des délais et des frais considérables relativement au bill No 134, intitulé: "Loi amendant et refondant la charte de la cité de Saint-Lambert", les articles 494, 499 et 500 du règlement soient suspendus.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1924, jusqu'au 23 février 1935:

1. Des scellés ont-ils été apposés sur des voûtes, chambres, bureaux ou pièces du département du Trésor?

Dans l'affirmative:

2. *a.* Par qui; *b.* Pour quels motifs; *c.* A quelle date; *d.* Pendant combien de temps dans chaque cas?

3. Où sont actuellement déposées les valeurs mobilières de la province ou confiées à la province?

4. A combien se chiffre le total de ces valeurs?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui, conformément à l'usage établi à l'époque où l'on vérifie les valeurs ou espèces, on a apposé les scellés à la voûte du trésor en différentes occasions.

2. *a. b. c. et d.* Par les inspecteurs en fonction au département du Trésor, du 2 au 14 juillet, 1930.

Par Price, Waterhouse & Company, du 16 au 18 juin 1931, Le but naturellement était de garder les voûtes scellées de jour en jour jusqu'à ce que l'inspection et la vérification de leurs contenus fussent complétées.

3. et 4. Au 28 février 1935, celles du Royal Trust Company, \$10,-392,304.85; celles du Trust Général du Canada, \$8,382,908.06. Ces chiffres sont basés sur la valeur au pair des garanties. Leur valeur actuelle suit les variations du marché.

Question par M. Barré.—Le gouvernement a-t-il fait des expropriations à Beauceville depuis 1930?

Dans l'affirmative:

a. En quelle année;

b. Quels sont les noms des expropriés;

c. Quel montant a été payé dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

En autant que le ministère de la Voirie est concerné:

Oui.

a. En 1931, 1932 et 1933.

b. et c. Voir la réponse donnée le 13 février 1935 et qui apparaît aux journaux de la présente session.

Question par M. Béique.—Relativement au chemin public qui traverse le Parc des Laurentides, entre Stoneham et Hébertville:

1. Quand a été construit ledit chemin?

2. En quoi consistent les travaux exécutés par la province et qui auraient coûté à la province, depuis le 1er janvier 1924 jusqu'au 1er janvier 1935, d'après une réponse donnée par l'honorable M. Perrault en date du 20 février 1935, la somme de \$974,941.96?

3. A part la dite somme de \$974,941.96, combien la province a-t-elle dépensé, à quel que titre que ce soit, au sujet dudit chemin, depuis sa construction jusqu'au 1er mars 1935?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Les travaux de construction furent commencés en 1924. Cette route, qui compte une longueur de 110 milles, a été ouverte à la circulation en 1931, mais il reste encore des travaux d'élargissement, de redressement et de gravelage à faire.

2. Les travaux exécutés consistent en défrichement, essouchement, ponts et ponceaux, terrassements, minage, mise en forme, concassage de pierre et de gravier, gravelage et travaux ordinaires d'entretien.

3. \$1,336.18 du 1er janvier 1935 au 1er mars 1935.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche".

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et Dame Marie Poliquin".

Sur motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement aux dépôts judiciaires et autres".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général:

Sur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 3 Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relative à certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.
- 4 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749.
- 5 Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général.
- 8 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district.
- 23 Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.
- 75 Loi constituant en corporation Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Mont-Laurier.
- 76 Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
- 77 Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vines.
- 79 Loi constituant en corporation Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie.
- 80 Loi modifiant la Loi constituant en corporation "Quebec Paper Box Company" et changeant son nom en celui de La Compagnie Dorchester, Limitée.
- 81 Loi modifiant la Loi constituant en corporation "Dominion Corset Company" et changeant son nom en celui de La Compagnie Amyot, Limitée.
- 83 Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-sud.
- 85 Loi changeant le nom de Dora MacLaurin en celui de Dora Dunlop et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop.
- 86 Loi concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook.
- 87 Loi validant certains titres de dame Rose Cardinal Painchaud et d'Armand Cardinal.
- 88 Loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.
- 91 Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.
- 92 Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond.
- 95 Loi déclarant les droits de Dame Margaret Dale Learmont, en vertu du testament de feu Joseph B. Learmont.

-
- 96 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.
98 Loi modifiant la charte de la Ville LaSalle.
103 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.
105 Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc.
113 Loi concernant le titre de la "Royal Trust Company" à un terrain dans la cité de Montréal.
115 Loi ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie "The Wabasso Cotton Company, Limited".
120 Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la Compagnie "Geo. Christie Canada, Limited".

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Et à leur retour,

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 7 MARS 1935

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 10, intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne".

Bill No 27, intitulé: "Loi pour valider la publication de certains avis municipaux".

Bill No 28, intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques."

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires)".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Relativement à la Commission composée de l'honorable Ernest Lapointe et de messieurs Augustin Frigon et G. C. MacDonald, et se rapportant au problème de l'électricité en cette province:

1. Jusqu'au 1er février 1935, combien la province a-t-elle payé, à quelque titre que ce soit?

2. A part la somme de \$6,000 au président, et de \$5,000 à chacun des commissaires, combien la province paiera-t-elle au président et à chacun des commissaires, à titre de salaires, gages ou émoluments, pour travail par eux accompli après le 1er janvier 1935?

3. D'après les comptes ou réclamations reçus par le gouvernement de la province ou aucun de ses officiers jusqu'au 1er février 1935, à combien se chiffre le total des dépenses payées ou payables par la province?

4. Quel sera le coût total des dépenses occasionnées à la province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. \$8,720.16.

2. Aucun montant.

3. \$20,220.16.

4. \$26,605.21.

Question par M. Béique.—Relativement aux travaux subventionnés en tout ou en partie par la province et exécutée sur la route St-Urbain-Grande-Baie, entre le village St-Urbain et la rivière Malbaie, dans le comté de Charlevoix:

1. Quel salaire quotidien devait être payé aux ouvriers employés à l'exécution de ces travaux?

a. Du 1er janvier 1931 inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1931, inclusivement;

b. Du 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1932, inclusivement;

c. Du 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1933, inclusivement;

d. Du 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

	a.	b.	c.	d.
	Chômage 1931	Voirie 1932	Chômage 1933	Voirie 1934
1er contremaître.....	\$ 3.60	\$ 4.50	\$ 3.60	\$4.50
Sous-contremaître.....	3.48	3.00	3.48	3.00
Ass-sous-contremaître.....	.....	.....	.....	.....
Surveillant.....	1.80	.....	1.80	.....
Pointeur en chef.....	2.00	3.00	2.00	3.50
Assistant-Pointeur.....	.....	.....	.....	2.50
Ingénieur.....	.....	.....	.....	4.00
Assistant-ingénieur ou chaudière.....	.....	.....	.....	2.50
Mécanicien.....	3.00	4.00	3.00	4.00
Mécanicien du concasseur.....	.....	.....	.....	4.00
Méca. au tracteur du moulin à scie.....	1.80	.....	1.80	.....
Chauffeur de moteurs.....	.....	4.00	.....	3.50
Chauffeur de tracteurs.....	.....	4.00	.....	4.00
Dynamiteur.....	.....	3.00	.....	3.50
Mineur.....	.....	2.50	.....	2.25
Constructeur de poutres.....	.....	4.50	.....	4.00
Aide-constructeur d'après expérience.....	{ 1.60 1.80 2.00 }	.....	{ 1.80 1.80 2.00 }	{ 2.50 2.00 2.50 }
Hom. en gde de la mac. à chemin.....	.....	3.00	.....	3.00
Mécanicien du compresseur.....	.....	3.00	.....	3.00
Mécan. de Pile mécanique.....	.....	.....	.....	3.00
Forgeron.....	1.80	2.50	1.80	3.00
Electricien.....	.....	.....	.....	3.00
Journalier.....	1.60	1.75	1.60	1.75
1 homme et 1 cheval.....	2.40	2.75	2.40	2.75
1 homme et 2 chevaux.....	.....	3.75	.....	3.75
Aide-Forgeron.....	.....	.....	.....	1.75
Cantonnier.....	.....	.....	2.75	2.40
Seleur (d'après expérience).....	{ 1.80 2.00 }	.....	{ 1.80 2.00 }	.....

Question par M. Duplessis.—Depuis l'organisation du département des Affaires Municipales de cette province, jusqu'au 1er mars 1935, à part la somme totale de \$222,958.24 mentionnée aux journaux de l'Assemblée législative 1929, page 97, aux journaux de l'Assemblée législative 1931, page 68, et aux journaux de l'Assemblée législative 1931-32, page 68, combien a été payé à la province par les conseils municipaux ou les

corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales?

Réponse par l'honorable M. Taschercrau:
\$42,002.20.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche".

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous arrêtés en conseil, de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, depuis le 1er janvier 1932, jusqu'au 11 février 1935, et se rapportant à l'application, dans la province de Québec, de la Loi des fruits, particulièrement en ce qui concerne la vente des tomates.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 8 MARS 1935

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 104, intitulé: "Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie-Amélie-Élizabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezary Beaudry".

Bill No 109, intitulé: "Loi autorisant L'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 101, intitulé: "Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval".

Bill No 102, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

Bill No 106, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville".

Bill No 124, intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 101) intitulé: "Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 106), intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 124), intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est —

Ordonné que, vu que le bill No 119, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", a été présenté en retard par suite de

circonstances incontrôlables, les amendes que les promoteurs du bill ont payées leur soient remboursées.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre: Vingt-cinquième rapport annuel de la Commission des Services Publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1934.

(Document de la session No 119.)

Question par M. Duplessis.—Depuis le 15 avril 1934, inclusivement, jusqu'au 1er février 1935, au sujet de la Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts (24 Geo. V, ch. 19):

1. A combien se chiffre le total des réductions exceptionnelles accordées par la province, relativement aux droits de coupe et aux rentes foncières?

2. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui ont bénéficié de ces réductions exceptionnelles?

3. Pour quelle somme et à quelle date dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 2. 3. Aucune réduction n'a été accordée relativement aux rentes foncières exigées pour l'exercice 1934-35.

Il a été accordé une réduction totale, sur les droits de coupe, de \$1,130.00 à la Gulf Pulp & Paper Co. pour les bois coupés durant l'exercice 1933-34 en vertu de l'arrêté du conseil No 1531 du 22 juin 1934.

Pour les bois qui sont coupés durant l'exercice 1934-35 nous n'avons pas encore le retour final des opérations et par conséquent nous ne pouvons qu'en donner une estimation.

a. Les concessionnaires suivants ont obtenu des réductions de droits de coupe:

I.—Ontario Paper Co., par arrêté du conseil No 1761 du 19 juillet 1934, pour environ 50,000,000 p.m.p. soit.....	\$27,500.00
II.—Gulf Pulp & Paper Co., par arrêté du conseil No 2580 du 24 octobre 1934, pour environ 17,500,000 p.m.p. soit.....	9,625.00
III.—Nouvelle Lumber Co., par arrêté du conseil No 2581 du 24 octobre 1934, pour environ 2,000,000 p.m.p. soit.....	500.00
IV.—Canadian International Paper Co., par arrêté du conseil No 3054 du 13 décembre 1934, pour environ 10,000,000 p.m.p. soit.....	5,500.00

b. Les personnes ou corporations suivantes ont obtenu le droit de couper à tarif réduit; sur les concessions ou terrains suivants:

I.—J. Moffatt, sur concessions Consolidated Paper Corporation par arrêté du conseil No 2586 du 24 octobre 1934 pour 5,000 cordes, soit.....	5,875.00
II.—Diverses personnes sur concessions Bathurst par les arrêtés du conseil No 2594 du 24 octobre 1934; No 2973 du 5 novembre 1934; No 3554 du 12 décembre 1934 pour la coupe de 20,000 arbres de cèdre, soit environ.....	1,500.00

III.—La ville de Chandler sur les concessions de la Maritime Operating Corporation par arrêté du conseil No 2658 du 31 octobre 1934 pour environ 1,800 cordes de bois de chauffage soit.....	950.00
IV.—J. H. Adams sur terrains vacants de la Vallée Matapédia par arrêté du conseil No 3021 du 12 décembre 1934, pour environ 1,000,000 p.m.p. soit.....	1,000.00
V.—F. Huard sur les concessions de la Bathurst Pulp & Paper Co. par arrêté du conseil No 3022 du 12 décembre 1934, pour environ 400,000 p.m.p. soit.....	470.00
c. Un grand nombre de colons ont obtenu par les arrêts du conseil No 187 du 23 janvier 1935; No 257 du 8 février 1935; No 468 du 15 février 1935 des permis pour couper gratuitement 372,000 p.m.p.; 1,850 cordes de bois de chauffage et 1,600 piquets soit.....	1,945.45

Question par M. Lafleur.—1. Depuis le 1er janvier 1931 jusqu'au 1er mars 1935, M. Jean Grenon, ingénieur civil, a-t-il été à l'emploi de la province:

Dans l'affirmative:

- Pendant combien de temps?
- Où?
- Quelles ont été ses fonctions?
- Quel a été son salaire durant cette période?
- Quels sont ses fonctions et son salaire actuels?

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

Pour ce qui concerne le département des travaux publics:

- Oui.
- Jusqu'au 1er janvier 1933.
- A Chicoutimi, au pont Chicoutimi-Ste-Anne.
- A fait le levé topographique et a agi comme ingénieur surveillant.
- \$2,929.00 pour l'achat des terrains et pour le levé topographique dont les premiers travaux ont été faits avant le 1er janvier 1931 et pour la surveillance des approches; \$260.00 par mois du 1er février 1932 au 1er janvier 1933 comme ingénieur surveillant des travaux du pont proprement dit.

Pour ce qui concerne le département de la Colonisation:

- Oui.
- Depuis le 1er février 1933 à date.
- Chicoutimi et Québec.
- Pendant son séjour à Chicoutimi, du 1er février 1933, au 15 janvier, 1935, chef des services de colonisation pour les régions de Chicoutimi et Lac-St-Jean.
- \$2,500.00.
- Depuis le 15 janvier 1935, attaché au service des terres libres, à Québec, au même salaire.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—1. En vertu de quelle autorité ou de quelle loi la Commission des Eaux courantes de Québec a-t-elle construit des brise-glac, dans le comté de Beauce, en 1932, au coût de \$52,314.80, suivant la réponse du ministre des Terres et Forêts en date du 31 janvier 1935?

2. Pourquoi lesdits travaux n'ont-ils pas été ordonnés et exécutés par l'entremise du département des Travaux Publics de Québec?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. La loi 1 George V, chapitre V, arrêté ministériel No 344, en date du 12 février 1932.

2. La Commission des Eaux Courantes, à différentes époques, a fait des études sur les conditions du régime des eaux dans la vallée de la Chaudière et particulièrement sur les dommages causés par les glaces. Dans le but de protéger certains villages, et sur la recommandation de l'ingénieur-en-chef de la Commission des Eaux Courantes, la construction de piliers brise-glaces a été décidée. La dite commission ayant le personnel technique requis, possédant une connaissance parfaite des conditions existantes sur la Rivière Chaudière, a été chargée de procéder elle-même à la construction de ces piliers.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 12 MARS 1935

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 119.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de Votre Honorable Chambre.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 183.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement.

Bill 133.—Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Et avec des amendements :

Bill 118.—Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et Dame Marie Poliquin.

Le bill suivant a été retiré :

Bill 114.—Loi concernant l'Université de Regiopolis.

Question par M. Élie.—1. Depuis la construction du pont de péage de Batiscan, à Saint-François de Batiscan, jusqu'au 5 mars 1935 :

a. A combien se chiffre le total des dépenses occasionnées à la province pour les réparations au et pour la construction et l'entretien dudit pont ?

b. A combien se chiffre le total des revenus bruts retirés par la province et provenant des taux de péage sur ledit pont ?

2. Depuis la construction du pont Taschereau, reliant l'Île Perrot à Dorion, jusqu'au 5 mars 1935 :

a. A combien se chiffre le total des dépenses occasionnées à la province pour les réparations au et pour la construction et l'entretien dudit pont ?

b. A combien se chiffre le total des revenus bruts retirés par la province et provenant des taux de péage sur ledit pont ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1. a. \$528,728.35; b. \$594,813.83.

2. a. \$393,302.57; b. \$734,390.91.

Question par M. Dugas.—1. Depuis quelle année le gouvernement perçoit-il des péages sur les ponts suivants : Batiscan, Taschereau, Gali-peault, Québec, Yamaska, St-François, Sorel, Chicoutimi et Gaspé ?

2. Quel a été pour la province le coût de construction de chacun de ces ponts ?

3. Quel est le revenu brut de chacun de ces ponts au 1er mars 1935 ?

4. Quelles sont les dépenses totales occasionnées pour chacun de ces ponts depuis leur construction au 1er mars 1935 ?

5. Dans lesdites dépenses, l'intérêt sur le capital dépensé est-il inclus ?

6. Un fonds d'amortissement est-il aussi inclus ?

7. Le gouvernement contribue-t-il au déficit d'exploitation de certains autres ponts à péage ?

8. Dans l'affirmative, quels sont ces ponts, depuis quand et quel est le montant versé à date ?

Réponse par l'honorable M. Francaur:

1. Batiscan, 10 mars, 1922; Taschereau, 21 avril, 1924; Galipeault, 1 juin, 1925; Québec, 22 septembre, 1929; Yamaska, 13 juin, 1932; St-François, 1 août, 1932; Sorel, 16 novembre, 1932; Chicoutimi, 19 mars, 1934; Gaspé, 1 juin, 1934.

2. Batiscan.....	\$446,522.03
Taschereau.....	290,047.47
Galipeault.....	591,974.23
Québec.....	400,000.00
Yamaska.....	352,463.52
St-François.....	418,409.76
Sorel.....	747,608.19
Chicoutimi.....	1,224,874.70
Gaspé.....	760,782.10
	<hr/>
	\$5,232,682.00

3. Batiscan.....	\$ 594,813.83
Taschereau.....	734,390.91
Galipeault.....	819,855.45
Québec.....	364,487.00
Yamaska.....	28,777.70
St-François.....	21,420.12
Sorel.....	34,829.50
Chicoutimi.....	11,190.95
Gaspé.....	9,523.15
	<hr/>
	\$2,617,288.61

4. Batiscan.....	\$ 82,206.32
Taschereau.....	102,255.10
Galipeault.....	119,089.63
Québec.....	296,121.79
Yamaska.....	19,865.00
St-François.....	18,363.40
Sorel.....	24,778.83
Chicoutimi.....	8,387.13
Gaspé.....	6,930.74
	<hr/>
	\$677,997.94

5. Non, à l'exception du pont de Québec.

6. Non, à l'exception du pont de Québec.

7. Oui.

8. Pont Jacques-Cartier:

Déficit des opérations pour la période:

Du 14 mai au 31 décembre, 1930.	\$ 95,342.47
Du 1er janv. au 31 déc., 1931....	150,000.00
Du 1er janv. au 31 déc., 1932....	150,000.00
Du 1er janv. au 31 déc., 1933....	150,000.00
Du 1er janv. au 31 déc., 1934....	150,000.00

\$695,342.47

Pont sur la rivière St-Maurice, à Grand'Mère:

Déficit des opérations pour la période:

Du 1er mai 1929 au 30 juin, 1930	\$ 1,995.15
Du 1er juil. 1930 au 30 avril, 1931	1,187.54
Du 1er mai 1931 au 31 janv. 1933	5,116.21
Du 1er fév. 1933 au 31 janv. 1934	7,691.96
Du 1er fév. 1934 au 31 janv. 1935	7,827.87

\$23,818.23

Total..... \$719,160.70

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 101) intitulé: "Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval".

La motion "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 106) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 124) intitulé: "Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 97) intitulé: "Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle-de-Laval".

Sur la motion de M. Gaudet, secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 134) intitulé: "Loi modifiant et refondant la charte de la cité de Saint-Lambert".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 135) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que la colonisation et le retour à la terre doivent être considérés comme des entreprises nationales à la réussite desquelles il importe de travailler;

Attendu que la colonisation et le retour à la terre offrent une solution efficace et d'une nature permanente aux problèmes qui sont nés du chômage;

Attendu qu'il y a, dans les campagnes, un grand nombre de fils de cultivateurs qui désirent s'établir sur la terre mais qui, pour le faire, ne peuvent compter sur l'aide paternelle ou n'y peuvent compter que dans une mesure insuffisante;

Attendu qu'il y a également un nombre non moins considérable de jeunes gens qui, sans toutefois être fils de cultivateurs, ont toutes les aptitudes voulues pour s'établir sur la terre avec succès, mais n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire;

Attendu qu'il y a des cultivateurs qui, atteints par la crise et obligés d'abandonner leurs fermes, aspirent à retourner à leur état pourvu qu'on leur en fournisse le moyen;

Attendu qu'il y a entre le nombre de la population urbaine et celui de la population rurale un déséquilibre qu'il importe de rectifier et que la colonisation et le retour à la terre offrent un moyen pratique pour rétablir un équilibre désirable; qu'il soit en conséquence:

Résolu, 1.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le titre de *Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.*

Résolu, 2.—Qu'une somme de dix millions de dollars sera affectée pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et spécialement aux fins prévues aux résolutions 3, 4, 5 et 7 ci-dessous.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la colonisation, d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour:

1° Accorder des octrois aux conditions et aux montants qu'il déterminera:

a. Aux sociétés diocésaines de colonisation ou à toutes organisations s'occupant activement de colonisation ou de retour à la terre;

b. Aux cultivateurs qui établiront leurs fils, gendres ou enfants adoptifs sur des terres libres, c'est-à-dire des terres ne servant pas alors, en tout ou en partie, à l'exploitation agricole ou qui peuvent servir à la création de nouveaux établissements agricoles, pourvu que l'octroi dans ce cas n'excède pas trois cents dollars et soit payé au moyen de trois versements annuels égaux;

c. Aux personnes qui sont sujets britanniques désirant s'établir sur telles terres libres, si elles ont été jugées aptes à le faire; le maximum de l'octroi dans ce cas devant être le même que pour le cas précédent et devant être versé de la même façon;

d. Aux colons débutants pour aider à la construction d'une maison et d'une étable, pourvu que l'octroi pour chaque cas particulier n'excède pas cent dollars, et aux colons de première année pour la préparation des cinq premiers acres de leur lot, eu égard au nombre de dépendants, sans préjudice à la prime ordinaire de défrichement et de labour que ces colons pourront avoir gagnée;

e. A toute personne célibataire, du sexe masculin, qui désirera travailler comme aide chez tout cultivateur qui consentira à la recevoir ou à l'employer.

2° Effectuer un prêt, pour l'achat d'un roulant, à toute personne qui aura bénéficié d'un octroi en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 1° de la présente résolution, et qui ne pourra compter sur l'aide de ses parents pour obtenir les animaux et les instruments aratoires nécessaires aux fins de son exploitation, pourvu que le prêt n'excède pas la somme de cinq cents dollars et ne soit pas supérieur aux deux tiers du coût du roulant; ce prêt sera remboursable à raison de versements annuels de cent dollars, le premier versement devenant dû au commencement de la quatrième année du prêt, et il ne portera pas intérêt sauf à compter de la date d'échéance des remboursements;

3° Améliorer et développer les régions où des colons sont établis ou pourront être établis, soit par la construction de grandes voies de communication ou de chemins locaux et de ponts, soit par l'assèchement, l'égouttement ou le drainage de certains territoires, y compris les terrains possédés en commun (communes), les savanes et terrains marécageux, soit par l'acquisition, par échange ou autrement, des terres jugées nécessaires à ces fins;

4° Aider, encourager et maintenir les colons ou les établissements de colons déjà existants, et satisfaire aux soins immédiats de ces colons en supplant, sous toute forme quelconque et sous toutes conditions déterminées, aux octrois et aux primes qui leur seront déjà versés;

5° Payer les frais légitimes de transport de colons, de leurs familles et de leur roulant et ménage, lorsqu'il sera établi que ces colons ne peuvent pas acquitter ces dépenses;

6° Créer des centres de colonisation en établissant des colons par groupe et, à cette fin, en outre des octrois ou primes qui pourront être versés à chaque colon, dépenser toutes sommes requises pour l'achat de bois nécessaire à la construction, pour l'achat de matériel, de chevaux ou autres animaux, de machinerie ou instruments pour travaux publics.

7° Construire ou améliorer des écoles, chapelles-écoles, ainsi que des maisons et logements pour les curés ou missionnaires de colonisation et aider toute organisation scolaire ou religieuse;

8° Donner des graines de semence aux colons qui n'auront ni les ressources ni le crédit pour s'en procurer et d'accorder des primes de jardinage aux femmes de colons pour récompenser leur travail et leur industrie;

9° Diriger les efforts et les initiatives des colons, en leur procurant les services de tout agronome ou de tout spécialiste et, si nécessaire, d'organiser un service spécial d'agronomie adapté aux besoins des régions nouvelles et anciennes;

10° Accorder des primes pour la construction de moulins dans les anciennes et nouvelles colonies où il le jugera à propos dans l'intérêt des colons, et favoriser la petite industrie;

11° Diviser les régions de colonisation en districts pour les fins de l'administration et établir des bureaux pour faciliter les transactions entre ceux qui désireront s'établir sur des terres actuellement libres, et ceux, d'autre part, qui possèdent de telles terres et seraient disposés à les vendre à termes.

Résolu, 4.—Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la colonisation:

1° A acquérir, par échange ou autrement, toute terre ou territoire si cette acquisition est jugée nécessaire pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, et à procéder à la vente de ces terres ainsi acquises ou toute partie d'icelles, aux termes et conditions qui pourront être jugés avantageux et équitables;

2° A négocier avec les personnes propriétaires de terres libres, au sens du paragraphe b du paragraphe 1° de la résolution 3 pour les aider à disposer de leurs terres en faveur de toutes autres personnes qui seront dans les conditions voulues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pour obtenir des octrois ou des prêts;

3° A faire toute convention ou tout arrangement avec le gouvernement du Dominion ou toute corporation municipale de cette province, ou avec les deux, aux fins de promouvoir les intérêts de la colonisation et du retour à la terre;

4° A faire exécuter tous travaux d'arpentage et de classification des terres qui sont actuellement sous son contrôle ou qui pourront à l'avenir l'être;

5° A faire exécuter tout travail jugé nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider et assurer l'expansion et le succès de la colonisation et du retour à la terre.

Résolu, 5.—Que sur et à même la somme prévue à la résolution 2 pourront être acquittés, en totalité ou en partie, toutes dépenses résultant généralement de toutes lois concernant la colonisation et le retour à la terre et tous octrois ou primes autres que celles de défrichement et de labour qui pourront être accordés, ainsi que les dépenses jugées nécessaires pour donner suite à tout contrat ou transaction comme à toute initiative résultant de ces lois, et généralement pour exécuter tout ce qui pourra être nécessaire ou avantageux dans l'intérêt public pour aider ou assurer l'expansion ou le succès de la colonisation et du retour à la terre.

Résolu, 6.—Que tous les octrois, primes ou allocations annuelles ou particulières, versés en vertu des présentes résolutions seront incessibles et insaisissables.

Résolu, 7.—Que le personnel jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra être nommé conformément aux dispositions de la Loi du service civil (Statut refondus, 1925, chapitre 10,) ou de la Loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), suivant le cas.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre de la colonisation, les montants que le gouvernement de la province est autorisé à dépenser en vertu des présentes résolutions; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, jusqu'à concurrence du montant de dix millions mentionné dans la résolution 2 ci-dessus, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; et que ces bons ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le

lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

Résolu, 9.—Que le ministre de la colonisation sera chargé de la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 13 MARS 1935

Prière.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que les articles 497-498-500-510-511 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de: "L'hôpital Saint-Joseph des Convalescentes", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Francœur (Montréal-Dorion), en conséquence, présente le bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que les articles 497-498-500-510-511 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition: "Des Dames Marie-Anne Lavallée, Hélène Lanthier, Maria Guy et autres", demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph", et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 137, intitulé: "Loi constituant en corporation les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Francœur (Montréal-Dorion), en conséquence, présente le bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 82.—Loi amendant la charte de la cité de Joliette.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill No 121, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la loi 19 George V, chapitre 124".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que M. Saintonge ait la permission de présenter un bill (No 189) intitulé: "Loi validant certains actes notariés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—Depuis le 1er janvier 1929 inclusivement, jusqu'au 1er mars 1935, à combien se chiffre le total des octrois, subventions ou garanties accordés, directement ou indirectement, par la province, à la Société Coopérative de St-Raymond, comté de Portneuf?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

\$8,812.12.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

L'honorable M. Vautrin propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE s'oppose à la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la Colonisation et la retour à la terre":

a. Parceque la somme de \$10,000,000 mentionnée aux dites résolutions et qui, d'après les déclarations du ministre de la Colonisation, sera dépensée dans deux ou trois ans, est considérablement insuffisante pour assurer l'établissement des fils de cultivateurs, pour garantir le succès de la colonisation et du retour à la terre et pour assurer aux colons des moyens raisonnables de subsistance;

b. Parceque lesdites résolutions négligent de pourvoir à la classification immédiate des terres propres à la colonisation et à la séparation complète et définitive du domaine de la colonisation et du domaine forestier dans la province;

c. Parceque lesdites résolutions négligent de pourvoir à une politique efficace et nécessaire du maintien des cultivateurs sur la terre;

d. Parceque lesdites résolutions omettent d'assurer la stabilité et la continuité d'une politique agressive et efficace de colonisation;

e. Parceque lesdites résolutions omettent de faire disparaître les entraves suscitées à la colonisation par le département des Terres et Forêts, par les Seigneuries et par la législation de la province;

f. Parceque lesdites résolutions négligent de garantir l'impartialité indispensable dans l'attribution et la distribution des argents publics et parce que ces résolutions ouvrent la porte au patronage et au favoritisme politiques qui ne devraient aucunement exister en semblables matières;

g. Parceque lesdites résolutions omettent de fournir aucun détail nécessaire et que la Chambre a le droit et le devoir de connaître quant à la dépense des argents publics'.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Laflour,
Sauvé,
Smart.
—7.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Barré,
Bastien,
Bercovitch,
Bergeron,
Bissonnet,
Bouthillier,
Casgrain,*

*Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Crête,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Duffy,
Dufour,*

Dugas,
 Fauteux,
 Fillion (Laval),
 Fillion (Lac-St-Jean),
 Fortier,
 Fortin,
 Francœur (Lotbinière),
 Francœur (Montréal-Dorion),
 Frigon,
 Gault,
 Gauthier,
 Godbout,
 Grant,
 Guertin,
 Lapointe,
 Lortie,
 McDonald,
 Messier,

Moreault (Rimouski),
 Paquet,
 Perrault,
 Phaneuf,
 Piché,
 Plante,
 Poulin,
 Power,
 Reid,
 Rochette,
 Saintonge,
 Samson,
 Saurette,
 Stockwell,
 Taschereau (Montmorency),
 Thidell,
 Vautrin.
 —53.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que, ATTENDU que, dans la région de Hull, le service d'inspection du Ministère du Travail est insuffisant et dans certains cas inexistant;

ATTENDU qu'une surveillance plus étroite devrait être exercée pour amener le respect des lois et donner aux ouvriers une efficace protection contre les exactions et les abus de certains patrons;

ATTENDU que, la Commission des Assurances Sociales a recommandé la nomination d'un inspecteur résidant pour la région de Hull dans son rapport de 1932;

CETTE CHAMBRE invite respectueusement le gouvernement à nommer un inspecteur du travail pour le district de Hull, avec bureau à Hull, chargé spécialement de voir au respect et à la mise en vigueur des lois ouvrières et particulièrement des lois concernant les établissements industriels et commerciaux, le salaire minimum des femmes, la limitation des heures de travail, l'extension juridique des contrats de travail.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Guertin, dont elle a été saisie le mardi, 5 février dernier, proposant: Que cette Chambre:—

ATTENDU que la loi 20 George V, chapitre 14, avait pour objet la constitution d'une commission chargée de faire l'étude de diverses questions sociales et de faire les recommandations qu'elle croirait utiles;

ATTENDU que les personnes suivantes ont été nommées membres de ladite Commission par arrêté en conseil du 20 octobre, 1930: M. Édouard Montpetit, président, Mgr Georges Courchesne, Ven. Archdeacon F. G. Scott, J. T. Foster, Gérard Tremblay, Alphonse Lessard et George Savoy;

ATTENDU que ladite Commission, après des études très sérieuses dans la province et dans les principaux pays d'Europe, a fait plusieurs rapports à l'honorable Ministre du Travail en 1932;

INVITE le Gouvernement à proposer sans retard la législation nécessaire pour donner effet aux recommandations les plus pressantes de la Commission, particulièrement concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail et les amendements à apporter aux lois de l'Assistance Publique et des Établissements Industriels et Commerciaux.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Taschereau, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1935, pour: États dûment certifiés relativement à la somme de \$757,947.06 mentionnée à l'état des mandats spéciaux, apparaissant aux pages 18, 19 et 20 des procès-verbaux de l'Assemblée législative pour la session en cours, (version française) et indiquant: 1. a. Les noms, prénoms et adresses de chacune des personnes auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée; b. Les noms et adresses de toutes les corporations privées ou publiques et de toutes les compagnies auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée; c. Quand chacun des item composant la dite somme a-t-il été payé; d. Au sujet de quoi chacun des item composant ladite somme a-t-il été payé. (*Document de la session No 120*).

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à des demandes d'octrois pour la construction de chemins, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1930, jusqu'au 20 février 1935.

(Document de la session No 121.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février, 1935, pour: Copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement jusqu'au 23 février 1935.

(Document de la session No 122.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 26 février, 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province.

(Document de la session No 123.)

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise au voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

consentement de la Chambre la motion est retirée.

du jour appelle la Chambre à se former de nouveau
es.

able M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte
uil et que la Chambre se forme de nouveau en c

bat s'élève.

rand propose par voie d'amendement, secondé

s les mots après "Que", dans la motion en discussion
r les suivants:

que d'après les Statistiques Municipales publiées
vernement de cette province et couvrant seuleme
inant le 1er janvier 1934, le passif des municipalités
chiffre à la somme très considérable de \$539,946,23
que le crédit des municipalités est à la base du c

que les corporations municipales sont créées et c
é provinciale et sont régies par les lois de la prov
uridiction exclusive en ces matières;

que la province possède des pouvoirs et des m
les municipalités ne possèdent pas ou qui ne peu
façon profitable et pratique par les municipalités;
que les lois actuelles de la province imposent au
marges trop onéreuses et qui sont d'une nature pr
que de nombreux revenus qui devraient plutôt a
lités sont appropriés par la province;

qu'il est urgent, depuis plusieurs années, d'établ
stement du pouvoir de taxer, relativement à la pr
alités de la province, de façon à ce que les taxes pr
municipales soient imposées et perçues d'une maniè

;

b. Pour libérer les municipalités de cette province de nombreuses obligations qui leur sont imposées et qui, en justice devraient être assumées par la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur le demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour

Messieurs:

*Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Lafleur,
Smart.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bastien,
Bélanger,
Caron,
Charbonneau,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,*

*Francaeur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Grant,
Lapointe,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Plante,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel.—30.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier: entretien, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 14 MARS 1935

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes".

Bill No 110, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du budget: Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour Pépinière de Berthier, entretien (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, laquelle résolution avait été rapportée du Comité des subsides le mercredi le 13 mars courant, lue une première et une seconde fois, le même jour.

Ladite résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 7, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les frais de transcription des copies dans le registre spécial et ceux de transmission dudit registre, visé par les articles 2 et 3 de la loi qui accompagne la présente résolution, soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 7) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

L'honorable M. Taschereau, propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Stockwell dont elle a été saisie le mardi 26 février dernier, proposant que le bill 26: "Loi modifiant la Loi de la manutention de la gazoline", soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Duplessis dont elle a été saisie le mardi 26 février dernier, proposant que le bill 164: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin", soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat se continue.

L'honorable M. Taschereau propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill soit renvoyé au comité des bills publics pour être étudié avec le bill No 17, intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Arcand,
Authier,
Bachand,
Bélanger,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Crête,
Dillon,
Dufour,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),

Gaudet,
Gauthier,
Grant,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval)
Paquet,
Perrault,
Poulin,
Sabourin,
Saintonge,
Saurelle,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—37.

CONTRE :

Messieurs :

Barré,
Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Gault,
Guertin,
Laflour,
Sauvé,
Smart.—12.

L'amendement est ainsi adopté.

Le bill est, en conséquence, renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 31, intitulé : "Loi modifiant la Loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche".

Bill No 33, intitulé : "Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages."

Bill No 152, intitulé: "Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile."

Bill No 153, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement."

Bill No 173, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull."

Bill No 177, intitulé: "Loi érigeant en municipalité le canton De Sales."

Bill No 178, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés."

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1933, jusqu'au 5 mars 1935.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Joliette".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 78, intitulé: "Loi modifiant la charte du village de Senneville."

Bill No 108, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun."

Bill No 111, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse."

Bill No 126, intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 126) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte du village de Senneville", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des dits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Saint-Joseph des Convalescentes".

Bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph".

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 5 février 1935, inclusivement, et se rapportant aux engagements sur les fonds de l'Assistance publique et sur d'autres fonds, payables à diverses institutions en versements annuels et répartis en une période de vingt à trente ans, et mentionnés à la cédule du bilan A-9 des Comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Sur la motion de M. Dupessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 13 avril 1933 jusqu'au 26 février 1935, inclusivement, et se rapportant à 23 Geo. V, chap. 26.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de toutes les décisions et de tous les règlements adoptés par la Commission des Accidents du Travail de Québec, depuis le 4 avril 1931, inclusivement, jusqu'au 1er mars 1935, et se rapportant à la classification, aux changements ou aux modifications quant aux cédules Une, Deux et Trois de la loi des Accidents du Travail, 21 Geo. V, chap. 100.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

État indiquant le nombre des arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er mai 1934 jusqu'au 23 janvier 1935, inclusivement.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 15 MARS 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 112.—Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande-Ile.

Bill 132.—Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de St-Charles de Caplan.

Bill 128.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Bill 130.—Loi constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix.

Bill 47.—Loi modifiant la Loi de l'adoption.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1933, jusqu'au 5 mars 1935.

(Document de la session No 124.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1935, pour: Copies authentiques de toutes les décisions et de tous les règlements adoptés par la Commission des Accidents du Travail de Québec, depuis le 4 avril 1931, inclusivement, jusqu'au 1er mars 1935, et se rapportant à la classification, aux changements ou aux modifications quant aux cédules Une, Deux et Trois de la loi des Accidents du Travail, 21 Geo. V, chap. 100.

(Document de la session No 125.)

Question par M. Guertin.—1. Combien a été versé à la municipalité de Montcerf, comté de Gatineau, chaque année depuis 1931, en octroi ou subvention de toute sorte avec des détails montrant le département, le montant et l'objet?

2. Même question pour la commission scolaire de Sainte-Philomène-d'Egan?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

(Pour compléter réponses données par les honorables Messieurs Perrault et David, le 1er mars 1935).

1. Par le Département des Travaux Publics:

En 1931, pour travaux remédiateurs au chômage...	\$ 900.00
En 1932, pour travaux remédiateurs au chômage...	1,799.99
En 1933, pour secours directs.....	168.12
En 1934, pour secours directs.....	277.94

Par le Département de la Colonisation:

10 nov. 1931, pour ouverture et amélioration de chemins dans le canton Egan.....	250.75
24 déc. 1931: " ".....	200.05
5 août 1932: " ".....	190.50
24 août 1932: " ".....	100.00

Par le Département de l'Agriculture:

Aucun montant n'a été payé.

2. Aucun montant n'a été payé par ces départements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi concernant le service de traversiers entre l'île d'Orléans et la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 8 janvier 1935 jusqu'au 5 mars 1935, inclusivement, à part les vingt-quatre (24) jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés pour une moyenne de \$12,318,-609.29:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

a. Pendant combien de temps?

b. Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?

c. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

d. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

a. 33 jours.

b. \$13,253,275.90.

c. \$17,088,875.69.

d. 4% par année.

Question par M. Duplessis.—De combien les comptes de banque de la Commission des Liqueurs de Québec ont-ils été soutirés, à tous les jours, depuis le 12 juin 1934, inclusivement, jusqu'au 30 juin 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Juin 12, 1934.....	\$ 898,334.59
" 13, "	843,096.73
" 14, "	865,019.35
" 15, "	955,407.55
" 16, "	Pas de changement.
" 17, "	" "
" 18, "	975,997.86
" 19, "	926,143.40
" 20, "	866,438.39
" 21, "	870,433.17
" 22, "	867,092.01
" 23, "	Pas de changement.
" 24, "	" "
" 25, "	" "
" 26, "	926,625.51
" 27, "	874,522.16
" 28, "	875,962.57
" 29, "	3,371,232.71
" 30, "	Pas de changement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la loi 19 George V, chapitre 124".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse."

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier pour prendre en considération le bill (No 132) intitulé: "Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan".

La Chambre siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier pour prendre en considération le bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières".

La Chambre siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier pour prendre en considération le bill (No 130) intitulé: "Loi constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix."

La Chambre siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier pour prendre en considération le bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption."

La Chambre siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel".

M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'orateur, S. R., 1925, c. 3, a. 13, amendé par 18 Geo. V, ch. 12, s. 1, (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif) pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'orateur, S. R., 1925, c. 3, a. 43, amendé par 18 Geo. V, c. 12, s. 2, allocation de logement de \$1,000.00 incluse, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres, (Assemblée législative) pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: (sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel No 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée provincial et Archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspecteur des écoles supérieures protestantes—Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant du conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. Drouin propose, secondé par M. Gauthier:

QUE, ATTENDU que les municipalités ne peuvent plus supporter le poids des secours au chômage sans danger urgent pour leur situation financière et leur crédit;

ATTENDU qu'il est urgent également de sauver la propriété qui menace de sombrer;

ATTENDU que le Gouvernement Provincial a offert à plusieurs reprises de payer la moitié des secours à condition que le Fédéral supporte l'autre moitié;

ATTENDU que ce dernier n'a pas acquiescé à cette offre et qu'il est possible qu'un accord sur cette question retarde indéfiniment;

ATTENDU que la solution de ce problème ne saurait être retardée plus longtemps;

CETTE CHAMBRE est d'opinion que, pour sauver les municipalités et la propriété, le Gouvernement Provincial devrait immédiatement donner suite à son intention exprimée à ce sujet en s'engageant immédiatement à payer la moitié dudit coût de chômage dans les municipalités, sans attendre plus longtemps la réponse du gouvernement central, tout en insistant auprès de celui-ci pour qu'il fasse la même chose dans le plus bref délai possible.

Et la motion étant mise en délibération,
Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Grant, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 19 MARS 1935

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant: Bill 135.—Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant l'article 469 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1935, pour: Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre, 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage de la rivière Du Chêne, ou de son prolongement à la rivière au Prince, dans le comté des Deux-Montagnes.

(Document de la session No 126.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1935, pour: Copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 9, de la Loi concernant la vérification des comptes publics, chapitre 21, Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935.

(Document de la session No 127.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1935, pour: État indiquant le nombre des arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er mai 1934 jusqu'au 23 janvier 1935, inclusivement. (Document de la session No 128.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province.

(Document de la session No 129.)

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1935, jusqu'au 1er mars 1935 inclusivement, relativement à l'état des mandats spéciaux mentionnés aux Journaux de l'Assemblée législative du 10 janvier 1935, à même la balance de \$312,821.46 mentionnée dans la réponse du trésorier provincial en date du 28 février 1935, en outre de la somme mentionnée à ladite réponse du trésorier provincial:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé en vertu desdits mandats spéciaux?

2. Quand?

3. Pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 2. et 3.:—

COLONISATION, CHASSE ET PÊCHERIE:—

Mouvement du retour à la terre:—

Administration (Plan Gordon):—

25 janvier 1935.....	\$ 439.24	} Salaires, dépense de voyage, impression, papeterie, quincaillerie, etc., pour l'administration.
28 " ".....	313.77	
31 " ".....	331.48	
4 février 1935.....	46.83	
5 " ".....	860.37	
12 " ".....	2,345.72	
13 " ".....	1,752.54	
14 " ".....	97.75	
16 " ".....	1,760.86	
21 " ".....	2,680.75	
27 " ".....	836.45	}
28 " ".....	907.32	

Établissement des fils de cultivateurs sur la terre:—

26 janvier 1935.....	\$ 100.00	} Octroi.
29 " ".....	100.00	
5 février 1935.....	100.00	

TRAVAUX PUBLICS:—

Construction d'un nouvel édifice pour divers services de l'administration, rue St-Augustin, Québec:—

26 janvier 1935.....	6,594.31	} Honor. profession.
26 " ".....	6,594.31	
28 février 1935.....	100.00	} Loyer.
28 " ".....	185.00	

COLONISATION:—

*Chemins de colonisation et aide à la**colonisation:—*

29 janvier 1935.....	1,870.06	} Réparation de ponts dans divers comtés de la province.
5 février 1935.....	2,622.67	
22 " ".....	348.89	

TRAVAUX PUBLICS, CHASSE ET PÊ-
CHERIES:—*Pêcheries maritimes:—*

29 janvier et 25 février 1935.	4,823.26	} Construction, salai- res, honoraires re: Entrepôts frigorifi- ques.

COLONISATION:—

*Primes de défrichement, de labour et
de résidence:—*

29 janvier 1935.....	\$ 485.00	} Montants payés aux colons dans les divers comtés de la province pour primes de défriche- ment, de labour et de résidence.
31 " ".....	3,703.95	
5 février 1935.....	867.50	
11 " ".....	210.00	
13 " ".....	402.00	
16 " ".....	75.00	

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 44) intitulé:
"Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre:

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une
troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la
demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Vautrin.—41.</i>
<i>Gault,</i>	

CONTRE

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Lafleur,
Sauré,
Smart.—8.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 7) intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 35) intitulé: "Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Taschereau propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'engage.

Au cours du débat, l'honorable M. Taschereau dépose une lettre de M. Wm. Domville, datée à Rosemere, P.Q., le 17 mars 1935.

(Document de la session No 130.)

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires)".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), dont elle a été saisie le jeudi le 7 février dernier, proposant: que cette Chambre approuve avec regret que des Compagnies de chemin de fer congédient des canadiens de Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, quand elles devraient garder autant que possible dans chacun de leurs réseaux respectifs les employés qui y avaient leur emploi avant la crise économique et ne pas les mettre ainsi à la charge de leurs municipalités, et qu'elle proteste contre ce favoritisme exercé au détriment des nôtres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Côté (Bonaventure), secondé par M. Gauthier, il est,—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte du village de Senneville".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande Ile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 20 MARS 1935

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de Votre Honorable Chambre.

Bill 90.—Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité."

M. Rochette propose, secondé par M. Fauteux:

Que l'ordre de la Chambre en date du 19 février 1935 pour la deuxième lecture du bill 181, intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité" soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général avec instructions d'entendre les intéressées.

Et un débat s'élève.

M. Gauthier propose par voie d'amendement, secondé par M. Bachand:

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill 181 ne soit pas lu en deuxième lecture maintenant ni référé à aucun comité, mais qu'il ne soit lu que dans six mois."

Et un débat s'élève sur l'amendement.

M. Francœur (Montréal-Dorion) propose, secondé par M. Fortier, que le débat soit maintenant ajourné.

Et la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion) étant mise aux voix, la Chambre la rejette.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bachand,
Barré,
Bélanger,
Bouthillier,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Desmarais,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Fortin,*

*Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grati,
Guertin,
Lapointe,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,*

*Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Poulin,
Sabourin,
Saintonge,*

*Sawrette,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thiisdel,
Turcotte.—43.*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,
Béique,
Bercoitch,
Bertrand,
Bissonnet,
Cohen,
Dillon,
Drouin,
Duplessis,
Élie,*

*Fauteur,
Fisher,
Gault,
Lafleur,
Plante,
Rochette,
Sauvé,
Smart,
Vautrin.—19.*

L'amendement est ainsi adopté.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande-Ile,".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande Ile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 34, intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 154) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi concernant les palais de justice et prisons".

M. Élie propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Bélisle,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Lafleur,
Sawé,
Smart.—9.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bélanger,
Bouthillier,
Casgrain,
Chouinard,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Filion (Laval),*

*Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Francœur (Lotbinière),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,*

Lapointe,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Phaneuf,
Poulin,

Rhéaume,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—33.

Et la motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 189) intitulé: "Loi validant certains actes notariés".

M. Saintonge propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et un débat s'élève.

L'honorable M. Arcand propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Vautrin:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, depuis le 1er mai 1934, inclusivement, jusqu'au 14 février 1935, et se rapportant aux traitements faits par les laiteries de Montréal, aux cultivateurs producteurs de lait de la province de Québec.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 21 MARS 1935

Prière.

M. Samson, du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 5 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 136.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes.

Bill 137.—Loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph."

Votre comité recommande de prolonger au 5 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bachand, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que M. Bachand ait la permission de présenter un bill (No 187) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'observance du dimanche afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Smart.—Relativement à l'item de \$32,000.00 dont fait mention le vérificateur de la Province, dans le rapport du Trésorier de la Province, d'après l'état des comptes publics pour l'année administrative se terminant le 30 juin, 1934, page XIV, et figurant dans les livres du département du Trésor de la Province comme un dépôt à la Banque Royale du Canada, Québec, que la dite banque conteste, parce qu'elle prétend qu'elle a une contre réclamation à la charge du gouvernement qui contrebalance le montant en question:

a. Quand le dit montant a-t-il été déposé à la Banque Royale du Canada, Québec, et par qui?

b. D'où provient ce montant?

Quelle est la nature de la réclamation que prétend avoir la dite banque contre le gouvernement, et

a. Quel est le montant exact de la dite réclamation?

b. De quelle manière le département du Trésor de la Province s'est-il préoccupé de régler cette affaire?

c. Est-ce que ce montant apparaît encore dans les livres du département?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. Le 21 janvier 1890, par l'honorable trésorier de la Province, à la Union Bank of Canada de Québec, (maintenant la banque Royale du Canada.)

b. Des fonds généraux de la province, pour couvrir une partie de la subvention accordée par 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5, et 51-52 Victoria, chapitre 91, section 6, paragraphe a, à *The Grand Oriental Railway Company* (*Great Eastern Railway Company*).

La nature de la réclamation de la banque représente des avances faites à *The Grand Oriental Railway Company* (*Great Eastern Railway Company*), à cause de la subvention qui lui avait été accordée.

La banque devait rendre compte des \$32,000 déposées par l'honorable trésorier de la Province conformément au certificat de dépôt, pour garantir les avances devant être faites à *The Grand Oriental Railway Company*, (*Great Eastern Railway Company*).

a. \$32,000.

b. À plusieurs reprises, le gouvernement s'est occupé de la question qui est encore en suspens.

c. Oui.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le fonds de pension des instituteurs et institutrices".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant l'article 2182 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un certain amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

État dûment certifié, relativement au Conseil d'Hygiène de la province de Québec, institué en vertu de l'article 14, chapitre 186, S.R.Q., 1925, depuis la date de son institution, jusqu'au 1er février 1935; et indiquant:

1. La date de chacune des réunions tenues par les membres dudit conseil?

2. La somme globale payée par la province à chacun des membres qui composent ledit conseil?

3. À combien s'élève le total des déboursés faits par la province à ce sujet.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copies authentiques de tous rapports, faits par l'Auditeur de la province, en vertu de l'article 8, de la Loi concernant la vérification des

comptes publics, chapitre 21, Statuts refondus de Québec, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, au 8 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts de Québec, 21 Geo. V, Loi modifiant la Loi du département du trésor.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu que cette Chambre considère opportun d'en appeler à la coopération de tous les détaillants et de toutes les ménagères de l'empire britannique pour ensemble se concerter particulièrement dans le but de vendre tout ce qu'ils peuvent et d'acheter tout ce qu'elles peuvent de produits provenant de notre pays et de ceux d'au delà des mers durant une "Semaine de Commerce Impérial" se terminant le 25 mai, 1935, à titre de manifestation pratique de leur loyauté, et de leurs meilleurs vœux à Sa Majesté le Roi à l'occasion de son jubilé d'argent, et d'inviter spécialement la presse de l'empire à seconder cette initiative."

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—

Résolu que cette Chambre:

ATTENDU que la cité d'Ottawa, par autorité de la Législature de la Province d'Ontario, impose des taxes d'affaires spéciales aux non-résidents de ladite province;

ATTENDU que ces taxes sont "discriminatoires" et exorbitantes et causent un préjudice grave aux marchands et manufacturiers de notre province;

ATTENDU que cette pratique constitue une violation de la lettre et de l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, lequel garantit le libre échange commercial et industriel entre toutes les provinces;

ATTENDU que cette pratique, si elle devait se répandre dans tout le Canada, amènerait inévitablement la rupture du pacte confédératif;

Prie respectueusement le Premier Ministre d'engager immédiatement des pourparlers avec le gouvernement de la Province d'Ontario dans le but d'assurer, par voie législative si la chose est nécessaire, le plein rétablissement du libre échange commercial et industriel entre les villes de la Province d'Ontario et celles de la Province de Québec.

Sur la motion de M. Crête, secondé par M. Gaudet, il est—

Résolu QUE CETTE CHAMBRE, sans vouloir s'immiscer ou intervenir dans les affaires des pays étrangers,—

a. Constate avec regret les malheureuses divisions qui existent entre le gouvernement et les populations du Mexique au sujet de la liberté des cultes et la liberté d'enseignement;

b. Exprime le vœu que les grandes puissances chrétiennes exercent une pression diplomatique sur les autorités du Mexique, afin de les ramener au sens de la justice envers leurs administrés;

c. Adresse sa douloureuse sympathie ainsi que l'hommage de son admiration aux Mexicains qui, depuis trop longtemps déjà souffrent pour leur foi et leurs croyances.

M. Chouinard propose, secondé par M. Crête:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée depuis 1933 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial au sujet des pêcheries de la province de Québec.

Et la motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Côté (Gaspé-Nord), secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 77".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Sauvé,
Smart.
—7.

CONTRE :

Messieurs :

Arcand,
Bachand,
Bastien,
Bélanger,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gault,

Gauthier,
Giguère,
Grant,
Lamoureux,
Lapointe,
McDonald,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Plante,
Poulin,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorcency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—40.

La motion est ainsi rejetée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 22 MARS 1935
Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 188.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel.

Bill 17.—Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Bill 182.—Loi limitant certains droits d'action contre les corporations municipales.

Le bill suivant a été rejeté :

Bill 184.—Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 93, intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 84, intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle"—"LaSalle Mutual Insurance Company".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle"—"LaSalle Mutual Insurance Company", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au recouvrement des réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois, étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiques en général.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Bertrand.—Depuis le 1er mai 1934, des altérations, réparations ou changements ont-ils été faits et des travaux ont-ils été exécutés, quant aux bureaux ou appartements réservés au ministre de la Colonisation de la province, dans l'Hôtel du Gouvernement, et quant aux meubles et mobilier concernant lesdits bureaux ou appartements?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. A combien se chiffre le total des dépenses occasionnées à la province à ces sujets?

c. En quoi consistent tous et chacun desdits changements, altérations, réparations ou travaux?

Réponse par l'honorable M. Franceur:

Oui.

a. Octobre et novembre, 1934.

b. \$1,275.75 pour les Travaux Publics et \$316.45 pour la Colonisation.

c. Le bureau-antichambre du ministre a été tapissé, les boiseries peinturées et les radiateurs recouverts d'appareils pour humidification; des articles de bureau ont été fournis, pour le bureau du ministre et son antichambre qui, en outre, ont été meublés.

Question par M. Béique.—Quant aux taxes décrétées par le chapitre 13, 24 Geo. V, à combien se chiffre le total des taxes payées ou payables à la province, relativement aux autobus circulant dans la cité de Montréal, depuis le 20 avril 1934 jusqu'au 5 mars 1935.

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

Aucune taxe décrétée par le chapitre 13, de 24 Geo. V, n'a été payée durant la période s'écoulant du 20 avril 1934 au 5 mars 1935, relativement aux autobus circulant dans la cité de Montréal, mais il y en aura qui seront payables par la "Montreal Tramway Company", le premier jour juridique de juillet prochain, 1935, tel que voulu par l'article 6 du chapitre 26 des Statuts refondus de 1925, à raison de certaines lignes de tramways qui ont été remplacées par des autobus vers la fin de décembre 1934. Le montant de ces taxes ne pourra être établi que le ou vers le premier mai prochain, 1935, lorsque cette compagnie nous fera rapport à la date voulue par l'article 8 de la même loi.

Question par M. Sauvé.—1. A combien s'élève le total des subventions mensuelles payées à la province, par le gouvernement fédéral, pour l'aide aux chômeurs, depuis le 1er août 1934 inclusivement, jusqu'au 19 mars 1935?

2. De quelle façon la contribution du gouvernement fédéral a-t-elle été distribuée?

3. Combien le gouvernement a-t-il attribué et payé à la cité de Montréal, à chaque mois, depuis le 1er août 1934 inclusivement, jusqu'au 19 mars 1935, à même les contributions mensuelles payées à la province par le gouvernement fédéral ?

4. Quel est le total des sommes dépensées et payées par le gouvernement de la province, à même le Trésor de la province, pour l'aide aux chômeurs, depuis le 1er août 1934, inclusivement, jusqu'au 19 mars 1935 ?

5. Quel est le total des sommes payées à chaque mois, depuis le 1er août 1934 inclusivement, jusqu'au 19 mars 1935, à la Cité de Montréal, pour l'aide aux chômeurs, par le gouvernement de la province, à même le Trésor de la province ?

6. Durant la période de temps comprise entre le 1er août 1934 inclusivement et le 19 mars 1935, le gouvernement de la province a-t-il exigé que la cité de Montréal contribue aux dépenses du chômage ?

Dans l'affirmative :

7. Dans quelle proportion ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1. \$3,533,333.33.

2. Aucune distribution mensuelle n'est faite aux municipalités à même les subventions mentionnées à la question No 1.

3. Voir réponse No 2.

4. \$6,713,366.45.

Cette somme ne comprend pas les réclamations non encore reçues, pour les mois de novembre et décembre, 1934, et janvier et février, 1935, des grandes villes, notamment de Montréal.

En tenant compte qu'actuellement pour Montréal seulement, il faut prévoir une somme approximative de \$700,000.00 par mois, la somme totale éventuelle à être payée par la Province s'accumulera jusqu'à représenter plus que le double de la subvention du gouvernement fédéral.

5. Décembre, 1934.....	\$ 1,316,693.12
Janvier, 1935.....	1,280,898.55
Mars, 1-19, 1935.....	1,500,519.88

\$ 4,098,111.55

Pour la période du 1er août au 30 novembre, 1934, aucun paiement n'est indiqué pour la cité de Montréal, dû au fait que la nouvelle entente avec le gouvernement du Canada n'a été signée que le 24 octobre, 1934 et qu'en conséquence aucune réclamation, sous cette entente, n'a été reçue de la cité de Montréal.

De plus, la Province a avancé à la cité de Montréal, durant le mois de juin et juillet, 1934, 3,000,000.00, devant être appliquées au montant des réclamations en suspens et qui n'avaient pas été acceptées par la Province.

6. Oui.

7. 33 1-3%.

Question par M. Gauthier.—Depuis le 1er décembre 1932, des altérations, réparations ou changements ont-ils été faits et des travaux ont-ils

été exécutés, quant au bureau réservé au Chef de l'Opposition de la province, dans l'hôtel du gouvernement et quant aux meubles et mobilier concernant ledit bureau.

Dans l'affirmative:

a. A combien se chiffre le total de dépenses occasionnées à la province à ces sujets?

b. En quoi consistent tous et chacun des dits changements, altérations, réparations ou travaux?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

Oui.

a. \$1,264.00.

b. Les boiseries du bureau ont été peinturées, les radiateurs remplacés, les murs tapissés et le bureau a été meublé.

Sur la motion de M. Gaudet, secondé par M. Crête, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 97, intitulé: "Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval", a été retiré, que les honoraires ordinaires et additionnels, payés par le promoteur lui soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 105, intitulé: "Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les honoraires ordinaires, payés par le promoteur lui soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 114, intitulé: "Loi concernant l'université de Regiopolis", a été retiré, que les honoraires payés par le promoteur lui soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier, sur le bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931" et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendements.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier, sur le bill (No 182) intitulé: "Loi limitant certains droits d'action contre les corporations municipales", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la Chambre, celle-ci se forme en comité plénier, sur le bill (No 188), intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel", et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant l'article 469 de la Loi des cités et villes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 5 février 1935, inclusivement, et se rapportant aux engagements sur les fonds de l'Assistance publique et sur d'autres fonds, payables à diverses institutions en versements annuels et repartis en une période de vingt à trente ans, et mentionnés à la cédule du bilan A-9 des Comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1934. (*Document de la session No 131*).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 26 MARS 1935

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 116.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists".

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 89, intitulé: "Loi modifiant la charte de J.-E. Livernois, Limitée, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 175) intitulé: "Loi limitant la taxe sur les repas, appelée "taxe d'Hôpital", dans les villages et les paroisses".

M. Élie propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sawé,
Smart.
—11.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Bastien,
Bercovitch,
Caron,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
David,
Dugas,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gaudet,
Gauthier,*

*Giguère,
Godbout,
Lapointe,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Poulin,
Reed,
Rochette,
Sabourin,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—38.*

La motion est ainsi rejetée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Barré, dont elle a été saisie le mardi, 19 février dernier, proposant:

QUE CETTE CHAMBRE:—

ATTENDU que dans la province de Québec le régime seigneurial est censé être aboli;

ATTENDU qu'il en reste certains vestiges qui sont une anomalie;

ATTENDU qu'il est injuste que les héritiers directs des premiers colons soient chargés à perpétuité du paiement des rentes seigneuriales;

ATTENDU que les articles 439 à 445, inclusivement, du Code municipal prévoient le rachat de ces rentes par les municipalités;

ATTENDU que le moyen prévu par lesdits articles du Code municipal comportent des procédures trop longues et trop compliquées pour être pratiques;

INVITE le gouvernement à présenter dès cette session une législation basée sur les principes suivants:

a. Emission d'un emprunt au montant nécessaire pour fournir aux municipalités intéressées tout le capital nécessaire au rachat des rentes payables dans la province de Québec;

b. Avis à toutes les municipalités intéressées que dans un délai à déterminer, mais qui ne devra pas dépasser 24 mois, chaque municipalité intéressée aura à préparer ou faire préparer un rôle de perception tel que prévu au paragraphe 5 de l'article 437 du Code municipal;

c. Avis à toutes les municipalités intéressées que dans le délai plus haut mentionné elles auront à racheter les rentes dans l'étendue de leur territoire, et que les fonds nécessaires sont à leur disposition à un taux d'intérêt ne dépassant pas 4% annuellement;

d. Avis public à tous les propriétaires, obligataires, créanciers ou autrement intéressés au paiement ou à la perception des rentes seigneuriales que dans le délai ci-haut mentionné toutes les rentes seront rachetées par les municipalités avec les fonds fournis par le gouvernement.

Et la motion étant soumise aux voix la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de colonisation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme en comité à la prochaine séance..

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 187) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants".

M. Bachand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la manutention de la gasoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 9) intitulé: "Loi pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la "Ste. Anne Paper Company, Limited" et à ses précédécesseurs et ayants cause".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Desmarais, secondé par M. Gaudet, il est—

Ordonné, qu'attendu que le bill No 92, intitulé: "Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis-de-Brompton, dans le comté de Richmond," est d'intérêt public vu qu'il a pour but l'érection en municipalité d'une paroisse de colonisation, et que la présentation d'un bill à cette fin a été rendue nécessaire par suite de circonstances sur lesquelles les pétitionnaires n'avaient aucun contrôle les droits payés par les promoteurs de ce bill leur soient remis après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, depuis le 1er janvier 1933, jusqu'au 21 mars 1935.

Question par M. Poulin.—1. Combien d'accidentés durant la dernière année: a. graves entraînant une perte de temps; b. légers retournant à l'ouvrage immédiatement?

2. Quel a été le coût total des soins médicaux donnés aux accidentés qui tombaient sous la loi des Accidents du Travail?

3. Combien a-t-il été payé sur ce montant en honoraires médicaux a. aux médecins des hôpitaux; b. aux autres médecins; c. aux médecins pour frais d'expertises; d. aux médecins du personnel de la Commission?

4. Combien a-t-il été payé aux hôpitaux: a. pour frais d'hospitalisation; b. pour frais d'examen radiologiques, frais d'examen de laboratoire, etc.; c. pour médicaments, objets de pansements, appareils orthopédiques?

5. Combien de malades ont été traités aux hôpitaux: a. dans les salles; b. dans les cliniques?

6. Combien d'accidentés traités dans les hôpitaux étaient célibataires? Combien étaient mariés?

7. Quel a été le coût total des dépenses tant de voyages que d'hôtelleries du Dr Jos. Bélanger de la Commission des Accidents pour les années 1933 et 1934?

Réponse par l'honorable M. Arcand:

1. Réclamations approuvées pour compensation (cédule 1; 14,242; Aide médicale seulement, cédule 1; 15,181.

2. Du 1er janvier 1934 au 30 novembre, 1934: \$436,662.74 ont été payés pour assistance médicale dans cédule 1.

3. a. Médecins des hôpitaux, \$83,355.05; b. Aux autres médecins: \$241,219.43; c. Notre comptabilité ne nous permet pas de répondre à cette question; d. Les salaires des médecins du personnel de la Commission ne sont pas inclus dans le montant de \$436,662.74 mais ils sont chargés aux dépenses d'administration.

4. a. Pour frais d'hospitalisation: \$87,998.94; b. et c. Notre comptabilité ne permet pas la séparation de ces comptes. Nous avons payé, en tout et partout pour médicaments, objets de pansements, ambulances, etc., \$24,089.32.

5. Nous n'avons pas cette information.

6. Nos statistiques ne nous permettent pas de répondre à cette question.

7. Dépenses de voyage du Dr J.-E. Bélanger; y inclus les dépenses d'hôtelleries, etc.: 1933, \$1,220.43; 1934: \$826.15.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Et un débat s'élève.

M. Bêlique propose par voie d'amendement, secondé par M. Elie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Attendu que depuis les élections générales provinciales, en 1931, le budget de l'Agriculture, industrie fondamentale en cette province, a été diminué de plus de \$2,000,000.;

"Attendu que depuis les dites élections générales provinciales de 1931, le budget de la Colonisation, complément nécessaire à l'Agriculture, a été diminué de plus de \$1,200,000.;

"Attendu qu'avant les dites diminutions les budgets de l'Agriculture et de la Colonisation étaient insuffisants et ne répondaient pas aux besoins de la province;

"Attendu que les dépenses de l'administration provinciale pour aider au progrès et au bien-être de l'Agriculture et de la Colonisation sont des dépenses productives, assimilables à un excellent placement;

"Attendu que la construction du pont de l'Île d'Orléans et les travaux accessoires qui s'y rapportent, autorisés, commencés et continués en pleine crise économique, occasionnent à la province des dépenses pour un montant d'au delà de \$4,000,000.;

"Attendu que d'après les statistiques municipales pour l'année 1933, la population totale de l'Île d'Orléans, y compris les femmes et les enfants, se chiffrait à 3,935 personnes;

"Attendu que les dépenses occasionnées à la province par la construction du Pont de l'Île d'Orléans constituent des extravagances représentables et ruineuses en temps de crise;

"CETTE CHAMBRE, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires, déclare que la construction du Pont de l'Île d'Orléans et les dépenses occasionnées à la province par ces travaux constituent un gaspillage et des extravagances administratives intolérables, nuisibles à l'Agriculture, à la Colonisation et au crédit de la province".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Béique,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Lafleur,
Sauvé,
Smar. — 8.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bastien,
Bélanger,
Caron,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Gaspé-Nord),
Drouin,
Duffy,
Fauleux,*

*Francaeur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudel,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Lapointe,
MacDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval).*

Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Poulin,
Sabourin,
Saintonge,

Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.
 —33.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 27 MARS 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 131.—Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la Police de Montréal.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 189.—Loi validant certains actes notariés.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill No 123, intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal", n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile, concernant les procès par jury."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93 aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Élie.—1. Depuis quelle date M. Charles-A. Harrison est-il à l'emploi de la province ?

2. Quelles ont été ses fonctions ?

3. A combien s'élève le total des argents payés annuellement par la province à M. Charles-A. Harrison, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. 1er juillet 1925.

2. Agent commercial du ministère de l'Agriculture de Québec à Londres.

3. 1925-1926.....	\$ 2,238.54
1926-1927.....	1,486.51
1927-1928.....	10,000.00
1928-1929.....	10,000.00
1929-1930.....	10,608.04
1930-1931.....	11,989.47
1931-1932.....	14,882.25
1932-1933.....	12,603.83
1933-1934.....	15,062.34
1934-1935.....	9,997.07

Question par M. Élie.—1. Depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1935, le gouvernement de la province a-t-il accordé à la Coopérative Fédérée de Québec, des subventions sur le chiffre de ses ventes ?

Dans l'affirmative :

2. Quel fut le pourcentage de ces subventions ?

3. A combien s'élève le total desdites subventions, payées par la province, durant ladite période?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Oui.
2. 1%.
3. \$30,452.60.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de colonisation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Guertin propose, secondé par M. Barré:

1. QUE, ATTENDU: Que la Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé à la dernière session une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

2. Qu'aux termes de cette loi, seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier;

3. Que nombre de propriétaires, non cultivateurs, sont affectés par la crise qui sévit;

4. Qu'ils sont menacés d'être dépossédés de leur propriété et réduits au rang de locataires;

5. Qu'ils constituent le meilleur rempart contre les idées subversives qui menacent la société;

6. Que la dépossession de ces propriétaires pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses;

IL EST RÉSOLU QUE: Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada, à apporter à la "Loi d'Arrangement entre cultivateurs et créanciers" les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles.

Et la motion étant mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Saintonge, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 84) intitulé: "Loi constituant en corporation: "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—LaSalle Mutual Insurance Company".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: Combien de gallons de gasoline le gouvernement a-t-il achetés depuis 1930; Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement a acheté de la gasoline depuis 1930; Quel est le total de gallons achetés dans chaque cas; Quel prix a été payé par gallon pour chaque marque de gasoline ainsi achetée.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: Combien de gallons d'huile le gouvernement a-t-il achetés depuis 1930; Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement a acheté de l'huile depuis 1930; Quel est le total de gallons achetés dans chaque cas; Quel prix a été payé par gallon pour chaque marque d'huile ainsi achetée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 7, intitulé: "Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe".

Bill No 43, intitulé: "Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires)."

Bill No 133, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue."

Bill No 188, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel."

Bill No 190, intitulé: "Loi modifiant la loi 19 George V, chapitre 124."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 35, intitulé: "Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 47, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 35) intitulé: "Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs", et ledit amendement est lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 22) intitulé: "Loi relative au crédit agricole".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Arcand, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 61) intitulé: "Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 63) intitulé: "Loi pour augmenter en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à la prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 28 MARS 1935

Prière.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que les articles 497-498-500-503-510-511-516 et 494 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de: "l'honorable Raoul-O. Grothé *et al*", demandant l'adoption d'une loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 138, intitulé: "Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill No 138, intitulé: "Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que les articles 497-498-500-503-510-511-516-543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de: "Jean-Conrad Moreau", demandant l'adoption d'une loi intitulé: "Loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude et à la pratique du notariat, après examen", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 139, intitulé: "Loi autorisant la Chambre des Notaires à admettre Jean-Conrad Moreau à l'étude et à la pratique du notariat, après examen".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Taschereau (Bellechasse), en conséquence, présente le bill No 139, intitulé: "Loi autorisant la Chambre des Notaires à admettre Jean-Conrad Moreau à l'étude et à la pratique du notariat, après examen", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 38.—Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux.

Bill 45.—Loi modifiant la Loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.

Bill 191.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.

Et avec des amendements:

Bill 48.—Loi modifiant le Code civil relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit.

Bill 129.—Loi modifiant la charte du Collège Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Cohen, il est—
Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 195) intitulé: "Loi concernant les ostéopathes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Taschereau (Bellevue), il est—

Ordonné que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 196) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Services d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, mercredi, le 27 mars courant.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides, et lue une première fois, mercredi, le 27 mars courant.

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Franceur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 49) intitulé: "Loi concernant l'Île d'Orléans".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de colonisation".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un débat s'élève.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier de façon que les sociétés de colonisation formées avec l'as-

sentiment de l'autorité ecclésiastique compétente soient complètement libres d'aider aux colons et de travailler au succès et au progrès de la colonisation par tous les moyens qu'elles jugeront à propos d'adopter, sans avoir à faire approuver leur constitution, leurs règlements et leurs directives, soit par le ministre de la colonisation, soit par le gouvernement de la province, soit par aucune influence politique."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Béique,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.</i> —8.

CONTRE:

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Guerlin,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Messier,</i>
<i>David,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fauleux,</i>	<i>Power,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Sainlonge,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Vautrin.</i> —48.

L'amendement est ainsi rejeté.

Le bill, en conséquence, est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 46, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu:—Que, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi des mines (Statuts refondus, 1925, chapitre 80,) tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution, à compter du premier janvier, 1935, toute mine dans la province de Québec sera frappée des droits suivants, et tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mines sera tenu au paiement de ces droits:

- | | |
|---|----|
| a) Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000.00 jusqu'à concurrence de \$1,000,000.00 | 4% |
| b) Au-dessus de \$1,000,000.00 jusqu'à concurrence de \$2,000,000.00 | 5% |
| c) Au-dessus de \$2,000,000.00 jusqu'à concurrence de \$3,000,000.00 | 6% |
| d) Au-dessus de \$3,000,000.00 | 7% |

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Gagnon (Kamouraska), secondé par M. Chouinard, il est—

Résolu que cette Chambre:—

ATTENDU qu'il est de l'intérêt des fermiers et des colons de cette province que leur commerce de bois soit encouragé et augmenté;

ATTENDU que l'obstacle le plus considérable qui entrave semblable encouragement se trouve être le taux de fret chargé pour l'expédition du bois de pulpe de différents points de la province de Québec, soit pour l'exploitation dans d'autres provinces ou aux États-Unis, soit pour l'envoi à d'autres endroits dans la Province;

ATTENDU que ces taux élevés chargés pour le fret n'ont pas pour seule conséquence une diminution dans la production du bois de pulpe, mais aussi la perte pour les chemins de fer d'un revenu qu'ils obtiendraient autrement;

Est d'avis que le gouvernement devrait faire des représentations aux compagnies de chemin de fer et à la Commission des Chemins de Fer du Canada aux fins d'obtenir une réduction des taux de fret sur le bois de pulpe, soit pour expédition au dehors de la province, soit pour le transport entre différents points situés dans la province.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile, concernant les procès par jury".

M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 15 février 1934, inclusive-ment, jusqu'au 1er janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé pour l'exécution de travaux publics accordés sans qu'il ait été demandé des soumissions par la voie des journaux:

- a. Par l'entremise du ministère de la Voirie;
- b. Par l'entremise du ministère de la Colonisation;
- c. Par l'entremise du ministère des Travaux publics?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. Réponse donnée par l'honorable M. Perrault le 5 mars 1935.— (Voir page 218 des procès-verbaux de l'Assemblée législative).

b. \$470,143.39 pour travaux de chemins et ponts faits à la journée.
\$20,806.64 pour travaux de chemins et ponts faits à forfait et pour lesquels des demandes de soumissions ont été affichées aux portes des églises des différentes paroisses où les travaux devaient être faits.

\$31,016.55 pour travaux de chemins et ponts faits à forfait, là où il y avait urgence, d'après les estimations et sous la surveillance immédiate des ingénieurs du département.

c. Ministère des Travaux publics:—

\$82,408.57 pour travaux pour lesquels des soumissions ont été demandées, mais non par la voie des journaux.

Service des pêcheries maritimes:

\$60,490.00 pour travaux exécutés sans qu'il y ait de soumissions de demandées par la voie des journaux, bien que des soumissions locales aient été sollicitées verbalement ou par lettre.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi concernant l'Île d'Orléans".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers, et toutes personnes, compagnies ou corporations depuis le 1er mai 1932 jusqu'au 1er octobre 1934, quant aux réductions de taxes accordées par le gouvernement de Québec aux compagnies ou corporations privées: Dominion Stores Ltd, et Stop and Shop Ltd, quant aux salaires et émoluments payés par lesdits Dominion Stores, Ltd., quant à la comptabilité et à la tenue des livres du gouvernement de cette province au sujet de ces réductions et quant aux sommes dues par la province aux marchands et épiciers.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurances des édifices publics en général (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille cent dix-sept dollars et trente-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices parlementaires, etc. (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 29 MARS 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 52.—Loi modifiant l'article 469 de la Loi des Cités et Villes.

Et avec des amendements le bill suivant:

Bill 54.—Loi modifiant le Code municipal.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Desmarais, secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Barré.—1. Relativement aux primes de défrichement payées par le gouvernement, en 1935, quels sont les comtés où ces primes ont été payées et quel montant dans chaque comté?

2. Même question quant aux primes de premier labour pour la même année?

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

1. et 2. Du 1er janvier au 26 mars 1935.

<i>Comté</i>	<i>Labour</i>	<i>Abatis</i>	<i>Total</i>
Abitibi.....	773.00	1,361.50	2,134.50
Argenteuil.....	.....	20.00	20.00
Beauce.....	20.00	130.00	150.00
Berthier.....	.....	80.00	80.00
Bonaventure.....	.....	237.50	237.50
Chicoutimi.....	272.50	778.00	1,050.50
Dorchester.....	15.00	70.00	85.00
Drummond.....	100.00	160.00	260.00
Frontenac.....	.....	370.00	370.00
Gaspé-Nord.....	10.00	127.50	137.50
Gaspé-Sud.....	32.50	102.50	135.00
Gatineau.....	.....	15.00	15.00
Labelle.....	130.00	207.50	337.50
Lac St-Jean.....	470.00	1,052.50	1,522.50
Laviolette.....	270.00	350.00	620.00
Lotbinière.....	460.00	1,133.30	1,593.30
Matane.....	130.00	895.00	1,025.00
Matapédia.....	1,810.00	6,137.50	7,947.50
Mégantic.....	125.00	305.00	430.00
Montcalm.....	270.00	572.50	842.50
Montmagny.....	15.00	592.50	607.50

<i>Comté</i>	<i>Labour</i>	<i>Abatis</i>	<i>Total</i>
Nicolet.....		150.00	150.00
Papineau.....	132.50	582.50	715.00
Pontiac.....	22.50	230.00	252.50
Richmond.....	317.50	293.00	610.50
Rimouski.....	177.50	1,822.50	2,000.00
Rivière-du-Loup.....	47.50	297.50	345.00
Roberval.....	8,177.50	27,086.45	35,263.95
St-Maurice.....		70.00	70.00
Sherbrooke.....	25.00	140.00	165.00
Saguenay.....	70.00	250.00	320.00
Témiscamingue.....	907.50	3,195.50	4,103.00
Témiscouata.....	1,297.50	3,122.50	4,420.00
Terrebonne.....	55.00	772.50	827.50
Wolfe.....	20.00	140.00	160.00
	16,153.00	52,850.25	69,003.25

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 195) intitulé: "Loi concernant les ostéopathes".

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 196) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain".

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et les départements (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le jeudi 28 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la "prochaine séance".

Ladite résolution est, en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois le jeudi 28 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la "prochaine séance".

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille cent dix-sept dollars et trente-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc. (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le jeudi le 28 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la "prochaine séance".

Ladite résolution est, en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi limitant certains droits d'action contre les corporations municipales".

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 63, intitulé: "Loi pour augmenter en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation".

L'honorable M. Vautrin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Vautrin informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'étendue de terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation soit augmentée de huit à vingt acres, conformément à l'article 28 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1925, chapitre 44,) tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement aux dépôts judiciaires et autres".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 138) intitulé: "Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 139) intitulé: "Loi autorisant la Chambre des Notaires à admettre Jean-Conrad Moreau, à l'étude et à la pratique du notariat, après examen".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93 aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal—(Résolutions de l'Assemblée législative en date du 30 décembre 1893), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bulletin de la Ferme": octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund"—8ième de 10 versements annuels (O. C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'Histoire Naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des Maréchaux-Ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Cesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 2 AVRIL 1935

Prière.

M. Power propose, secondé par M. Bercovitch:

Que les articles 497-498-500-503-510-511-516-542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "William-Robert Caron", demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à l'admettre à la pratique de leur profession, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 140, intitulé: "Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique de leur profession".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Power, en conséquence, présente le bill No 140, intitulé: "Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique de leur profession", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Vautrin propose, secondé par l'honorable M. Stockwell que le bill 64.—Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques, soit présenté et lu la première fois.

M. Duplessis objecte que le bill étant basé sur une résolution il ne peut être présenté avant l'adoption de cette résolution.

M. l'Orateur prend la question en délibéré.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Phaneuf, secondé par M. Poulin, il est—
Ordonné que M. Phaneuf ait la permission de présenter un bill (No 198) intitulé: "Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Bachand, il est—
Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—1. Combien de rapports ont été faits durant les années 1933 et 1934 au bureau provincial de la circulation, à Montréal, par des agents du Service provincial de la circulation, sur les infractions commises contre les règlements de la circulation ou la Loi des véhicules moteurs, par la "Provincial Transport Company" ou ses employés?

2. Quel est le nombre des amendes payées par ladite Provincial Transport Company ou par ses employés pour lesdites infractions?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Quatre rapports ont été faits en 1933 et deux rapports en 1934.

2. Quatre amendes ont été payées en 1933. Aucune amende n'a été payée en 1934, mais quatre licences de conducteurs ont été enlevées pour excès de vitesse.

Question par M. Lafleur.—1. Combien de rapports ont été faits durant les années 1933 et 1934 au bureau provincial de la circulation, à Montréal, par des agents du Service provincial de la circulation, sur les infractions commises contre les règlements de la circulation ou la Loi des véhicules moteurs, par la "Diamond Truck Company" ou ses employés?

2. Quel est le nombre des amendes payées par ladite Diamond Truck Company ou par ses employés pour lesdites infractions?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Vingt-trois rapports ont été faits en 1933 et six rapports en 1934.

2. Quatre amendes ont été payées en 1933; aucune ne l'a été en 1934.

Question par M. Guertin.—1. Combien de bureaux de placement provincial y a-t-il dans la province?

2. Quel a été le coût total du maintien de ces bureaux pour chacune des années fiscales suivantes:

a. 1931;

b. 1932;

c. 1933;

d. 1934?

3. Quelle proportion de ces sommes a été remboursée par le gouvernement fédéral, chacune des années mentionnées?

Réponse par l'honorable M. Arcand:

1. 13.	
2. a. 1931.....	\$72,147.02
b. 1932.....	81,936.55
c. 1933.....	100,131.85
d. 1934.....	103,592.90
3. a. 1931.....	\$ 17,935.80
b. 1932.....	21,224.08
c. 1933.....	27,178.54
d. 1934.....	30,791.12

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 63, intitulé: "Loi pour augmenter en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation".

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

L'honorable M. Vautrin propose que ladite résolution soit maintenant agréée.

Et un débat s'élève.

M. Elie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Béique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants;

La résolution relative au bill No 63, intitulé: "Loi pour augmenter en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation", soit renvoyée de nouveau en comité plénier, avec instruction de modifier cette résolution, de façon à faire disparaître le délai de seize (16) mois accordé, au détriment du colon et en faveur du concessionnaire forestier, après la date du billet de location, et de manière à ce que le lot concédé au colon soit complètement libre et que le colon soit délivré des ennuis, des tracasseries et des entraves provenant du concessionnaire forestier.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Smart.</i>
<i>Fisher,</i>	—11.

CONTRE:

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Bergeron,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Casgrain,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Charbonneau,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Chouinard,</i>

Cohen,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Fauteux,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gauthier,
Giguère,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),

Paquet,
Perrault,
Piché,
Poulin,
Power,
Reed,
Rochette,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.
—37.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion est adoptée.

Ladite résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi pour augmenter en faveur du colon, l'étendu du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, de la résolution relative au bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant l'article 469 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la protection des plantes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abeilles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la Province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Sauvé propose, secondé par M. Fisher:

Qu'ATTENDU que la Commission d'Industrie Laitière est en opération depuis assez longtemps pour permettre d'apercevoir les lacunes qui existent dans la législation qui l'a créée;

ATTENDU qu'il existe encore de nombreux abus dont sont victimes le producteur et le consommateur;

CETTE CHAMBRE recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires:

a. Pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait;

b. Pour donner aux consommateurs la part de protection à laquelle ils ont droit.

Et la motion étant mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bergeron, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Question par M. Élie.—A combien s'élève le total des dépenses payées ou payables par la province, concernant le service de publicité du département de l'agriculture, depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

\$8,646.59.

Question par M. Élie.—A combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province, concernant le garage de Deschambault, depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

\$24,648.00 entièrement couvert par des recettes.

Question par M. Élie.—A combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province, concernant la ferme de Deschambault, depuis la date de son institution, jusqu'au 23 mars 1935?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

\$852,403.06 déduction faite des recettes de \$207,513.10.

Question par M. Élie.—Au 1er janvier 1935:

a. Combien y avait-il de fermes de démonstration dans la province?

b. A combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province pour l'établissement et l'entretien desdites fermes de démonstration?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

a. 55.

b. \$286,237.58.

Question par M. Élie.—Au 23 mars 1935:—

1. Quel était le nombre des automobiles achetées à même le trésor de la province, pour le département de l'agriculture?

2. A combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province:

a. Pour l'achat?

b. Pour les réparations et l'entretien?

c. Pour l'utilisation desdites automobiles?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 216.

2. a. \$196,417.00.

b. \$23,626.39 pour 198 automobiles en 1933 (derniers chiffres compilés).

c. \$68,310.85 pour 198 automobiles en 1933 (derniers chiffres compilés).

Question par M. Fisher.—1. Du 1er janvier 1934, inclusivement, au 31 décembre 1934, inclusivement:

1. Combien le département de l'agriculture a-t-il employé d'agronomes ?

2. Combien d'agronomes conjoints ou de secrétaires ?

3. Combien d'horticulteurs ?

4. Combien d'aviculteurs ?

5. Combien d'apiculteurs ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 212.

2. 26.

3. 30.

4. 17.

5. 24.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, des résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi concernant l'Île d'Orléans".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport qu'au cours du débat en comité plénier, le député de Chambly s'est servi de l'expression "croche comme le gouvernement" et a refusé de la retirer.

M. l'Orateur invite le député de Chambly à retirer l'expression "croche comme le gouvernement", et le député de Chambly la retire.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier sur ledit bill et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 89, intitulé: "Loi modifiant la charte de J.-E. Livernois, Limitée," a été retiré, que les honoraires payés par le promoteur lui soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Caron, secondé par M. Power, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 121, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", a été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leurs soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists", a pour objet de favoriser la propagation d'œuvres religieuses et d'éducation, le montant payé par les promoteurs de ce bill pour honoraires leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies authentiques de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de cette province, et de toute correspondance avec ledit gouvernement, depuis le 1er juillet 1933, inclusivement, jusqu'au 1er juillet 1934, et se rapportant au remboursement de la somme de \$258,504.56 fait par le gouvernement de la province à la Consolidated Paper Corporation.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Guertin, dont elle a été saisie le mercredi, 27 mars dernier, proposant:

1. QUE ATTENDU: Que la Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé à la dernière session une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

2. Qu'aux termes de cette loi, seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier;

3. Que nombre de propriétaires, non cultivateurs, sont affectés par la crise qui sévit;

4. Qu'ils sont menacés d'être dépossédés de leur propriété et réduits au rang de locataires;

5. Qu'ils constituent le meilleur rempart contre les idées subversives qui menacent la société;

6. Que la dépossession de ces propriétaires pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses;

IL EST RÉSOLU QUE: Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada, à apporter à la "Loi d'Arrangement entre cultivateurs et créanciers" les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Phaneuf, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'exécutif relativement au transfert des services des départements".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Elie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu qu'en 1912, le premier ministre actuel de la province, alors ministre des Travaux Publics, a présenté et fait adopter par la législature de Québec une loi intitulée: "Loi autorisant l'abolition des ponts et des chemins de péage dans la province";

Attendu que le préambule de cette loi déclare: "Attendu que ces ponts, chemins et barrières sont une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques";

Attendu que les ponts situés sur les chemins publics font partie de ces chemins;

Attendu que depuis l'année 1922, le gouvernement de Québec a multiplié les ponts de péage sur les routes nationales et sur les grandes artères publiques;

Attendu que cette politique du gouvernement est contraire à ses engagements et contraire à l'intérêt de la province;

Attendu que les taux de péage établis par le gouvernement ont toujours été exorbitants et constituent des moyens indirects d'imposer des taxes tracassières et dommageables;

Attendu qu'il résulte des réponses mêmes du gouvernement:

a. Que le coût de la construction du pont de Batiscan, sur la route nationale Montréal-Québec, se chiffre à \$446,522.03, et que le total des revenus retirés par la province et provenant des taux de péage sur ledit pont, jusqu'au 6 mars 1935, se chiffre à \$594,813.83;

b. Que le coût de la construction du pont Taschereau, situé sur les routes nationales Ottawa-Montréal et Toronto-Montréal, se chiffre à \$290,047.47, et que les revenus retirés par la province, jusqu'au 5 mars 1935 et provenant des taux de péage sur ledit pont se chiffrent à \$734,-390.91;

c. Que le coût de la construction du pont Galipeault, situé sur les routes Ottawa-Montréal et Toronto-Montréal, se chiffre à \$591,974.23, et que les revenus retirés par la province jusqu'au 1er mars 1935 et provenant des taux de péage sur ledit pont se chiffrent à \$819,855.45;

d. Que le coût de la construction de la route carrossable sur le pont de Québec, se chiffre à \$400,000.00 et que les revenus retirés par la province, jusqu'au 1er mars 1935, et provenant des taux de péage sur ledit pont se chiffrent à \$364,487.00;

CETTE CHAMBRE déclare que la politique du gouvernement provincial actuel en matière de ponts de péage, est contraire aux meilleurs intérêts de la province, et constitue une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,*

*Gault,
Lafleur,
Sauvé,
Smart,
—9.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Barré,
Bélanger,
Bergeron,
Desmarais,
Drouin,
Duffy,*

*Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortier,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,*

Gauthier,
Godbout,
Lapointe,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,

Power,
Sabourin,
Samson,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin,
—35.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc. (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc. (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau du gouvernement, Montréal: entretien et réparations (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: assurance (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 3 AVRIL 1935

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 134.—Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que M. Fauteux ait la permission de présenter un bill (No 197) intitulé: "Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans des institutions d'assistance publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Duplessis propose, secondé par M. Smart:

QUE, ATTENDU que l'article 126 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, décerne que "tous les droits ou revenus perçus", par la province de Québec "formeront un fonds consolidé de revenu qui sera approprié au service public de la province";

ATTENDU qu'un fonds spécial distinct du fonds consolidé du revenu a été établi, notamment par la Loi de l'assistance publique de Québec;

ATTENDU que l'établissement de ce fonds spécial est d'ailleurs de nature à rendre incomplète et inexacte la comptabilité de la province;

CETTE CHAMBRE recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires, pour que les sommes perçues ou reçues par la province pour subvenir à l'assistance publique et au maintien des institutions d'assistance publique soient versées dans le fonds consolidé du revenu et fassent, pour les fins de la comptabilité publique, partie du revenu ordinaire et pour que les sommes payées ou dépensées par la province pour l'assistance publique et le maintien des institutions d'assistance publique fassent partie de la dépense ordinaire.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

Barré,
Bélue,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,

Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.
—11.

CONTRE:

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gagnon (Frontenac),</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Vautrin.</i>
<i>Frigon,</i>	—51.

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux". M. Desmarais propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 198) intitulé: "Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe".

M. Phaneuf propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'exécutif relativement au transfert des services des départements".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Guertin, dont elle a été saisie le mercredi, 27 mars dernier, proposant:

1. QUE, ATTENDU: Que la Chambre des Communes et le Sénat du Canada ont passé à la dernière session une loi intitulée: "Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers";

2. Qu'aux termes de cette loi, seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier;

3. Que nombre de propriétaires, non cultivateurs, sont affectés par la crise qui sévit;

4. Qu'ils sont menacés d'être dépossédés de leur propriété et réduits au rang de locataires;

5. Qu'ils constituent le meilleur rempart contre les idées subversives qui menacent la société;

6. Que la dépossession de ces propriétaires pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses;

IL EST RÉSOLU QUE: Cette Chambre invite respectueusement la Chambre des Communes et le Sénat du Canada, à apporter à la "Loi d'Arrangement entre cultivateurs et créanciers" les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

M. l'Orateur procédant à rendre sa décision sur la question soulevée à la séance du deux avril au sujet de la présentation du bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques", maintient l'objection de M. Duplessis et déclare que le bill ne peut être présenté tant que la résolution n'aura pas été agréée par la Chambre, parce que les dispositions contenues en cette résolution servent de base au bill projeté.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 4 AVRIL 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 139.—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre J.-C. Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen".

Le bill suivant est rapporté à la Chambre:

Bill 94.—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

M. Samson, du comité des règlements, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 2, intitulé: "Loi modifiant l'article 2182 du Code civil".

Bill No 132, intitulé: "Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan".

Bill No 171, intitulé: "Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement".

Question par M. Fisher.—Relativement aux travaux de redressement et d'élargissement exécutés par la province sur la route No 4, Montréal-Malone, dans la ville de Huntingdon et dans le canton de Godmanches-

ter, sur une longueur de 8,820 tel que défini dans le rapport du ministère de la voirie, 1934, (pages 30 et 32):

1. Combien la province a-t-elle payé à date, pour l'exécution desdits travaux?

2. A combien s'élèvera le coût total desdits travaux?

3. Des soumissions ont-elles été demandées au sujet de tous et chacun desdits travaux?

Dans l'affirmative:

4. A qui le ou les contrats ont-ils été accordés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$17,568.78.

2. A \$49,000.00 approximativement.

3. Oui.

4. Le contrat fut accordé à O'Connor Bros en 1927, mais les travaux sur cette partie de la route avaient été suspendus parce qu'il était question de changer le site à cet endroit. O'Connor Inc. exécutent maintenant les travaux sur cette partie de la route.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il fait des travaux de voirie ou construit un mur de soutènement le long de la rivière Gatineau, dans la municipalité de Pointe à Gatineau, comté de Hull, depuis 1931?

2. Ces travaux sont-ils terminés?

3. Quelle longueur de mur ou de remplissage a été construit chaque année depuis 1931?

4. Combien ont coûté ces travaux chaque année?

5. Ces travaux ont-ils été faits par le gouvernement ou par contrat?

6. Si par contrat, des soumissions ont-elles été demandées?

7. Dans l'affirmative, quels étaient les soumissionnaires, et quel était le montant de leur soumission respective chaque année?

8. Le gouvernement fédéral a-t-il contribué pour aucune partie de ces dépenses, et dans l'affirmative pour quel montant chaque année?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. Non.

3. 4. et 5. De décembre 1931 à mars 1932: 1,584 pieds de quai et de remplissage, au coût de \$23,914.99. Ces travaux ont été faits par le département de la Voirie.

De janvier à avril 1933: 398 pieds de quai et 1,574 pieds de remplissage. Ces travaux ont été faits par la municipalité sous la surveillance du département de la Voirie. Celui-ci a payé les matériaux au coût de \$2,591.25.

De novembre 1933 à mars 1934: 1,116 pieds de quai et de remplissage faits par le département de la Voirie, au coût de \$11,034.18.

En 1934: construction du pont Moreau, 19 pds x 14 pds x 28 pds, par le département de la Voirie, au coût de \$2,173.50.

Depuis février 1935: 580 pieds de remplissage fait en vertu d'un contrat accordé par le département de la Voirie, dont le coût au 1er mars 1935 s'élevait à \$3,060.64. Le gouvernement fédéral construit le quai.

6. Oui.

7. La Cie de Construction de Hull, Hull. \$ 22,634.37

J.-E. Audette, Hull. 24,102.22

S.-O. Genest & Cie, Hull. 24,397.65

Cie de Construction Hull et Gatineau Hull. 25,527.35

8. Oui.

Pour les travaux de 1931-32: \$11,957.48, soit 50% de \$23,914.99, sous la Loi du Chômage.

Les travaux de 1933 ont été faits par la municipalité qui a payé la main-d'œuvre avec les argents reçus, pour secours directs, du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral.

Pour les travaux de 1933-34: \$1,728.76, à raison de \$0 50 par jour par journalier, sous la Loi du Chômage.

Aucune contribution du gouvernement fédéral pour la construction du pont Moreau en 1934.

Le gouvernement fédéral ne contribue pas pour les travaux de remplissage de 1935, mais construit le quai.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 41) intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulé: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

L'honorable M. Vautrin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Vautrin informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique de leur profession".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Casgrain, il est—

Résolu que cette Chambre exprime l'opinion que le gouvernement devrait entreprendre aussitôt que possible la construction d'une route entre Tapani et Chibaugamou, afin de relier directement la région de Chibaugamou à la ville de Montréal et de favoriser ainsi le développement de la colonisation, des mines, du commerce et de l'industrie en cette partie de notre province.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Sauvé, dont elle a été saisie le mardi, 2 avril courant, proposant:

QU'ATTENDU que la Commission d'Industrie Laitière est en opération depuis assez longtemps pour permettre d'apercevoir les lacunes qui existent dans la législation qui l'a créée;

ATTENDU qu'il existe encore de nombreux abus dont sont victimes le producteur et le consommateur;

CETTE CHAMBRE recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires:

a. Pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait;

b. Pour donner aux consommateurs la part de protection à laquelle ils ont droit.

Et le débat se continue.

M. Taschereau (Bellechasse) propose, par voie d'amendement, secondé par M. Saurette:

Que tous les mots après "est en opération" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Qu'elle aide les cultivateurs producteurs de lait

à disposer avantageusement de ce produit et offre aux consommateurs, une large mesure de protection surtout au point de vue hygiénique”.

CETTE CHAMBRE prie le gouvernement de collaborer avec ladite commission pour rendre son travail plus efficace et plus avantageux aux cultivateurs comme aux consommateurs.

Et le débat s'élève sur l'amendement.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Fauteux, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: “Loi modifiant la Loi de la protection des plantes”.

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 197) intitulé: “Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans des institutions d'assistance publique”.

M. Fauteux propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire de M. Walter G. Mitchell, ancien membre de l'Assemblée législative et du Gouvernement de Québec, décédé le 3 avril 1935.

Et, alors; la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 5 AVRIL 1935

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 138.—Loi concernant la donation fiduciaire de T.-A. Grothé.

Bill 193.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.

Et sans amendement le bill suivant:

Bill 51.—Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93 aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 161.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins.

Bill 164.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 248) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture d'u bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lalleur, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 205) intitulé: "Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 17, intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931."

Bill No 82, intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Joliette".

Bill No 112, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande-Ile".

Bill No 117, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934."

Bill No 118, intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin."

Bill No 125, intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévoist et Marie-Rosalie-Victoire Bernard".

Bill No 128, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières."

Bill No 155, intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie-arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger."

Bill No 174, intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal."

Bill No 179, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer."

Bill No 183, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

* *Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie-arrest avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 118) intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Joliette", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande-Ile", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 119, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Lafleur propose par voie d'amendement, secondé par M. Bériac :

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants :

"ATTENDU que le gouvernement de Québec est composé de douze ministres dont huit avocats ;

ATTENDU que toutes les classes de la société devraient être raisonnablement représentées dans le gouvernement de la province ;

ATTENDU qu'il y a lieu de rajuster les différents ministères, de façon à diminuer le nombre actuel des ministres ;

ATTENDU que les rajustements nécessaires permettront et d'instituer un ministère de l'Industrie et du Commerce qui s'impose depuis plusieurs années, et de faire bénéficier la province de larges économies ;

CETTE CHAMBRE réclame :

a. Que dans le gouvernement de la province, toutes les classes de la société soient raisonnablement représentées ;

b. Que les différents ministères de la province soient réorganisés de façon à ce que, tout en diminuant le nombre des ministres et les dépenses à la charge du public à ce sujet, un ministère provincial de l'Industrie et du Commerce soit institué sans délai".

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

*Bériac,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Lafleur,
Sauvé.—6.*

CONTRE :

Messieurs

*Arcand,
Authier,
Bastien,
Bélanger,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Dugas,
Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,*

*Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Piché,
Power,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thiidel.—22.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris cinq cents dollars pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours de vacance aux instituteurs et institutrices de la province de Québec pour étude de l'anglais, à Toronto, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: Inst. cath. pour garçons, Montréal, \$25,000.00; Inst. cath. pour filles, Montréal, \$25,000.00; Institut Nazareth, Montréal, \$40,000.00; Institut MacKay, Montréal, \$4,600.00; "Montreal Ass'n for the Blind, \$8,000.00; "Quebec Ass'n for the Blind, \$2,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abeilles".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi concernant l'Île d'Orléans".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'usage et l'accommodation du public, d'autoriser le ministre des travaux publics, de la chasse et de la pêche à établir sur l'Île d'Orléans, un ou des parcs et de permettre dans les limites de ce ou ces parcs aux conditions fixées par le ministre, l'établissement de restaurants, de salles de rafraîchissements et de postes de distribution de gazoline ou d'huile ou autre local jugé opportun.

Résolu, 2.—Que le ministre de la voirie sera autorisé à dépenser une somme de cent cinquante mille dollars aux fins d'élargir et de redresser la route du tour de l'Île et d'y effectuer toutes autres améliorations qu'il jugera nécessaires ou utiles.

Résolu, 3.—Que le Conseil du tourisme de la province de Québec, créé en vertu de la loi 23 George V, chapitre 47, section 3, pourra installer sur l'Île d'Orléans, le long de la route du tour de l'Île, le long de tout autre chemin public ou à tout autre endroit qu'il jugera convenable, des plaques ou inscriptions commémorant des événements ou des sites historiques, ou toutes autres inscriptions qu'il croira utiles ou nécessaires.

Résolu, 4.—Que le conseil du tourisme de la province de Québec pourra exécuter, sur l'Île d'Orléans, sur le parcours de la route du tour de l'Île ou sur le parcours de tout chemin public, les travaux d'embellissement qu'il jugera opportuns.

Résolu, 5.—Que, pour les fins des résolutions 1, 2, 3 et 4, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation, nécessité aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230), *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3

de l'article 112 de ladite Loi des chemins de fer de Québec, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

Résolu, 6.—Que toutes les dépenses encourues, pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ne devront pas excéder la somme de deux cent mille dollars et seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu, 7.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer tous ou partie des montants requis ou de rembourser toutes avances faites, pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen de bons ou de rentes inscrites émis sur le crédit de la province.

Résolu, 8.—Que ces bons ou rentes instrites seront émis au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au recouvrement des réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 28 mars, 1935, pour: Copie de toute correspondance, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers, et toutes personnes, compagnies ou corporations depuis le 1er mai 1932 jusqu'au 1er octobre 1934, quant aux réductions de taxes accordées par le gouvernement de Québec aux compagnies ou corporations privées: Dominion Stores Ltd, et Stop and Shop Ltd, quant aux salaires et émoluments payés par lesdits Dominion Stores, Ltd., quant à la comptabilité et à la tenue des livres du gouvernement de cette province au sujet de ces réductions et quant aux sommes dues par la province aux marchands et épiciers.
(Document de la session No 132.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 9 AVRIL 1935

Prière.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant: Bill 140.—Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 62) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi concernant l'Ile d'Orléans".

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 49) intitulé: "Loi concernant l'Île d'Orléans".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulé: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier, 1935, pour: Copie authentique de tout document et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 septembre 1932, jusqu'au 20 janvier 1935, relativement au creusage du ruisseau Papineau, dans le comté de Laval.

(Document de la session No 133.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 mars, 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, relativement à l'établissement des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, ou concernant les octrois payés ou payables par la province à des fils de cultivateurs du comté de Yamaska, depuis le 1er janvier 1933, jusqu'au 21 mars 1935.

(Document de la session No 134.)

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 6, de la municipalité de Grande-Ile".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Power, secondé par M. Samson, il est:

Ordonné que, vu que le bill No 118, intitulé: "Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin", a été déposé après les délais prescrits pour des raisons indépendantes de la volonté des promoteurs, tous les droits additionnels que ceux-ci ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Côté (Bonaventure), secondé par M. Paquet, il est:

Ordonné que tous les droits que les promoteurs du bill No 132, intitulé: "Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles-de-Caplan" ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Côté (Bonaventure), il est :

Ordonné que, vu que le bill No 133, intitulé : "Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, les amendes que le promoteur de ce bill a payées lui soient remboursées.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant : Relativement aux droits de coupe de bois payables à la province et impayés : *a.* le 30 juin 1934; *b.* le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé; 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles; 3. A quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles; 4. A combien s'élevait le montant global des droits de coupe payables à la province, par lesdites personnes, compagnies ou corporations.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre : Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant : Relativement aux droits de coupe de bois payables à la province et impayés : *a.* le 30 juin 1934; *b.* le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé; 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles; 3. A quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles; 4. A combien s'élevait le montant global des droits de coupe payables à la province, par lesdites personnes, compagnies ou corporations.

(Document de la session No 135.)

Question par M. Duplessis.—A partir du 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement :

1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant à la rente foncière payable à cette province ?

Dans l'affirmative :

2. Quand ?

3. A qui ?

4. A combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées, dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. 2. 3. et 4. Par l'arrêté du conseil No 1204 en date du 31 mai 1934, une réduction de \$422.50 a été accordée pour le règlement des sommes

dues par la Canadian American Pulp & Paper Corp. Limited, en faillite, pour les rentes foncières des années 1931-32, 1932-33 et 1933-34.

Question par M. Duplessis.—Le 23 février 1935, à combien s'élevait le total:

- a. Des droits de coupe payables à la province et impayés?
- b. De la rente foncière payable à la province et payée?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. a. \$1,327,057.44, avec intérêt; b. \$31,903.26, avec intérêt.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Un état indiquant: A partir du 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement: 1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant aux droits de coupe payables à la province; Dans l'affirmative: 2. Quand? 3. A qui? 4. A combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées, dans chaque cas.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: A partir du 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935, inclusivement: 1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant aux droits de coupe payables à la province? Dans l'affirmative: 2. Quand? 3. A qui? 4. A combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées, dans chaque cas?

(Document de la session No 136.)

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Un état indiquant: Relativement à la rente foncière payable à la province et payée: a. le 30 juin 1934; b. le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé; 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles; 3. A quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles; 4. A combien s'élevait le montant global de la rente foncière payable à la province par lesdites personnes, compagnies ou corporations.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: Relativement à la rente foncière

payable à la province et impayée: a. le 30 juin 1934; b. le 31 décembre 1934: 1. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui n'avaient pas encore payé; 2. Quelle était la somme payable à la province par chacune d'elles; 3. À quelle date chaque somme était-elle payable à la province, par chacune d'elles; 4. A combien s'élevait le montant global de la rente foncière payable à la province par lesdites personnes, compagnies ou corporations. (*Document de la session No 137.*)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre de cette Chambre adopté le vendredi 5 avril courant, à l'effet de renvoyer au comité des bills publics en général le bill (No 71) intitulé: "Loi concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer certaines institutions de charité" soit révoqué.

Ordonné que ledit bill soit renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi concernant l'Île d'Orléans".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 205) intitulé: "Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leur lignes par constructions, achat ou loyer".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Joliette", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 10 AVRIL 1935

Prière.

M. Plante propose, secondé par M. Fortin:

Que les articles 497-498-503-510-511-516 et 513 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "MM. Paul Ethier, Pio Ethier et autres", demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Ethier et que cette pétition soit maintenant lue et reçue: et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 141, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Ethier".

La motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 141) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Ethier, "qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit.

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 197.—Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.

Bill 199.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.

Et sans amendement le bill suivant:

Bill 205.—Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables.

Les bills suivants ont été retirés:

Bill 185.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.

Bill 187.—Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu—Que le montant pour les acquisitions de certains immeubles considérées être dans l'intérêt de la colonisation dans toute localité, les dites acquisitions étant autorisées en vertu des paragraphes 1 et 3 de l'article 2 de la loi 22 George V, chapitre 41, tel que modifiée par la loi 23 George V, chapitre 28, section 1, sera fixé à la somme maximum de trois cents dollars, dans chaque cas, tel que prévu par la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique,

dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1934, jusqu'au 31 janvier 1935.
(Document de la session No 138.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1935, pour: Copies authentiques de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 13 avril 1933 jusqu'au 26 février 1935, inclusivement, et se rapportant à 23 Geo. V, chap. 26.
(Document de la session No 139.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 21 mars 1935, pour: État dûment certifié, relativement au Conseil d'Hygiène de la province de Québec, institué en vertu de l'article 14, chapitre 186, S.R.Q., 1925, depuis la date de son institution, jusqu'au 1er février 1935; et indiquant: 1. La date de chacune des réunions tenues par les membres dudit conseil; 2. La somme globale payée par la province à chacun des membres qui composent ledit conseil; 3. A combien s'élève le total des déboursés faits par la province à ce sujet.

(Document de la session No 140.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 mars 1935, pour: Copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, au 8 janvier 1935, inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts de Québec, 21 Geo. V, Loi modifiant la Loi du département du trésor.

(Document de la session No 141.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, (Secrétaire de la Province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours pour professionnels, S.R., 1925, c. 136, a. 2, (Secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts, (Secrétaire de la province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, (Secrétaire de la Province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Imprimeur du Roi.—"Gazette officielle de Québec", S. R., 1925, c. 18, sec. V: \$65,000.00; Déboursés applicables au revenu: \$60,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 9, intitulé: "Loi pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la "Ste. Anne Paper Company, Limited", et à ses prédécesseurs et ayants cause."

Bill No 26, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la manutention de la gazoline."

Bill No 38, intitulé: "Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux."

Bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements."

Bill No 45, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du Trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres."

Bill No 46, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Bill No 52, intitulé: "Loi modifiant l'article 469 de la Loi des cités et villes."

Bill No 55, intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de colonisation".

Bill No 71, intitulé: "Loi concernant le pouvoir d'emprunt et d'hypothéquer de certaines institutions de charité."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 248) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 11 AVRIL 1935

Prière.

M. Bastien propose, secondé par M. Bercovitch:

Que les articles 497-498-510-511-516 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Ste-Thérèse, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue: et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 142, intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Ste-Thérèse".

La motion étant mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bastien, en conséquence, présente le bill (No 142) "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 249) intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis. — A part la somme globale de \$3,871,110.52 qui d'après une réponse du Gouvernement en date du 5 mars 1931, a été dépensée par la province, sans demande de soumission, à même les crédits du département des Terres et Forêts, pour arpentage, depuis le 1er janvier 1920 jusqu'au 26 mars 1935:

a. Combien la province a-t-elle payé ou dépensé, à même les crédits du département des Terres et Forêts, pour arpentage:

b. Quel est le montant total de tous les contrats intervenus entre la province et toute personne, compagnie ou corporation, au sujet d'arpentage:

c. Tous les contrats ont-ils été accordés sans demande de soumission?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. a. Du 19 février 1931 au 26 mars 1935: \$1,342,527.36; b. Du 19 février 1931 au 26 mars 1935: \$1,130,183.48; c. Oui, conformément à la coutume suivie depuis 1867.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 20) intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 73) intitulé: "Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 32) intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulé: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

L'honorable M. Vautrin propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Béique: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE désapprouve la résolution qui est la base du bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chap. 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre":

a. Parce que cette résolution consacre le principe de réduire à quatre mois, en temps de crise économique, le délai de deux ans toujours accordé au propriétaire en temps de prospérité pour lui permettre de racheter sa propriété vendue pour taxes municipales ou scolaires;

b. Parce qu'il est souverainement injuste de faire perdre aux cultivateurs et aux colons dont la propriété a été vendue pour taxe municipales ou scolaires, en plein temps de dépression, les 5-6 du délai qui a toujours été accordé aux cultivateurs et aux colons en temps ordinaire pour faciliter leur maintien sur leur terre;

c. Parce que la politique de colonisation consacrée par cette résolution est basée sur la misère et sur le dépouillement du colon et du cultivateur;

d. Parce que la politique de colonisation consacrée par cette résolution n'offre pas aux colons les garanties indispensables de succès et de stabilité et n'assure pas aux colons des moyens raisonnables de subsistance;

e. Parce que ladite résolution No 67, prête au favoritisme et au patronage politiques qui constituent une entrave intolérable au succès et au progrès de la colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Béïque,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Lafleur,
Sauvé.—6.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Barré,
Bastien,
Bercovitch,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Crête,
David,
Desmarais,
Drouin,
Duffy,
Dufour,
Dugas,
Filion (Laval),
Fortier,
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,*

*Gaull,
Gauthier,
Giguère,
Grant,
Guerlin,
Lapointe,
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Power,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Saurelle,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—48.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution" est mise aux voix, et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de ladite votation précédente et encore en sens inverse.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 141) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Ethier".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Gagnon (Kamouraska),</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gaudel,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté (Gaspé Nord),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel.—33.</i>
<i>Frigon,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Barré,</i>	<i>Caron,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Dillon,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Duplessis,</i>

*Élie,
Gault,
Guertin,
Lafleur,
McDonald,*

*Power,
Samson,
Sauvé,
Smart,—15.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 90, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil".

Bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 197) intitulé: "Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans des institutions d'assistance publique".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau

pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 48, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au recouvrement des réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit".

Bill No 129, intitulé: "Loi modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie".

Bill No 130, intitulé: "Loi constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix".

Bill No 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes".

Bill No 137, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".

Bill No 182, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'actions contre les corporations municipales."

Bill No 191, intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec."

Sur un message reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi modifiant l'article 2182 du Code civil.
- 7 Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.
- 9 Loi pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la "Ste. Anne Paper Company, Limited", et à ses prédécesseurs et ayants cause.
- 10 Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne.
- 17 Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931.
- 24 Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes.
- 26 Loi modifiant la Loi de la manutention de la gazoline.
- 27 Loi pour valider la publication de certains avis municipaux.
- 28 Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques.
- 31 Loi modifiant la Loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche.
- 33 Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages.
- 34 Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques, pour fins de pêche.
- 35 Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.
- 38 Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux.
- 42 Loi modifiant la Loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements.
- 43 Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires).
- 45 Loi modifiant la Loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.
- 46 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
- 47 Loi modifiant la Loi de l'adoption.
- 48 Loi modifiant le Code civil relativement au recouvrement des réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit.
- 52 Loi modifiant l'article 469 de la Loi des cités et villes.
- 55 Loi modifiant la Loi des sociétés de colonisation.
- 71 Loi concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charités.
- 78 Loi modifiant la charte du village de Senneville.
- 82 Loi refondant la charte de la cité de Joliette.
- 84 Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle"—"LaSalle Mutual Insurance Company".
- 90 Loi modifiant la charte de la Cité de Longueuil.
- 93 Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.
- 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
- 101 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.
- 102 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

-
- 104 Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu dame Marie-Amélie-Elizabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.
- 106 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.
- 108 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
- 109 Loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.
- 110 Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.
- 111 Loi ratifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles de ladite paroisse.
- 112 Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande Ile.
- 117 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.
- 118 Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Maric Poliquin.
- 119 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
- 124 Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.
- 125 Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard.
- 126 Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.
- 128 Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.
- 129 Loi modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligations et de fiducie.
- 130 Loi constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix.
- 132 Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan.
- 133 Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.
- 136 Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes.
- 137 Loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".
- 152 Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.
- 153 Loi modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.
- 155 Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie-arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger.
- 171 Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.
- 173 Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.
- 174 Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.
- 177 Loi érigeant en municipalité le canton DeSales.
- 178 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.

- 179 Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.
182 Loi modifiant la Loi des cités et villes et le Code municipal limitant certains droits d'action contre les corporations municipales.
183 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement.
188 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel.
190 Loi modifiant la loi 19 George V, chapitre 124.
191 Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Au retour des députés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec un amendement qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists."

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Quebec Association of Seventh-Day Adventists*" et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 205) intitulé: "Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41 intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi le 12 avril, elle s'ajournera à samedi, le 13 avril à 11 heures du matin.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 39) intitulé: "Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence, pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes: 1,900,000.00; moins remboursements par municipalités 700,000.00—patients 100,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 12 AVRIL 1935

Prière.

M. Samson, du comité des règlements, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 30 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Cohen, du comité des bills privés en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant :

Bill 107.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 30 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé : "Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que M. Gauthier ait la permission de présenter un bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Thisdell, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que M. Thisdell ait la permission de présenter un bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal concernant la fermeture de certains chemins pendant l'hiver."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Béique propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"ATTENDU que les ressources naturelles de la province de Québec devraient procurer le bien-être de sa population et servir à améliorer les conditions présentes, à préparer et assurer l'avenir, et à sauvegarder les forces vives de notre survivance;

ATTENDU que la province de Québec possède des ressources forestières et hydrauliques dont l'exploitation est déjà considérable, mais dont les possibilités le sont davantage;

ATTENDU que la province possède des terrains miniers très riches et des champs de pêcheries insurpassables dans l'Amérique du Nord;

ATTENDU qu'une exploitation judicieuse et rationnelle des ressources naturelles de notre province remédierait considérablement aux effets désastreux de la crise économique qui y sévit depuis plusieurs années;

ATTENDU qu'il y a actuellement dans notre province plus de 80,000 jeunes gens sans la moindre perspective d'avenir, et que leur nombre augmente d'une façon alarmante;

ATTENDU que la jeunesse est le réservoir de la nation et constitue les forces de renouvellement de notre capital le plus cher et le plus précieux, le capital humain;

ATTENDU que dans une province aussi peu peuplée, dont le territoire est si vaste et si bien pourvu de ressources naturelles, il est intolérable que le problème de l'établissement de notre jeunesse se pose avec tant d'a-cuité;

ATTENDU qu'il est urgent de résoudre ce problème angoissant, de réparer les erreurs du passé et de préparer l'avenir;

CETTE CHAMBRE, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires, recommande au gouvernement de la province d'adopter, sans plus de retard, les mesures équitables qui s'imposent pour que les ressources naturelles de notre province soient utilisées et mises en valeur de façon à faciliter et assurer l'établissement de notre jeunesse".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bélue,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Laflour,
Sauvé,
Smart.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
David,
Desmarais,
Duffy,
Dugas,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,*

*Grant,
Guertin,
Lapointe,
Lortie,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Power,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel.—37.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Godbout dont elle a été saisie le mardi, 9 avril courant proposant la deuxième lecture du bill 50.—Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la Province de Québec.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 249) intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 62, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, dans l'Hôpital Saint-Michel-Archange, passé le vingt-huitième jour de mars mil neuf cent trente-cinq, devant Émile Delâge, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec, reproduit comme cédule de la loi qui sera basée sur la présente résolution, soit approuvé et ratifié.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 39, intitulé: "Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de Charité de la Providence, pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que, le 28 avril, 1934, sous l'autorité de la loi 24 George V, chapitre 4, relative à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, un contrat a été passé entre le gouvernement de cette province et la communauté des Sœurs de Charité de la Providence;

Attendu qu'en vertu de l'article 19 dudit contrat, pour maintenir l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu le gouvernement de cette province s'est engagé spécialement à verser, à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, à titre de subside, une somme annuelle de cinquante-deux mille cinq cents dollars, destinée à payer les honoraires des médecins, d'un commissaire enquêteur et de deux secrétaires, les frais de pharmacie, de chirurgie, de laboratoire et de bureau et enfin la pension des internes et les repas des médecins;

Attendu que ladite communauté a dû faire des additions à l'hôpital de Saint-Jean-de-Dieu, pour l'hospitalisation d'un plus grand nombre de malades et qu'elle se trouve, ainsi, dans l'obligation d'étendre son service médical;

Attendu que, pour les motifs ci-dessus, le subside annuel de cinquante-deux mille cinq cents dollars est devenu insuffisant et qu'il est urgent de le porter à soixante-deux mille cinq cents dollars par une modification apportée à l'article 19 du contrat précité; qu'il soit en conséquence:

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au secrétaire de la province, pour et au nom de la couronne, de modifier l'article 19 du contrat, en date du 28 avril, 1934, autorisé par la loi 24 George V, chapitre 4, aux fins de porter jusqu'à soixante-deux mille cinq cents dollars le subside annuel de cinquante-deux mille cinq cents dollars accordé à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence par le gouvernement de cette province.

Résolu, 2.—Que les sommes additionnelles qui pourront être versées par le gouvernement, en vertu de l'application de la résolution 1 qui précède, seront payées suivant les dispositions des articles 4 et 6 de ladite loi 24 George V, chapitre 4.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93, aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes \$550,000.00; moins remboursements par les municipalités, \$275,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes—Aide à la protection du public contre—pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour collèges classiques catholiques romains, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquées tel que recommandé par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. (Paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

SAMEDI 13 AVRIL 1935

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 79, intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie", a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et l'expansion d'œuvres de bienfaisance, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 126, intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois", a été déposé après les délais prescrits pour des raisons indépendantes de la volonté des promoteurs, toutes les amendes et tous les droits additionnels que ceux-ci ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copies dûment certifiées des lettres envoyées par le Département de la Colonisation de la Province ou par aucun de ses officiers ou employés, aux sociétés diocésaines de colonisation ou aux sociétés de colonisation exerçant leurs fonctions dans les districts de Québec, Trois-Rivières et Montréal, depuis le 31 mars 1935 jusqu'au 8 avril de la même année.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

M. Gauthier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 249) intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres".

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 62, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange".

Cette résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 39, intitulé: "Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des sœurs de la Charité de la Providence, pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

Ces résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lue une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que dans la Loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), les mots "réservoir à gazoline" signifient tout récipient stationnaire placé sous le sol ou au-dessus du sol, pour l'emmagasinement de la gazoline; et que les mots "pompe à gazoline" signifient tout appareil raccordé à un réservoir à gazoline aux fins d'en transvaser la gazoline au moyen d'une ou plusieurs voies d'écoulement pour fins de commerce.

Résolu, 2.—Que les personnes suivantes auront droit au remboursement de la taxe imposée en vertu de l'article 4 de la Loi de la gazoline, savoir:

a. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fermier, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* dans un tracteur, pour l'exécution seulement du travail de la ferme;

b. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de pêcheur, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour le fonctionnement d'un bateau servant à la pêche;

c. Toute personne, sur la gazoline achetée et employée par elle *bona fide* au fonctionnement d'une machine fixe;

d. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fabriquer des produits qui requièrent de la gazoline comme un ingrédient, sur la gazoline qu'elle achète ou qu'elle emploie *bona fide* comme un ingrédient dans ces produits fabriqués;

e. Toute personne qui se sert de pompes pour combattre les feux de forêts, sur la gasoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour cette fin seulement;

Pourvu toutefois que dans chacun des cinq cas qui précèdent:

I. La personne par qui la gasoline est ainsi employée ou consommée produise, entre les mains du contrôleur du revenu de la province, la preuve satisfaisante de la manière prescrite par les règlements, du paiement de la taxe et de l'usage ou consommation de la gasoline;

II. La demande de remboursement soit faite et remise au contrôleur du revenu de la province dans les douze mois suivant immédiatement la date de l'achat;

III. Cette demande soit accompagnée des factures originales et acquittées de toute la gasoline achetée par le réclamant pendant la période de temps indiquée dans la demande, tant pour fins comportant que pour fins ne comportant pas exemption;

IV. Aucune des factures ainsi produites avec la demande n'indique d'altérations."

Résolu, 3.—Que personne ne pourra être propriétaire pour fins de commerce d'une pompe à gasoline qui est en usage dans cette province sans payer pour chaque voie d'écoulement un droit variant selon la population de la municipalité locale dans laquelle elle fonctionne, tel que déterminée par le dernier recensement fédéral et égal à trois dollars, si la population excède 25,000 habitants, deux dollars, si la population excède 5,000 habitants, mais n'excède pas 25,000 habitants, et un dollar, si la population n'excède pas 5,000 habitants.

Résolu, 4.—Que ce droit sera payable au bureau, le premier mai de chaque année pour l'année alors commençant et que lorsque la voie d'écoulement sera installée au cours de telle année, le ministre pourra accorder une réduction proportionnelle à la partie de l'année antérieure à l'installation.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum des femmes".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault:

Ordonné que le mardi 23 avril, la Chambre tiende deux séances par jour, l'une de trois à six heures de l'après-midi, l'autre depuis huit heures et demie du soir jusqu'à l'ajournement.

Qu'à partir du mercredi 24 avril, la Chambre tiende trois séances tous les jours, sauf le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième de huit heures et demie du soir à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bélanger, il est—

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bélanger, il est—

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Bélanger, il est—

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances

de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi le 23 avril.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 23 AVRIL 1935

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 198.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de St-Bernard, comté de St-Hyacinthe.

Bill 248.—Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés.

Bill 58.—Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

Bill 201.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.

Bill 206.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.

Et avec des amendements, les bills suivants:

Bill 54.—Loi modifiant le Code municipal.

Bill 208.—Loi modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver.

Bill 250.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis:

Résolu qu'une humble adresse soit présentée à Sa Très Excellente Majesté le Roi George V dans les termes suivants:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI:—

Très Gracieux Souverain,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté,..... et l'Assemblée législative de la province de Québec réunis en parlement, désirons témoigner à Votre Majesté les sentiments qui nous animent.

Nous nous plaignons à reconnaître les hautes qualités qui font de Votre Majesté le grand Souverain constitutionnel des temps modernes.

Nous nous souvenons avec émotion des jours tragiques de la Grande Guerre, à laquelle Votre Majesté et ses fils ont pris leur large part, soutenus par le dévouement de tous leurs peuples, tout particulièrement de celui de la province de Québec.

Nous considérons comme l'un des traits marquants du règne de Votre Majesté et comme l'une des initiatives les plus heureuses de la politique britannique la promulgation du Statut de Westminster créant l'égalité de tous les pays de l'Empire.

Nous sommes fiers d'évoquer la loyauté des Canadiens, qui, tout en demeurant fidèles à leur foi, à leur langue et à leurs traditions diverses, se sont montrés attachés à l'allégeance britannique.

Nous constatons la haute signification nationale et internationale de la parfaite harmonie qui existe entre les deux grandes races peuplant notre province, et nous professons que les plus nobles destinées sont réservées aux nations unies dans leurs efforts pour le maintien de la paix et le retour à la prospérité économique.

Nous offrons à Votre Majesté, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son intronisation, ainsi qu'à Sa Majesté la Reine Marie, nos vœux sincères de longue vie; nous les assurons que le peuple tout entier de la province de Québec entend prendre part aux fêtes du 6 mai prochain; et nous leur renouvelons l'assurance respectueuse de notre profonde affection.

Ordonné qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée a adopté l'adresse susdite et lui demander d'y donner son adhésion.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Question par M. Guertin.—Relativement à la réponse apparaissant aux pages 335-336 du procès-verbal pour la session en cours, au sujet des travaux du Département de la Voirie à Pointe à Gatineau, Co. Hull:

1. De quelle façon la demande de soumission a-t-elle été faite?
2. Si par la voie des journaux, quels sont les journaux qui l'ont publiée?
3. Quelles étaient les spécifications des travaux à faire, mentionnés dans la demande de soumission?
4. Quels sont les directeurs des compagnies soumissionnaires et quelle est l'adresse de la place d'affaires de celles-ci?

5. Quel est le nom (ou les noms) des personnes qui ont signé au nom des soumissionnaires ?

6. Pour quelles raisons a-t-on changé le mode de contribution du gouvernement fédéral, lequel était de 50% du coût en 1931-32, alors qu'en 1935 chaque gouvernement fait une partie distincte des travaux ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Les soumissions ont été demandées par la municipalité de Pointe-à-Gatineau, et le département de la Voirie ignore de quelle manière elles l'ont été. Le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

3. Les spécifications indiquaient les travaux suivants: terrassements, remblais en terre d'emprunt, arbres à enlever, essartement, déplacement de clôtures, ponceaux en tôle ondulée, gravelage sur 6,806 pieds de longueur, 18 pieds de largeur et 8 pouces d'épaisseur.

4. J.-E. Audette & Cie et L.-O. Genest & Cie n'ont pas été constituées en corporation par charte provinciale et n'ont jamais transmis de rapport au département du Secrétaire de la province.

La Compagnie de Construction de Hull a été constituée en corporation par lettres patentes provinciales émises le 17 mai 1920. Elle n'a pas transmis de rapport annuel en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies.

La Compagnie de Construction de Hull & Gatineau, Limitée a été constituée en corporation par lettres patentes provinciales émises le 22 septembre 1930. Elle n'a pas transmis de rapport annuel en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies.

5. Les soumissions ont été signées comme suit:

L.-O. Genest & Cie, 90 rue Maisonneuve, Hull.

J.-E. Audette & Cie, Hull.

Cie de Construction Hull & Gatineau, Ltée, J.-E. Laflamme, sec.-trés. 187 rue Principale, Hull.

Compagnie de Construction de Hull Enr. par Arthur Moreau, 39 St-Henri, Hull.

6. Chaque gouvernement fait une partie distincte des travaux, mais chacun est censé payer 50% du coût total des travaux.

Question par M. Élie.—1. Quels sont les numéros et les dates de tous les rapports et de toutes les plaintes et avis sommaires qui ont été faites contre la "Provincial Transport Company" ou ses employés, par des agents du service provincial de la circulation, au bureau Provincial de la Circulation à Montréal, sur les infractions commises contre les règlements de la circulation ou la loi des véhicules moteurs durant les années 1933 et 1934.

2. L'amende a-t-elle été payée dans chaque cas ?

3. Dans l'affirmative, dans quels cas et sur quelles plaintes ou rapports ?

4. Dans la négative, pourquoi l'amende n'a-t-elle pas été payée ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Pour 1933:

1. Quatre rapports comme suit:

No 24571 en date du 21 juin 1933;

- No 52820 " " " 9 juillet 1933;
No 26026 " " " 12 août 1933;
No 12195 " " " 2 septembre 1933.

Quatre avis sommaires comme suit:

- No D-7096 en date du 23 juin 1933;
No D-7142 " " " 17 juillet 1933;
No V-15951 " " " 20 août 1933;
No V-15986 " " " 12 septembre 1933.

2. Oui.

3. et 4. Répondu au No 2.

Pour 1934:

1. Deux rapports comme suit:

- No 52732 en date du 5 juin 1934;
No 2901 " " " 17 juin 1934.

Deux avis sommaires comme suit:

- No E-11799 en date du 13 juin 1934;
No V-9948 " " " 27 juin 1934.

2. Non.

3. Répondu au No 2.

4. Dans le premier cas, il s'agissait d'une voiture neuve qui n'avait pas été enregistrée. Elle le fut de suite sur réception de l'avis. Le deuxième cas en était un de vitesse en dehors d'un village. Sur promesse que cette infraction ne se répéterait pas, le département n'a pas fait payer l'amende.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 247, intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 69, intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'honorable M. Stockwell propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Béique propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE s'oppose aux résolutions qui forment la base du bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline";

a. Parce que ces résolutions ont pour objet et auraient pour effet d'augmenter de façon considérable les taxes provinciales qui pèsent déjà lourdement sur les consommateurs au sujet de la gazoline;

b. Parce que les nouvelles taxes décrétées par lesdites résolutions multiplieraient plusieurs fois l'impôt sur la gazoline et feraient monter le coût actuellement élevé de la gazoline, au grand détriment des consommateurs;

c. Parce que les remboursements mentionnés en faveur des cultivateurs et des pêcheurs sont insuffisants;

d. Parce que ces remboursements sont d'ailleurs assujettis à l'accomplissement de formalités tellement compliquées que, dans la pratique, cultivateurs et pêcheurs ne pourront en bénéficier;

e. Parce que lesdites résolutions permettraient, en outre, au gouvernement de la province d'attribuer à un exercice financier antérieur des revenus appartenant à l'exercice suivant, et auraient ainsi pour effet de rendre inexacte la comptabilité de la province."

M. Barré propose, secondé par M. Guertin, que le débat soit maintenant ajourné.

Et la motion d'ajournement étant mise aux voix la Chambre se divise et la rejette.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Sauvé,
Smart.—6.

CONTRE

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Barré,
Bélanger,
Caron,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
David,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),

Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Grant,
Guertin,
McDonald,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Poulin,
Power,
Sabourin,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—36.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gagnon (Kamouraska),</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Côté (Gaspé-Nord),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Crête,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Power,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Vautrin.—36.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bélue,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Smart.—6.</i>

Et la motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont en conséquence, lues une seconde fois.

L'honorable M. Stockwell propose que lesdites résolutions soient maintenant agréées.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Les résolutions relatives au bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline", soient de nouveau retournées au comité plénier de la Chambre pour être amendées de façon à exempter aux cultivateurs l'obligation de payer la taxe sur la gazoline qu'ils emploient dans un camion pour le transport des produits de leur ferme.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bélue,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Sauvé,
Smart.—6.*

CONTRE:

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Barré,
Bélanger,
Caron,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Côté (Gaspé-Nord),
Crête,
David,
Dugas,
Fauteux,
Fillion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),*

*Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Guertin,
McDonald,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Poulin,
Power,
Sabourin,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.
—39.*

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazo-line".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la Province de Québec."

M. Duplessis objecte que le bill est irrégulier parce qu'il aurait dû être précédé d'une résolution autorisant le changement d'affectation prévu au bill.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

L'honorable M. Vautrin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Vautrin informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1935, pour: État dûment certifié relativement aux diverses sommes payées par le gouvernement de cette province pour: a. Impression et reliure; b. Annonces et publicité; c. Divers; depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1934, inclusivement, et indiquant: 1. Le nom des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé lesdites sommes; 2. La somme globale payée à chacun d'eux, dans chaque cas; 3. Le total de tous les paiements effectués par le gouvernement de cette province, dans chaque cas et pendant ladite période.
(Document de la session No 142).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 mars 1935, pour: Un état indiquant: Combien de gallons d'huile le gouvernement a-t-il achetés depuis 1930; Quels sont les noms des personnes de qui le gouvernement a acheté de l'huile depuis 1930; Quel est le total de gallons achetés dans chaque cas; Quel prix a été payé par gallon pour chaque marque d'huile ainsi achetée.
(Document de la session No 143).

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Fillion (Lac St-Jean), secondé par M. Bélanger, il est—

Ordonné que M. Fillion (Lac St-Jean), ait la permission de présenter un bill (No 207) intitulé: "Loi concernant la municipalité du comté de Lac St-Jean-Est."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Barré, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: 1. En quelle année le gouvernement provincial a-t-il commencé à faire faire l'inspection des étalons dans la province; 2. Depuis que cette inspection est pratiquée, combien d'étalons ont été inspectés chaque année dans chacun des comtés et combien par classe; 3. En quelle année le gouvernement a-t-il commencé à accorder aux propriétaires d'étalons des primes basées sur le nombre de poulains; 4. Combien de ces primes ont été accordées chaque année dans chacun des comtés de la province pour chaque classe d'étalons.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise au voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 198) intitulé: "Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

La motion "que l'amendement soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que l'adoption dudit amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 142) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Ste-Thérèse".

M. Bastien propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Lortie, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 75, intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier" a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et l'expansion d'œuvres de bienfaisance, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile".

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable".

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance".

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le ministre de la colonisation sera autorisé à faire faire la classification des terres publiques afin de déterminer celles qui sont propres à la culture et qui doivent être affectées à la colonisation, et que, cependant, cette classification ne prendra effet que lorsqu'elle sera approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre de la colonisation, réserver et approprier, parmi les terres sous son contrôle, un lot pour lieux de culte et cimetières, dans chacune des paroisses de colonisation et révoquer en tout temps telle appropriation, suivant qu'il le jugera à propos, et qu'il pourra faire des concessions gratuites, pour les fins susdites, pourvu que ces lots n'excèdent pas cent acres, dans aucun cas, et que l'intention et l'usage pour lesquels elles sont faites soient exprimées dans les lettres patentes.

Résolutions à rapporter'

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand propose, par voie d'amendement, secondé par M. Bélique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"ATTENDU qu'à la veille des élections provinciales de 1931, le gouvernement de Québec autorisa l'adoption de la loi intitulée: "Loi des Accidents du travail", qui accordait aux ouvriers victimes d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion de leur travail, les indemnités et les compensations prévues à ladite loi;

ATTENDU que cette loi des Accidents du travail pourvoyait à des indemnités en faveur de l'épouse, des enfants et de quelques dépendants de l'ouvrier dont un accident de travail a causé la mort;

ATTENDU que le 8 avril 1933, sur la recommandation du procureur général qui est aussi le premier ministre de la province, le gouvernement de la province adopta un arrêté en conseil faisant perdre aux ouvriers, et en cas de mort de l'ouvrier, à son épouse, à ses enfants ou à quelques-uns de ses dépendants, tous les bénéfices accordés par la loi des Accidents du travail lorsqu'un accident survient par le fait ou à l'occasion de travaux autorisés, en vertu d'une loi de chômage; de secours directs ou de toute disposition similaire, et exécutés par une corporation municipale ou pour le compte d'une corporation municipale;

ATTENDU que le député des Trois-Rivières, chef de l'opposition à la législature de Québec, a porté cet arrêté en conseil à la connaissance de la Chambre et l'a justement et énergiquement dénoncé;

ATTENDU que les victimes du chômage subissent déjà assez d'épreuves sans que le gouvernement de la province vienne aggraver l'infortune et la misère des chômeurs et de leur famille, en leur faisant perdre les bénéfices de la loi des Accidents du Travail;

ATTENDU que ledit arrêté ministériel adopté par le gouvernement de la province a causé aux chômeurs victimes d'accidents de travail ainsi qu'à leur famille des dommages et des pertes considérables pendant les deux dernières années;

CETTE CHAMBRE, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires désapprouve énergiquement ledit arrêté ministériel adopté par le gouvernement de la province, en date du 8 avril 1933, déclare que ladite décision du gouvernement est souverainement injuste pour les chômeurs accidentés ainsi que pour leur famille, et exprime l'avis que les chômeurs accidentés et leur famille devraient toujours recevoir pleine et entière justice".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Bélique,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Lafleur.—5.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gagnon (Kamouraska),</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>David,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdél,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Vautrin.—24.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, a. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, S. R., 1925, ch. 186, a. 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et la Chambre continue à siéger après minuit mercredi matin.

Minuit, 24 avril 1935.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que la Chambre s'ajourne à trois heures de l'après-midi par respect pour la mémoire de l'honorable Henri Sévérin Béland, ancien membre de l'Assemblée législative de Québec, et de l'épouse de M. Lucien Lamoureux, député d'Iberville.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et quinze minutes, mercredi matin, s'ajourne à ce jour.

MERCREDI 24 AVRIL 1935

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 127.—Loi abrogeant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle-Maligne.

Bill 202.—Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes.

Bill 57.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum pour les femmes.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 192.—Loi modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres.

Le bill suivant est rapporté à la Chambre:

Bill 16.—Loi modifiant la Loi de l'Instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 245) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Arcand, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Arcand ait la permission de présenter un bill (No 244) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. David, il est -

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi du mérite agricole relativement aux colons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill "C", intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche", pour lequel il demande son concours.

Sur la motion de M. Côté (Bonaventure), il est—

Ordonné que le bill (No C) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche" soit maintenant lu une première fois.

Le bill est, en conséquence, lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Arcand dépose, sur le bureau de la Chambre:

Septième rapport annuel de la Commission des Accidents du Travail de Québec, 1935.
(Document de la session No 144).

Question par M. Fisher.—Du 1er juillet 1930 au 26 mars 1935: Quelle somme d'argent la province a-t-elle payée:

a. A la Royal Trust Company;

b. Au Trust Général du Canada;

1. a. Afin de protéger les valeurs de la province que le gouvernement leur a confiées?

b. Pour une raison quelconque?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

	a. Royal Trust Co.	b. Trust Général du Canada
1. Frais pour coffrets de sûreté. . .	\$ 17,394.49	\$ 12,890.86
b. Rabais de droits de succession re successions pour lesquelles ils ont agi comme exécuteurs testamentaires et pour autres services du gouvernement. . .	\$ 4,851.59	
Montants payés en vertu d'actes de fidéicommiss avec diverses institutions de bienfaisance.	\$ 674,098.82	\$ 2,723,983.45
	\$ 696,344.90	\$2,736,874.31

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

L'honorable M. Vautrin propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE déclare insuffisante et inefficace la classification des terres publiques préconisée par les résolutions qui forment la base du bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques", lesquelles résolutions ont été présentées pour la première fois le 23 avril 1935:

a. Parcequ, d'après les déclarations faites à la Chambre hier, par le ministre de la Colonisation, la classification des terres publiques propres à la culture sera faite sous la direction du même personnel que celui qui a été chargé par le gouvernement actuel de s'en occuper jusqu'à ce jour;

b. Parceque la classification des terres propres à la colonisation et autorisée par lesdites résolutions est entièrement subordonnée aux décisions du gouvernement actuel de la province, qui sera le seul maître en la matière;

c. Parcequ'il est urgent de pourvoir à la classification des terres propres à la colonisation, et à la séparation complète et définitive du domaine de la colonisation et du domaine forestier dans la province, au moyen d'un organisme offrant toutes les garanties de diligence, de compétence et d'impartialité, et possédant tous les pouvoirs et tous les moyens nécessaires à ces fins".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bélue,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Lafleur,
Smart.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Barré,
Bastien,
Bouthillier,
Caron,
Casgrain,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Crête,
David,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),*

*Gaudet,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Guertin,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Power,
Reed,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—44.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de ladite votation précédente, dans le même sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de l'amendement apporté par le comité plénier au bill 107.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre:

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 246) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 59, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la protection des plantes."

Bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi des abeilles."

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 8 janvier, 1935, jusqu'au 23 avril 1935 inclusivement, à part les 57 jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés, dont 24 jours pour une somme moyenne de \$12,318,609.29, et 33 jours pour une somme moyenne de \$13,253,275.90:

1. Les dits comptes de banque ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

a) Pendant combien de temps?

b) Quelle est la moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?

c) Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?

d) Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. Oui.

a. 49 jours.

b. \$7,684,328.70.

c. \$17,813,921.59.

d. 4% par année.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill (No 50), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

M. l'Orateur rend sa décision sur l'objection soulevée par M. Duplessis à la deuxième séance du 23 avril:

Le bill No 50, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec" a pour objet principal de modifier l'affectation de fonds votés par une loi existante, et ce bill tombe évidemment sous le coup de l'article 447 du règlement qui exige qu'on procède d'abord par résolution. On trouvera dans une décision rapportée à la page 316 des journaux de 1931-32 des autorités à l'appui de ma décision.

Je déclare en conséquence que le bill est irrégulier.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi abrogeant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre: Copie authentique de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 8 janvier 1935 inclusivement, jusqu'au 23 avril de la même année inclusivement, et se rapportant à l'exportation de bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Bédard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 31 janvier 1935 jusqu'au 10 avril 1935.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Aulhiér,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Power,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Vautrin.—32.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bélisle,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lafleur.—6.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Vautrin, dont elle a été saisie le mardi, 23 avril courant, proposant la deuxième lecture du bill 70.—"Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries".

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 207) intitulé: "Loi concernant la municipalité du comté de Lac Saint-Jean-Est".

M. Fillion (Lac-St-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 244) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes".

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 245) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, 16 Geo. V, c. 54, 18 Geo. V, c. 69 et 23 Geo. V, c. 74, a. 6, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques

ou professionnelles, 16 Geo. V, c. 49, s. 16:—Écoles techniques de Québec, \$100,000.00; École technique de Montréal, \$145,000.00; École technique, de Hull, \$80,000.00; École des hautes études commerciales, \$165,000.00 pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École Polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Vic. c. 23, a. 17, tel que modifié par les lois 17 Geo. V, c. 45, s. 2, et 20 Geo. V, c. 62, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain après-midi à trois heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 25 AVRIL 1935

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 99.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill 207.—Loi concernant la municipalité du comté du Lac Saint-Jean-Est.

Bill 209.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Bill 210.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance.

Bill 211.—Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile. Et avec un amendement, le bill suivant:

Bill 180.—Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 196.—Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain.

Question par M. Bertrand.—Relativement à la page 31 des Comptes Publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1934, B-5, cédule du revenu. (Impressions et autres déboursés, \$5,713.35).

1. Quels sont les nom et adresse de toutes et chacune des personnes à qui a été payée ladite somme de \$5,713.35 ou aucune partie de cette somme;

2. Quand a été payé chaque item composant ladite somme;

3. Pourquoi a été payé chaque item composant cette somme?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. 2. et 3. Cette somme de \$5,713.35 a été payée pour l'impressions des bills privés comme suit: Le Soleil, Ltée, \$1,495.; Chronicle-Telegraph, \$1,568.35.

La balance, qui est de \$2,650.00, a été payée aux officiers de la comptabilité et des traducteurs de l'Assemblée législative, à titre de rémunération spéciale, en rapport avec les bills privés. Ces rémunérations spéciales sont approuvées et recommandées par la Commission d'Économie interne et ont toujours été payées depuis la Confédération.

Sur la motion de M. Barré, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant: 1. Combien la province de Québec au cours de l'exercice 1934 a-t-elle payé pour les achats de papeterie; 2. Quels sont les noms des personnes de qui elle a acheté de la papeterie; 3. Quel est le montant qui a été payé à chacune.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce."

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 244) intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes.

L'honorable M. Arcand propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 242) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 207) intitulé: "Loi concernant la municipalité du comté du Lac Saint-Jean-Est".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain matin à onze heures et demie.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 26 AVRIL 1935*Onze heure et demie du matin.***Prière.**

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trentième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 6.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, concernant la réorganisation de certains départements”.

Et avec un amendement:

Bill 74.—Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.

Sur la motion de M. Fauteux, secondé par M. Francœur (Montréal-Dorion), il est—

Ordonné que, vu que les promoteurs du bill No 131, intitulé: “Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal”, n'ont pu déposer et présenter ce bill dans les délais prescrits pour des causes indépendantes de leur volonté, les droits additionnels qu'ils ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Filion (Laval), secondé par M. Sabourin, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 117, intitulé: “Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934”, a été présenté quelques jours en retard par suite de circonstances indépendantes et étrangères à la volonté de la pétitionnaire, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 49, intitulé: “Loi concernant l'Île d'Orléans”.

Bill No 72, intitulé: “Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer”.

Bill No 94, intitulé: “Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay”.

Bill No 139, intitulé: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen".

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 25 avril 1935.

Résolu,—Que l'adresse de l'Assemblée législative à Sa Très Excellente Majesté le Roi à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son intronisation reçoive l'assentiment de cette Chambre et que le blanc laissé dans cette adresse soit rempli en y insérant les mots "le Conseil législatif".

Ordonné,—Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a donné son assentiment à ladite adresse.

Ordonné,—Que ladite adresse soit signée par l'honorable Président de cette Chambre au nom du Conseil législatif.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 25 avril 1935

Résolu,—qu'une humble adresse soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec dans les termes suivants:

A l'honorable Esioff-Léon Patenaude,

Membre du Conseil Privé,

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif de la province de Québec et réunis en Parlement, avons résolu de présenter une adresse à Sa Très Excellente Majesté le Roi pour lui exprimer, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son intronisation, les sentiments qui nous animent à son égard, nos vœux sincères de longue vie et pour renouveler l'assurance respectueuse de notre profonde affection.

Nous vous prions de bien vouloir transmettre ladite adresse à Son Excellence le Très Honorable Vere Ponsonby, comte de Bessborough, gouverneur général du Canada, le priant de la faire parvenir à Sa Très Excellente Majesté le Roi.

Ordonné,—Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a voté ladite adresse à l'honorable lieu-

tenant-gouverneur et qu'elle demande à l'Assemblée législative d'y donner son adhésion.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que cette Chambre adopte l'adresse du Conseil législatif à l'honorable lieutenant-gouverneur, après y avoir rempli le blanc qui s'y trouve par les mots "et l'Assemblée législative";

Ordonné qu'un message soit adressé au Conseil législatif pour l'informer de l'adoption de la résolution ci-dessus;

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 247, intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que personne ne pourra exploiter ou diriger un hôpital privé à moins d'avoir obtenu au préalable une licence à cette fin et que cette licence sera accordée par le trésorier de la province sur requête, telle que prescrite par l'article 4 de la loi qui accompagne la présente résolution, avec la remise d'un droit de cinq dollars et d'un rapport d'inspection de l'hôpital privé, signé par le chef du service de l'Assistance publique de Québec, attestant que les dispositions de ladite loi, les règlements adoptés en vertu d'icelle et les règlements provinciaux d'hygiène ont été observés par la personne requérante.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquences, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 247) intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 247) intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés".

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 248) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés pendant 106 jours, depuis le 8 janvier 1935 jusqu'au 23 avril 1935, inclusivement, d'après une réponse de l'honorable M. Stockwell, en date du 24 avril 1935:

a) A quelle date les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés pour la somme de \$17,813,921.59?

b) A quelles dates correspondent les 106 jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. Le 14 mars 1935.

b. Du 8 janvier 1935, inclusivement au 23 avril, 1935, inclusivement.

Question par M. Duplessis.—Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés pendant 281 jours, à partir du 3 avril 1934, inclusivement, jusqu'au 8 janvier 1935, inclusivement, d'après une réponse de l'hon. M. Stockwell, en date du 22 janvier 1935:

a) A quelle date les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés pour la somme de \$16,383,351.44?

b) Pour quels montants les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, à chaque jour, depuis le 20 juin 1934, inclusivement, jusqu'au 5 juillet 1934, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

a. 10 avril 1934.

b. 20 juin, 1934.....	\$ 7,368,414.04
21 " ".....	7,358,159.38
22 " ".....	7,372,334.84
23 " ".....	7,375,720.00
24 " ".....	7,375,720.00
25 " ".....	7,375,720.00
26 " ".....	7,623,448.19
27 " ".....	7,465,253.37
28 " ".....	9,498,632.67
29 " ".....	11,494,394.78
30 " ".....	2,328,698.45

1 juillet	"	2,328,698.45
2	"	2,328,698.45
3	"	1,264,082.91
4	"	1,175,425.16
5	"	1,267,123.09

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 69, intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

L'honorable M. Vautrin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Vautrin informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les dépenses encourues par la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province sur le certificat du ministre de la colonisation. Ces dépenses ne devront pas excéder cinquante mille dollars par année.

Résolu, 2.—Que, aux fins de payer tout montant pouvant devenir dû pour la mise à exécution de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, et en la manière qu'il indiquera, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts aux moyens d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Question par M. Bertrand.—1. Relativement à la réponse de l'honorable M. Francœur, en date du 22 mars 1935, et concernant les dépenses faites par la province, quant aux bureaux ou appartements réservés au ministre de la Colonisation de la province, dans l'hôtel du gouvernement :

a. Qui était ministre de la Colonisation lorsque la province a dépensé, à ces sujets, la somme de \$1,592.20 ?

b. Quand ces dépenses ont-elles été faites par la province ?

c. Comment se détaille la somme de \$316.45 dépensée par le département de la Colonisation, à part le montant de \$1,275.75 dépensé par l'intermédiaire du ministère des Travaux Publics ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

a. L'honorable M. Vautrin.

b. Voir réponse du 22 mars, 1935, Journaux de l'Assemblée législative, page 254.

c. 4 humidificateurs	\$ 9.50
2 lampes Madza	5.30
Tiroirs, panier, porte-crayon	20.10
2 photos encadrées	6.50
14 cadres encadrés	32.80
3 fauteuils noyer, cuir	200.25
2 statues	27.00
13 plaques avec gravure	15.00

\$316.45

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 65) intitulé : "Loi modifiant la Loi du mérite agricole relativement aux colons".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 63) intitulé : "Loi pour augmenter en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 239) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 69, intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 69) intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill C du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche".

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines; comptes en suspens: \$10,000.00. (Dépense totale appliquée contre le revenu des mines)—(Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien des chemins d'hiver, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschercrau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain matin à dix heures quarante-cinq.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

SAMEDI 27 AVRIL 1935

Dix heures et trois quarts du matin.

Prière.

Question par M. Élie.—Relativement à la construction d'un pont sur la rivière aux Orignaux, dans la paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, sur la route No 49, et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

- a) Combien a été dépensé à date par cette province?
- b) Combien a été payé à date par cette province.

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Pour le département de la Voirie:

- a) \$8,006.50
- b) \$4,921.45

Réponse par l'honorable M. Vautrin:

Pour le ministère de la Colonisation:

- a) \$4,122.43
- b) \$4,122.43.

Question par M. Guertin.—Relativement aux travaux du département de la Voirie, à Pointe à Gatineau, comté de Hull, et à la réponse apparaissant aux Journaux de l'Assemblée législative, à la date du 23 avril 1935:

1. La municipalité de Pointe à Gatineau est-elle appelée à contribuer pour une part des travaux soit de remplissage, soit de construction de quais?

2. En vertu de quelle loi, règlement ou coutume, le département de la Voirie a-t-il délégué ses pouvoirs et ses responsabilités en chargeant, de la demande de soumissions, la municipalité de Pointe à Gatineau?

3. Sur la recommandation de qui cette décision a-t-elle été prise?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le département de la Voirie a accordé à la municipalité de Pointe-à-Gatineau un octroi de 50% pour les travaux en cours. L'autre 50% sera payé soit par le gouvernement fédéral, soit par la municipalité.

2. Le département de la Voirie n'a délégué aucun pouvoir ni responsabilité. Lorsque le département de la Voirie accorde un octroi de 50% à une municipalité, c'est cette dernière qui exécute les travaux. Elle peut les faire à la journée ou par contrat et, dans ce dernier cas, elle demande les soumissions, et l'octroi du contrat demeure sujet à l'approbation du département de la Voirie.

3. Les soumissions ont été soumises au département de la Voirie avec une résolution adoptée par le conseil de la municipalité de Pointe-à-Gatineau le 11 janvier 1935, qui approuvait la plus basse soumission.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 239) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi concernant le service de traversiers entre l'île d'Orléans et la cité de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum pour les femmes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement au tourisme, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 30 AVRIL 1935

Midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 141.—Loi concernant la succession de feu Joseph Éthier.

Bill 142.—Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.

Et avec un amendement, le bill suivant:

Bill 36.—Loi concernant le service de traversier entre l'île d'Orléans et la cité de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill "B", intitulé: "Loi modifiant l'article 115 de la loi des tribunaux judiciaires de la province", pour lequel il demande son concours.

Sur la motion de M. Côté (Bonaventure), secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que le bill "B" du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant l'article 115 de la Loi des tribunaux judiciaires de la province", soit maintenant lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—1. A combien se chiffre le total des loyers ou prix de location payés ou payables par la province:

a. Du 1er janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement;

b. Du 1er janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;

c. Du 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;

d. Du 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;

e. Du 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;

f. Du 1er janvier 1935, inclusivement, jusqu'au 29 mars 1935, inclusivement?

2. A combien se chiffre le total des loyers ou prix de location, payés ou payables par la Commission des Liqueurs de Québec:

a. Du 1er janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;

- b. Du 1er janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- c. Du 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- d. Du 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- e. Du 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- f. Du 1er janvier 1935, inclusivement, jusqu'au 29 mars 1935, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- 1. a) \$ 60,891.29.
b) \$ 73,727.73.
c) \$ 86,411.26.
d) \$ 91,678.01.
e) \$ 92,493.43.
f) \$ 23,958.87.
- 2. a) \$180,055.05.
b) \$183,782.73.
c) \$185,427.81.
d) \$168,805.20.
e) \$154,842.23.
f) \$ 35,721.79.

Question par M. Lafleur.—1. A combien se chiffre le total des dépenses de voyage payées ou payables par la province, quant aux ministres du gouvernement provincial, aux sous-ministres ou à tous employés de la province:

- a. Depuis le 1er janvier 1932, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- b. Depuis le 1er janvier 1933, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- c. Depuis le 1er janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 31 décembre de la même année, inclusivement;
- d. Depuis le 1er janvier 1935, inclusivement, jusqu'au 29 mars 1935, inclusivement?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

- 1. a) \$1,197,261.41.
b) \$1,097,199.22.
c) \$1,201,226.93.
d) \$ 227,565.72.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 avril 1935, pour: copies dûment certifiées des lettres envoyées par le Département de la Colonisation de la Province, ou par aucun de ses officiers ou

employés, aux sociétés, diocésaines de colonisation ou aux sociétés de colonisation exerçant leurs fonctions dans les districts de Québec, Trois-Rivières et Montréal, depuis le 31 mars 1935 jusqu'au 8 avril de la même année.

(Document de la session No 145.)

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que dans la Loi de la taxe sur les transferts des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1925, chapitre 27,) le mot "valeur mobilière" signifie et comprend:

a. Toute action de capital action ou d'actions-obligations ou tout bon ou toute obligation, émis par toute association, compagnie, corporation ou tout gouvernement étranger;

b. Toute part de tout intérêt indivis dans un groupement de valeurs mobilières, tel que mentionné à l'alinéa a précédant, possédée en fidéicommiss ou en propriété par une personne, société ou corporation, ou de tout intérêt participant dans l'opération ou les profits de toute association, compagnie ou corporation, telle action faisant preuve par un certificat ou tout autre document créant titre.

Résolu, 2.—Que pour subvenir aux besoins du service public, il sera prélevé, imposé et perçu, conformément aux règles ci-après exposées et à celles adoptées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une taxe:

a. Sur toute mutation de la propriété d'une valeur mobilière à la suite d'une vente, d'un transfert ou d'une cession de ladite valeur mobilière, fait dans cette province ou mis à effet dans la province;

b. Sur toute commande donnée dans la province, pour la vente, transfert ou cession d'une valeur mobilière, lorsque cette commande devra être exécutée hors de la province;

c. Sur toute délivrance, dans cette province d'une valeur mobilière, payable ou transférable au porteur, lorsque la vente, le transfert ou la cession de cette valeur a eu lieu en dehors de la province;

d. Sur tout paiement fait dans cette province, à la suite de la vente, transfert ou la cession qui a eu lieu en dehors de la province;

e. Sur toute conversion dans la province d'une valeur mobilière en une autre qui est payable ou négociable au porteur;

f. Sur tout transfert ou délivrance de valeurs mobilières dans la province, effectué pour annulation ou échange, pourvu que ce paragraphe f ne s'applique pas lorsqu'un échange de valeurs mobilières émises par une compagnie est fait avec d'autres valeurs mobilières émises par la même compagnie au même détenteur et que seulement une des dispositions contenues dans les sous-paragraphes a, b, c, d et f de la présente résolution s'applique dans cette province à la même transaction en valeurs mobilières.

Résolu, 3.—Que cette taxe sera imposée et perçue comme suit:

a. Trois centins par chaque cent dollars ou fraction de cent dollars, de la valeur au pair d'un bon, d'une obligation ou action-obligation;

b. Cinq centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant cent cinquante dollars par action;

c. Quatre centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant soixante-quinze dollars par action, mais ne dépassant pas cent cinquante dollars par action;

d. Trois centins sur chaque action vendue ou transférée à un prix excédant cinquante dollars par action, mais ne dépassant pas soixante-quinze dollars par action;

e. Deux centins sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant vingt-cinq dollars par action, mais ne dépassant pas cinquante dollars par action;

f. Un centin sur toute action vendue ou transférée à un prix excédant cinq dollars par action, mais ne dépassant pas vingt-cinq dollars par action;

g. Un quart de un centin sur toute action vendue ou transférée à un prix de un dollar à cinq dollars par action, mais ne dépassant pas cinq dollars par action;

h. Un dixième d'un pour cent de la valeur des actions vendues ou transférées à un prix inférieur à un dollar par action.

Résolu, 4.—Que, sauf tel que ci-après prévu, si une mutation de propriété d'une action a lieu, autrement que par suite d'une vente, cette mutation de propriété sera sujette à la taxe imposée par la résolution qui précède, calculée sur la base du prix courant du marché de l'action susdite.

Résolu, 5.—Que, dans tous les cas où le prix courant du marché n'aura pas été établi par des ventes récentes, ou lorsqu'il sera difficile de déterminer la valeur des actions, le trésorier de la province pourra fixer un prix qui sera le prix sur lequel la taxe doit être payée.

Résolu, 6.—Que dans les résolutions 3, 4 et 5, le mot "action" s'appliquera à la part de tout intérêt indivis et à la part de tout intérêt participant, tel que mentionné dans le sous-paragraphe b de la résolution 1 ci-dessus, et que, s'il s'agit de transactions sur fractions d'actions, la taxe s'appliquera au *pro rata* conformément au taux exigible pour les actions dans leur entier.

Résolu, 7.—Que la taxe imposée par la résolution 2 ci-dessus sera payable:

a. Dans tous les cas visés par les paragraphes a, b et f, de ladite résolution, par la personne qui vend, transporte ou cède;

b. Dans tous les cas visés par le paragraphe c de ladite résolution, par la personne à laquelle la délivrance est faite;

c. Dans tous les cas visés par le paragraphe d de ladite résolution, par la personne qui effectue tel paiement;

d. Dans tous les cas visés par le paragraphe e de ladite résolution, par la personne qui demande telle conversion.

Résolu, 8.—Que ne seront pas sujets à la taxe imposée par les présentes résolutions:

a. La répartition par toute association, compagnie ou corporation, de ses actions, dans le but d'en effectuer la première émission, à une ou à plusieurs personnes, désignées dans ses procès-verbaux de délibération, mais non au titulaire ou à l'agent du bénéficiaire indiqué;

b. La cession du droit de recevoir, lorsqu'elles seront émises, les actions non réparties de toute association, compagnie ou corporation;

c. La première mutation de propriété résultant de la vente, du transfert ou de la cession d'un bon, d'une obligation ou part d'action-obligation, fait par une association, une compagnie ou corporation, soit directement, soit par un agent autorisé;

d. Le transfert ou la cession d'une action ou action-obligation effectué *bona fide* pour garantir un prêt, pourvu que, si le prêteur devient propriétaire absolu de cette action ou action-obligation, la taxe sur ce transfert ou cette cession soit exigible de l'emprunteur, ce dernier étant alors le cédant, perçue par le prêteur agissant dans ce cas, comme agent du bureau du revenu, rapportée mensuellement par ce dernier, conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions et aux règlements adoptés en vertu d'icelle, et alors remise au trésorier de la province;

e. Le transfert ou la cession subséquents par le prêteur à l'emprunteur de la même action ou action-obligation transférée ou cédée par ce dernier au premier pour la garantie d'un prêt, pourvu que le prêteur ne soit pas devenu le propriétaire absolu de la valeur mobilière;

f. La transmission par décès, d'une valeur mobilière.

Résolu, 9.—Que le mot "répartition" devra être interprété comme signifiant la première entrée faite dans le livre d'une association, compagnie ou corporation, enregistrant la propriété de ses actions.

Résolu, 10.—Que lorsqu'il sera démontré, à la satisfaction du trésorier de la province, qu'une mutation de propriété par suite de la vente, du transfert ou de la cession d'une valeur mobilière ou de toute autre opé-

ration mentionnée à la résolution 2 ci-dessus, est assujettie à une taxe imposée en dehors de la province, et aussi sujette à une taxe semblable, en vertu des lois de cette province, il pourra alors, pour la taxe ainsi payée, accorder une réduction des droits payables dans cette province, en ce qui concerne la même valeur mobilière; que cette réduction ne pourra être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a étendu lesdites dispositions à cette juridiction extérieure, à la suite d'une entente à l'effet que semblable procédé sera employé à l'égard de cette province par la juridiction extérieure; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi amender ou révoquer tout ordre en conseil, décrété sous l'autorité desdites dispositions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill "B" du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant l'article 115 de la Loi des tribunaux judiciaires de la province".

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

M. Barré propose, secondé par M. Guertin:

Que, vu la recommandation de la commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses:

Vu l'approbation donnée en principe par la Législature à sa séance du 31 janvier 1934;

Cette Chambre invite le gouvernement à instituer ce régime au plus tôt et à présenter dès cette session la législation nécessaire.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Bergeron, secondé par M. Côté (Bonaventure).
il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 242) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons".
L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Ethier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

L'honorable M. Stockwell propose que la Chambre adopte maintenant les résolutions.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Barré,
Bergeron,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
Dillon,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,*

*Godbout,
Lortie,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Phaneuf,
Power,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Turcotte—23.*

CONTRE

Messieurs:

*Bélisle,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Sauvé—7.*

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 246) intitulé :
"Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie :

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

"CETTE CHAMBRE s'oppose à l'adoption du bill No 246 intitulé :
"Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec" :

a. Parce que ce projet de loi consacre le principe d'accorder aux membres de la Commission municipale, quelles que soient leurs convictions religieuses, le pouvoir d'administrer les Commissions scolaires et de substituer leurs décisions à celles de l'autorité compétente en matière d'éducation, particulièrement — et sans restriction aucune — quant au choix des instituteurs et des institutrices ;

b. Parce que la Commission municipale et le Gouvernement actuel de la province n'offrent aucune garantie d'impartialité et de compétence en matière municipale ou scolaire ;

c. Parce qu'il est injuste et injurieux d'assujettir tous les maires, tous les conseillers municipaux, tous les échevins et tous les commissaires ou syndics d'écoles, qui forment plusieurs milliers de représentants du peuple, à la dictature d'un corps composé de deux ou trois personnes qui dépendent du gouvernement de la province ;

d. Parce que ce projet de loi s'attaque au droit des contribuables-propriétaires d'être consultés par referendum relativement aux dépenses municipales qui grèvent leurs propriétés et y substitue la dictature de la Commission municipale ;

e. Parce que, au lieu de faire disparaître le système des consultations populaires qui suscitent l'intérêt du public, il est préférable d'encourager et de favoriser la pratique du referendum, qui offre d'incomparables avantages ;

f. Parce que ce projet de loi permet au gouvernement d'exercer une influence politique et électorale relativement aux entreprises ou travaux municipaux ou scolaires.

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

Pour

Messieurs :

Bélue,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Fisher,
Sauvé.—6.

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>David,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Power,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gaul,</i>	<i>Vautrin—29.</i>
<i>Gauthier,</i>	

Et l'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Mercier,</i>
<i>David,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Power,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Taschereau (Montmorency).</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gaul,</i>	<i>Vautrin.—28.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé.—8.</i>

Et la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 69) intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

L'honorable M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose par voie d'amendement, secondé par M. Béique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Le bill No 69, intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation" soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon que la province, pour l'acquisition des terrains nécessaires au succès et au progrès de la colonisation, possède au moins les mêmes privilèges d'expropriation que ceux qui ont été accordés, depuis quelques années, relativement aux entreprises et aux travaux de voirie provinciale et de façon que l'œuvre vitale de la colonisation puisse bénéficier, en matière d'expropriation, d'au moins autant de droits et de privilèges qu'en possèdent, depuis quelques années, les compagnies privées qui exploitent nos ressources hydro-électriques.

Et un débat s'élève sur l'amendement.

M. Guertin propose par voie de sous-amendement, secondé par M. Barré:

Que les mots "avec instruction de l'amender" soient remplacés par les mots "avec instruction d'étudier la possibilité de l'amender".

Et la motion de sous-amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Gault,*

Guertin.—3.

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Béique,
Bélanger,
Bergeron,
Bertrand,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
David,*

*Dillon,
Dugas,
Duplessis,
Élie,
Fautoux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fisher,*

Francaeur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Lortie,
Mercier,
Moreau (Roberval),

Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Power,
Saintonge,
Sauvé,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin.—36.

Et le sous-amendement est rejeté.

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Elie,

Fisher,
Gaull,
Sauvé.—7.

CONTRE

Messieurs:

Authier,
Barré,
Bélanger,
Bergeron,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
David,
Dillon,
Dugas,
Fauleux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francaeur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,

Gauthier,
Godbout,
Grant,
Guertin,
Lortie,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Power,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin.—32.

Et l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill "B" du Conseil législatif.—"Loi modifiant l'article 115 de la Loi des tribunaux judiciaires de la province".

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 50, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

L'honorable M. Godbout propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dispositions de l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 7, en rapport avec l'appropriation de cinq cent mille dollars pour la construction d'entrepôts pour l'emmagasinement des produits agricoles, l'acquisition des immeubles pour cette fin et les avances ou prêts jusqu'à concurrence dudit montant par le trésorier de la province pour telle fin, s'appliqueront à et incluront l'achat d'entrepôts, l'achat d'immeubles pouvant être convertis en entrepôts, la construction, la réfection, l'aménagement ou la réparation d'entrepôts, pour l'emmagasinement des produits agricoles, l'octroi de subventions à une société, une association, une compagnie ou une corporation pour tel achat, construction, réfection, aménagement ou réparation, tel que prévu par la loi qui sera basée sur la présente résolution. Les pouvoirs accordés par la présente loi expireront deux ans après sa sanction.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles

d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Côté (Bonaventure), il est—

Ordonné que, vu que les promoteurs du bill No 141, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Éthier", n'ont pu déposer et présenter ce bill dans les délais prescrits pour des causes indépendantes de leur volonté, les droits additionnels qu'ils ont payés leur soient remboursés.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée, à demain à midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 1^{er} MAI 1935*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 56.—Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.

Sur la motion de l'honorable M. David, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 240) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'étude de l'anatomie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1935, pour: copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 1er janvier 1934, jusqu'au 31 janvier 1935.
(Document de la session No 146).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 avril 1935, pour: un état indiquant: 1. En quelle année le gouvernement provincial a-t-il commencé à faire faire l'inspection des étalons dans la province; 2. Depuis que cette inspection est pratiquée, combien d'étalons ont été inspectés chaque année dans chacun des comtés et combien par classe; 3. En quelle année le gouvernement a-t-il commencé à accorder aux propriétaires d'étalons des primes basées sur le nombre de poulains; 4. Combien de ces primes ont été accordées chaque année dans chacun des comtés de la province pour chaque classe d'étalons.

(Document de la session No 147).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 avril 1935, pour: Copies authentiques de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis le 31 janvier 1935 jusqu'au 10 avril 1935.

(Document de la session No 148).

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Question par M. Guertin.—1. Combien la province a-t-elle donné et payé pour venir en aide aux contribuables de St-Victor-de-Beauce qui ont été victime d'incendie depuis 1930 jusqu'à maintenant?

2. A qui les montants ont-ils été payés?

3. A quel date les paiements ont-ils été faits?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:

1. \$5,000.00.

2. A M. Joseph Plante, maire du village de St-Victor de Beauce.

3. Le 17 mai 1933.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives du travail".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 240) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'étude de l'anatomie".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Barré,
Bélanger,
Bouthillier,
David,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fortier,
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gault,

Gauthier,
Grant,
Guertin,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin—29.

CONTRE

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Fisher,
Sauvé.—6.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures et demie du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 2 MAI 1935

Onze heures et demie du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 245.—Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Bill 246.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 195.—Loi concernant les ostéopathes.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné que M. Sauvé ait la permission de présenter un bill (No 213) intitulé: "Loi concernant les logements de chômeurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Élie, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Élie ait la permission de présenter un bill (No 214) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec au fait de donner au conseil de l'association une représentation provinciale."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 36) intitulé: "Loi concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 39, intitulé: "Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 74, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions".

Bill No 138, intitulé: "Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé".

Bill No 249, intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 131, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal".

Bill No 134, intitulé: "Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 138) intitulé: "Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 249) intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 131) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 134) intitulé: "Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

A une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Plante propose, secondé par M. Bergeron:

Que les articles 497-498-500-503-510-511-516-542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de F. C. Browning, R. W. Lovell et dame H. W. G. Cooke, demandant l'adoption d'une loi pour amender certaines servitudes sur certaines subdivisions du lot No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 143, intitulé: "Loi modifiant la servitude imposée sur certaines subdivisions du lot 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 143) intitulé: "Loi modifiant la servitude imposée sur certaines subdivisions du lot 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal" qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 6, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements."

Bill No 18, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

Bill No 44, intitulé: "Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre."

Bill No 51, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93 aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes."

Bill No 58, intitulé: "Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres."

Bill No 62, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange."

Bill No 63, intitulé: "Loi pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation."

Bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques."

Bill No 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi du mérite agricole relativement aux colons."

Bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulé: "Loi pour promouvoir le retour à la terre."

Bill No 70, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries."

Bill No 140, intitulé: "Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen."

Bill No 248, intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés."

Question par M. Guertin.—Relativement aux travaux faits dans la municipalité de Pointe-à-Gatineau comme l'atteste les réponses apparaissant aux Journaux de l'Assemblée législative, à la date du 4 avril 1935; session en cours:

1. Une clause de salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat?

2. Dans l'affirmative quels salaires étaient stipulés pour les différentes catégories d'ouvriers?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Le cahier général des charges stipule que l'entrepreneur doit employer de préférence les ouvriers de la localité et payer un journalier à raison de \$0.35 de l'heure, et un attelage double \$0.65 l'heure.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'observance du dimanche afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et un débat s'élève.

L'honorable M. Taschereau propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que ce bill ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit référé immédiatement à la Cour du Banc du Roi, pour obtenir l'opinion de ce tribunal sur la question de savoir si l'article 7 du chap. 199, S.R.Q., 1909, antérieur au chap. 123 des Statuts Révisés du Canada, y a été incorporé et peut être rappelé par la Législature et quel serait l'effet du rappel.

Et un débat s'élève sur l'amendement.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que le débat sur l'amendement soit ajourné au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 50, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec."

Bill 242, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons."

Sur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

B Loi modifiant l'article 115 de la Loi des tribunaux judiciaires.

C Loi modifiant la Loi de la pêche.

6 Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

18 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.

39 Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

44 Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.

49 Loi concernant l'île d'Orléans.

-
- 50 Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôt et la Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec.
- 51 Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93 aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes.
- 58 Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.
- 59 Loi modifiant la Loi de la protection des plantes.
- 60 Loi modifiant la Loi des abeilles.
- 62 Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange.
- 63 Loi pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.
- 64 Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.
- 65 Loi modifiant la Loi du mérite agricole relativement aux colons.
- 67 Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulée: "Loi pour promouvoir le retour à la terre."
- 70 Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries.
- 72 Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer.
- 74 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.
- 94 Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.
- 116 Loi modifiant la Loi constituant en corporation "The Quebec Association of Seventh-Day Adventists."
- 131 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.
- 134 Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.
- 138 Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé.
- 139 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau, à l'exercice de la profession de notaire, après examen.
- 140 Loi autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.
- 242 Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.
- 248 Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés.
- 249 Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres.
- La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Au retour des députés:

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement de l'honorable M. Taschereau à la motion de M. Sauvé dont elle a été saisie, ce jour, proposant la deuxième lecture du bill 194.—"Loi modifiant la Loi de l'observance du dimanche afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province".

Cet amendement se lit comme suit:

Que ce bill ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit référé immédiatement à la Cour du Banc du Roi, pour obtenir l'opinion de ce tribunal sur la question de savoir si l'article 7 du chap. 199, S.R.Q., 1909, antérieure au chap. 123 des Statuts Révisés du Canada, y a été incorporé et peut être rappelé par la Législature et quel serait l'effet du rappel.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>David,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fauleux,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Plante,</i>
<i>Fillion (Lac-Saint-Jean),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Vautrin.—39.</i>
<i>Gauthier,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Béique,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé.—8.</i>

L'amendement est ainsi adopté.

Le bill est, en conséquence, référé à la Cour du Banc du Roi.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège, ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Question par M. Guertin.—Relativement à la réponse de l'honorable Ministre des Terres et Forêts apparaissant aux journaux de l'Assemblée législative, à la date du 31 janvier 1935, pour la session en cours, concernant le remboursement de la différence de salaire aux bûcherons:

1. De quelles personnes ou compagnies, le gouvernement a-t-il réclamé le plein montant de la coupe pour refus ou incapacité de rembourser les différences de salaires?

2. Le gouvernement a-t-il payé lui-même la différence de salaires aux bûcherons qui ont travaillé pour ces personnes ou ces compagnies?

3. Le gouvernement ne va-t-il pas exiger des concessionnaires la liste des bûcherons qui ont été ainsi remboursés, et le montant remboursé, comme aussi la liste de tous ceux qui ont été employés durant la saison 1933-1934?

4. Sinon sur quelles données se basera-t-il pour savoir de qui réclamer le remboursement de la diminution des droits de coupe et de la rente foncière?

5. Quelles sont à date les compagnies qui ne sont pas soumises à la demande de remboursement en faveur des bûcherons?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Le gouvernement a réclamé le plein montant de la coupe à tous ceux de ses concessionnaires forestiers qui, ayant fait des opérations forestières au cours de l'année 1933-1934, ont refusé de rembourser aux bûcherons la différence de salaire.

2. Non.

3. et 4. Non, mais la réduction des droits de coupe n'est accordée qu'après déclaration formelle, signée par le concessionnaire forestier

établissant que tous les bûcherons ont reçu un salaire raisonnable et l'engagement de régler toute réclamation qui pourrait lui être faite ultérieurement.

5. Deux concessionnaires forestiers seulement ne se sont pas soumis à date à la demande qui leur a été faite; le plein montant des droits de coupe a alors été exigé. Le gouvernement ne croit pas devoir donner les noms de ces concessionnaires.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Lamoureux, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 142, intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, étrangères à la volonté de la pétitionnaire, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Béique, secondé par M. Élie, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 134, intitulé: "Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert", a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables, étrangères à la volonté de la pétitionnaire, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Bachand, secondé par M. Saintonge, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 125, intitulé: "Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie-Victoire Bernard", a été présenté quelques jours en retard par suite de circonstances indépendantes et étrangères à la volonté des pétitionnaires, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que, vu que le bill 123, intitulé: "Loi concernant la charte de la cité de Montréal", a été rejeté, les honoraires ordinaires et additionnels payés par le promoteur lui soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tout document et de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et se rapportant à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves, depuis le 1er janvier 1935, jusqu'au 30 avril 1935.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Stockwell propose, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Elie propose par voie d'amendement, secondé par M. Béique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'établir, sans plus de délai, un conseil consultatif, indépendant et impartial, représentant raisonnablement et équitablement toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé.—9.*

Contre

Messieurs:

*Arcand,
Bachand,
Bastien,
Bergeron,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),*

*Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Lamoureux,
Lapointe,*

Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Planle,
Sabourin,
Saintonge,

Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcolle,
Vautrin.—35.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

Et la Chambre siège après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 3 mai 1935.

Puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et cinq minutes, vendredi matin, s'ajourne à ce jour.

VENDREDI 3 MAI 1935

Onze heures du matin.

Prière.

M. Gauthier propose, secondé par M. Saintonge:

Que les articles 494-497-498-500-503-510-511-516 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains de leurs actes et les autorisant à emprunter, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 144, intitulé: "Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, et les autorisant à contracter un emprunt".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. La pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Gauthier, en conséquence, présente le bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Plante propose, secondé par M. Bercovitch:

Que les articles 497-498-500-503-511-516 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de la ville de Lachute, de MM. Cyprien Durocher, Ernest Deslauriers et autres, demandant l'adoption d'une loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 145, intitulé: "Loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Ladite pétition est, en conséquence présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente un bill (No 145) intitulé: "Loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 239.—Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 241) intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 68) intitulé: "Loi pour faciliter la vente du bois des colons".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, des résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 239) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'Île de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 198, intitulé: "Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe."

Bill No 206, intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles."

Bill No 207, intitulé: "Loi concernant la municipalité du comté du Lac-Saint-Jean-Est."

Bill No 208, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver."

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, en ligne directe, ascendante ou descendante; entre époux; entre beau-père ou belle mère et gendre ou bru et entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille,—sera frappé des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

- a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 1 pour cent;
 - b. Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 - c. Excède cinquante mille dollars, et n'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 - d. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
- Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 15 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution, un droit additionnel—en sus du droit susmentionné—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

- a. N'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent;
 - b. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 - c. Excède trois cent mille dollars, un droit de 3 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
- Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million quatre cent mille dollars.

Résolu, 2.—Que tout bien, mobilier ou immobilier, dont la propriété l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, sera frappé des droits suivants calculés sur la valeur totale du bien transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

- a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 4 pour cent;
- b. Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, un droit de 4 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède soixante mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 20 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et pourvu, en outre, que si le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées à la présente résolution 2, un droit additionnel en sus du taux susmentionné—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million cinq cent mille dollars;

Résolu, 3.—Que tout bien, mobilier ou immobilier dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale avec le défunt autre que celui mentionné dans la résolution immédiatement précédente, ou à toute personne étrangère au défunt, par le sang, sera frappé des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 20 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 30 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars.

Et pourvu aussi que si le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées dans la présente résolution, un droit additionnel—en sus du droit susmentionné—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars un droit de 2 pour cent;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 2 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 5 pour cent si le montant entier ainsi transmis excède un million deux cent mille dollars;

Résolu, 4.—Que si le bien est un effet mobilier corporel habituellement dans le commerce, sa valeur sur le marché sera censée équivalente à sa valeur réelle et que pour les fins de la Loi des droits sur les successions, la transmission résultant du décès, à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la Loi de l'adoption et de toute modification à icelle; ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec, et au conjoint de cette personne adoptée, sera censée faite en ligne directe et les taux fixés par la résolution 1 s'appliqueront à cette transmission.

Résolu, 5.—Que les exemptions suivantes seront accordées, savoir:

1. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie au conjoint survivant ou à l'enfant, ou à tous les enfants ou à quelqu'un des enfants du défunt ou au conjoint survivant et à l'enfant ou aux enfants du défunt en même temps, le montant de l'exemption qui doit être accordé, est le suivant, savoir:

Dix mille dollars, s'il y a un conjoint survivant, et, en outre, s'il y a un enfant ou des enfants survivants, mille dollars pour chaque enfant, pourvu que, s'il n'y a pas de conjoint survivant, le montant de l'exemption à chaque enfant est laissé à mille dollars, mais, dans chaque cas, le montant total de l'exemption ne doit pas excéder quinze mille dollars.

2. Pour les fins du paragraphe 1 précédent, de la présente résolution, le mot "enfant" comprend tout autre successeur en ligne directe, ascendante ou descendante, le beau-père ou la belle-mère, le gendre ou la bru et le beau-fils ou la belle-fille du défunt, pourvu qu'ils dépendent du défunt et vivent avec ce dernier à l'époque de son décès.

3. Lorsque la succession échoit, en totalité ou en partie, à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier pour sa subsistance, le montant de l'exemption qui doit lui être accordé est de mille dollars.

4. Lorsque la succession échoit, en totalité ou en partie, à une personne étrangère au défunt, par le sang, ayant été à l'emploi du défunt pendant au moins cinq ans avant son décès, le montant de l'exemption qui doit être accordé à ce bénéficiaire est de mille dollars.

5. Les exemptions accordées par l'un des paragraphes précédents 1, 2, 3 ou 4 de la présente résolution, ne s'appliquent respectivement qu'aux bénéficiaires y mentionnés qui sont domiciliés dans la province à la date de la mort du défunt, et seulement lorsque la valeur totale de la part du bénéficiaire n'excède pas le montant de l'exemption ci-dessus accordée par chacun de ces paragraphes respectivement.

Cependant, dans le cas des paragraphes 1 et 2, si la valeur totale nette des parts accroissant à tous ou à quelqu'un des bénéficiaires y mentionnés, n'excède pas le montant total des exemptions réclamées, en vertu de ces paragraphes, ces exemptions sont accordées.

Résolu, 6.—Que: 1. Toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers

situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, en ligne directe ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru et entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis:

Dans les successions dont la valeur totale:

- a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 1 pour cent;
 - b. Excède dix mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{4}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 - c. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{2}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 - d. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
- Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 15 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à quelqu'une des personnes mentionnées dans la présente résolution 6, un droit additionnel,—en sus du droit sus-mentionné,—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

- a. N'excède pas cinquante mille dollars, un droit de 1 pour cent;
 - b. Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 - c. Excède trois cent mille dollars, un droit de 3 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
- Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent, lorsque le montant entier ainsi transmis excède un million quatre cent mille dollars.

Résolu, 7.—Que toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province, à l'époque de ce décès, au frère ou à la sœur, ou au descendant d'un frère ou d'une sœur du défunt, ou au frère ou à la sœur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une sœur, du père ou de la mère du défunt, sera frappée des droits suivants, calculés sur la valeur totale des biens transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

- a. N'excède pas dix mille dollars, un droit de 4 pour cent;

b. Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, un droit de 4 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

c. Excède soixante mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 20 pour cent lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, si le montant est transmis à une des personnes mentionnées dans la présente résolution 7, un droit additionnel—en sus du droit sus-mentionné—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 1 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 5 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 10 pour cent lorsque le montant entier ainsi transmis excède un million cinq cent mille dollars."

Résolu, 8.—Que toute transmission dans cette province résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens meubles situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, à une personne parente du défunt à un autre des degrés de consanguinité en ligne collatérale que ceux qui sont mentionnés dans la résolution immédiatement précédente, ou à un étranger du défunt, par le sang, sera frappée des droits suivants calculés sur la valeur totale des biens transmis;

Dans les successions dont la valeur totale:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 10 pour cent, plus $\frac{1}{10}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 20 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
 Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 30 pour cent, lorsque la valeur totale de la succession entière excède un million de dollars;

Et, pourvu, en outre, que, lorsque le montant est transmis à l'une des personnes mentionnées dans la présente résolution 8, un droit additionnel—en sus du droit susmentionné,—soit payé sur le montant ainsi transmis, comme suit:

Lorsque le montant entier ainsi transmis à une personne:

a. N'excède pas cent mille dollars, un droit de 2 pour cent;

b. Excède cent mille dollars, un droit de 2 pour cent, plus $\frac{1}{100}$ de un pour cent sur chaque mille dollars entier;
Pourvu, toutefois, que le taux entier ainsi obtenu n'excède pas 5 pour cent, lorsque le montant total ainsi transmis excède un million deux cent mille dollars."

Résolu, 9.—Que si le bien est un effet mobilier corporel habituellement dans le commerce, sa valeur sur le marché devra être équivalente à sa valeur réelle et que, pour les fins de la Loi des droits sur les successions, la transmission résultant du décès à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la Loi d'adoption et de toute modification à icelle, ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec et au conjoint de cette personne adoptée, sera censée faite en ligne directe et les taux établis dans la résolution 6 s'appliquent à cette transmission.

Résolu, 10.—Que les exemptions suivantes seront accordées, savoir:

1. Lorsqu'une succession échoit en totalité ou en partie au conjoint survivant, ou à l'enfant, ou à tous les enfants ou à quelqu'un des enfants du défunt, ou au conjoint survivant et à l'enfant ou aux enfants du défunt, en même temps, le montant de l'exemption qui doit être accordé est le suivant, savoir: dix mille dollars s'il y a un conjoint survivant, et, en plus, s'il y a un enfant ou des enfants, survivants, mille dollars pour chaque enfant, pourvu que s'il n'y a pas de conjoint survivant, le montant de l'exemption à chaque enfant soit laissé à mille dollars, mais, dans chaque cas, le montant total de l'exemption ne doit pas excéder quinze mille dollars.

2. Pour les fins du précédent paragraphe 1 de la présente résolution le mot "enfant" comprend tout autre successeur en ligne directe, ascendante ou descendante, le beau-père ou la belle-mère, le genre ou la bru et le beau-fils ou la belle-fille du défunt, pourvu qu'ils soient dépendants du défunt et vivent avec ce dernier à l'époque de son décès.

3. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie, à un frère ou à une sœur du défunt qui dépend de ce dernier, pour sa subsistance, le montant de l'exemption qui doit lui être accordé est de mille dollars.

4. Lorsque la succession échoit en totalité ou en partie, à une personne étrangère au défunt, par le sang, ayant été à l'emploi de la personne décédée pendant au moins cinq ans antérieurement à son décès, le montant de l'exemption qui doit être accordé à ce bénéficiaire est de mille dollars.

5. Les exemptions accordées par l'un des paragraphes 1, 2, 3 ou 4 de la présente résolution ne s'appliquent respectivement qu'aux bénéficiaires y mentionnés qui sont domiciliés dans la province, à l'époque de la mort du défunt, et seulement lorsque la valeur totale de la part du bénéficiaire n'excède pas le montant de l'exemption ci-dessus accordée par chacun de tels paragraphes respectivement.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 1 et 2, si la valeur totale nette des parts accroissant à tous ou à quelqu'un des bénéficiaires y mentionnés, n'excède pas le montant total des exemptions réclamées, en vertu de ces paragraphes, ces exemptions sont accordées.

Résolu, 11.—Que les dispositions du paragraphe 7 de l'article 3 de la Loi des droits sur les successions, telles qu'édictees par le paragraphe b de l'article 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et du paragraphe 7 de l'article 24 de la Loi des droits sur les successions, telles qu'édictees par le paragraphe b de l'article 3 de ladite loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'appliqueront à toute transmission résultant du décès qui a eu lieu depuis le 1er avril 1934.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Desmarais</i>	<i>Piché,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Vautrin.— 29.</i>
<i>Gauthier,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Béique,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Sauvé.— 5.</i>
<i>Duplessis,</i>	

Et la motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill No 13, intitulé: "Loi imposant des licences et des droits au sujet des liqueurs douces".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que les résolutions soient retirées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 213) intitulé: "Loi concernant les logements de chômeurs".

M. Sauvé propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 214) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec au fait de donner au conseil de l'association une représentation provinciale".

M. Elie propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 68, intitulé: "Loi pour faciliter la vente du bois des colons".

L'honorable M. Vautrin propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Vautrin informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées en la manière

prévue par l'article 12 de la Loi de la Commission des opérations forestières (Statuts refondus, 1925, chapitre 44A tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre 22). Les sommes ainsi requises ne devront pas dépasser cinquante mille dollars par an.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 143) intitulé: "Loi modifiant la servitude imposée sur certaines subdivisions du lot 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal".

M. Plante propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, et les autorisant à contracter un emprunt".

M. Gauthier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 145) intitulé: "Loi redvisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute".

M. Plante propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Stockwell propose que lesdites résolutions soient maintenant agréées.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose, par voie d'amendement, secondé par M. Béique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Les résolutions sur lesquelles est basé le bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions", soient renvoyées de nouveau au comité plénier, avec instruction de les amender:

a. De façon que les taxes qui pèsent sur les successions soient réparties plus équitablement;

b. De façon que les successions modestes ou petites soient libérées des impôts injustes et exagérés;

c. De façon que toutes les exemptions justes, équitables et productives soient accordées;

d. De façon, pour protéger les familles nombreuses, que les taxes sur les successions soient établies sur la part de chaque héritier et non pas sur la totalité de la succession;

e. De façon à n'assujettir au paiement de l'impôt que le surplus dépassant les sommes exemptées de l'impôt".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Elie,
Sauvé.
—5.*

CONTRE

Messieurs,

*Arcand,
Authier,
Charbonneau,
David,*

*Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),*

Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Lapointe,
Mercier,
Paquet,
Perrault,
Power,

Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thiédet,
Vautrin.
—21.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 68, intitulé: "Loi pour faciliter la vente du bois des colons".

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 68) intitulé: "Loi pour faciliter la vente du bois des colons".

Sur la motion de l'honorable M. Vautrin, secondé par l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi pour faciliter la vente du bois des colons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill No 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que les résolutions soient retirées.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 246) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 22, intitulé: "Loi relative au crédit agricole".

L'honorable M. Godbout propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que, conformément aux dispositions de l'article 11a de la Loi du prêt agricole de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 51A), tel que remplacé par la loi qui sera basée sur la présente résolution, le gouvernement paiera pendant la durée du prêt la différence, n'excédant pas trois (3%) pour cent, entre l'intérêt annuel de trois (3%) pour cent et celui chargé par la commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits ou qui leur seront faits en vertu des dispositions de la Loi du prêt agricole canadien et que le trésorier de la province devra payer à qui de droit, à même le fonds consolidé du revenu, la part contributive du gouvernement sur ces versements.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi relative au crédit agricole".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre continue de siéger après minuit, samedi matin.

Samedi, 4 mai 1935.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de M. Fisher, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre.

État relativement à la réponse de l'honorable ministre de l'Agriculture se rattachant aux établissements de lait qui ont fait faillite, tel qu'indiqué aux Journaux de l'Assemblée législative, à la date du 30 janvier 1935:

1. Quels sont les noms et adresses des producteurs de lait, et le montant de chaque réclamation produite à la Commission des produits laitiers, en ce qui concerne chacune de ces faillites?

2. Quelle somme d'argent chaque producteur de lait a-t-il reçue en règlement de sa réclamation ?

3. Quelle somme d'argent ou de garantie y avait-il en dépôt chez le Trésorier de la province en faveur de ces établissements au moment de leur faillite ?

L'honorable M. Godbout dépose réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour :

État relativement à la réponse de l'honorable ministre de l'Agriculture se rattachant aux établissements de lait qui ont fait faillite, tel qu'indiqué aux Journaux de l'Assemblée législative, à la date du 30 janvier 1935 :

1. Quels sont les noms et adresses des producteurs de lait, et le montant de chaque réclamation produite à la Commission des produits laitiers, en ce qui concerne chacune de ces faillites ?

2. Quelle somme d'argent chaque producteur de lait a-t-il reçue en règlement de sa réclamation ?

3. Quelle somme d'argent ou de garantie y avait-il en dépôt chez le Trésorier de la province en faveur de ces établissements au moment de leur faillite ?

(Document de la session No 149).

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et trente-cinq minutes, samedi matin, s'ajourne à ce jour, à onze heures du matin.

SAMEDI 4 MAI 1935

Onze heures du matin.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé : "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé : "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que la troisième lecture du bill soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 245) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs nécessiteux, 1935".

Sur la motion de l'honorable M. Franceur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 15, intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs nécessiteux, 1935".

Sur la motion de l'honorable M. Franceur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que les résolutions soient retirées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 32, intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a

pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, S.R., 1925, c. 35, s. 71, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1 (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, S.R., 1925, c. 35, s. 71, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1 (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936", rapportée du comité des subsides et lue la première et seconde fois, ce jour, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance.

La motion "que la résolution soit maintenant adoptée" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois et la motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 61, intitulé: "Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution, en attendant la perception des corporations municipales des contributions visées par la Loi des écoles de réforme (Statuts refondus, 1925, chapitre 159,) la Loi des écoles d'industrie (Statuts refondus, 1925, chapitre 160,) et la Loi des asiles d'aliénés (Statuts refondus, 1925, chapitre 190,), le trésorier de la province sera autorisé à avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les deniers nécessaires pour acquitter telles contributions et ces avances seront remboursées à même les sommes perçues des municipalités.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolutions est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 243, intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, nommé conformément à l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 6 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 12, section 6.

Résolu, 2.—Que le sous-ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce tel que visé par la modification décrétée par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 9 de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10).

Résolu, 3.—Que tous les officiers et employés jugés nécessaires à la bonne administration du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce visés par la modification décrétée par l'article 9 de la loi accompagnant les présentes résolutions, recevront la rémunération que leur accorde la Loi du service civil, ou, selon le cas, la Loi du service extérieur, (Statuts refondus, 1925, chapitre 10 et 10A).

Résolu, 4.—Que les dispositions de l'article 7 de la Loi du département des affaires municipales (Statuts refondus, 1925, chapitre 101), tel que modifié par l'article 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, visant des droits et honoraires tels que y prescrits, s'appliqueront, en ce qui concerne le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, le département présidé par lui et tout officier de ce département.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre les municipalités scolaires—à l'exception des cités et villes—payant un traitement moyen de \$275.00, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$250.00, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires payant un traitement moyen de \$300.00, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$275.00, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires payant un traitement moyen de \$325.00, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$300.00, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 7 MAI 1935

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Franceur, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Franceur ait la permission de présenter un bill (No 237) intitulé: "Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 236) intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Elie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Le bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la loi des droits sur les successions", soit de nouveau renvoyé au comité plénier afin de l'amender de façon que les dons, gratifications ou legs faits pour aider à l'établissement des fils de cultivateurs ou à la colonisation et qui sont actuellement taxés par la loi des droits sur les successions, soient exemptés des taxes imposées par ladite loi.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Barré,
Bélue,
Bertrand,
Duplessis,

Elie,
Fisher,
Guertin,
Sauvé.—8.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Reed,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Messier,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Moreau (Roberval),</i>	<i>Vautrin.—22.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 238) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 61, intitulé: "Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi autorisant le trésorier de la province à faire

certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 243, intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

L'honorable M. Taschereau propose que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Bertrand:

Que les résolutions relatives au bill No 243, intitulé: "Loi créant un ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce", soient renvoyées au comité plénier de la Chambre afin de les amender de façon qu'un nouveau ministère de l'Industrie et du Commerce soit organisé et établi sans délai, mais sans augmenter le nombre actuel des ministres composant le gouvernement de la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Gault,
Guertin,
Sauvé.
—9.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bastien,
Bergeron,
Casgrain,
Charbonneau,
Chouinard,
Desmarais,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,*

*Grant,
McDonald,
Messier,
Moreau (Roberval),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Reed,
Rochette,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—28.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'honorable M. Stockwell propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Stockwell informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Thisdel.—28.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bléique,</i>	<i>Elie,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Gault.—6.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 237) intitulé: "Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'une compagnie constituée en corporation, pour être comprise dans l'exception contenue au paragraphe 9^e de l'article 4 de la Loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26), tel que modifié par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera requise de ne pas avoir d'agent, représentant, vendeur, vendeur à commission ou employé y résidant.

Résolu, 2.—Que "capital versé", lorsque cette expression s'appliquera à une compagnie constituée en corporation, pour les fins de l'article 5 de la sous-section I de ladite Loi de la taxe sur les corporations, signifie et comprend le capital-actions versé de la compagnie constituée en corporation, ses surplus et fonds de réserve (sauf toute réserve pour détérioration graduelle, dont la création est permise comme charge à l'encontre du revenu en vertu de l'article 5a de ladite loi), toutes les sommes ou crédits avancés ou prêtés par toute autre compagnie (à l'exception d'une banque) à la compagnie constituée en corporation, et toutes sommes empruntées par la compagnie constituée en corporation par l'émission de bons, actions-obligations, obligations, hypothèques ou autres valeurs mobilières de même nature, pourvu qu'en ce qui regarde l'achalandage compris comme un actif, une réduction puisse être accordée jusqu'au point où, dans l'opinion du trésorier de la province, cet achalandage n'a pas de valeur,—pourvu aussi que, pour les fins de la sous-section I de l'article 5 de ladite loi, lorsque l'état démontre que le capital-actions n'a aucune valeur nominale ou au pair, et accuse aussi un déficit, le montant de ce déficit puisse être déduit du montant de ce capital-actions, pourvu que la balance de ce capital-actions ne soit pas de moins de cinq dollars par action.

Résolu, 3.—Que, pour les fins de ladite Loi de la taxe sur les corporations, l'expression "profits" comprendra tous profits annuels directement ou indirectement faits, provenant de tout commerce ou toute manufacture, ou de toute entreprise commerciale ou financière, ou autre affaire, et comprendra aussi l'intérêt, les dividendes, et les profits reçus directement ou indirectement de l'argent placé à intérêt, sur toute garantie ou sans garantie, ou de placement dans les actions ou tout autre genre de placement, et aussi le profit ou gain annuel provenant de toute autre source.

Résolu, 4.—Que la taxe de \$30.00 imposée sur les banques pour chaque bureau ou place d'affaires tel que visé et prévu au paragraphe 2° de la sous-section II de l'article 5 de ladite Loi de la taxe sur les corporations, ne s'applique à aucune sous-agence quand la personne en charge n'est payée que sur une base de commission et que en plus des taxes déjà imposées et payables en vertu des paragraphes 1 et 2 de ladite sous-section II de l'article 5 de ladite loi, il sera imposé une surtaxe de 45% du montant de telles taxes tel que prévu par la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 5.—Que la taxe annuelle imposée en vertu de l'article 5a de ladite Loi de la taxe sur les corporations, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2 et modifié par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera égale à deux et demi pour cent de ses profits reçus dans la province s'il s'agit de revenus provenant de placements, ou faits dans la province s'il s'agit de profits provenant de toute autre source, après déduction de ces profits seulement des dépenses réelles encourues et payées ou chargées durant sa dernière année fiscale, mais sans déduire de ces profits, qu'ils soient réservés, payés ou chargés, aucune taxe sur revenu, ni aucun dividende, ni sans déduire de ces profits aucune charge ou réserve au compte du capital ou pour détérioration graduelle, épuisement, désuétude ou toute autre dépréciation, pourvu toutefois:

a. Que lorsque la détérioration graduelle ou l'épuisement est reconnu par des règlements généraux du trésorier de la province, le montant puisse en être déduit des profits, selon les conditions, limitations et restrictions et jusqu'à concurrence de ce qui y est établi, et ces règlements auront le même effet que s'ils étaient inclus dans ladite Loi de la taxe sur les corporations;

b. Que, lorsqu'un cas n'est pas couvert par ces règlements généraux, la décision du trésorier de la province pour ce qui regarde la détérioration graduelle, l'épuisement, la désuétude ou toute autre dépréciation, est, à son égard, finale et définitive;

c. Que, dans aucun cas, le montant de la détérioration graduelle ou de l'épuisement reconnu par ces règlements, ou le montant spécifiquement déterminé par le trésorier de la province, n'excède le montant respectivement fixé en conséquence dans le bilan qui a été ou doit être soumis aux actionnaires de la compagnie ou de la corporation;

d. Que le trésorier de la province pourra refuser de déduire des profits, la totalité ou une partie de tout salaire, bonus, commission ou tous honoraires de directeurs qu'il croira, dans son opinion, excéder ce qui est raisonnable pour les services rendus.

Résolu, 6.— Que la taxe annuelle imposée en vertu de l'article 5a de ladite Loi de la taxe sur les corporations tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2, et tel que modifié par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera imposée pour une période de temps comprenant six années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février, 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces six années.

Résolu, 7.— Que les dispositions des résolutions 3, 5 et 6 qui précèdent s'appliqueront aux profits faits ou reçus au cours de l'année de calendrier 1934, ou après, par toute corporation, compagnie, société, firme, association ou personne, dont l'année fiscale expirera le ou après le 15 décembre, 1934.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Et la motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gaynon (Kamouraska),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Vautrin.—27.</i>
<i>Gauthier,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Béique,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé.—7.</i>
<i>Fisher,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Ordonné que l'adoption des dites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, econdé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier et du consentement unanime de la Chambre, ledit bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, il est—

Résolu que la Chambre s'ajourne maintenant, à midi, demain, par respect pour la mémoire de l'honorable M. Eugène Roberge, membre du Conseil législatif.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 8 MAI 1935

Midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 237.—"Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs".

Bill 143.—"Loi modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal."

Bill. 144.—"Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt."

Bill 19.—"Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien."

Le bill suivant a été retiré:

Bill 214.—"Loi modifiant la Loi de la pharmacie de Québec aux fins de donner au Conseil de l'association une représentation provinciale."

Question par M. Lafleur.—1. Quand le député de St-Jacques, ministre actuel de la Colonisation, l'honorable M. Vautrin, a-t-il été nommé ministre sans portefeuille dans le gouvernement de la province ?

2. Depuis la date de cette nomination et pendant les quatre premiers mois qui ont suivi cette date, à qui a été payé, par la province, le traitement annuel de \$1,500. attribué à l'orateur-suppléant ?

3. En vertu de quelle autorité ou de quelle loi le traitement attribué à l'orateur-suppléant a-t-il été payé, pendant ou pour cette période de temps ?

Réponse par l'honorable M. Stockwell:—

1. Le 9 mai 1934.

2. A l'honorable M. Vautrin, ex-orateur-suppléant, pour la troisième session de la dix-huitième Législature, commencée et tenue à Québec, le neuvième jour de janvier 1934 et fermée par prorogation, le vingt-neuvième jour d'avril 1934.

3. En vertu des S. R., 1925, c. 3, a. 43, amendé par 18 Geo. V, c. 12, s. 2.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Aulhier,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Burré,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sauvrette,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Vautrin.—39.</i>
<i>Gauthier,</i>	

CONTRE

Messieurs :

Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,

Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—10.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 61) intitulé: "Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Barré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,
Fisher,

Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—11.

CONTRE

Messieurs :

<i>Arcand,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Francoeur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francoeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Vautrin.—40.</i>

La motion est ainsi rejetée.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 12) intitulé : "Loi modifiant la Loi imposant des taxes sur les corporations".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 236, intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux".

L'honorable M. Godbout propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les deniers requis pour les fins de la Loi de la protection sanitaire des animaux (Statuts refondus, 1925, chapitre 70A), tel qu'éditée par la loi qui accompagne la présente résolution, seront payés à même les montants votés, chaque année, par la Législature, pour l'industrie animale, mais ils ne devront pas excéder annuellement la somme de cinquante mille dollars.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de la résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 168) intitulé: "Loi relative à l'émission de bons, obligations et débetures pour fins industrielles ou commerciales".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Huit heures et demie du soir.***Prière.**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 143) intitulé: "Loi modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 215) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie afin d'annuler les pouvoirs illimités du gouvernement à ce sujet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 216) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aide aux chômeurs, 1933".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi imposant les taxes sur les corporations".

L'honorable M. Stockwell propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 237) intitulé: "Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 19) intitulé: "Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Duplessis proposant la deuxième lecture du bill 168.— "Loi relative à l'émission de bons, obligations et débentures pour fins industrielles ou commerciales", dont elle a été saisie, ce jour.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,*

*Élie,
Fisher,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé.—10.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Bachand,
Bastien,
Bergeron,
Bouthillier,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,*

*Dugas,
Filion (Laval),
Fortier,
Francœur (Lotbinière),
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,*

*Lamoureux,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Sabourin,*

*Saintonge,
Samson,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Turcotte.—29.*

La motion est ainsi rejetée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain matin, à onze heures et demie.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 9 MAI 1935

Onze heures et demie du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 213.—"Loi concernant les logements de chômeurs".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 235) intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 215) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie afin d'annuler les pouvoirs illimités du gouvernement à ce sujet".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bélisle,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—11.</i>
<i>Fisher,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fillion (Lac St-Jean),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Bellevue),</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Vautrin.—43.</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 236, intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux".

L'honorable M. Godbout propose que la résolution soit maintenant lue une seconde fois.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'opinion que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour assurer une indemnité raisonnable aux cultivateurs, dont les animaux seront abattus, en vertu de la Loi de la protection sanitaire des animaux portant le No 236 des bills de la session en cours".

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—13.</i>
<i>Fisher,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Sotckwell,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Vautrin.—41.</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Gagnon (Frontenac),</i>
<i>Barré,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Chauvinard,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Filion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Vautrin.—44.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Béique,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—8.</i>

La motion est ainsi adoptée.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 236) intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 236) intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 244, intitulé: "Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi abolissant les taxes décrétées par la loi 24 George V, chapitre 14, concernant les contrats de mariage et les assurances sur la vie".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs: .

Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Étié,

Fisher,
Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé.—10.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Crête,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>David,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Sauvrette,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Vautrin.—38.</i>

La motion est ainsi rejetée.

M. Guertin propose, secondé par M. Gault:

QUE CETTE CHAMBRE:—

ATTENDU que, dans le discours d'ouverture de la session en cours du parlement canadien, le gouvernement du Dominion a annoncé son intention de proposer des lois pour fixer des salaires minima, pour limiter les heures de travail, pour établir l'assurance-chômage et d'autres assurances sociales;

ATTENDU que l'adoption de pareilles réformes s'impose en notre province comme dans les autres parties du Canada et qu'une législation fédérale est le seul moyen d'obtenir l'uniformité, qui est si nécessaire en ces matières;

ATTENDU que, pour mettre à effet une pareille législation, le parlement et le gouvernement du Dominion auront besoin du concours et de la collaboration des législatures et des gouvernements des provinces;

EXPRIME L'OPINION que le gouvernement de Québec devrait, après entente avec les gouvernements des autres provinces et en même temps qu'eux, proposer les lois nécessaires pour donner effet en notre province à la législation fédérale ci-dessus mentionnée.

La motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Arcand propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Stockwell:

Que tous les mots après "le Gouvernement de Québec", dans le dernier paragraphe soient retranchés et remplacés par les suivants: "étude lesdites lois fédérales afin de s'assurer si elles peuvent se concilier avec nos lois provinciales, pour leur donner suite, s'il y a lieu.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Caron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Planle,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fillion (Laval),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Montréal-Durion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Kamouraska),</i>	<i>Vautrin.—40.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Gaul,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Smart.—11.</i>
<i>Fisher,</i>	

L'amendement est ainsi adopté.

Et le débat se continue sur la motion principale telle qu'amendée.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Guertin dont elle a été saisie, le même jour, et telle qu'amendée à la même séance :

QUE CETTE CHAMBRE :—

ATTENDU que, dans le discours d'ouverture de la session en cours du parlement canadien, le gouvernement du Dominion a annoncé son intention de proposer des lois pour fixer des salaires minima, pour limiter les heures de travail, pour établir l'assurance-chômage et d'autres assurances sociales;

ATTENDU que l'adoption de pareilles réformes s'impose en notre province comme dans les autres parties du Canada et qu'une législation fédérale est le seul moyen d'obtenir l'uniformité, qui est si nécessaire en ces matières;

ATTENDU que, pour mettre à effet une pareille législation, le parlement et le gouvernement du Dominion auront besoin du concours et de la collaboration des législatures et des gouvernements des provinces;

EXPRIME L'OPINION que le gouvernement de Québec étudie lesdites lois fédérales afin de s'assurer si elles peuvent se concilier avec nos lois provinciales, pour leur donner suite, s'il y a lieu.

Et le débat se continue sur la motion telle qu'amendée.

M. Barré propose par voie d'amendement, secondé par M. Fauteux :

Que tous les mots après "Exprime l'opinion"; dans la motion telle qu'amendée, soient retranchés et remplacés par les suivants : "Que le gouvernement de Québec devrait prendre les moyens, non seulement d'étudier la législation mentionnée, mais d'en assurer les avantages aux habitants de notre province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Fisher,
Gaul,
Guertin,
Laflour,
Sauvé}—10.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gaudet,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Vautrin.—33.</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Bachand,</i>	<i>Giguère,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fillion (Lac-St-Jean),</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francœur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gaudet,</i>	<i>Vautrin.—36.</i>

CONTRE

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie.*

*Fisher,
Lafleur,
Sauvé.—7.*

La motion principale telle qu'amendée est ainsi adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 236) intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bachand,
Barré,
Bergeron,
Bissonnet,
Casgrain,
Charbonneau,
Desmarais,
Drouin,
Dugas,
Farand,
Fauteux,
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,*

*Gault,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Guertin,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Saurette,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thidél,
Vautrin.—37.*

CONTRE

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,*

*Fisher,
Lafleur,
Sauvé.—7.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre continue de siéger après minuit vendredi matin.

Minuit, vendredi, 10 mai 1935.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à reporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et vingt minutes, vendredi matin, s'ajourne à onze heures et demie du matin, ce jour.

 VENDREDI 10 MAI 1935

Onze heures et demie du matin.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 236) intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss".

M. Cohen propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

M. Cohen propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fautoux, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 137 "Loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph", a en vue l'organisation d'un hôpital et a pour but l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs leurs soient remboursés après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Francœur (Montréal-Dorion), secondé par M. Fautoux, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 136 "Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs leur soient remboursés après déduction des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 216) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aide aux chômeurs 1933".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béluc,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Lafleur,
Smart.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bissonnet,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauteux,
Fillion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Gaudet,
Gault,
Gauthier,
Giguère,*

*Godbout,
Guertin,
Lapointe,
Mercier,
Messieur,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Plante,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thiodel,
Vautrin.—33.*

La motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 238) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières."

Bill No 54, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal."

Bill No 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi du salaire minimum pour les femmes."

Bill No 127, intitulé: "Loi relative à certaines corporations du lac Saint-Jean."

Bill No 141, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Joseph Éthier."

Bill No 180, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931."

Bill No 202, intitulé: "Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes."

Bill No 205, intitulé: "Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables."

Bill No 209, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable."

Bill No 210, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance."

Bill No 211, intitulé: "Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile."

Sur la motion de M. Franceur (Montréal-Dorion), secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 129 "Loi modifiant la charte du collège Notre-Dame, Côte des Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance et d'éducation, les honoraires ordinaires payés par le promoteur soient remboursés après déduction des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Franceur (Montréal-Dorion), secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 130 "Loi constituant en corporation les Religieux de Ste-Croix", a pour objet l'avancement d'œuvres de bienfaisance et d'éducation, les honoraires ordinaires payés par le promoteur lui soient remboursés après déduction des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 238) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption des amendements soit remise à la prochaine séance.

M. Barré propose, secondé par M. Guertin:

Qu'attendu que, dans notre province, il n'y a qu'une petite proportion des routes ouvertes à l'automobile l'hiver;

Attendu qu'en conséquence un grand nombre de propriétaires ne peuvent se servir de leur automobile pendant une forte partie de l'année;

Cette Chambre exprime l'avis que la Loi des véhicules moteurs devrait être amendée de manière que le propriétaire d'automobile puisse bénéficier d'une remise proportionnelle du coût de sa licence pour la période de suspension d'hiver, en retournant ses plaques au bureau émetteur, cette remise devant être allouée lors de l'émission de la licence de l'année suivante.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Barré
Bêtiue,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—8.

CONTRE

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Bastien,
Caron,
Côté (Bonaventure),
David,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Gauthier,

Giguère,
Godbout,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thiadel.—25.

La motion est ainsi rejetée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques."

Bill No 36, intitulé: "Loi concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec."

Bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions."

Bill No 61, intitulé: "Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés."

Bill No 245, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Chouinard, dont elle a été saisie le jeudi le 21 mars dernier, proposant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée depuis 1933 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial au sujet des pêcheries de la province de Québec.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Francoeur (Montréal-Dorion), dont elle a été saisie le jeudi, 7 février dernier, proposant: Que cette Chambre apprenne avec regret que des compagnies de chemin de fer congédient des canadiens de Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, quand elles devraient garder autant que possible dans chacun de leurs réseaux respectifs les employés qui y avaient leur emploi avant la crise économique et ne pas les mettre ainsi à la charge de leurs municipalités, et qu'elle proteste contre ce favoritisme exercé au détriment des nôtres.

Et la motion étant mise aux voix la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 32, intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés en comité plénier au bill 238.—"Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Et les amendements sont, en conséquence, adoptés.

L'honorable M. Godbout propose que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Élie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:

Que le bill No 238, intitulé: "Loi modifiant la loi des produits laitiers", soit renvoyé de nouveau au comité plénier afin de l'amender:

a. De façon que la garantie stipulée en faveur des cultivateurs qui sont fournisseurs producteurs soit suffisante et solide, tout en rendant justice à tous les intéressés;

b. De façon que toutes les précautions nécessaires soient prises pour que la pesée du lait et de la crème rende pleine et entière justice aux producteurs et aux consommateurs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Burré,
Béïque,
Bertrand,
Duplessis,*

*Elie,
Guertin,
Sauvé.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Desmuraïs,
Dugas,
Filion (Laval),
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,*

*Mercier,
Perrault,
Plante,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel.—20.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Desmarais,
Dugas,
Filion (Laval),
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,
Godbout,*

*Mercier,
Perrault,
Plante,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel.—20.*

CONTRE

Messieurs:

*Barré,
Bélue,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Guertin,
Sauvé. -7.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Taschereau (Bellechasse), à la motion de M. Sauvé, dont elle a été saisie le jeudi 4 avril dernier, proposant:

QU'ATTENDU que la Commission d'Industrie Laitière est en opération depuis assez longtemps pour permettre d'apercevoir les lacunes qui existent dans la législation qui l'a créée;

ATTENDU qu'il existe encore de nombreux abus dont sont victimes le producteur et le consommateur;

CETTE CHAMBRE recommande au gouvernement d'adopter immédiatement les mesures nécessaires:

a. Pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait;

b. Pour donner aux consommateurs la part de protection à laquelle ils ont droit.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "est en opération" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Qu'elle aide les cultivateurs producteurs de lait à disposer avantageusement de ce produit et offre aux consommateurs une large mesure de protection surtout au point de vue hygiénique;

CETTE CHAMBRE prie le Gouvernement de collaborer avec ladite commission pour rendre son travail plus efficace et plus avantageux aux cultivateurs comme aux consommateurs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Bélanger,
Caron,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,*

*Dugas,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lothinière),
Frigon,
Gagnon (Kamouraska),*

*Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Lapointe,
Mercier,
Paquet,
Perrault,
Rochette,*

*Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thiédet,
Vautrin.—29.*

CONTRE

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Guertin,
Sauvé.—7.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée, à demain à midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

SAMEDI 11 MAI 1935

Midi.

Prêtre.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 203.—"Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Bill 204.—"Loi modifiant la Loi des compagnies fidéicommiss".

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 73.—"Loi concernant le rachat par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux".

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 32, intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 22, intitulé: "Loi relative au crédit agricole".

Bill No 243, intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales de l'industrie et du commerce".

Bill No 246, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

Bill No 250, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 99, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill No 135, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

Bill No 142, intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse".

Bill No 197, intitulé: "Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans des institutions d'assistance publique".

Bill No 201, intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs".

Bill No 239, intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'Île de Montréal".

Du consentement unanime de la Chambre, les amendements du Conseil législatif aux bills ci-dessus seront pris en considération au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss.".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 32, intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.— Que, tel que prévu par l'article 4 de la loi qui accompagne la présente résolution, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter, en tout temps et de temps à autre, jusqu'à six dollars la corde de cent vingt-huit pieds cubes apparents, le droit de coupe d'alors pour tout porteur d'un permis de coupe, quant à tout le bois coupé en vertu de ce permis pendant l'année pour laquelle il a été émis, s'il est établi à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que ledit porteur n'a pas observé les règlements édictés en vertu de ladite loi ainsi que les dispositions des autres lois et des autres règlements auxquels il peut être assujéti ou dont les opérations sont jugées préjudiciables aux intérêts de la province dans l'administration du domaine public.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles-de-la-Madeleine (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 135) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 142) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 239) intitulé: "Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'Île de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 235, intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles".

L'honorable M. Godbout propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'ordre du jour appelle la première lecture de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

M. Duplessis objecte que cet amendement empiète sur les privilèges de l'Assemblée législative en ce qu'il avance de soixante jours l'entrée en vigueur d'une loi dont la mise en exécution entraînera la dépense de fonds publics.

M. l'Orateur suppléant décrète que l'amendement ne lui paraît pas empiéter sur les privilèges de l'Assemblée législative et renvoie, en conséquence, l'objection de M. Duplessis.

Ledit amendement est ainsi lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné que l'adoption dudit amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill No 32, intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

Et la motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Arcand,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Filion (Laval),
Francœur (Montréal-Dorion),
Prigon,
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Godbout,

Lortie,
Mercier,
Sainlonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thrsdel.—17.

CONTRE

Messieurs :

Bertrand,
Duplessis,

Sauvé.—3.

La motion est ainsi adoptée.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 32) intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. Résolu qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels et commerciaux, S. R., 1925, c. 182, amendé par 24 Geo. V, c. 55 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, S. R., 1925, c. 97: traitement du registraire (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 246) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 13 MAI 1935

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Élie.—Relativement aux infractions à la Loi concernant les véhicules automobiles, dans la municipalité des Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, depuis le 1er janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1935:

1. Quelles sont les personnes qui ont été condamnées à ce sujet?
2. A quelle amende a été condamnée chacune d'elles?
3. A quelle date fut payée chaque amende?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Pour 1929:

1. William Michaud, Trois-Pistoles; Jos. Rousseau, St-Jean-de-Dieu; Alphonse Théberge, Trois-Pistoles.

2. L'amende a été de \$10.00 dans chaque cas.

3. W. Michaud, 26 novembre, 1929; J. Rousseau, 5 juillet 1929;

A. Théberge, 18 juillet 1929.

Pour 1930:

1. Charles Morency, Trois-Pistoles; Noël Sirois, Rivière-du-Loup.

2. L'amende a été de \$10.00 dans chaque cas.

3. C. Morency, 13 septembre 1930; N. Sirois, 23 octobre 1930.

Pour 1931, 1932 et 1933:

Aucune amende n'a été imposée.

Pour 1934:

1. Philippe Malenfant, St-Médard; E. Bilodeau, Trois-Pistoles.

2. L'amende a été de \$10.00 dans chaque cas.

3. P. Malenfant, 16 novembre 1934; E. Bilodeau, 1er octobre 1934.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 243) intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

M. Duplessis objecte que l'amendement du Conseil législatif entraînera une augmentation de dépense au Trésor Provincial et qu'il ne peut en conséquence être pris en considération avant que le lieutenant-gouverneur en ait recommandé l'adoption conformément à l'art. 157 du règlement et à l'art. 40 du chapitre 3 des Statuts refondus de 1925.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 246) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Bélanger,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Drouin,
Fauteux,
Filion (Laval),

Francoeur (Lotbinière),
Francoeur (Montréal-Dorion),
Fragon,
Gauthier,
Guertin,
Lortie,
Mercier,
Paquet,

Perrault,
Piché,
Sabourin,
Samson,

Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—23.

CONTRE

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Sauvé.—5.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur rend sa décision comme suit sur l'objection soulevée à la séance de cette après-midi par M. Duplessis:

Relativement à la question d'ordre soulevée par monsieur Duplessis au sujet du bill 243.—"Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce", me référant aux procès-verbaux de la Chambre pour la troisième séance du samedi, 11 mai, 1935, je lis ce qui suit:

"L'ordre du jour appelle la prise en considération de l'amendement du Conseil législatif au bill 243:—"Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce".

"M. Duplessis objecte que cet amendement empiète sur les privilèges de l'Assemblée législative en ce qu'il avance de soixante jours l'entrée en vigueur d'une loi dont la mise en exécution entraînera la dépense de fonds publics.

"M. l'Orateur suppléant décrète que l'amendement ne lui paraît pas empiéter sur les privilèges de l'Assemblée législative et renvoie en conséquence l'objection de M. Duplessis."

Les termes de cette partie du procès-verbal indiquent clairement que le point d'ordre soulevé à la présente séance est une réédition de celui qui a été soulevé samedi soir dernier et qui a été décidé par l'Orateur suppléant.

L'appel dont pouvait se prévaloir le député des Trois-Rivières contre cette décision devait être interjeté à la Chambre suivant les articles 69-70 et 71.

La note à la suite de l'article 70 indique clairement qu'on ne peut pas revenir autrement sur une question d'ordre.

C'est pourquoi je renvoie le point d'ordre du député des Trois-Rivières comme étant fait, au stage présent de la procédure, en contradiction avec les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 243:—"Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce", soit maintenant agréé.

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose, par voie d'amendement, secondé par M. Béique. Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre refuse d'accepter l'amendement du Conseil législatif au bill No 243, intitulé: "Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce", parceque cet amendement empiète sur les privilèges de l'Assemblée législative à laquelle seule appartient l'initiative en matière de subsides.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Sauvé.—5.*

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Samson,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Taschereau (Montmorency).—22.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

La motion est ainsi adoptée.

L'amendement du Conseil législatif est, en conséquence, agréé.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois et la motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.
Et la chambre continue de siéger après minuit, le mardi matin.

Minuit, mardi, 14 mai 1935.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de trois membres, appelée "la Commission d'électricité de Québec".

Résolu, 2.—Que les membres de la commission demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, advenant une ou des vacances parmi les membres, par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour les remplir.

Résolu, 3.—Que l'un des membres de la commission sera nommé président et un autre président suppléant par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la localité où la commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau; il devra aussi mettre un local convenable à la disposition de la commission, afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission et que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir.

Résolu, 6.—Que le secrétaire de la commission sera tenu, sur paiement des honoraires que pourra déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil, de fournir à qui le lui demande, copie certifiée de toute ordonnance, règle de pratique ou autre document de la commission.

Résolu, 7.—Que le président de la commission recevra annuellement une rémunération de douze mille dollars, et les autres membres de la commission recevront annuellement une rémunération de dix mille dollars chacun; que le secrétaire recevra annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement de la commission et pourvoir à leur rémunération.

Résolu, 9.—Que, quand la commission, dans les limites de ses attributions, nommera quelque personne en dehors de ses employés réguliers pour exécuter un travail autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou la chargera d'exécuter ce travail, il sera payé à cette personne, pour ses services et déboursés, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la commission, pourra déterminer.

Résolu, 10.—Que les articles 236, 237, 238, 239 et 241 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 145), s'appliqueront *mutatis mutandis*, aux membres de la commission et que les pensions visées par la présente résolution seront payées conformément aux dispositions des résolutions 15 et 16.

Résolu, 11.—Que la commission pourra faire les enquêtes nécessaires pour l'aider à atteindre les fins prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions et aussi pour se renseigner sur la manière dont lesdits services publics se conforment à la loi et à ses ordonnances ou sur toutes autres questions ou choses qui seront de sa compétence.

Résolu, 12.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender, remplacer et abroger les tarifs des honoraires payables à la commission à l'occasion de toutes affaires qui lui seront soumises et que les honoraires ainsi payés serviront à rembourser le fonds consolidé du revenu des paiements visés par la résolution 15 à même ce fonds.

Résolu, 13.—Que dans toute affaire qui lui sera soumise, la commission devra adjuger sur les frais encourus par elle ou par les parties et imposer ces frais à sa discrétion.

Résolu, 14.—Que les rémunérations prévues aux résolutions 8 et 9 et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les commissaires, le secrétaire et les membres du personnel dont la commission aura pu avoir besoin, seront payés mensuellement à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu, 15.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter, de modifier ou d'abroger, de temps à autre, des règlements pour faire acquitter par les services publics assujettis à la loi qui accompagne les présentes résolutions, les dépenses prévues à la résolution 15 et, à cette fin, de déterminer la base de répartition de ces dépenses, le mode et l'époque des paiements et que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura rendu un décret visé par la présente résolution, les sommes perçues des services publics devront d'abord servir à rembourser le fonds consolidé du revenu à même lequel ont été payées ces dépenses.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et dix minutes, mardi matin, s'ajourne à ce jour, à onze heures du matin.

MARDI 14 MAI 1935

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 145.—"Loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute".

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 176.—"Loi abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulée: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

Le bill suivant a été retiré:

Bill 122.—"Loi constituant en corporation Sir George William College".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Bill No 19, intitulé: "Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien et modifiant la loi 24 George V, chapitre 73".

Bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

Bill No 68, intitulé: "Loi pour faciliter la vente du bois des colons".

Bill No 237, intitulé: "Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève.

M. Bédard propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE s'oppose aux résolutions faisant la base du bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'Électricité de Québec":

a) Parce que la Commission d'Électricité autorisée par lesdites résolutions serait un organisme simplement gouvernemental et qui ne posséderait pas les pouvoirs nécessaires pour faire disparaître les abus qui devraient être efficacement réprimés sans plus de délai;

b) Parce que l'établissement, le fonctionnement et les moyens d'action, financiers et autres, de ladite Commission d'Électricité, seraient subordonnés à la volonté du gouvernement de la province;

c) Parce que, de plus, les dites résolutions négligent d'accorder et d'imposer à ladite Commission d'Électricité tous les droits, devoirs, pouvoirs et obligations que même la Commission Lapointe déclare être indispensables et nécessaires".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Drouin,*

*Duplessis,
Élie,
Sauvé.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bastien,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,*

*Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Lortie,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Piché,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—26.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 20) intitulé: "Loi érigeant la Commission d'électricité de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 235, intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le ministre de l'agriculture pourra nommer des inspecteurs ou autres agents pour assurer et surveiller l'accomplissement des prescriptions de la Loi des produits agricoles (Statuts refondus, 1925, chapitre 68B,) telle qu'édictee par la loi qui accompagne les présentes résolutions et pourvoir à leur rémunération.

Résolu, 2.—Que les deniers requis pour les fins de ladite Loi des produits agricoles, seront payés à même les montants votés, chaque année, par la Législature, pour l'horticulture, mais ils ne devront pas excéder annuellement la somme de quinze mille dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 235) intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 235) intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles".

Le bill est, en conséquence, lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur proposee l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 240, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'étude de l'anatomie".

Bill No 247, intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés."

L'honorable M. Taschereau propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 240, "Loi modifiant la Loi de l'étude de l'anatomie" soit maintenant lu la première fois.

Un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 247) intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés".

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements du Conseil législatif au bill 22.—"Loi relative au crédit agricole".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que la Chambre refuse d'accepter l'amendement du Conseil législatif au bill No 22, intitulé: "Loi relative au crédit agricole", parce que cet amendement augmente les charges financières de la province.

Ordonné que le greffier informe le Conseil législatif de l'adoption de la résolution ci-dessus.

Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Saintonge, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le ministre provincial de l'Agriculture ou tout officier du ministère provincial de l'Agriculture, et le ministre fédéral de l'Agriculture ou tout officier de ce département au sujet d'une réclamation présentée à l'un et à l'autre département par M. Adélard Turcotte, de Parkurst, pour la perte de certains animaux.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève.

M. Bertrand propose par voie d'amendement, secondé par M. Bélique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désapprouve le bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'Électricité de Québec", parce que, entre autres raisons, la Commission autorisée par ce bill n'offrirait aucune garantie d'impartialité, de compétence, d'efficacité et de diligence, et ne remplirait même pas les conditions essentielles recommandées par le rapport des commissaires composant la Commission Lapointe."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Barré,
Bélique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,

Élie,
Gault,
Guertin,
Sauvé,
Smart.—10.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Gauthier,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Côté (Bonaventure),</i>	<i>Messier,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Vautrin.—33.</i>
<i>Gaudet,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisé comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit renvoyé à un comité plénier de la Chambre au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 235) intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Question par M. Chouinard.—Concernant le groupe de concessions forestières situées dans la région de Chandler qui a été affermé de nouveau le 31 août 1934.

1. Quelle est la superficie totale du groupe de concessions qui ont été affermées le 31 août, 1934 ?

2. Quelle était la superficie totale du groupe de concessions dont formait partie le groupe affermé de nouveau en 1934 ?

3. Quelle était la superficie des terrains distraits de l'ancien permis de coupe, et pour quelle raison a-t-on omis ces terrains du nouveau permis d'exploitation ?

4. Pour quelles raisons l'ancien permis d'exploiter les concessions dont faisaient partie les concessions affermées le 31 août 1934, a-t-il été annulé quand et en vertu de quel arrêté du conseil ?

5. Y avait-il des hypothèques ou pledges qui affectaient l'ancien permis de coupe qui a été annulé et pour quel montant ?

6. Est-ce que le fait d'annuler l'ancien permis de coupe a entraîné également l'annulation des hypothèques ou pledges acceptés pour garantir des avances de fonds, consenties à l'ancien concessionnaire, par une certaine banque ou maison de crédit ?

7. Est-ce que le permis de coupe mis aux enchères le 31 août 1934 est sujet aux mêmes hypothèques ou pledges qui affectaient l'ancien permis qui a été annulé ?

8. Est-ce que les terrains qui ont été distraits de l'ancien permis de coupe pour être livrés à la colonisation restent grevés par les hypothèques ou pledges qui affectaient l'ancien permis ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 525 milles carrés.

2. 633 milles carrés.

3. Avant le nouvel affermage on a retranché des anciens permis de coupe 88 milles carrés représentant la superficie totale des lots détachés de ce groupe de concessions pour être transportés au Ministère de la Colonisation et vendus aux colons.

4. Les permis d'exploiter les concessions dont faisaient partie les concessions affermées le 31 août, 1914 ont été annulés en vertu des arrêtés du conseil No 2490 du 9 novembre 1933 et No 159 du 24 janvier 1934, pour défaut de paiement des sommes dues au Ministère.

5. Oui, un pledge pour quatre millions (4,000,000.00) dollars avait été enregistré en 1913 sur les anciennes concessions.

6. Oui.

7. Non.

8. Non.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 247) intitulé: "Loi concernant les hôpitaux privés".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 73, intitulé: "Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir le remboursement des emprunts contractés en vertu de l'article 4 de la loi qui accompagne la présente résolution, à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an, pour la période et aux conditions jugées convenables; que pour effectuer le paiement des sommes que le gouvernement peut être appelé à payer conformément aux dispositions de la présente résolution le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 73) intitulé: "Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 73) intitulé: "Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait arpport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements et un nouveau titre.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois, avec titre: "Loi abolissant les rentes seigneuriales".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de Géographie de Québec (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et continue de siéger après minuit, mercredi matin.

Mercredi, Minuit, 15 mai 1935.

et la Chambre siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et vingt minutes, vendredi matin, s'ajourne à ce jour, à onze heures du matin.

MERCREDI 15 MAI 1935

Onze heures du matin.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 145) intitulé: "Loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 197) intitulé: "Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans des institutions d'assistance publique", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de Géographie de Québec (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mardi, 14 mai courant, et dont la deuxième lecture avait alors été remise à la "prochaine séance".

Ladite résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois et adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes (Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Duplessis, la Chambre s'ajourne par respect pour la mémoire de M. Maurice Gabias, député de Montréal-St-Henri, dont la mort est arrivée cette nuit.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 236, intitulé: "Loi concernant la protection sanitaire des animaux."

Bill No 238, intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, ce jour, et dont la deuxième lecture avait alors été remise à la "prochaine séance".

Ladite résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la loi de la commission des services publics".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lafleur propose, par voie d'amendement, secondé par M. Béique:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

CETTE CHAMBRE s'oppose à la deuxième lecture du bill No 30, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission des Services Publics";

a. Parce que les pouvoirs accordés à la Commission des Services Publics par ce bill viennent en conflit avec les droits des municipalités et violent l'autonomie municipale qu'il est nécessaire de sauvegarder;

b. Parce que ce bill lèse les droits acquis;

c. Parce que ce bill ouvre la porte au patronage et au favoritisme politiques et aux abus qui en découlent;

d. Parce que ce bill est de nature à empêcher la concurrence nécessaire et à favoriser les monopoles;

e. Parce que la Chambre refuse de voter confiance à la Commission des Services Publics.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,
Élie,*

*Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—11.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Aulhiér,
Bastien,
Bouthillier,
Charbonneau,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Dillon,*

*Dufour,
Dugas,
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gaudet,*

Gauthier,
Giguère,
Godbout.
Grant,
Lapointe,
Mercier,
Messier,
Perrault,
Piché,

Plante,
Reed,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—35.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Bastien,
Routhillier,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Fillion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francaeur (Luthinière),
Francaeur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),

Gaudet,
Gauthier,
Giguère,
Lamoureux,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Reed,
Sabourin,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—35.

CONTRE

Messieurs:

Barré,
Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,
Élie,

Gault,
Guertin,
Laflour,
Sauvé,
Smart.—11.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que ledit bill soit envoyé à un comité de la Chambre à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Gauthier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre :

Copies de tous documents ou correspondances quelconques entre des particuliers ou corporations de cette Province et le Gouvernement Provincial ou entre celui-ci et le gouvernement fédéral, protestant contre les hauts tarifs de téléphone actuellement en vigueur.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill No 144, intitulé : "Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement apporté au bill No 22, intitulé : "Loi relative au crédit agricole".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill D, intitulé : "Loi modifiant les articles 38 et 128 de la Loi des compagnies de Québec", pour lequel il demande son concours.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant :

Bill No 56, intitulé : "Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives du travail".

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier, que le bill D, intitulé: "Loi modifiant les articles 38 et 128 de la Loi des compagnies de Québec", soit maintenant lu une première fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives du travail", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 234), intitulé: "Loi relative à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des Sœurs de la Charité de Québec".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations (Travaux publics, Chasse et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 16 MAI 1935

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 avril 1935, pour: Copie authentique de tous les arrêtés en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 8 janvier 1935 inclusivement, jusqu'au 23 avril de la même année inclusivement, et se rapportant à l'exportation de bois ou de la pulpe aux États-Unis.

(Document de la session No 150.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des Services publics".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Bastien,
Bergeron,
Bissonnet,
Charbonneau,
Cohen,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Frigon,
Gauthier,
Giguère,
Grant,

Mercier,
Messier,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Rhéaume,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin.—29.

CONTRE

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Élie,

Gault,
Guertin,
Lafleur,
Smart.—8.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi créant la Commission, d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

À une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts) pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mardi, 14 mai courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la "prochaine séance".

L'honorable M. Stockwell propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Béique propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"ATTENDU que les forêts de la province constituent une de ses principales richesses naturelles, dont la conservation et la mise en valeur exercent une très grande influence quant à la régularité et à la puissance de nos cours d'eau, quant à la fertilité des sols et quant aux affaires en général;

ATTENDU que les feux de forêts ont ravagé et dévasté une grande partie de nos ressources forestières: en 1931, une étendue de 673,544 acres; en 1923 une étendue de 3,039,725 acres; en 1932, une étendue de 1,027,159 acres, d'après les propres statistiques fournies par le gouvernement de la province;

ATTENDU que ces feux de forêts ont occasionné à la province des pertes effroyables se chiffrant à plus de dix millions de dollars, sans tenir compte des dommages subis par les industries intéressées, et de la diminution des gages et salaires qui en découlent;

ATTENDU que ce n'est qu'en 1924, vingt-sept ans après être arrivé au pouvoir, que le régime actuel a établi un système provincial de protection contre l'incendie en forêt;

ATTENDU qu'en 1922, un quart de siècle après son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel, se rendant aux demandes réitérées du parti conservateur, a subordonné à la production préalable d'un inventaire approprié et d'un plan d'aménagement complet le privilège aux concessionnaires de faire des coupes exceptionnelles, c'est-à-dire, en bas du diamètre fixé par les règlements et jugé nécessaire par les experts pour assurer la valeur et la conservation de nos forêts;

ATTENDU que depuis l'année 1922, le gouvernement actuel, par de nombreux arrêtés ministériels, même avec effet rétroactif en de nombreux cas, a autorisé des coupes exceptionnelles et même des coupes rases, au grand détriment de la province en général et de l'industrie forestière en particulier;

ATTENDU que la rétroactivité de ces privilèges illégaux a fait perdre au Trésor Public des sommes considérables et a encouragé la violation d'une loi essentielle à la protection de l'industrie forestière;

ATTENDU que les moyens et les méthodes de protection contre l'incendie en forêt établis par le gouvernement de cette province en 1924 existaient depuis très longtemps;

ATTENDU qu'en 1932 le gouvernement a négligé d'employer le personnel nécessaire pour protéger la forêt contre l'incendie;

CETTE CHAMBRE condamne la négligence désastreuse et inexcusable du gouvernement de la province au sujet des ressources forestières, et elle réclame la mise en force immédiate d'un système approprié et efficace de protection contre les feux de forêt, ainsi que l'adoption et l'application rigoureuse, sans délai additionnel, des mesures nécessaires pour empêcher la dilapidation et assurer l'utilisation rationnelle des forêts de la province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

Pour

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Duplessis,
Étié,

Gault,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—8.

CONTRE

Messieurs:

<i>Arcand,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Authier,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lapointe,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Chouinard,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Fauteux,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Fillion (Lac St-Jean),</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Francœur (Montréal-Dorion),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Vautrin.—34.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution du budget, se lisant comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mardi 14 mai, courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la "prochaine séance".

Ladite résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

L'honorable M. Mercier propose que ledit bill (No 20) "Loi créant la Commission d'électricité de Québec", soit maintenant lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand propose, par voie d'amendement, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE s'oppose à la troisième lecture du bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec", parce que ce bill a pour effet d'aggraver et d'augmenter des abus intolérables qui sont commis depuis de nombreuses années en cette province, relativement au développement de notre patrimoine national en matière de ressources hydro-électriques, abus qui auraient dû être prévenus et empêchés depuis plusieurs années et auxquels il est nécessaire de remédier sans délai additionnel."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Bélue,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,
Élie,*

*Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—11.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bergeron,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fautoux,*

*Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gauthier,
Grant,
Mercier,
Messier,
Perrault,
Piché,*

*Plante,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,*

*Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—33.*

L'amendement est ainsi rejeté

Et le débat se continue sur la motion principale.

M. Drouin propose, par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender en ajoutant à l'article 33 l'alinéa suivant: La Commission devra, dans les six mois de son entrée en fonction, procéder d'une façon continue et suivie, à faire une évaluation complète de l'actif réel de toutes les compagnies, corporations ou personnes, faisant la production, transmission ou distribution d'électricité dans cette province. La Commission devra, en outre, avant le premier jour de la prochaine session, faire rapport au ministre chargé de l'exécution de la présente loi, du travail accompli à date à ce sujet."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,*

*Élie,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé,
Smart.—10.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bergeron,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauteux,*

*Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montreal-Dorion),
Frigon,
Gault,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Mercier,
Messier,*

Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Rochette,
Sabourin,

Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—36.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Arcand,
Authier,
Bergeron,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gauthier,
Giguère,
Godbout,

Grant,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—37.

CONTRE

Messieurs :

Barré,
Bélue,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,
Élie,

Gault,
Guertin,
Lafleur,
Sawé,
Smart.—11.

La motion principale est ainsi adoptée.
Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

M. Drouin propose, secondé par M. Paquet:

QUE CETTE CHAMBRE est d'opinion que la constitution de cette Province devrait être amendée pour permettre la modification du Conseil législatif;

Que les Conseillers législatifs, à l'avenir, ne devraient plus être nommés à vie et par le Gouvernement, mais pour une certaine période seulement et sur une base de représentation corporative, de manière à permettre à toutes les classes de la population de se choisir des représentants suivant leurs intérêts moraux, économiques et sociaux, et sans nuire aux droits présumés acquis.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Bertrand,*

*Drouin,
Guertin.—4.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bélanger,
Bergeron,
Bissonnet,
Charbonneau,
Chouinard,
Cohen,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Filion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gault,*

*Gauthier,
Giguère,
Godbout,
Grant,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Piché,
Plante,
Rhéaume,
Rochette,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—42.*

La motion est ainsi rejetée.

M. Sauvé propose, secondé par M. Bélique:

QUE CETTE CHAMBRE exprime l'avis que les ministres qui composent le gouvernement de cette province n'auraient pas dû, et ne devraient pas, faire partie du bureau de direction de compagnies ou de corporations privées faisant affaires directement ou indirectement avec le gouvernement ou qui sont sous la surveillance du gouvernement.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Barré,
Bélique,
Drouin,
Duplessis,*

*Élie,
Guertin,
Lafleur,
Sauvé.—8.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Bastien,
Bergeron,
Charbonneau,
Chouinard,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gault,
Gauthier,
Giguère,*

*Godbout,
Grant,
Mercier,
Moreau (Roberval),
Paquet,
Perrault,
Plante,
Rhéaume,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thiédet,
Turcotte,
Vautrin.—35.*

La motion est ainsi rejetée.

Question par M. Sauvé.—1. Quelles sommes ont été dépensées dans le comté des Deux-Montagnes et dans la partie du comté de Laval comprenant l'Île Jésus, pour des travaux pour soulager le chômage, ou pour

des secours aux chômeurs, depuis le 1er septembre 1930, jusqu'au 10 mai 1935 ?

2. Quelle a été la contribution du gouvernement provincial ?

3. Combien le gouvernement provincial a-t-il reçu du gouvernement fédéral pour les mêmes fins, et comment cet argent a-t-il été dépensé ?

Réponse par l'honorable M. Francoeur :

1. \$89,944.94.

2. \$30,236.11.

3. \$24,040.70, au 31 juillet 1934.

Impossible dans des cas particuliers de déterminer la contribution du gouvernement fédéral après le 31 juillet 1934, car celle-ci est versée au compte général du chômage.

Argent dépensé pour travaux et secours directs.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre : Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 7 mars 1935, pour : Copies authentiques de tous arrêtés en conseil, de tous documents et de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, depuis le 1er janvier, 1932, jusqu'au 11 février 1935, et se rapportant à l'application, dans la province de Québec, de la Loi des fruits, particulièrement en ce qui concerne la vente des tomates. (*Document de la session No 151*).

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 241, intitulé : "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir."

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit entre les mains du ministre des terres et forêts, tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux

qu'elle peut entreprendre et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil :

a. A aménager et exploiter les chutes et les rapides non concédés, situés sur les cours d'eau du domaine public;

b. A construire, maintenir et opérer tout établissement, usine, machinerie, réseau, système et accessoires et à exécuter tous travaux pour la transmission, l'approvisionnement et la distribution d'énergie électrique provenant des forces hydrauliques mentionnées ci-dessus ou achetées par ladite commission;

c. A acheter de toute centrale électrique de l'énergie pour ses propres fins ou pour la revendre à toute corporation municipale pour son utilisation propre ou pour vente au détail suivant la loi.

Résolu, 2.—Que selon qu'elle y aura été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, la commission procédera elle-même à l'exécution des travaux prévus par la résolution précédente, ou elle adjugera l'entreprise de tels travaux par voie de soumission et de contrat, après annonces publiques et avis que les plans et devis seront déposés pour examen au bureau de la commission et que l'adjudication de l'entreprise sera constatée par un contrat accordé à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, dans l'opinion de la commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux,—et qu'un tel contrat, cependant, devra être conclu par la commission avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que la Commission des eaux courantes de Québec, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, pourra acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation :

a. Toutes chutes ou tous rapides détachés du domaine public par concession ou bail qui ne sont pas mis en exploitation;

b. Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la section VIII de la Loi du régime des eaux courantes (*Statuts refondus, 1923, chapitre 46*) telle qu'éditée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles;

c. Les immeubles qui seront affectés de quelque manière que ce soit, en raison de l'exécution, du maintien et de la conservation desdits ouvrages et travaux;

d. Les immeubles requis pour la construction des chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits ouvrages et travaux ou à remplacer des chemins submergés ou autrement détruits ou endommagés;

e. Toutes servitudes jugées utiles ou nécessaires.

Résolu, 4.—Que l'expropriation en vertu de ladite section VIII de la Loi du régime des eaux courantes sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec (chap. 230); et la Cour supérieure du district, ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

Résolu, 5.—Qu'il sera loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il suffira de n'exproprier qu'une partie d'un terrain cadastré ou non, d'acquérir en entier ce terrain et d'en vendre ensuite les parties dont elle n'aura pas besoin.

Résolu, 6.—Que la Commission des eaux courantes de Québec pourra aussi avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir, mais de gré à gré, toutes chutes ou tous rapides exploités, avec constructions et accessoires servant à leur mise en opération, y compris le terrain, le lit et les grèves du cours d'eau affecté par l'exploitation.

Résolu, 7.—Que toute corporation municipale ou autre, exploitant un système de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'électricité pour les fins auxquelles cette énergie peut être employée, pourra s'adresser à la Commission des eaux courantes de Québec pour acheter de l'énergie électrique; que sur cette demande, la commission donnera à la corporation municipale un estimé, par cheval-vapeur ou kilowatt du coût auquel elle pourra lui fournir l'énergie électrique, avec en même temps l'estimé du réseau de distribution de cette énergie et que lorsqu'une entente interviendra à ce sujet, entre la commission et la corporation qui demande d'acheter de l'énergie électrique, le contrat qui relatera cette entente devra être soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil et n'aura force et effet qu'à compter de cette approbation.

Résolu, 8.—Que pour assurer l'exécution des travaux, la construction des ouvrages et les acquisitions d'immeubles visées par ladite section VIII de la Loi du régime des eaux courantes, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises; et que dans le cas où il sera nécessaire pour la province de contracter un ou plusieurs emprunts pour les fins de la présente résolution, cet emprunt ou ces emprunts devront être préalablement autorisés par la Législature de la province.

Résolu, 9.—Que les biens qui deviendront la propriété de la Commission des eaux courantes de Québec et les profits réalisés par l'application de ladite Loi du régime des eaux courantes telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, appartiendront à la province; que les sommes d'argent perçues par cette commission et que le trésorier de la province considérera comme disponibles, seront remises à celui-ci sur demande; et que dès qu'il aura reçu ces sommes, le trésorier de la province devra les appliquer au remboursement des avances ou des paiements provenant, en vertu de la section VIII de ladite Loi du régime des eaux courantes, du fonds consolidé du revenu, ou les employer au remboursement d'autant des emprunts qui auront pu être contractés en vertu de la résolution qui précède.

Résolu, 10.—Que la Commission rendra compte au ministre des terres et forêts, en la manière et aux époques que celui-ci indiquera, de ses recettes, paiements et déboursés, ainsi que de son actif et de son passif.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

M. Drouin propose, secondé par M. Paquet :

QUE CETTE CHAMBRE est d'opinion que le système de secours directs institué et suivi depuis le commencement de la crise économique, tout en soulageant les misères immédiates, a été désastreux au point de vue économique, moral et social, et qu'il devrait être remplacé par des travaux;

Que le Gouvernement de cette Province soit invité à inaugurer une politique nouvelle et de haute envergure à ce sujet;

Que ces travaux devraient être d'une nature permanente, d'un bénéfice certain pour l'État, et profitant autant aux générations à venir qu'à la population actuelle;

Que pour les entreprendre, cette Chambre suggère à l'Exécutif de négocier, si nécessaire, des emprunts à longues échéances de manière à faire contribuer aussi également que possible toutes les générations qui en profiteront;

Que les secours directs devraient être ainsi progressivement abandonnés, sauf pour les cas urgents et les nécessiteux.

La motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Saintonge, secondé par M. Bissonnet, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

M. Guertin propose, secondé par M. Fauteux :

QUE CETTE CHAMBRE :—

ATTENDU que, pour assurer le maintien du régime électif, il importe de donner aux électeurs la garantie que leurs élus les représenteront fidèlement;

ATTENDU que, de l'avis général, la collecte des fonds électoraux ne va pas sans l'asservissement des partis politiques aux bailleurs de ces fonds;

ATTENDU que, pour assurer aux partis politiques et aux représentants du peuple la plus entière liberté à l'égard des puissances d'argent, il est nécessaire de faire disparaître autant que possible le besoin de fonds électoraux;

ATTENDU que, pour atteindre ces fins, il est urgent d'apporter des modifications à la loi électorale de Québec;

Exprime le vœu que le Gouvernement présente dès la présente session un projet qui modifie la Loi électorale de Québec de façon :

1. A rendre le vote obligatoire;
2. A donner à chaque candidat le droit de se faire représenter dans tout bureau de vote par deux personnes de son choix et aux frais de la province;
3. A fournir à chaque candidat, aux frais de la province, une copie des listes électorales en vigueur dans la circonscription où il se présente;
4. A donner à chaque candidat le droit de louer pour la tenue d'assemblée, aux frais de la province, une salle par paroisse dans les cités et les villes et une salle par municipalité dans les territoires autres que les cités et les villes;
5. A rendre plus sévères les dispositions concernant la fraude et la corruption électorale;
6. A établir le bulletin de vote avec talon.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 17 MAI 1935

Onze heures du matin.

Précis:

L'honorable M. Taschereau, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 avril 1935, pour: Copies authentiques de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de cette province, et de toute correspondance avec ledit gouvernement, depuis le 1er juillet 1933, inclusivement, jusqu'au 1er juillet 1934, et se rapportant au remboursement de la somme de \$258,504.56 fait par le gouvernement de la province à la Consolidated Paper Corporation.
(Document de la session No 162.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 14 mai 1935, pour: Copies de toute correspondance, entre le ministre provincial de l'Agriculture ou tout officier du ministère provincial de l'Agriculture, et le ministre fédéral de l'Agriculture ou tout officier de ce département au sujet d'une réclamation présentée à l'un et à l'autre département par M. Adélard Turcotte, de Parkhurst, pour la perte de certains animaux.
(Document de la session No 163.)

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives du travail".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Taschereau dont elle a été saisie le mardi 14 mai courant, proposant la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 240) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'étude de l'anatomie".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Taschereau dont elle a été saisie le mercredi le 15 mai courant proposant la première lecture du bill D du Conseil législatif: "Loi modifiant les articles 38 et 128 de la Loi des compagnies de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué

Ordonné que le bill soit retiré

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill No 241, intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir".

L'honorable M. Mercier propose que les résolutions soient maintenant lues la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE désapprouve les résolutions relatives au bill No 241, intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir":

a. Parceque la Commission des Eaux Courantes de Québec, du moins dans les matières mentionnées dans lesdites résolutions, n'offre aucune garantie d'efficacité et d'impartialité;

b. Parceque l'établissement, le fonctionnement et les moyens d'action de ladite Commission sont limités par de nombreuses restrictions et assujettie à de multiples organismes gouvernementaux;

c. Parceque les ressources financières indispensables sont subordonnées à la volonté du gouvernement de la province;

d. Parceque, subsidiairement, lesdites résolutions viennent en conflit avec les recommandations de la Commission Lapointe".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,*

*Élie,
Gault,
Guertin,
Lafleur.—8.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Barré,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),
Gauthier,
Giguère,*

*Grant,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdell,
Turcotte,
Vautrin.—31.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Barré,*

*Côté (Bonaventure),
Crête,
Dillon,*

<i>Drouin,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Moreau (Roberval),</i>
<i>Filion (Laval),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Francaeur (Lotbinière),</i>	<i>Sabourin,</i>
<i>Francaeur (Montréal-Orion),</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Gagnon (Frontenac),</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Gagnon (Kaimouraska),</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gault,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Turcotie,</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Vautrin.—35.</i>
<i>Grant,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Béique,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Laflleur.—5.</i>
<i>Duplessis,</i>	

La motion principale est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Et la motion "que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 241) intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier propose que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Béique propose, par voie d'amendement, secondé par M. Élie:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"CETTE CHAMBRE déclare que le bill No 241, intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir" est inefficace et offre toute les apparences d'une simple mesure pré-électorale, qui favorise les abus et les interventions simplement politiques au sujet d'un problème vital

qui devrait être solutionné de façon énergique, efficace et impartiale, et sans plus de délai."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bélue,
Bertrand,
Drouin,*

*Duplessis,
Élie,
Lafleur.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Aulhiér,
Barré,
Bastien,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Filion (Laval),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,
Gagnon (Frontenac),
Gagnon (Kamouraska),*

*Gault,
Gauthier,
Giguère,
Grant,
Guertin,
Mercier,
Messier,
Moreau (Roberval),
Perrault,
Piché,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—34.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Aulhiér,
Barré,
Bastien,
Côté (Bonaventure),
Crête,*

*Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Filion (Laval),
Fortin,*

<i>Francœur</i> (Lotbinière),	<i>Paquet,</i>
<i>Francœur</i> (Montréal-Dorion),	<i>Perrault,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Gagnon</i> (Frontenac),	<i>Rhéaume,</i>
<i>Gagnon</i> (Kamouraska),	<i>Sabourin,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Saintonge,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Giguère,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Taschereau</i> (Montmorency),
<i>Guertin,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Messier,</i>	<i>Vautrin.</i> —37.
<i>Moreau</i> (Roberval),	

CONTRE

Messieurs:

Béïque,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Lafleur.—5.

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que sur la recommandation de la Commission des Eaux Courantes de Québec ou de la Commission d'Électricité et sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la province peut payer à même le fonds consolidé du revenu à toute municipalité, une somme n'excédant pas cinquante pour cent du coût capital de la construction et de l'établissement, dans ou pour le service de toute municipalité rurale, des lignes et câbles de transmission primaire, des transformateurs, des compteurs et des lignes secondaires de service électrique sur la voie publique, requis pour la livraison du pouvoir dans toute municipalité rurale.

Toutes sommes payées aux corporations municipales pour telles fins, en vertu du présent paragraphe doivent être chargées dans les livres du trésorier de la province comme dépenses au compte capital.

Résolu, 2.—Que pour effectuer le paiement des octrois accordés en vertu de la résolution qui précède, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer ou à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises; que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos aux fins de payer ces sommes ou de rembourser toutes avances faites, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et que ces obligations ou rentes seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture des résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 16, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le fonds de pension des instituteurs et institutrices".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de

résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.
En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, sera fixée à la somme obtenue en multipliant les deux centièmes de leur traitement moyen ou, s'ils ont enseigné plus de vingt-cinq ans, du traitement moyen des vingt-cinq années pendant lesquelles ils ont eu le plus fort traitement, par le nombre de leurs années de service jusqu'à concurrence de trente-cinq ans.

Résolu, 2.—Que, pour les fins de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925, chapitre 133,) aucune pension ne devra dépasser douze cents dollars par année.

Résolu, 3.—Que le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire proviendra d'une retenue de trois pour cent, par année, sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire, ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics.

Résolu, 4.—Que les professeurs de musique, de dessin et autres spécialités munis d'un diplôme reconnu par les comités catholique ou protestant du Conseil de l'instruction publique et qui ne sont pas régis par les dispositions de la résolution qui précède pourront payer au fonds de pension de l'enseignement primaire la retenue mentionnée à ladite résolution et, dans le cas d'un tel paiement, les dispositions de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique s'appliqueront à eux.

Résolu, 5.—Que les dispositions de la résolution qui précède seront censées être en vigueur depuis l'établissement du fonds de pension.

Résolu, 6.—Que le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire proviendra de plus d'une retenue de dix pour cent prélevée, annuellement, sur le fonds des écoles publiques.

Résolu, 7.—Que les sommes visées par les résolutions 3, 4, 5 et 6 seront versées au fonds consolidé du revenu et que au cas où ces sommes seraient insuffisantes pour rencontrer le paiement des pensions annuelles, le trésorier de la province sera autorisé à payer à même le fonds consolidé du revenu, les montants nécessaires pour compléter tel paiement.

Résolu, 8.—Que la partie du fonds de pension, créé par la loi du 22 décembre 1856 (19-20 Victoria, chapitre 14, section 7), qui sera de temps à autre libérée, suivant les dispositions de ladite loi, par le décès des pensionnaires, sera versée dans le fonds consolidé du revenu et les pensions payables en vertu de cette loi seront payées à même ledit fonds consolidé du revenu.

Résolu, 9.—Que toute personne laïque, munie d'un diplôme, qui enseigne dans une école privée subventionnée par le gouvernement ou par une municipalité scolaire, pourra payer, au fonds de pension de l'enseignement primaire, la retenue mentionnée à la résolution 3, pourvu qu'elle obtienne l'autorisation du surintendant, à qui elle devra faire la demande; que si telle retenue sur son traitement doit être payée régulièrement et que sur tel paiement les dispositions de la huitième partie de ladite Loi de l'instruction publique s'appliquera à cette personne.

Résolu, 10.—Que les dispositions de la résolution 1 s'appliqueront à tous ceux qui reçoivent déjà une pension le premier juillet, 1935, ou qui après cette date recevront une pension suivant ladite Loi de l'instruction publique.

Résolu, 11.—Que les dispositions des résolutions 1, 3, 4, 5, 6, 7, 9 et 10 entreront en vigueur le premier juillet, 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 66, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura pris, envers une institution de charité, l'engagement prévu par l'article 18 de la Loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189) ou par toute disposition que cet article a remplacée, et lorsque le fonds de l'assistance publique sera insuffisant pour rencontrer les paiements résultant de cet engagement, le trésorier de la province effectuera ces paiements à même le fonds consolidé du revenu, pourvu que les conditions imposées par ladite loi et par les arrêtés en conseil aient été observées par l'institution de charité; et que pour rembourser au fonds consolidé les paiements ainsi faits, le trésorier de la province soit autorisé à se prévaloir des dispositions du troisième alinéa de l'article 53 de ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill (No 41) intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

L'honorable M. Taschereau propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Élie propose, par voie d'amendement, secondé par M. Bédard:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"ATTENDU que l'électrification rurale est essentielle au bien-être et à la prospérité de l'Agriculture;

ATTENDU que la province de Québec est une des parties les plus riches du monde en matière de ressources hydro-électriques;

ATTENDU que l'électrification rurale constituerait un des moyens les plus pratiques d'aider à l'Agriculture et aux agriculteurs et d'empêcher l'exode de la campagne vers les villes, en facilitant la production agricole, en aidant à l'établissement d'industries connexes à l'Agriculture, facteur de décentralisation nécessaire, et en faisant disparaître, dans une large mesure, les attrait fallacieux de la vie urbaine;

ATTENDU qu'il est du devoir du gouvernement de la province depuis plusieurs années, de pourvoir à l'électrification rurale et de permettre aux cultivateurs d'obtenir les avantages que peut procurer l'électrification à des taux qui seraient à la portée des cultivateurs;

ATTENDU que les résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité" subordonnent l'électrification rurale:

- a. A l'approbation de la Commission des Services Publics qui a été déclaré incompétente et inadéquate, même par la Commission Lapointe;
- b. A l'approbation de la Commission d'Électricité;
- c. A l'autorisation de la Commission Municipale de Québec;
- d. A l'approbation du ministère des Affaires Municipales de Québec;
- e. Et enfin à l'approbation du gouvernement de la province.

ATTENDU que ces nombreuses approbations constituent autant d'entraves et d'obstacles à l'électrification rurale et autant d'organismes gouvernementaux;

CETTE CHAMBRE déclare qu'il est du devoir du gouvernement de la province, depuis plusieurs années, de faciliter et d'encourager l'électrification rurale, en accordant, de façon impartiale et efficace, les octrois nécessaires pour obtenir l'électrification rurale à des taux raisonnables et appropriés et pour permettre à l'Agriculture, industrie fondamentale en cette province, de bénéficier pleinement, comme c'est son droit, des ressources hydro-électriques de la province."

Et l'amendement étant mis au voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,*

*Élie,
Lafleur,
Sauvé.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bastien,
Bélanger,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),*

*Gauthier,
Mercier,
Messier,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Rhéaume,
Rochette,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—31.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Barré,
Bastien,
Bélanger,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Dillon,
Drouin,
Dufour,
Dugas,*

*Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gauthier,
Grant,
Guertin,
Mercier,*

*Messier,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Rhéaume,
Rochelle,*

*Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Tascereahu (Bellocchasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—35.*

CONTRE

Messieurs:

*Bélue,
Bertrand,
Duplessis,*

*Élie,
Lafleur,
Sauvé.—6.*

La motion principale est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 41) intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Barré,
Bastien,
Bélanger,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Desmarais,
Dillon,*

*Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauleux,
Filion (Laval),
Fillion (Lac-St-Jean),
Fortin,
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),*

Gagnon (Frontenac),
Gautier,
Grant,
Guertin,
Mercier,
Messier,
Poquet,
Perrault,
Piché,

Plante,
Rhéaume,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—36.

CONTRE

Messieurs:

Bélisle,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Lafleur,
Sauvé.—6.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Barré,
Bastien,
Bélanger,
Côté (Bonaventure),
Crête,
Dillon,

Dufour,
Dugas,
Fauteux,
Filion (Laval),
Filion (Lac-St-Jean),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Frigon,

Gagnon (Frontenac),
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Guertin,
Mercier,
Messier,
Paquet,
Perrault,
Piché,

Plante,
Rhéaume,
Sabourin,
Saintonge,
Samson,
Stockwell,
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin.—35.

CONTRE

Messieurs:

Béique,
Bertrand,
Drouin,
Duplessis,

Élie,
Lafleur,
Sauvé.—7.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec"

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Arcand,
Authier,
Barré,
Belanger,
Bergeron,
Côté (Bonaventure),
Crête,

Dillon,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauteux,
Filion (Laval),

<i>Fillion</i> (Lac-St-Jean),	<i>Paquet,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Francaeur</i> (Lotbinière),	<i>Piché,</i>
<i>Francaeur</i> (Montréal-Dorion),	<i>Planle,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Gagnon</i> (Kamouraska),	<i>Saintonge,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Stockwell,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Taschereau</i> (Montmorency),
<i>Guertin,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Mercier,</i>	<i>Vautrin.</i> —37.
<i>Messier,</i>	

CONTRE

<i>Béique,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bertrand,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé.</i> —6.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu qu'Attendu que le gouvernement de cette Province a par sa loi 23 George V, chapitre 74, fait bénéficier trente-six corporations municipales de comté chacune d'une unité sanitaire;

ATTENDU que les unités sanitaires ainsi établies sont maintenues, partie par le Gouvernement et partie par les corporations de comté;

ATTENDU que les conseils de comté n'ont aucun autre revenu que les taxes directes sur les biens-fonds imposables, qui sont, pour un grand nombre, grevés d'hypothèques;

ATTENDU que la crise qui sévit depuis plus de quatre ans rend bien difficile et en plusieurs cas impossible la perception des taxes;

ATTENDU que les conseils locaux sont dans la triste obligation de faire vendre chaque année grand nombre de propriétés pour taxes municipales et scolaires;

CETTE CHAMBRE prie le Gouvernement de la Province de prendre seul à sa charge, pour quelques années à venir, le coût entier des dépenses pour le maintien des unités sanitaires de comté.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre) (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 32, intitulé: "Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province."

Bill No 204, intitulé: "Loi concernant "The Quebec Savings and Trust Company".

Bill No 235, intitulé: "Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 69, intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation."

Bill No 143, intitulé: "Loi modifiant la servitude imposée sur certaines subdivisions du lot No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 143) intitulé: "Loi modifiant la servitude imposée sur certaines subdivisions du lot No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 69) intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Fillion (Lac-St-Jean), il est—

Ordonné que, vu la nécessité du bill autorisant les optométristes de la province de Québec à admettre L. Normandin à l'étude de l'optométrie n'a existé qu'après l'ouverture de la session, les amendes payées lui soient remboursées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 234) intitulé: "Loi relative à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des Sœurs de la Charité de Québec".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans le cas où les Sœurs de la Charité de Québec rachèteraient les obligations émises par elles et garanties aux termes de l'arrêté en conseil No 22 du 7 janvier, 1930, et des contrats ratifiés par la loi 20 George V, chapitre 12, et négocieraient un nouvel emprunt, de décréter que le gouvernement de cette province s'engagera à payer, aux conditions et taux

qu'il déterminera, à même les crédits affectés par la Législature pour les aliénés, l'intérêt et l'amortissement de ce nouvel emprunt, pourvu que les sommes requises pour cet intérêt et cet amortissement soient inférieures chaque année à celles payables pour l'emprunt original et que la date d'échéance du nouvel emprunt soit la même que celle dudit emprunt original et qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, si ladite garantie est décrétée, d'autoriser tout membre du Conseil exécutif à accepter, pour et au nom du gouvernement, tout transport, à un fiduciaire pour le bénéfice des obligataires, qui pourra être consenti par lesdites Sœurs de la Charité de Québec.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 234) intitulé: "Loi relative à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des Sœurs de la Charité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que vu que le bill No 76, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec", a pour objet de favoriser la propagation d'œuvres d'éducation, le montant payé par les promoteurs de ce bill pour honoraires leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 Geo. V, c. 47, s. 39m (Secrétaire de la Province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes fran-

çais, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires, d'après le nombre d'enfants inscrits aux écoles, sans tenir compte du personnel enseignant (Instruction publique, Écoles publiques, etc.) pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires—à l'exception des cités et villes—payant un traitement moyen de \$200.00, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$150.00, (Instruction publique, écoles publiques, etc), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour être partagé entre toutes les municipalités scolaires—à l'exception des cités et villes—payant un traitement moyen de \$250.00, pourvu qu'il n'y ait aucun salaire inférieur à \$200.00, (Instruction publique, Écoles publiques, etc.) pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Mérite scolaire, 18 Geo. V, c. 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université McGill—Aide re-construction d'un édifice de neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général—(Païement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification de terres (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et pêche, Jardin zoologique et Ferme expérimentale (Travaux publics). pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour élevage des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licence de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cie de Transport du Bas St-Laurent, Ltée, service de navigation dans le bas du fleuve St-Laurent, entre la côte sud et la côte nord, premier de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944—(O. C. No 2922, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd, premier de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944, pour le maintien du service de navigation entre Montréal, Québec et les différents points de la côte de Gaspé—(O. C. No 2923, 29 novembre 1934), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., premier de dix subsides annuels se terminant à la fermeture de la navigation en 1944, pour le maintien du service de navigation sur les différents points de la côte nord du St-Laurent—(O. C. No 2924, le 29 novembre 1934, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec (Affaires Municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 30, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics."

Bill No 73, intitulé: "Loi abolissant les rentes seigneuriales."

Bill No 145, intitulé: "Loi redvisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 203, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 145) intitulé: "Loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 73) intitulé: "Loi abolissant les rentes seigneuriales", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain matin à dix heures et quart.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

SAMEDI 18 MAI 1935

Dix heures et quart du matin.

Prière.

L'honorable M. Stockwell, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 18 mai 1935.

E.-L. PATENAUDE.

(Document de la session No 2).

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, secondé par l'honorable M. Vautrin, il est—

Ordonné que le message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 176) intitulé: "Loi abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulée: "Loi constituant en corporation la ville de Racine".

M. Sauvé propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et la rejette.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Voirie et mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent cinquante deux mille trois cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente quatre mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour salaires des secrétaires, messagers, etc., Montréal, cour des sessions de la paix et magistrats de police, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc., salaires et dépenses de voyage des inspecteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 16, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices."

Bill No 20, intitulé: "Loi créant la Commission d'électricité de Québec."

Bill No 41, intitulé: "Loi concernant la municipalisation de l'électricité."

Bill No 66, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec."

Bill No 234, intitulé: "Loi relative à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des Sœurs de la Charité de Québec."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 241, intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 241) intitulé: "Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à l'avenir" et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 69) intitulé: "Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation".

Et la motion: "que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour

Messieurs:

*Arcand,
Authier,
Bélanger,
Bergeron,*

*Caron,
Côté (Bonaventure),
Desmarais,
Drouin,*

Dufour,
Dugas,
Farand,
Fauleux,
Filion (Laval),
Francœur (Lotbinière),
Francœur (Montréal-Dorion),
Gagnon (Frontenac),
Gaudet,
Gauthier,
Godbout,
Grant,

Lapointe,
Mercier,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Saintonge,
Stockwell,
Taschereau (Bellevue),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—31.

CONTRE

Messieurs :

Bélue,
Bertrand,
Duplessis,

Élie,
Sauvé.—5.

La motion est ainsi adoptée.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix-sept mille deux cent quatre-vingt-seize dollars et quatre-vingt-deux cents soit ouvert à Sa Majesté pour autres dépenses (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatorze mille cent vingt-quatre dollars et quarante-deux cents soit ouvert à Sa Majesté, pour amortissement de primes sur emprunts émis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R., 1925, c. 3, a. 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts (Législation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, S. R., 1925, c. 10, a. 36, remplacé par la loi 16 Geo. V, c. 14, s. 17 (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt quatorze mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels restaurants et maisons de logement (Charges sur le revenu) \$275,000.00. Moins: remboursements applicables au revenu \$45,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour licences, assurances, etc., \$25,000.00. Moins: remboursement d'honoraires perçus en vertu des lois des assurances et de la constitution en corporation municipale \$5,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, S. R., 1925, c. 35, a. 71, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1, \$200,000.00, dépenses applicables au revenu \$4,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi concernant la gasoline, S.R., 1925, c. 36, a. 13, amendé par 18 Geo. V, c. 20, s. 1 et 22 Geo. V, c. 30, \$410,000.00, remboursements applicables au revenu, \$375,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation du logement de l'Orateur (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille sept cent cinquante-deux dollars et sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille sept cents dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R., 1925, c. 3, a. 92, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille trois cent vingt-trois dollars et trente-quatre cents soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements: (Gouvernement civil), bureau du lieutenant-gouverneur, \$4,500.00; Département du secrétaire provincial, \$22,000.00; Département du trésor—Bureau du trésorier, \$12,000.00; Département de la colonisation, \$6,000.00; Département des travaux publics, de la chasse et des pêcheries: Département des travaux publics, \$2,000.00; Département du travail, \$3,000.00; Département de l'instruction publique, \$17,000.00; pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour collèges classiques, catholiques romains, S. R., 1925, c. 134, a. 3, tel que modifié par les lois 17 Geo. V, c. 40, s. 1, 19 Geo. V, c. 51 et 21 Geo. V, c. 67 et 68, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 Geo. V, c. 49, s. 16: École des hautes études commerciales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, S. R., 1925, c. 136, a. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille deux cent quatre-vingt quatorze dollars et vingt cents soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille neuf cent vingt-cinq dollars et soixante-huit cents soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association canadienne-française pour l'avancement des sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée provincial: collection de beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 Geo. V, c. 47, s. 39m: sections des arts, \$6,000.00; section des métiers, \$4,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 Geo. V, c. 55, a. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, sous le contrôle de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patient des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, S. R., 1925, c. 186, a. 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, 16 Geo. V, c. 54 et 18 Geo. V, c. 69, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, élevage des animaux à fourrure et jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels, S.R., 1925, c. 182 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante-sept mille soixante-six dollars et soixante-dix-huit cents soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour imprimeur du Roi "Gazette officielle de Québec", S. R., 1925, c. 18, sec. V, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules-automobiles: bureau du Revenu (Licences), 25,000.00; Voirie (Contraventions), \$65,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (Services divers) pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association de tir de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "National Conference of Social Work", pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité du Fonds du cancer du Jubilé d'argent du Roi George V, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voix et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1935, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,778,602.07.

Résolu.—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1936, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$20,429,698.61.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voix et moyens.

Les résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Stockwell, il est—

Ordonné que l'honorable M. Stockwell ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935, et le 30 juin 1936 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Barré, il est—
Résolu que les Journaux de l'Assemblée législative mentionnent que les motions suivantes sont restées inscrites au feuilleton.

Reprise du débat sur la motion de M. Guertin proposant: Que cette Chambre:—

ATTENDU que la loi 20 George V, chapitre 14, avait pour objet la constitution d'une commission chargée de faire l'étude de diverses questions sociales et de faire les recommandations qu'elle croirait utiles;

ATTENDU que les personnes suivantes ont été nommées membres de ladite Commission par arrêté en conseil du 20 octobre, 1930: M. Édouard Montpetit, président, Mgr Georges Courchesne, Ven. Archdeacon F. G. Scott, J. T. Foster, Gérard Tremblay, Alphonse Lessard et George Savoy;

ATTENDU que ladite Commission, après des études très sérieuses dans la province et dans les principaux pays d'Europe, a fait plusieurs rapports à l'honorable Ministre du Travail en 1932;

INVITE le Gouvernement à proposer sans retard la législation nécessaire pour donner effet aux recommandations les plus pressantes de la Commission, particulièrement concernant la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail et les amendements à apporter aux lois de l'Assistance Publique et des Établissements Industriels et Commerciaux.—*M. Casgrain.*

Reprise du débat sur la motion de M. Drouin proposant:

QUE, ATTENDU que les municipalités ne peuvent plus supporter le poids des secours au chômage sans danger urgent pour leur situation financière et leur crédit;

ATTENDU qu'il est urgent également de sauver la propriété qui menace de sombrer;

ATTENDU que le Gouvernement Provincial a offert à plusieurs reprises de payer la moitié des secours à condition que le Fédéral supporte l'autre moitié;

ATTENDU que ce dernier n'a pas acquiescé à cette offre et qu'il est possible qu'un accord sur cette question retarde indéfiniment;

ATTENDU que la solution de ce problème ne saurait être retardée plus longtemps;

CETTE CHAMBRE est d'opinion que, pour sauver les municipalités et la propriété, le Gouvernement Provincial devrait immédiatement donner suite à son intention exprimée à ce sujet en s'engageant immédiatement à payer la moitié dudit coût de chômage dans les municipalités, sans attendre plus longtemps la réponse du gouvernement central, tout en insistant auprès de celui-ci pour qu'il fasse la même chose dans le plus bref délai possible.—*M. Fauteux.*

Reprise du débat sur la motion de M. Barré proposant :

Que, vu la recommandation de la commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses;

Vu l'approbation donnée en principe par la Législature à sa séance du 31 janvier 1934;

Cette Chambre invite le gouvernement à instituer ce régime au plus tôt et à présenter dès cette session la législation nécessaire.—*M. Bergeron.*

Reprise du débat sur la motion de M. Drouin proposant :

QUE CETTE CHAMBRE est d'opinion que le système de secours directs institué et suivi depuis le commencement de la crise économique, tout en soulageant les misères immédiates, a été désastreux au point de vue économique, moral et social, et qu'il devrait être remplacé par des travaux;

Que le Gouvernement de cette Province soit invité à inaugurer une politique nouvelle et de haute envergure à ce sujet;

Que ces travaux devraient être d'une nature permanente, d'un bénéfice certain pour l'État, et profitant autant aux générations à venir qu'à la population actuelle;

Que pour les entreprendre, cette Chambre suggère à l'Exécutif de négocier, si nécessaire, des emprunts à longues échéances de manière à faire contribuer aussi également que possible toutes les générations qui en profiteront;

Que les secours directs devraient être ainsi progressivement abandonnés, sauf pour les cas urgents et les nécessiteux.—*M. Saintonge.*

M. Drouin.—Motion:—

QUE CETTE CHAMBRE est d'opinion que l'entretien de la propriété appelée Spencerwood est une dépense illogique, inutile, qui cadre mal avec les exigences de la situation économique actuelle, et qu'en conséquence le Gouvernement de cette Province soit prié d'aviser le Gouvernement Fédéral que, à la fin du terme d'office du présent lieutenant-gouverneur, ledit domaine ne sera plus mis à la disposition de ses successeurs.

M. Drouin.—Motion:—

QUE CETTE CHAMBRE est d'opinion qu'une loi de pension aux vieillards est devenue absolument urgente et ne saurait être retardée plus longtemps;

Que le Gouvernement devrait déposer, à la présente session, un projet de loi instituant une loi de pension aux vieillards propre à la Province et basée sur un système contributaire, ou au moins accepter immédiatement la loi fédérale actuellement en vigueur et lui donner force légale, comme mesure transitoire ou temporaire.

M. Drouin.—Motion:—

QUE, ATTENDU qu'en vertu de la "Loi des enquêtes sur les coalitions", d'Ottawa, une enquête a eu lieu concluant à l'existence d'un trust entre certaines compagnies de charbon pour maintenir les prix élevés, et recommandant que des procédures soient prises contre ces compagnies;

ATTENDU qu'effectivement des procédures ont été intentées par le Procureur-Général de cette Province contre lesdites compagnies;

ATTENDU qu'elles ont été condamnées en première instance, en ont appelé à la Cour d'Appel, ont été condamnées de nouveau, et veulent maintenant aller devant le Conseil Privé;

ATTENDU que les procédures tant sur l'enquête fédérale que devant les cours durent depuis des années et menacent de se continuer encore sans résultat aucun;

ATTENDU que durant ce temps le charbon a été augmenté de prix;

ATTENDU qu'aucune amélioration n'est résultée de toutes ces procédures pour le consommateur de charbon;

ATTENDU que, telle que la situation existe, les actions de ces Compagnies de charbon constituent un défi au peuple, aux tribunaux et aux parlements;

ATTENDU que le Procureur-Général de cette Province a le meilleur moyen à sa disposition pour faire cesser cet état de choses immédiatement;

ATTENDU que d'après la loi il peut prendre des procédures pour chaque infraction et chaque jour;

ATTENDU qu'il n'y a pas de remède plus pratique, et que si le Procureur-Général le prend, il est probable qu'une solution efficace en résulterait;

QUE CETTE CHAMBRE est d'opinion que le Département du Procureur-Général devrait immédiatement prendre de nouvelles procédures pour chaque infraction à la loi de la part de ces compagnies, et que c'est le meilleur moyen pour briser ce trust.

M. Taschereau (Bellechasse).—Motion:—

QUE CETTE CHAMBRE exprime l'opinion que le gouvernement fédéral de ce pays, viole l'esprit et la lettre de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, en s'arrogeant en matière civile, des droits qui ressortissent aux provinces, et en imposant à celles-ci des obligations qui lui incombent;

QUE CETTE CHAMBRE invite le gouvernement fédéral à respecter davantage les droits provinciaux assurés par l'acte de la Confédération.

M. Crête.—Motion:—

Que cette Chambre exprime l'avis qu'il appartient au gouvernement fédéral, et non aux gouvernements provinciaux et aux municipalités, de parer aux effets de la crise dont souffre le Canada entier, de venir en aide à ceux qu'elle atteint et d'apporter les solutions appropriées aux problèmes qu'elle a fait naître.

M. Francœur (Montréal-Dorion).—Motion:—

Que, attendu que le Premier Ministre du Canada, dans un discours prononcé à la radio le 4 janvier dernier, a annoncé que la présente loi des pensions de vieillesse serait remaniée de façon à la rendre plus scientifique et mieux adaptée à la situation du pays;

Attendu que le Parlement du Canada s'est ajourné au 20 mai prochain, sans avoir été saisi d'un projet visant à remanier la loi fédérale

des pensions de vieillesse, et que, selon toute probabilité, la Législature devra se proroger avant cette date du 20 mai;

Attendu que la mise en vigueur, en notre province, de la présente loi fédérale des pensions de vieillesse, même si elle n'est pas remaniée, aurait pour effet de soulager les municipalités et le Gouvernement de Québec du fardeau qui pèse sur eux à raison des secours directs qu'ils doivent contribuer à donner aux chômeurs;

Cette Chambre, sans se prononcer sur l'à-propos de donner son adhésion à la loi fédérale des pensions de vieillesse ou aux modifications qui y seront apportées, estime que le gouvernement de la province devrait se faire autoriser à prendre position à cet égard entre la prorogation et la prochaine session de la Législature, afin d'être en état, s'il y a lieu, de se prévaloir, pendant les vacances parlementaires, des avantages de la nouvelle ou de la présente loi fédérale des pensions de vieillesse.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 25, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Sur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 11 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.
- 12 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.
- 16 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.
- 19 Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien.
- 20 Loi créant la Commission d'électricité de Québec.
- 21 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.
- 22 Loi relative au crédit agricole.
- 29 Loi modifiant la Loi concernant la gazoline.
- 30 Loi modifiant la Loi de la Commission des services publics.
- 32 Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province.

-
- 36 Loi concernant le service de traversier entre l'île d'Orléans et la cité de Québec.
 - 37 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.
 - 41 Loi concernant la municipalisation de l'électricité.
 - 54 Loi modifiant le Code municipal.
 - 56 Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.
 - 57 Loi modifiant la Loi du salaire minimum pour les femmes.
 - 61 Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés.
 - 66 Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.
 - 68 Loi pour faciliter la vente du bois des colons.
 - 69 Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.
 - 73 Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées en remplacement des droits seigneuriaux.
 - 99 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 107 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
 - 127 Loi abrogeant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne.
 - 135 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.
 - 141 Loi concernant la succession de feu Joseph Éthier.
 - 142 Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.
 - 143 Loi modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.
 - 144 Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt.
 - 145 Loi redévisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute.
 - 180 Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas convertis par la Loi des accidents du travail, 1931.
 - 197 Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.
 - 198 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe.
 - 201 Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.
 - 202 Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes.
 - 203 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.
 - 204 Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss.
 - 205 Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables.
 - 206 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.
 - 207 Loi concernant la municipalité du comté du Lac Saint-Jean-Est.
 - 208 Loi modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver.

- 209 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.
- 210 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance.
- 211 Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile.
- 234 Loi relative à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des Sœurs de la Charité de Québec.
- 235 Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles.
- 236 Loi concernant la protection sanitaire des animaux.
- 237 Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs.
- 238 Loi modifiant la Loi des produits laitiers.
- 239 Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'Île de Montréal.
- 241 Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides du domaine public et à leur concession à l'avenir.
- 243 Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.
- 244 Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes.
- 245 Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.
- 246 Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.
- 247 Loi concernant les hôpitaux privés.
- 250 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

- 25 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:
"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la quatrième session de la dix-huitième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez étudié avec un soin tout particulier les mesures qui vous ont été soumises au cours de cette quatrième session de la dix-huitième législature, et je vous en félicite.

C'est avec plaisir, croyez-le bien, que j'ai apposé la sanction royale aux lois très importantes que vous avez adoptées. J'ai la certitude que ces lois ne manqueront pas d'aider notre population à traverser les jours encore difficiles que nous vivons et contribueront à maintenir la province dans la bonne voie où elle est depuis longtemps engagée.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration publique. Vous pouvez être assurés que ces crédits seront employés d'une façon judicieuse.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

A l'heure où vous vous proposez de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur personnel et pour le bonheur de vos familles. Je prie aussi la Providence de répandre ses bienfaits sur ceux dont vous êtes les représentants et sur toute la Province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE PROCÉDURE

Séance du 29 janvier 1935.

Lorsqu'un projet de résolution et un bill inscrit au feuilleton ne sont pas encore rédigés, on ne peut prétendre qu'un amendement proposé au cours d'un débat anticipe sur ce projet ou ce bill et est en conséquence irrégulier.

Séance du 7 février 1935.

On ne peut objecter à la présentation d'un bill l'inscription d'un bill semblable sur le feuilleton. C'est le rejet d'un bill qui empêche d'en présenter un semblable. (Cf. May's Parliamentary Practice, 11e éd., p. 468, Bourinot's Parliamentary Procedure, 3e éd., p. 690).

Séance du 3 avril 1935.

Quand un bill est basé sur une résolution, il ne peut être présenté tant que cette résolution n'a pas été agréée par la Chambre.

Deuxième séance du 24 avril 1935.

Un bill dont l'objet est de changer la destination de fonds déjà votés doit être précédé d'une résolution. (Cf. art. 447 du règlement et décision rapportée à la page 375 des *Journaux* de 1931-32).

Troisième séance du 11 mai 1935.

Un amendement du Conseil législatif qui avance de soixante jours l'entrée en vigueur d'une loi dont l'exécution entraîne la dépense de deniers publics, n'empiète par sur les privilèges de l'Assemblée législative.

Deuxième séance du 13 mai 1935.

On ne peut soulever la même objection deux fois au sujet d'un même bill, même à des étapes différentes de ce bill.

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1935

4ÈME SESSION DE LA 18ÈME LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 10 janvier 1935.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Gaudet, secondé par M. Duffy.

La prorogation a lieu le 18 mai 1935.

Séances de la Chambre.....	108
Documents déposés en réponse à des Adresses et Ordres de la Chambre (y compris ceux concernant les sessions antérieures).....	153
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	233
Bills présentés en premier lieu au Conseil législatif.....	3
Bills sanctionnés.....	179
La Chambre en comité plénier.....	240
Avis de Questions.....	167

RAPPORTS DES COMITÉS

Comité spécial chargé de dresser une liste des députés de chacun des comités permanents.....	1
Bills privés en général.....	24
Bills publics en général.....	38
Chemins de fer et autres moyens de communication.....	1
Règlements.....	16
Comptes publics.....	1
Privilèges et élections.....	1
Agriculture, Immigration et Colonisation.....	1
Industrie et Commerce.....	1
Code municipal.....	2
Impressions législatives.....	1

E. R. ALLEYN,

Greffier des Archives.

INDEX

DES

Journaux de l'Assemblée législative DE QUÉBEC

25-26 GEORGE V, 1935

ABEILLES.—(Voir BILLS, No 60.)

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—

1. Loi modifiant la loi des —, 1931.—(Voir BILLS, No 17.)
 2. Loi des—, 1931, concernant les indemnités aux enfants orphelins.—(Voir BILLS, No 161.)
- Voir Code Civil, Délit et quasi-délit; Médecins.

ACTES ET DOCUMENTS:—Loi concernant certains —, dans Bonaventure et Gaspé.—(Voir BILLS, No 3.)

ACTES NOTARIÉS:—Loi validant certains—. (Voir BILLS, No 189.)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir JURÉS; OFFICIERS DE JUSTICE; TRIBUNAUX JUDICIAIRES; CODES; PROCÈS PAR JURY; JUGES DES SESSIONS.)

ADOPTION:—Loi de—l'. (Voir BILLS, No 47.)

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Proposée par M. Gaudet, secondée par M. Duffy, 8; débat ajournée, 8; reprise du débat, 13; ajourné, 14; reprise du débat, 19; ajourné, 19; reprise du débat, ajourné 25; reprise du débat, 27; amdt proposé par M. Élie, vote, amdt rejeté; motion principale adoptée, 27, 28.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V:—Résolution adoptée par l'Assemblée législative, à l'effet qu'une Adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi George V, à l'occasion du 25^e anniversaire de son intronisation et texte de l'adresse, 347; message reçu de Conseil Législatif à l'effet que l'Adresse de l'Assemblée législative a reçu l'assentiment dudit conseil, 376; message du C. L. annonçant qu'il a été résolu par ledit C. L. qu'une Adresse soit présentée au Lieutenant-Gouverneur pour prier celui-ci de faire parvenir au Gouverneur Général l'Adresse votée à Sa Majesté par les deux Chambres; le C. L. demande à l'A. L. d'y donner son adhésion, 376; l'Assemblée législative donne son adhésion, 377.

ADRESSE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—(Voir ADRESSE A SA MAJESTÉ.)

AFFAIRES MUNICIPALES:—(Voir COMMISSION MUNICIPALE; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CODE MUNICIPAL; CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES.)

AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIE ET COMMERCE.—Loi créant un ministère des—. (Voir *BILLS, No 243.*)

AGENTS DE RECouvreMENT:—Loi concernant les—relativement au cautionnement.—(Voir *BILLS No 171.*)

AGRICULTURE:—(Voir SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES; SYNDICATS COOPÉRATIFS; SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE; PRODUITS AGRICOLES.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité de l'):—(Voir COMITÉS.)

AIDE AUX CHÔMEURS:—(Voir CHÔMEURS.)

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE:—(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SÉANCES.)

ALIÉNÉS:—(Voir HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU; HÔPITAL SAINT-MICHEL-ARCHANGE; ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE.)

ANATOMIE:—Loi de l'étude de l'—. (Voir *BILLS, No 240.*)

ANIMAUX:—Loi concernant la protection sanitaire des—. (Voir *BILLS, No 236.*)

— Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ANNONCES ET PUBLICATIONS:—(Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE.)

ARPENTEURS GÉOMÈTRES:—(Voir CODE CIVIL.)

ASILES D'ALIÉNÉS:—(Voir ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills, (le 6 mars), 201; le 11 avril, 330; le 2 mai, 409 et à la clôture de la session, le 18 mai, 550.

Ajourne à une heure plus tôt que celle fixée par le règlement, 14, 384, 400, 401, 537; à une heure plus tard, 445.

Décide d'avoir deux séances par jour, 346; trois séances, 346.

Proclamations convoquant l'—, V, VI et VII.

Séance suspendue, 201; reprend séance, 202.

Ajourne à un autre jour que le jour suivant, 15; ajourne à une date éloignée, 347.

Ajourne sans motion à cet effet, 440.

Se proroge, 553.

Ajourne par respect pour décès de certains personnages, (Voir SÉANCES.)

(Voir LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SÉANCES; ORATEUR; ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V.)

ASSISTANCE PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de —. (Voir BILLS, No 66.)
(Voir HÔPITAL; HÔPITAUX.)

ASSISTANCE PUBLIQUE:—

1. Motion de M. Duplessis: Attendu que l'article 126 de l'Acte de vice public de la province"; CETTE CHAMBRE recommande d'adopter mesures pour que les sommes perçues par la province pour subvenir à l'assistance publique soient versées dans le fonds consolidé du revenu et fassent partie de la dépense ordinaire, 294, rejetée sur vote, 295.

2. Voir JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; CHÔMAGE; CHÔMEURS; SECOURS DIRECT; PENSION DE VIEILLESSE; MÈRES NÉCESSITEUSES.)

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE LA POLICE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la loi de l'—. (Voir BILLS, No 131.)

ASSOCIATION DES OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—Loi concernant l'— et Charles-L. Normandin.—(Voir BILLS, No 109.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ASSURANCES:—

1. Loi des— concernant les créances privilégiées des compagnies d'—. (Voir *BILLS*, No 210.)
2. Loi des— pour certaines fins. (Voir *BILLS*, No 250.)
3. Loi prolongeant d'une année la Loi des—, 1933 (dispositions temporaires). (Voir *BILLS*, No 43.)
4. (Voir *LOI 24 GEO. V*, c. 14.)

ASSURANCES-CHÔMAGE:—(Voir ASSURANCES SOCIALES; CHÔMAGE.)**ASSURANCES SOCIALES:—**

1. Motion de M. Guertin:

Attendu que la loi de l'—, avait pour objet une commission chargée de faire l'étude de l'—; Attendu que ladite Commission a fait rapport; Invite le Gouvernement à proposer sans retard législation pour donner effet aux recommandations de la Commission, particulièrement protection de l'enfance, hygiène industrielle, sécurité du travail, 108; débat, débat ajourné, 108; reprise du débat, 221, débat ajourné, 221.

2. Motion de M. Guertin:

Attendu que le gouvernement du Dominion a annoncé son intention de proposer des lois pour fixer des salaires minima, pour limiter les heures de travail, pour établir l'assurance-chômage et d'autres assurances sociales; Attendu que, pour mettre à effet une pareille législation, le gouvernement du Dominion aura besoin du concours des législatures des provinces; Exprime l'opinion que le gouvernement de Québec devrait, après entente avec les gouvernements des autres provinces proposer ces lois pour donner effet en notre province à telle législation fédérale, 457; amdt proposé à l'effet d'étudier lesdites lois afin de s'assurer si elles peuvent se concilier avec les nôtres, 457, vote, amdt adopté; le débat se continue sur motion principale telle qu'amendée, débat ajourné, 458; reprise du débat sur motion amendée; amdt proposé: que le gouvernement devrait prendre moyens d'assurer les avantages aux habitants de notre province, 459, vote, amdt rejeté, 460; motion principale telle qu'amendée adoptée sur vote, 461.

3. (Voir *MÈRES NÉCESSITEUSES; PENSIONS DE VIEILLESSE.*)

AUTHIER, HECTOR:—1. M.—, député d'Abitibi, est nommé président des comités, 32.

2. (Voir *ORATEUR-SUPPLÉANT.*)

AUTOMOBILES:—(Voir VÉHICULES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

AVIS MUNICIPAUX:—Loi pour valider la publication de certains—.
(Voir BILLS, No 27.)

AVOCATS:—(Voir BARREAU.)

BARREAU:—Loi concernant le—et Pierre-Paul Vinet. (Voir BILLS, No 96.)

BAUX DE MAISONS:—Loi relative aux VISITES DES MAISONS A LOUER.
(Voir BILLS, No 179.)

BEAUDRY, LOUIS-JOSEPH-DEZERY:—Voir HATT, MATHILDA.)

BERNARD, MARIE-ROSALIE:—(Voir PRÉVOST, AMABLE.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir COMITÉS.)
2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour—, 23; députés nommés par l'Assemblée, 23.
3. Rapport du bibliothécaire, déposé, 177.

BILLS:—

Bill B.—Loi modifiant l'article 115 de la Loi des tribunaux judiciaires.—Message du C. L., 387. Bill 1ère lect., 387; 2e lect. div., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. proch.séance, 392; 3e lect. div., 399. Sanction, 409. (25 Geo. V, c. 59.)

Bill C.—Loi modifiant la Loi de la pêche.—Message du C. L., 362. Première lecture (M. Côté, Bonaventure), 362; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect., 382, 383. Sanction, 409. (25 Geo. V, c. 43.)

Bill D.—Loi modifiant les articles 38 et 128 de la Loi des compagnies de Québec.—Message du C. L., 499. Motion pour 1ère lecture; débat, débat ajourné présente séance, 500; reprise du débat, ordre révoqué, bill retiré, 515.

No 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation (M. Taschereau), 1.

No 2.—Loi modifiant l'article 2182 du Code civil.—Présentation, 15; 2e lect., div., renv. à comité, 109; rapporté, 143; comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère lect. 2e lect. et adoption de l'amend.; 3e lect., div., 249. Message du C. L., 298. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 95.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 3.—Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 94, relativement à certains actes et documents, dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.—Présentation, 15; 2e lect., div., renv. à comité, 43; rapporté, 44; comité pl., rapp., 3e lect. div., 63. Message de C. L., 114. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 83.)

No 4.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749.—Présentation, 15; 2e lect., div., renv. à comité, 43; rapporté, 44; comité pl., rapporté, 3e lect. div. 102. Message du C. L., 151. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 103.)

No 5.—Loi modifiant l'article 2161e du Code civil relativement à certains avis à être donnés au procureur général.—Présentation (M. Taschereau), 14; renv. à comité, 63; rapporté, 72; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 147. Message du C. L., 180. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 94.)

No 6.—Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements.—Présentation (M. Taschereau), 325; 2e lect. div., renv. à comité, 370; rapporté, 375; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 379. Message du C. L., 408. Sanction, 409. (25 Geo. V, c. 11.)

No 7.—Loi validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.—Présentation (M. Taschereau), 58. Rés. renv. à comité, 62; recommandation, comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption, 226. 2e lect. du bill, div., comité pl., rapporté; remise de 3e lect. à pro. séance, 226; 3e lect. div., 241. Message du C. L., 267. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 84.)

No 8.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant le paiement de la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district. Rés. renv. à comité, 48; recommandation du lieu-gou., comité pl., 1ère lect.; 2e lect. pro. séance, 102; 2e lect. et adoption, div., 105. Bill présenté (M. Taschereau), 105; 2e lect. div. 3e lect. div. 148. Message du C. L., 180. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 60.)

No 9.—Loi pour annuler certaines commutations de taxes accordées à la *Ste. Anne Paper Company, Limited*, et à ses prédécesseurs et ayants cause.—Présentation (M. Taschereau), 44; renv. à comité, 63; rapporté, 185; comité pl., rapporté avec amdts; 1ère, 2e lect. et adoption, 3e lect. div., 261. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 141.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS.—*Suite.*

No 10.—Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne.—Renv. résolution à comité présente séance; recommandation, comité pl.; 1ère et 2e lect., 120; adoption pro. séance, 120; adoption de rés. div., 122. Bill présenté (M. David), 123; 2e lect. div., ordre 3e lect. proch. séance, 148; 3e lect. div., 160. Message du C. L., 202. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 6.)

No 11.—Loi modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilière.—Résolutions renv. à comité pl., 168; recommandation comité pl., progrès, 380. comité pl., progrès, 389, de nouveau comité pl., 1ère lect. des rés., 2e lect. div., 389-392; motion pour adoption rés., vote, adoption des rés., renv. au comité chargé du bill, 394. Bill présenté (M. Stockwell), 394; 2e lect. div., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pro. séance, 401; 3e lect. div., 402. Message du C. L., 465. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 16.)

No 12.—Loi modifiant la Loi imposant des taxes sur les corporations.—Résolution renv. à comité pl., 320; recommandation, comité pl., progrès, 440; de nouveau comité pl., 1ère lect. des rés., motion pour 2e lect., vote, adoptée, 2e lect. des rés., 442-445; motion pour adoption, vote, adoptée, adoption des rés., 446, 447. Bill présenté (M. Stockwell), 447; 2e lect. div., comité pl., ordre de 3e lect., pro. séance, 448; 3e lect. div., 450. Message du C. L., 486. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 15.)

No 13.—Loi imposant des licences et des droits au sujet des liqueurs douces.—Résolution renv. à comité pl., 168; l'ordre appelle comité pl.; sur motion de M. Stockwell l'ordre est révoqué, résolutions retirées, 425.

No 15.—Loi de l'aide aux chômeurs nécessiteux, 1935.—Présentation (M. Francœur), 85; résolutions renv. à comité, 96; l'ordre appelle 2e lect., du bill, ordre révoqué, bill retiré, 432. Ordre appelle étude en comité pl., résolutions, ordre révoqué, résolutions retirées, 432.

No 16.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des instituteurs et des institutrices.—Présentation (M. David), 247; Résolutions renv. à comité pl., 249; 2e lect. du bill, div., renv. à comité, 291; rapporté à la Chambre, 361; recommandation, comité pl., 1ère lect. rés.; 2e lect. div. adoption div., 520-522; rés. renv. à comité chargé du bill, 522. Comité pl. sur bill, rapporté avec amnds; lus 2 fois et adoptés; 3e lect. du bill sur div., 522. Message du C. L., 539. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 52.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 17.—Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931.—Motion pour présentation (M. Arcand), 111; point d'ordre, 111; l'orateur réserve décision, 111; décision, renvoie point d'ordre 116, 117, 118; (cette décision réfère aux bills Nos 156 et 161); bill présenté, 118; renv. à comité, 168; (la Chambre renvoie le bill 164 au comité des bills publics pour y être étudié avec le bill 17), 227; rapporté, 252, de consentement unanime comité pl., rapporté, 3e lect., 257. Message du C. L. avec amdts, 304; 1ère lect., 306; 2e lect. div., adoption div., 321. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 80.)

No 18.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—Présentation (M. David), 338; 2e lect., div., comité pl., progrès, 344; de nouveau comité pl., progrès, 345; comité pl., rapporté avec un amdt., 1ère, 2e lect. et adoption amdt., 3e lect. div., 365. Message du C. L., 408. Sanction, 409. (25 Geo. V, c. 53.)

No 19.—Loi concernant la reconnaissance judiciaire du droit de propriété et le rang de l'hypothèque de la Commission du prêt agricole canadien.—Présentation (M. Godbout), 438; 2c lect. div., renv. à comité, 442; rapporté, 445; comité pl., rapporté, 3e lect., 451. Message du C. L., 486. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 96.)

No 20.—Loi créant la Commission d'électricité de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 326; comité pl., progrès, 373; de nouveau comité pl., progrès, 374; de nouveau comité pl., progrès, 401; de nouveau comité pl., progrès, 404; de nouveau comité pl., progrès, 481; de nouveau comité pl., 1ère lect. des rés., 483-485; motion de 2e lect. rés.; débat; amdt proposé, vote, rejeté; motion principale adoptée sur même vote, mais en sens inverse; 2e lect. des rés.; adoption div., 486, 487. Rés. renv. à comité chargé du bill, 487. Bill présenté (M. Mercier), 488; ordre appelle 2c lect., motion pour 2e lect., débat; amdt proposé, vote, rejeté, motion principale adoptée même vote mais sens inverse, 2e lect., ordre de se former en comité pl. présente séance, 490, 491; comité pl. progrès, 494, 495; de nouveau comité pl., progrès, 502; de nouveau comité pl., rapporté avec amdts; amdts lus 1ère fois, div. 2e fois div., adoptés div.; motion pour 3e lect. du bill; débat, amdt proposé, vote, rejeté; débat sur motion principale se continue, amdt proposé, vote, rejeté; motion principale adoptée sur vote; 3e lect., 504-507. Message du C.L., 539. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 24.)

No 21.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.—Résolutions renv. à comité pl., 296; l'ordre appelle comité plénier, ordre révoqué, rés.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

retirées, 428-429. Bill présenté (M. Stockwell), 429; 2e lect. div., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pour proch. séance, 431; 3e lect. div., 433. Message du C. L., 467. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 20.)

No 22.—Loi relative au crédit agricole.—Résolution renv. à comité, 268; recommandation, comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption, 429, 430. Bill présenté (M. Godbout), 2e lect., 3e lect., 430. Message du C. L. avec amdts, 473; ordre appelle 1ère lect. amdts de C. L.; résolu que la Chambre refuse d'accepter admt du C. L. parce qu'il augmente les charges financières, 489, 490. Message du C. L. n'insiste pas sur son amdt, 499. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 25.)

No 23.—Loi modifiant la Loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires.—Présentation (M. Taschereau), 74; renv. à comité, 93; rapporté, 125; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 147. Message du C. L., 180. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 87.)

No 24.—Loi modifiant la Loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes.—Présentation (M. Taschereau), 74; renv. à comité, 93; rapporté, 125; comité pl., rapporté, 3e lect., 168; Message du C. L. avec amdts, 225; 1ère, 2e lect. et adoption, 225. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 89.)

No 25.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936, et pour d'autres fins du service public.—Présentation (M. Stockwell); 2e lect., 3e lect., 546, 547. Message du C. L., 550. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 1.)

No 26.—Loi modifiant la Loi de la manutention de la gasoline.—Présentation (M. Stockwell), 104; motion pour 2e lect., débat ajourné, 172; reprise du débat, div., comité pl., progrès, 227; comité pl., rapporté avec admt, 1ère, 2e lect. et adoption, 3e lect. div., 261. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 19.)

No 27.—Loi pour valider la publication de certains avis municipaux. Présentation (M. Taschereau), 126; renv. à comité, 148; rapporté, 150; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 161. Message du C. L., 203. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 90.)

No 28.—Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques. Résolution renv. à comité pl., 122; comité pl., recommandation; rés.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

luc 1er, 2e fois et adoptée, 160. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 161. Message du C. L., 203. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 58.)

No 29.—Loi modifiant la loi concernant la gazoline.—Résolutions renv. à comité pl., 168; recommandation, comité pl., progrès, 322; de nouveau comité pl., progrès, 334; de nouveau comité pl., progrès, 334; de nouveau comité pl., 1ère lect., 344, 345; motion pour 2e lect. des rés., débat, amdt proposé; motion que le débat soit ajourné, motion d'ajournement rejetée, vote sur amdt., amdt rejeté; vote sur motion principale, adoptée; 2e lect. des rés.; motion pour adoption des rés., débat; amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion adoptée, adoption des rés., 350 à 353. Bill présenté (M. Stockwell), 355; 2e lect. div., comité pl., progrès, 365; de nouveau comité pl., rapporté avec amdts, 1ère, 2e lect. et adoption amdts; motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 368. Message du C. L., 486. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 18.)

No 30.—Loi modifiant la loi de la commission des services publics.—Présentation (M. Taschereau), 164; motion pour 2e lect., amdt proposé, vote, rejeté; motion principale soumise, vote, adoptée, 2e lect.; ordre pour comité pl., proch. séance, 497-499; comité pl., rapporté avec amdts; lus 2 fois et adoptés; ordre de 3e lect. proch. séance, 500; motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 501, 502. Message du C. L. avec amdts, 535; 1ère lect.; 2e lect. div.; adoption div., 536. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 13.)

No 31.—Loi modifiant la Loi de la pêche relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche.—Présentation (M. Francœur), 150; 2e lect. div., comité pl., rapporté avec amdts; 1ère 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. remise à prochaine séance, 172; 3e lect. div., 178. Message du C. L., 228. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 42.)

No 32.—Loi pour assurer la protection des ressources forestières de la province.—Résolutions renv. à comité pl., 326; recommandation, comité pl., progrès, 432; de nouveau comité pl., progrès, 468; de nouveau comité pl., progrès, 472; de nouveau comité pl., 1ère lect. rés., 474; motion de 2e lect., vote, adoptée, 2e lect., adoption, div., 476, 477. Rés. renv. à comité chargé du bill, 477. Bill présenté (M. Mercier), 477; motion de 2e lect., vote, adoptée, 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts.; 1ère 2e lect. et adoption des amdts; ordre de 3e lect. pro. séance, 480, 481; 3e lect. div., 483. Message du C. L., 530. Sanction, 550. (25 Geo. V, c. 22.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 33.—Loi modifiant l'article 1222a du Code de procédure civile, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages.—Présentation (M. Taschereau), 151; 2e lect., div., renv. à comité, 161; rapporté, 170; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 178. Message du C. L., 228. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 106.)

No 34.—Loi concernant l'établissement d'un ou de plusieurs entrepôts frigorifiques pour fins de pêche.—Résolutions renv. à comité pl., 152; recommandation, comité pl., 189; 1ère lect., 190; 2e lect. et adoption, 193. Bill présenté (M. Francœur), 193; 2e lect., ordre de 3e lect. pro. séance, 200; 3e lect., 205. Message du C. L., 245. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 5.)

No 35.—Loi concernant la ratification de certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux chômeurs.—Présentation (M. Taschereau), 167; 2e lect. div., renv. à comité, 179; rapporté, 185; comité pl., rapporté; motion pour 3e lect., débat, au cours du débat document 130 est produit, motion adoptée, 3e lect., 241. Message du C. L. avec amdt., 268; 1ère lect., 2e lect., div., adoption div., 268. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 10.)

No 36.—Loi concernant le service de traversier entre l'Île d'Orléans et la cité de Québec.—Présentation (M. Taschereau), 232, 233; renv. à comité, 385; comité pl., rapporté, 3e lect., 405. Message du C. L., 467. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 7.)

No 37.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Résolutions renv. à comité pl., 296; recommandation, comité pl., progrès, 405; de nouveau comité pl., progrès, 412; de nouveau comité pl., progrès, 413; de nouveau comité pl., progrès, 416; de nouveau comité pl., 1ère lect. rés., motion pour 2e lect., vote, adoptée, 2e lect. des rés., 417-425; motion pour adoption des rés., débat, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée sur vote, adoption des rés., 427, 428. Bill présenté (M. Stockwell), 428; 2e lect. div., ordre de 3e lect. pour proch. séance, 432; motion pour 3e lect., débat, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée, 3e lect., 437, 438. Message du C. L., 467. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 17.)

No 38.—Loi modifiant l'article 23 de la Loi des bureaux d'enregistrement, concernant le remplacement de certains registres ou partie d'iceux.—Présentation (M. Taschereau), 248; 2e lect., div., renv. à comité, 258;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

rapporté, 270; comité pl., rapporté, 3e lect., 280. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 79.)

No 39.—Loi relative à l'augmentation d'un subside accordé à la communauté des Sœurs de Charité de la Providence pour le maintien de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.—Résolutions renv. à comité pl., 334; recommandation, comité pl., 1ère lect., 339, 340, 341; 2e lect., et adoption, 343. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 343. Message du C. L., 405. Sanction, 409. (25 Geo. V, c. 4.)

No 41.—Loi concernant la municipalisation de l'électricité.—Résolutions renv. à comité pl., 300; recommandation, comité pl., progrès, 491, 492; de nouveau comité pl.; 1ère lect. rés., 519, 520; motion pour 2e lect., débat; amdt proposé, vote, rejeté; motion principale, vote, adoptée; 2e lect.; adoption sur div., 524-526. Rés. renv. à comité chargé du bill, 526. Bill présenté (M. Taschereau), 526; motion pour 2e lect., vote, adoptée, 2e lect. renv. à comité pl., rapporté avec amdt, lus 2 fois; adoptés sur div.; motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect. du bill, 526-528. Message du C. L., 539. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 49.)

No 42.—Loi modifiant la Loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des départements.—Présentation (M. Taschereau), 186, 2e lect. div., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. proch. séance, 291; motion pour 3e lect. div., adoptée, 3e lect., 296. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 12.)

No 43.—Loi prolongeant d'une année la Loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires).—Présentation (M. Stockwell), 203; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt, 1ère, 2e lect. et adoption de l'amend., 3e lect. div., 241. Message du C.L., 268. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 77.)

No 44.—Loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre.—Résolutions renv. à comité pl., 171; motion pour que la Chambre se forme en com. pl., débat, débat ajourné, 178; reprise du débat, comité pl., progrès, 182; de nouveau en comité pl., progrès, 193; de nouveau comité pl., progrès, 202; de nouveau comité pl., progrès, 205; de nouveau comité pl., progrès, 209; de nouveau comité pl., progrès, 212; de nouveau comité pl., 213; 1ère lect., 217; motion pour 2e lect. des rés., débat; amdt. proposé par M. Elie, vote, amdt rejeté, 2e lect.; adoption des rés. div., 218, 219, 220; Bill présenté (M. Vautrin), 220; 2e lect. div., ordre de 3e lect. pro.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

séance, 227; motion pl., 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 240, 241. Message du C. L., 408. Sanction, 409. (25 Geo. V, c. 35.)

No 45.—Loi modifiant la Loi du département du trésor, relative-
ment aux dépôts judiciaires et autres.—Présentation (M. Stockwell),
191; 2e lect. div., comité pl., n'a pas terminé examen, renv. à comité
b. publics 200; rapporté, 270; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 281.
Message du C. L., 324. Sanction 331. (25 Geo. V, c. 14.)

No 46.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Résolution
renv. à comité pl., 193; recommandation, comité pl., 1ère lect., 273; 2e
lect., div. adoption div., 279. Bill présenté (M. Perrault), 279; 2e lect.,
comité pl., ordre de 3e lect. proch. séance, 286; motion pour 3e lect. div.
adoptée, 3e lect., 296. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo.
V, c. 41.)

No 47.—Loi modifiant la Loi de l'adoption.—Présentation (M. Tas-
chereau), 198; 2e lect. div. renv. à comité, 209; rapporté, 232; de consen-
tement unanime, comité pl., rapporté, 3e lect., 235. Message du C. L.
avec amds, 268; 1ère, 2e lect. et adoption, 268. Sanction, 331. (25 Geo.
V, c. 67.)

No 48.—Loi modifiant le Code civil relativement au recouvrement
de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit.—Présentation
(M. Taschereau); 2e lect. div., renv. à comité, 253; rapporté, 270; comité
pl., rapporté, 3e lect. div., 311. Message du C. L., 330. Sanction, 331.
(25 Geo. V, c. 92.)

No 49.—Loi concernant l'Ile d'Orléans.—Résolutions renv. à comité
pl., 271. Bill présenté (M. Perrault), 275; résolutions, comité pl., pré-
sident du comité fait rapport qu'au cours du débat, le député de Chambly
s'est servi de l'expression "croche comme le gouvernement" et a refusé
de la retirer; l'Orateur invite le député à retirer l'expression et celui-ci la
retire; de nouveau en comité pl., progrès, 289; de nouveau comité pl.,
310; 1ère lect. rés., 311; 2e lect. div., adoption, div. 312, 313; 2e lect. du
bill sur div., comité pl., rapporté avec amds, 1ère, 2e lect. et adoption
des amds; 3e lect. du bill sur div., 317. Message du C. L., 375. Sanction,
409. (25 Geo. V, c. 8.)

No 50.—Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la
construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agricul-
teurs de la province de Québec.—Présentation (M. Godbout), 287;

— Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la
Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

motion pour 2e lect., débat, débat ajourné, 319; reprise du débat, 2e lect., comité pl., progrès, 338; l'ordre du jour appelle comité pl., objection que bill est irrégulier parce qu'il aurait dû être précédé d'une résolution autorisant le changement d'affectation prévu au bill; l'orateur réserve décision, 353, 354. Rés. renv. à comité pl., 336. Décision de l'Orateur; bill déclaré irrégulier, 367; recommandation, comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption de rés., 399; bill présenté (M. Godbout), 2e lect. et 3e lect. sur div., 399, 400, Message du C. L., 409. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 27.)

No 51.—Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 93 aux fins d'autoriser les corporations municipales ou scolaires à emprunter lorsqu'il a été accordé un délai pour le paiement des taxes.—Présentation (M. Taschereau), 265; 2e lect. div., renv. à comité, 281; rapporté, 303; comité pl., rapporté, 3e lect., 341. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 88.)

No 52.—Loi modifiant l'article 469 de la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Taschereau), 238; renv. à comité, 257; rapporté, 276; comité pl., rapporté, 3e lect. div. 286. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 46.)

No 54.—Loi modifiant le Code municipal.—Présentation (M. Taschereau), 238; rapporté, 276; comité pl., progrès, 287; ordre appelle de nouveau comité pl.; ordre révoqué; renv. de nouveau à comité des b. publics, 318; rapporté, 347; comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pour proch. séance, 374; ordre appelle 3e lect., ordre révoqué; ordre que bill soit renvoyé de nouveau à comité pl., comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère, 2e lect. et adoption; 3e lect., div., 378. Message du C. L., 465. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 108.)

No 55.—Loi modifiant la loi des sociétés de colonisation.—Présentation (M. Vautrin), 253; 2e lect. div., renv. à comité, 258; 2e lect., renv. à comité pl.; ordre pour comité pl., proch. séance, 260; comité pl., rapporté avec amdt; 1ère, 2e lect. et adoption; ordre pour 3e lect. proch. séance, 266; motion pour 3e lect., débat; amendt proposé que le bill soit renvoyé de nouveau au comité pl., vote, amdt rejeté; 3e lect., 271, 272. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 39.)

No 56.—Loi modifiant la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail.—Présentation (M. Arcand), 335; renv. à comité, 385; rapporté, 401; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 403. Message du

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

C. L. avec amdts, 499; 1ère lect., 500; 2e lect. div., adoption div., 514-515. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 64.)

No 57.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum pour les femmes.—Présentation (M. Arcand), 320; 2e lect. div., renv. à comité, 346; rapporté, 361; comité pl., rapporté avec amdt; 1ère, 2e lect. et adoption; 3e lect. div., 385. Message du C. L., 465. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 44.)

No 58.—Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.—Présentation (M. Taschereau), 320; renv. à comité, 334; rapporté, 347; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 355. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 86.)

No 59.—Loi modifiant la Loi de la protection des plantes.—Présentation (M. Godbout), 287; 2e lect. div., renv. à comité pl., rapporté avec amdt; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt, 3e lect. div., 302. Message du C. L., 366. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 33.)

No 60.—Loi modifiant la Loi des abeilles.—Présentation (M. Godbout), 287; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 309. Message du C. L., 366. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 32.)

No 61.—Loi autorisant le trésorier de la province à faire certaines avances en attendant la contribution des corporations municipales pour les écoles de réforme et d'industrie et les asiles d'aliénés.—Résolution renv. à comité pl., 269; recommandation, comité pl., 1ère lect., 2e lect. div. 434; adoption sur division, 438. Bill présenté (M. Stockwell), 438; 2e lect. div., 3e lect. div., 447. Message du C. L., 467. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 62.)

No 62.—Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, dans l'hôpital Saint-Michel-Archange.—Résolution renv. à comité pl., 312; recommandation, comité pl., 1ère lect. de rés., 339; 2e lect. et adoption, 343. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 343. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 2.)

No 63.—Loi pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois sur un lot de colonisation.—Résolution renv. à comité pl., 269; recommandation,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS.—Suite.

comité pl., 1ère lect., 280, 281; 2e lect., résol., motion que la résolution soit adoptée, débat, amendt proposé, voté, rejeté; motion principale adoptée, 285, 286; bill présenté (M. Vautrin), 286; 2e lect., 3e lect., 381. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 21.)

No 64.—Loi modifiant la Loi des terres publiques propres à la culture relativement à la classification des terres publiques.—Résolution renv. à comité pl., 278; motion pour que le bill soit présenté et lu la 1ère fois; objection que le bill étant basé sur une résolution il ne peut être présenté avant l'adoption de cette résolution; l'orateur prend la question en délibéré, 283; l'Orateur rend décision, maintient objection, 297; recommandation, comité pl., progrès, 354; de nouveau comité pl., 1ère lect. res., 358; motion pour 2e lect. de rés., débat, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée, 2e lect., adopt. de rés., renv. au comité chargé du bill, 363, 364. Bill présenté (M. Vautrin), 365; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 369. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 40.)

No 65.—Loi modifiant la Loi du mérite agricole relativement aux colons.—Présentation (M. Godbout), 362; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 381. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 26.)

No 66.—Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.—Résolution renv. à comité pl., 437; recommandation, comité pl., 1ère lect.; 2e lect. div.; adoption div., 523. Rés. renv. à comité chargé du bill, 523. Bill présenté (M. David), 523; 2e lect. div., renv. à comité pl., comité pl., rapporté; motion pour 3e lect., vote, adoptée; 3e lect., 528, 529. Message du C. L., 539. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 65.)

No 67.—Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 41, intitulé: "Loi pour promouvoir le retour à la terre."—Résolution renv. à comité pl., 278; comité pl., progrès; de nouveau comité pl., recommandation, progrès, 300; de nouveau comité pl., progrès, 313; de nouveau comité pl., 1ère lect. rés., 321; motion pour 2e lect., des rés., débat; amdt proposé, vote, amdt rejeté; motion principale adoptée, 2e lect. des rés., adoption des rés. sur div., 326, 327, 328. Bill présenté (M. Vautrin), 333; 2e lect. div. comité pl., progrès, 338; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect. div. 343. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 36.)

No 68.—Loi pour faciliter la vente du bois des colons.—Résolution renv. à comité pl., 416; recommandation; comité pl., 1ère et 2e lect. de rés., 425, 426; adoption de la rés., 428. Rés. renv. à comité chargé du

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

bill 428. Bill présenté (M. Vautrin), 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 428. Message du C. L., 486. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 38.)

No 69.—Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.—Résolutions renv. à comité pl., 350; recommandation, comité pl.; 1ère et 2e lect. des rés., 350, 381; adoption des rés., 382. Bill présenté (M. Vautrin), 382; 2e lect., div., comité pl., rapporté avec amnds; 1ère, 2e lect. et adoption; Ordre de 3e lect. proch. séance, 385, 386. Motion pour 3e lect., débat, amdt. proposé, débat, sous-amdt proposé, vote, sous-amdt rejeté; vote sur amdt, rejeté; motion principale adoptée, 3e lect., 397, 398. Message du C. L. avec amnds, 531; 1ère lect., 531; motion pour 2e lect., vote, adoptée; 2e lect.; adopté sur division de la votation précédente, 539, 540. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 37.)

No 70.—Loi modifiant la Loi du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries.—Présentation (M. Vautrin), 336; motion pour 2e lect., débat; débat ajourné, 358; reprise du débat, 2e lect. div., comité pl., rapporté; Ordre de 3e lect. proch. séance, 369; 3e lect. div., 373. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 34.)

No 71.—Loi concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines institutions de charité.—Présentation (M. Taschereau), 276; renv. à comité, 311; ordre de renv. à comité révoqué; renv. à comité pl., rapporté; 3e lect. div., 317. Message du C. L., 324. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 73.)

No 72.—Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe pour donner aux compagnies le pouvoir d'étendre leurs lignes par constructions, achat ou loyer.—Présentation (M. Taschereau), 276; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 318. Message du C. L., 375. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 74.)

No 73.—Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des droits seigneuriaux.—Résolutions renv. à comité pl., 326. Bill présenté (M. Taschereau); du consentement unanime bill renv. à comité des b. publiques, 445; rapporté à la Chambre, 472. Recommandation, comité pl., résolution lue 2 fois et adoptée, 493, 494. L'ordre appelle étude du bill en comité pl., comité pl., rapporté avec amnds et nouveau titre; amnds lus 2 fois et adoptés; 3e lect. avec titre: "*Loi abolissant les rentes seigneuriales*," 494. Message

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

du C. L. avec amdts, 535; 1ère lect.; 2e lect. div.; adoption div., 536. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 82.)

No 74.—Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions.—Présentation (M. Taschereau), 298; renv. à comité, 311; rapporté, 375; comité pl., rapporté, 3e lect., 380. Message du C. L. avec amdts 406; 1ère, 2e lect. et adoption, 406. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 71.)

No 75.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier."—Pétition, 9; rapport, 21. Bill présenté (M. Lortie), 21; renv. à comité, 29; rapporté, 54; comité pl., rapporté, 3e lect., 64. Message du C. L., 119. Sanction, 201. Remboursement des droits, 357. (25 Geo. V, c. 153.)

No 76.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.—Pétition, 9; rapport, 20. Bill présenté (M. Drouin), 22; renv. à comité, 30; rapporté, 136; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 149. Message du C. L. avec amdts, 185; 1ère lect., 186; 2e lect. div., adoption div., 196. Sanction, 201. Remboursement hon., 532. (25 Geo. V, c. 54.)

No 77.—Loi permettant à Norman Vineberg de changer son nom de famille de Vineberg en celui de Vins.—Pétition, 8; rapport, 20. Bill présenté (M. Bercovitch), 22; renv. à comité, 29; rapporté, 54; comité pl., rapporté 3e lect. div., 65. Message du C. L. avec amdts, 180; 1ère lect. amdts, 180; 2e lect. et adoption, 190. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 179.)

No 78.—Loi constituant en corporation le village de Boisbriant.—Pétition, 9; rapport, 21. Bill présenté (M. Rhéaume), 22; renv. à comité, 29; rapporté avec amdts et recommandation de changer le titre en celui de: "*Loi modifiant la charte du village de Sennéville*"; comité pl., rapporté amdt dans le titre; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt., 3e lect. div. 179. Message du C. L. avec amdts, 229; 1ère lect. 230; 2e lect. div. adoption div., 242. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 147.)

No 79.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie".—Pétition, 14; rapport, 26. Bill présenté (M. Authier), 26; renv. à comité, 43; rapporté, 58; comité pl., rapporté, 3e lect., 70. Sanction, 201. Remboursement des droits, 342. (25 Geo. V, c. 154.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 80.—Loi modifiant la loi constituant en corporation *Quebec Paper Box Company* et changeant son nom en celui de "La Compagnie Dorchester, Limitée."—Pétition, 20; rapport, 26. Bill présenté (M. Taschereau (Bellechasse), 26; renv. à comité, 43; rapporté, 58; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 71. Message de C. L., 119. Sanction, 201. (25 Geo. V. c. 163.)

No 81.—Loi modifiant la loi constituant en corporation *Dominion Corset Company* et changeant son nom en celui de "La Compagnie Amyot Limitée."—Pétition, 20; rapport, 26. Bill présenté (M. Taschereau (Bellechasse), 27; renv. à comité, 43; rapporté, 58; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 71. Message de C. L., 119. Sanction, 201. (25 Geo. V. c. 162.)

No 82.—Loi amendant la charte de la cité de Joliette.—Pétition, 9; rapport, 20. Bill présenté (M. Dugas), 22; renv. à comité, 29; rapporté, 218; comité pl., rapporté, 3e lect., 229. Message du C. L. avec amnds, 304; 1ère lect., 306; 2e lect. et adoption, 319. Sanction, 331. (25 Geo. V. c. 124.)

No 83.—Loi concernant la perception de certaines taxes par la ville de Montréal-Sud.—Pétition, 8; rapport, 20. Bill présenté (M. Béique), 22; renv. à comité, 30; rapporté, 54; comité pl., rapporté, 3e lect., 65. Message du C. L., 119; amnds lus et agréés, 119. Sanction, 201. (25 Geo. V. c. 132.)

No 84.—Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—LaSalle Mutual Insurance Company".—Pétition, 9; rapport, 21. Bill présenté (M. Plante), 22; renv. à comité, 29; rapporté adopté sauf certaines clauses qui sont suspendues pour étude par la Chambre, 85; l'ordre du jour appelle comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. publics, 123; rapporté, 126; comité pl., rapporté 3e lect. div., 149. Message du C. L. avec amendts, 253; 1ère lect., 253; 2e lect. div.; adoption, div., 267. Sanction, 331. (25 Geo. V. c. 160.)

No 85.—Loi changeant le nom de Dora Mac-Laurin en celui de Dora Dunlop et confirmant en acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop.—Pétition, 9; rapport, 20.—Bill présenté (M. Gault), 21; renv. à comité, 29; rapporté, 84; comité pl., rapporté, 3e lect., 100. Message du C. L., 168. Sanction, 201. (25 Geo. V. c. 178.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 86.—Loi concernant les fonds d'amortissement de la ville de Coaticook.—Pétition, 9; rapport, 21. Bill présenté (M. Bissonnet), 21; renv. à comité, 29; rapporté, 94; comité pl., rapporté, 3e lect., 102. Message du C. L. avec amdt, 151; 1ère lect., 2e lect., adoption, 152. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 128.)

No 87.—Loi validant certains titres de dame Rose Cardinal-Painchaud et d'Armand Cardinal.—Pétition, 9; rapport, 20. Bill présenté (M. Rhéaume), 22; renv. à comité, 29; rapporté, 84; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 100; Message du C. L. avec amdt, 152; 1ère lect., 152; 2e lect. et adoption, 161. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 166.)

No 88.—Loi concernant la succession de feu Charles-Hypolite Laurier.—Pétition, 20; rapport, 26. Bill présenté (M. Plante), 27; renv. à comité, 43; rapporté, 115; comité pl., rapporté, 3e lect., 123. Message du C. L. avec amdts, 176; 1ère, 2e lect. et adoption amdts, 176. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 170.)

No 89.—Loi modifiant la charte de J.-E. Livernois, Limitée.—Pétition, 9; rapport, 20. Bill présenté (M. Gauthier), 22; renv. à comité, 30; rapporté que les promoteurs désiraient retirer bill, 259. Remboursement des honoraires, 289.

No 90.—Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.—Pétition, 9; rapport, 21. Bill présenté (M. Béique), 21; renv. à comité, 43; rapporté, 243; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 250. Message du C. L. avec amdts, 329; 1ère, 2e lect. et adoption, 329. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 126.)

No 91.—Loi modifiant la charte de la cité de Lévis.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Bélanger), 34; renv. à comité, 52; rapporté, 126; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 149. Message de C. L. avec amdts, 185; 1ère lect., 186; 2e lect. div., adoption div., 194. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 121.)

No 92.—Loi constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Desmarais), 34; renv. à comité, 52; rapporté, 94; comité pl., rapporté, 3e lect., 103. Message du C. L. avec amdts, 164; 1ère, 2e lect. et adoption, 164. Sanction, 201. Remboursement des droits, 261. (25 Geo. V, c. 139.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 93.—Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la corporation de la cité de Salaberry de Valleyfield et un contrat pour lui donner effet.—Pétition, 9; rapport, 21. Bill présenté (M. Saintonge), 23; renv. à comité, 30; rapporté, 84; comité pl., rapporte progrès, 114; de nouveau en comité pl., rapporte progrès, renv. de nouveau à comité des bills publics, 120; rapporté, 125; comité pl., rapporté, 3e lect. div. 148. Message du C. L. avec amdt, 253; 1ère, 2e lect. et adoption, 252. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 122.)

No 94.—Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.—Pétition, 19; rapport, 26.—Bill présenté (M. Delisle), 26; renv. à comité, 43; comité pl., progrès, 169; comité pl. n'a pas terminé examen; renv. à comité b. publics, 179; "le bill est rapporté à la Chambre", 297; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 307. Message du C. L., 375. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 148.)

No 95.—Loi déclarant les droits de dame Margaret Dale Learmont en vertu du testament de feu Joseph-B. Learmont.—Pétition, 8; rapport, 20. Bill présenté (M. Bercovitch), 21; renv. à comité, 29; rapporté, 84; comité pl., rapporté, 3e lect., 100. Message du C. L., 168. Sanction, 201. (25 Geo. V, c. 171.)

No 96.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Pierre-Paul Vinet à l'étude du droit sans examen.—Pétition, 33; rapport, 53. Bill présenté (M. Desmarais), 54; renv. à comité, 65; rapporté, 84; comité pl., rapporté, 3e lect., 101. Message du C. L., 151. Sanction, 202. (25 Geo. V, c. 174.)

No 97.—Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières et le village de Sainte-Angèle de Laval.—Pétition, 33; rapport, 53. Bill présenté (M. Gaudet), 73; 2e lect., div., renv. à comité, 94; rapporté, 185; ordre du jour appelle comité pl., ordre révoqué, bill retiré, 213. Remboursement des honoraires ord. et add., 256.

No 98.—Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Rhéaume), 34; renv. à comité, 52; rapporté, 84; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 129. Message du C. L. avec amdts, 185; 1ère lect., 186; 2e lect. div. adoption div., 197. Sanction, 202. (25 Geo. V, c. 130.)

No 99.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition, 14; rapport, 26. Bill présenté (M. Franceur

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions"

BILLS:—*Suite.*

(Montréal-Dorion), 27; renv. à comité, 44; rapporté, 371; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 373. Message du C. L. avec amdts, 473; 1ère lect., 478; 2e lect. div.; adoption, div., 479. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 55.)

No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 33; rapporté, 57. Bill présenté (M. Fauteux), 58; renv. à comité, 93; rapporté avec recommandation que bill soit réimprimé pour la Chambre, 242, 243; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 256. Message du C. L. avec amdts, 329; 1ère lect., 2e lect. div., adoption div., 329. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 113.)

No 101.—Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval.—Pétition, 19; rapport, 53. Bill présenté (M. Filion, Laval), 116; renv. à comité, 124; rapporté, 150; comité pl., rapporte progrès, 163; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 169. Message du C. L. avec amdts, 206; 1ère lect., 206; 2e lect. div., adoption div., 212. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 57.)

No 102.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.—Pétition, 25; rapport, 53. Bill présenté (M. Rhéaume), 55; renv. à comité, 65; rapporté, 126; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 166. Message du C. L. avec amdts, 206; 1ère lect., 206; 2e lect. et adoption, 213. Sanction, 331. (25 Geo. V, c. 120.)

No 103.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 9; rapport, 53. Bill présenté (M. Frigon), 54; renv. à comité, 65; rapporté, 84; comité pl., rapporté, 3e lect., 101. Message du C. L. avec amdt, 152; 1ère lect., 2e lect. div., 3e lect. div., 152. Sanction, 202. (25 Geo. V, c. 116.)

No 104.—Loi concernant les successions de feu Mathilda Hatt, de feu Dame Amélie-Elisabeth Hatt et de feu Louis-Joseph-Dezery Beaudry.—Pétition, 33; rapport, 53. Bill présenté (M. Bercovitch), 54; renv. à comité, 65; rapporté, 143; comité pl., rapporté progrès, 154; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 168. Message du C. L., 206. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 169.)

No 105.—Loi concernant les fonds d'amortissement de certaines obligations émises par l'Hôpital Saint-Luc.—Pétition, 9; rapport, 34. Bill présenté (M. Fauteux), 34; renv. à comité, 52; rapporté, 110; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 121. Message du C. L. avec amdts, 180; 1ère

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

lect. amdts, 181; 2e lect., et adoption, 196. Sanction, 202. Remboursement des honoraires ord., 256. (25 Geo. V, c. 158.)

No 106.—Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Thisdel), 34; renv. à comité, 138; rapporté, 163; comité pl., rapporté, 3e lect., 169. Message du C. L. avec amdts, 206; 1ère lect., 206; 2e lect. et adoption, 213. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 129.)

No 107.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Pétition (susp. règl.) lue et reçue; bill présenté (M. Samson), 140; renv., à comité, 155; rapporté, 335; comité pl., rapporté avec un amdt., 1ère lect. de l'admt; 2e lect. sur div.; ordre d'adoption de l'amdt proch. séance, 357; adoption de l'amdt sur div.; 3e lect. div., 365. Message du C. L. avec amdts, 456; 1ère lect., 456; 2e lect. div., adoption, div. 472. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 111.)

No 108.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition (susp. règl.) lue et reçue, 53; rapporté, 57. Bill présenté (M. Lafleur), 58; renv. à comité, 71; rapporté, 111; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 129. Message du C. L. avec amdts, 229; 1ère lect., 230; 2e lect. div., adoption div., 234. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 115.)

No 109.—Loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec à admettre Charles-L. Normandin à la pratique de la profession d'optométriste et opticien.—Pétition, 20; rapport, 26. Bill présenté (M. Taschereau (Bellechasse), 26; renv. à comité, 43; rapporté, 140; comité pl., amendé, 1ère, 2e lect. et adoption; 3e lect. du bill 165. Message du C. L., 206. Sanction, 332. Remboursement des amendes, 531. (25 Geo. V, c. 177.)

No 110.—Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.—Pétition, 20; rapport, 67. Bill présenté (M. Saintonge), 68; renv. à comité, 83; rapporté, 125; comité pl., rapporte progrès, 148; de nouveau en comité pl., rapporté, motion de 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 153 et 154. Message du C. L. avec amdts, 225; 1ère lect., 225; 2e lect. et adoption, 234. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 123.)

No 111.—Loi modifiant le règlement No 18 de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, et certaines résolutions des commissaires d'écoles et des syndics d'écoles

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

de ladite paroisse.—Pétition, 20; rapport, 72. Bill présenté (M. Saint-onge), 73; renv. à comité, 94; rapporté, 125; comité pl., rapporté, 3e lect. après vote, 161. Message du C. L. avec amdts, 229; 1ère lect., 230; 2e lect. div., adoption div., 234. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 140.)

No 112.—Loi ratifiant le règlement No 6 de la municipalité de Grande-Ile.—Pétition, 20; rapport, 72. Bill présenté (M. Saintonge), 73; renv. à comité, 94; rapporté, 125; comité pl., n'a pas terminé examen; renv. de nouveau à comité b. publiques, 183; rapporté, 231; comité pl., progrès, 242; de nouveau comité pl., progrès; siègera prés. séance, 244; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect. div., 244, 245. Message du C. L. avec amdts, 304; 1ère lect., 306; 2e lect. div., adoption, div., 314. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 145.)

No 113.—Loi concernant le titre de la *Royal Trust Company* à un terrain dans la cité de Montréal.—Pétition, 25, rapport, 101. Bill présenté (M. Plante), 103; 2e lect. div. renv. à comité, 123; rapporté, 140; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 149. Message du C.L. avec amdts, 185; 1ère lect., 186; 2e lect. et adoption, 197. Sanction, 202. (25 Geo. V, c. 149.)

No 114.—Loi concernant l'université de Regiopolis.—Pétition, 33; rapport, 115. Bill présenté (M. Taschereau (Bellechasse), 116; renv. à comité, 150; rapporté retiré, 210. Remboursement des honoraires, 256.

No 115.—Loi ratifiant une résolution de la cité des Trois-Rivières, relativement à la taxe d'eau exigible de la compagnie *The Wabasso Cotton Company, Limited*.—Pétition, 33; rapport, 72. Bill présenté (M. Grant), 73; renv. à comité, 93; rapporté, 111; comité pl., rapporté, 3e lect., div. 123. Message du C. L., avec amdts, 176; 1ère lect. amdts, 177; 2e lect. div. adoption, div., 183. Sanction, 202. (25 Geo. V, c. 117.)

No 116.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation *The Quebec Association of Seventh-Day Adventists*.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue, bill présenté (M. Smart), 125; renv. à comité, 139; rapporté, 258; comité pl., rapporté, 3e lect., 267. Remboursement des honoraires, 290. Message du C.L. avec amdt., 333; 1ère, 2e lect. et adoption, 333. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 159.)

No 117.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, 1934.—Pétition, susp. régl., lue, 44; rapport, 115. Bill présenté (M. Filion, Laval), 116; renv. à comité, 139; rapporté, 150; comité pl., rapport que

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

comité n'a pas terminé examen; renv. de nouveau à comité b. publics, 174; rapporté, 176; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 183. Message du C. L. avec amdts, 304; 1ère lect., 307; 2e lect. div. adoption div. 313. Sanction, 332. Remboursement des droits add., 375. (25 Geo. V, c. 131.)

No 118.—Loi assurant les effets civils du mariage contracté entre Sarsfield Malone et dame Marie Poliquin.—Pétition, 33; rapport, recommande de susp. régl., 73. Bill présenté (M. Power), 73; renv. à comité, 103; rapporté, 185; l'ordre du jour appelle comité pl., ordre révoqué, ordre que bill de nouveau ren. comité b. publics, 200; rapporté, 210; comité pl., rapporté avec amdt; 1ère, 2e lect. et adoption; 3e lect., 222. Message du C. L. avec amdts, 304; 1ère, 2e lect. et adoption, 306. Remboursement droits add., 314. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 164.)

No 119.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition (régl. susp.) lue et reçue; Bill présenté (M. Fauteux), 72; renv. à comité 103; remboursement des amendes, 206; rapporté, recommandation que bill soit imprimé de nouveau pour la chambre, 210; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 220. Message du C. L. avec amdts 307; 1ère lect., 307; 2e lect., div., adoption div., 321. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 112.)

No 120.—Loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la cité des Trois-Rivières, fixant pour une période de cinq ans l'évaluation des propriétés de la compagnie *Geo. Christie Canada, Limited*.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue, 84; rapport, 115. Bill présenté (M. Frigon), 116; 2e lect. div. renv. à comité, 124; rapporté, 140; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 149. Message du C. L. avec amdts, 186; 1ère lect., 186; 2e lect. div., adoption div., 197. Sanction, 202. (25 Geo. V, c. 118.)

No 121.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue, div., 103; rapport, 115. Bill présenté, (M. Caron), 116; renv. à comité, 129; rapporté que préambule n'a pas été prouvé, 218. Remboursement des droits ord. et add., 290.

No 122.—Loi constituant en corporation *Sir George Williams College*.—Pétition (susp. régl.) lue et reçue, 110; rapport 122. Bill présenté (M. Bercovitch), 122; renv. à comité, 129; rapporté retiré, 486.

No 123.—Loi concernant la charte de la cité de Montréal.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue, 110, rapport, 115. Bill présenté (M. Bercovitch), 115; 2e lect. div. renv. à comité, 124; rapporté que préambule n'a pas été prouvé, 265. Remboursement hon. ord. et add., 413.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 124.—Loi confirmant les limites de la municipalité de la paroisse de Varennes.—Pétition (susp. régl.) lue et reçue; bill présenté (M. Messier), 114, 115; 2e lect. div. renv. à comité, 124; rapporté, 150; comité pl., rapporté, 3e lect., 162. Message du C. L. avec amds, 200; 1ère lect., 206; 2e lect. et adoption, 213. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 143.)

No 125.—Loi concernant les substitutions Amable Prévost et Marie-Rosalie Bernard.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue, 122; rapport, 125. Art. 516 susp., bill présenté (M. Bachand), 126; renv. à comité, 139; rapporté, 163; comité pl., progrès, 183; de nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect., div., 234, 235. Message du C. L. avec amds, 304; 1ère, 2e lect. et adoption, 305. Sanction, 332. Remboursement droits add., 413. (25 Geo. V, c. 173.)

No 126.—Loi concernant le contrat de mariage de George Shooner et de dame Jeanne DeBlois.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue, 110. Nonobstant dispositions du règlement, présentation du bill (M. Elie), 122; renv. à comité, 150; rapporté, 167; comité pl., rapporté, 3e lect., 174. Message du C. L. avec amds, 229; 1ère, 2e lect. et adoption, 230. Sanction, 332. Remboursement de toutes les amendes et de tous droits add., 342. (25 Geo. V, c. 165.)

No 127.—Loi abrogeant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne.—Pétition (susp. régl.), débat ajourné, 143; reprise du débat, lue et reçue; bill présenté (M. Filion, Lac-Saint-Jean), 155; 2e lect., div. renv. à comité, 166; rapporté, 361; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 367. Message du C. L. 465. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 134.)

No 128.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Frigon), 157; renv. à comité, 166; rapporté, 231; de consentement unanime comité pl., rapporté, 3e lect., 235. Message du C. L. avec amds, 304; 1ère, 2e lect. et adoption, 305. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 56.)

No 129.—Loi modifiant la charte du Collège de Notre-Dame, Côte-des-Neiges, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie.—Pétition (susp. régl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Francœur, Montréal-Dorion), 175. Ordre, pour éviter retard, que les art. 494, 499 et 500 soient suspendus, 180; renv. à comité, 184; rapporté, 271; comité pl., rapporté, 3e lect., 281. Message du C. L., 330. Sanction, 332. Remboursement hon. ord., 466. (25 Geo. V, c. 151.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 130.—Loi constituant en corporation les Religieux de Sainte-Croix.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Francœur, Montréal-Dorion), 175; renv. à comité, 184; rapporté, 232; de consentement unanime comité pl., rapporté, 3e lect., 235. Message du C. L., 330. Sanction, 332. Remboursement hon. ord., 466. (25 Geo. V, c. 152.)

No 131.—Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Fauteux), 174; renv. à comité, 183; rapporté, 264; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 274. Remboursement de droits add., 375. Message du C. L. avec amds, 406; 1ère lect., 2e lect., div., adoption, div. 406. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 161.)

No 132.—Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse canonique de Saint-Charles de Caplan.—Pétition (susp. règl.). Bill présenté (M. Côté, Bonaventure), 175; renv. à comité, 191; rapporté, 231; de consentement unanime comité pl., rapporté, 3e lect., 235. Message du C. L., 298. Remboursement droits, 314. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 138.)

No 133.—Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Plante), 184, 185; renv. à comité, 198; rapporté, 210; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 222. Message du C. L., 268. Remboursement amendes, 315. Sanction, 332. (25 Geo. C, c. 172.)

No 134.—Loi modifiant et consolidant la charte de la cité de Saint-Lambert.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Béique), 191; ordre que pour éviter délais les art. 494, 499 et 500 soient susp., 198; renv. à comité, 213; rapporté, 294; comité pl., rapporté, 3e lect., 301. Message du C. L., avec amds, 406; 1ère lect.; 2e lect. div. adoption, div. 407. Sanction, 410. Remboursement droits add., 413. (25 Geo. V, c. 125.)

No 135.—Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Crête), 198; renv. à comité, 213; rapporté, 238; comité pl., progrès, 244; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect. div., 250. Message du C. L., avec amds, 473; lus 2 fois et adoptés, 475. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 127.)

No 136.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Saint-Joseph des convalescentes.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

Franeœur, Montréal-Dorion), 217; renv. à comité, 230; rapporté, 247; comité pl., rapporté, 3e lect., 257. Message du C. L., 330. Sanction, 332. Remboursement hon. ord., 463. (25 Geo. V, c. 157.)

No 137.—Loi constituant en corporation "Les Oblates franciscaines de Saint-Joseph".—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Franeœur, Montréal-Dorion), 217. renv. à comité, 230; rapporté, 247; comité pl., rapporté, 3e lect., 257. Message du C. L., 330. Sanction, 332. Remboursement hon. ord., 463. (25 Geo. V, c. 156.)

No 138.—Loi concernant la donation fiduciaire de Théodore-Alexandre Grothé.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Plante), 270; renv. à comité, 281; rapporté, 303; comité pl., rapporté, 3e lect., 314. Message du C. L. avec amnds, 406; 1ère, 2e lect. et adoption, 406. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 168.)

No 139.—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Conrad Moreau à l'exercice de la profession de notaire, après examen.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Taschereau, Bellechasse), 270; renv. à comité, 281; rapporté, 297; comité pl., rapporté, 3e lect., 307. Message du C. L., 376. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 175.)

No 140.—Loi modifiant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre William-Robert Caron à la pratique d'ingénieur professionnel, après examen.—Pétition (susp. règl.), présentée, lue et reçue sur div., Bill présenté (M. Power), 283; renv. à comité, 301; rapporté, 312; comité pl., rapporté, 3e lect., 322. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 176.)

No 141.—Loi concernant la succession de feu Joseph Ethier.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Plante), 319; renv. à comité, 328; comité pl., rapporté, 3e lect., 393. Remboursement des droits add., 400. Message du C. L., 465. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 167.)

No 142.—Loi confirmant et ratifiant certains actes et règlements passés par la ville de Sainte-Thérèse.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue. Bill présenté (M. Bastien), 325; 2e lect. div., renv. à comité, 357; comité pl., rapporté, 3e lect., 393. Remboursement droits add., 413. Message du C. L. avec amnds, 473; lus 2 fois et adoptés, 475. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 133.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 143.—Loi modifiant la servitude imposée sur un lot de subdivision No 218 de la municipalité de la paroisse de Montréal.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue, div. Bill présenté (M. Plante), 407; 2e lect. div., renv. à comité, 426; rapporté, 445; comité pl., rapporté, 3e lect., 450. Message du C. L. avec amdts, 531; lus 2 fois et adoptés, 531. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 136.)

No 144.—Loi ratifiant certains actes des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond et les autorisant à contracter un emprunt.—Pétition (susp. règl.), lue et reçue, div. Bill présenté (M. Gauthier), 415, 416; 2e lect. div., renv. à comité, 426; rapporté, 445; comité pl., rapporté, 3e lect., 450. Message du C. L., 499. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 146.)

No 145.—Loi redivisant une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Jérusalem d'Argenteuil, située dans la ville de Lachute. —Pétition (susp. règl.), lue et reçue, div., 416. Bill présenté (M. Plante), 416; 2e lect., div., renv. à comité, 427; rapporté, 486; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 495. Message du C. L. avec amdts, 535; lus 2 fois et adoptés, 536. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 142.)

No 150.—Loi modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains jugements.—Présentation (M. Caron), 18; 2e lect. div., renv. à comité, 155; rapporté, 170; comité pl., rapporté, 3e lect., 177.

No 151.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de Rimouski.—Présentation (M. Caron), 18; renv. à comité, 48; rapporté, 54; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 63.

No 152.—Loi modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Caron), 18; renv. à comité, 48; rapporté, 54; comité pl., rapporté, 3e lect., 64. Message du C. L., 229. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 98.)

No 153.—Loi modifiant le Code civil relativement au délai de prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement.—Présentation (M. Casgrain), 18; renv. à comité, 48; rapporté, 54; comité pl., rapporté, 3e lect., 64. Message du C. L., 229. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 97.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 154.—Loi modifiant la Loi des salaires de certains officiers de justice et la Loi concernant les palais de justice et les prisons.—Présentation (M. Elie), 16; motion pour 2^e lect., vote, rejetée, 245, 246.

No 155.—Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile et se rapportant à la saisie-arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger.—Présentation (M. Elie), 16; renv. à comité, 24; rapporté, 54; comité pl., rapporté, 3^e lect. div., 63. Message du C. L. avec amds, 304; 1^{ère}, 2^e lect. et adoption, 305. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 104.)

No 156.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités.—Présentation (M. Bertrand), 16. Motion pour 2^e lect., vote, rejetée, 164. La décision rendue par l'Orateur sur le bill 17, à la page 116, réfère aux bills Nos 156 et 161.)

No 157.—Loi relative à l'enregistrement, en vertu de la Loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.—Présentation (M. Fisher), 16; renv. à comité, 24; rapporté à la Chambre, 54; comité plénier, le comité se lève, 159.

No 158.—Loi modifiant la Loi de *l'habeas corpus*.—Présentation (M. Fisher), 16; l'ordre appelle 2^e lect., div., vote, 90; motion rejetée, 91.

No 159.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions.—Présentation (M. Sauvé), 16. Motion pour 2^e lect., div., rejetée, 165.

No 160.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques et se rapportant à l'arrestation sans mandat.—Présentation (M. Sauvé), 17; motion pour 2^e lect., vote, motion rejetée, 113.

No 161.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins.—Présentation (M. Sauvé), 17; motion pour 2^e lect., débat amendé pour renv. à comité des b. publics, adopté, renv. au comité des b. publics, 246; rapporté, rejeté, 303. (La décision rendue par l'Orateur sur le bill 17, à la page 116, réfère aux bills Nos 156 et 161.)

No 162.—Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36.—Présentation (M. Sauvé), 17; motion pour 2^e lect. rejetée, 91.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 163.—Loi abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105.—Présentation (M. Sauvé), 17; motion pour 2e lect. rejetée, 91.

No 164.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.—Présentation (M. Duplessis), 17; motion pour 2e lect. débat, ajourné, 171; reprise du débat, amdt proposé par M. Taschereau pour renv. à comité b. publiques pour être étudié avec bill No 17, vote, amdt adopté, bill renv. au comité b. publiques, 227, 228; rapporté, rejeté, 303.

No 165.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.—Présentation (M. Duplessis), 17; motion pour 2e lect., vote, rejetée, 447, 448.

No 166.—Loi abrogeant les Lois 23 George V, chapitre 109 et 24 George V, chapitre 21.—Présentation (M. Duplessis), 17; motion pour 2e lect., débat, débat ajourné, 109; reprise du débat, vote, motion rejetée, 112.

No 167.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 77.—Présentation (M. Duplessis), 17; motion pour 2e lect., vote, rejetée, 251, 252.

No 168.—Loi relative à l'émission de bons, obligations et débetures pour fins industrielles ou commerciales.—Présentation (M. Duplessis), 18; motion pour 2e lect., débat, débat ajourné, 449; reprise du débat, vote, rejetée, 451, 452.

No 169.—Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.—Présentation (M. Duplessis), 18; renv. à comité, 24; rejeté par comité des b. publiques mais rapporté à la Chambre, 54; comité pl., le comité se lève, 64.

No 170.—Loi modifiant l'article 716 du Code de procédure civile relativement à certaines annonces et publications.—Présentation (M. Duplessis), 18. renv. à comité, 24; rejeté par comité des b. publiques mais rapporté à la Chambre, 54; comité pl., comité se lève, 118.

No 171.—Loi modifiant la Loi des agents de recouvrement relativement au terme du cautionnement.—Présentation (M. Bercovitch), 35; renv. à comité, 67; rapporté, 72; comité pl. rapporté, 3e lect., 90. Message du C.L., 298. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 81.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux notes: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 172.—Loi concernant le travail des femmes et des filles.—Présentation (M. Francœur, Montréal-Dorion), 35; 2e lect. proposée sur div., débat ajourné, 48; reprise du débat, 55; vote, motion rejetée, 56.

No 173.—Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.—Présentation (M. Guertin), 35; renv. à comité, 48; rapporté, 72; comité pl., rapporté, 3e lect., 90. Message du C. L., 229. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 119.)

No 174.—Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.—Présentation (M. Elie), 44; renv. à comité, 91; rapporté, 111; comité pl., rapporté, 3e lect., 119. Message du C.L. avec amdts, 305; 1ère, 2e lect. et adoption, 305; Sanction 332. (25 Geo. V, c. 109.)

No 175.—Loi limitant la taxe sur les repas, appelée "Taxe d'hôpital" dans les villages et les paroisses.—Présentation (M. Elie), 45; motion pour 2e lect., vote, rejetée, 259.

No 176.—Loi abrogeant la loi 18 George V, chapitre 105, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Racine."—Présentation (M. Sauvé), 45; motion pour 2e lect., débat, amdt pour renv. au comité b. publics, vote sur amdt, adopté, 2e lect. renv. à comité b. publics, 156; rapporté à la Chambre, 486; l'ordre appelle bill en comité pl., motion que l'Orateur quitte le fauteuil, rejetée sur div., 538.

No 177.—Loi érigeant en municipalité le canton DeSales.—Présentation (M. Rochette), 101; 2e lect., div., renv. à comité, 166; rapporté, 170; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 177. Message du C. L., 229. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 144.)

No 178.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le paiement des deniers prélevés.—Présentation (M. Casgrain), 126; 2e lect., div. renv. à comité, 138; rapporté, 150; comité pl., rapporté, 3e lect., 164. Message du C. L., 229. Sanction, 332. (25 Geo. V, c. 101.)

No 179.—Loi modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer.—Présentation (M. Poulin), 126; 2e lect. div. renv. à comité, 138; rapporté, 163; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 172. Message du C. L. avec amdts, 305; 1ère lect., 2e lect. div., adoption div. 306. Sanction, 333. (25 Geo. V, c. 93.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 180.—Loi modifiant le Code civil relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931.—Présentation (M. Dugas), 170; 2e lect. div. renv. à comité, 177; rapporté, 372; comité pl., rapporté, 3e lect., 374. Message du C. L., 465. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 142.)

No 181.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.—Présentation (M. Rochette), 151; l'ordre du jour appelle 2e lect., motion que l'ordre du 19 fév. 1935 pour 2e lect. soit rescindé et que bill soit renv. comité b. publiques, un débat; amdt proposé que le bill ne soit pas lu 2e fois ni référé à aucun comité, mais qu'il soit lu dans 6 mois, débat sur l'amdt., motion que débat soit ajourné est rejetée; amdt, vote, adopté, ordre que 2e lect. soit faite dans 6 mois, 243, 244.

No 182.—Loi limitant certains droits d'action contre les corporations municipales.—Présentation (M. Saintonge), 151; 2e lect. div. renv. à comité, 165; reporté, 252; de consentement unanime comité pl., rapporté, ordre pour 3e lect. proch. séance, 257; ordre du jour appelle 3e lect., ordre révoqué, ordre de renv. de nouveau bill au comité pl., comité pl., rapporté avec amdt, 1ère, 2e lect. et adoption, 3e lect. div., 280. Message du C. L., 330. Sanction, 333. (25 Geo. V, c. 47.)

No 183.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'examen des débiteurs après jugement.—Présentation (M. Chouinard), 170; 2e lect. div. renv. à comité, 177; rapporté, 210; comité pl., rapporté, 3e lect., 227. Message du C. L. avec amdts, 305; 1ère, 2e lect. et adoption, 305. Sanction, 333. (25 Geo. V, c. 100.)

No 184.—Loi modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.—Présentation (M. Francœur, Montréal-Dorion), 171; 2e lect., div. renv. à comité, 178; rapporté rejeté, 252;

No 185.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.—Présentation (M. Gauthier), 171; 2e lect. div. renv. à comité, 178; rapporté, retiré, 320;.

No 186.—Loi abolissant les taxes décrétées par la loi 24 George V, chapitre 14, concernant les contrats de mariage et les assurances sur la vie.—Présentation (M. Duplessis), 170; motion de 2e lect., vote, rejetée, 456, 457.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

No 187.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique concernant le paiement des taxes scolaires par certains occupants.—Présentation (M. Bachand), 247; 2e lect. div., renv. à comité, 260; rapporté retiré, 320.

No 188.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement au délai pour fournir le cautionnement en appel.—Présentation (M. Dugas), 218; 2e lect. div., renv. à comité, 235; rapporté, 252; de consentement unanime, comité pl., rapporté, 3e lect., 257. Message du C. L., 268. Sanction, 333. (25 Geo. V, c. 105.)

No 189.—Loi validant certains actes notariés.—Présentation (M. Saintonge), 218; 2e lect. div., renv. à comité, 246; rapporté rejeté, 264.

No 190.—Loi modifiant la loi 19 George V, chapitre 124.—Présentation (M. Duplessis), 218; 2e lect., comité pl., 3e lect., 234. Message du C. L., 268. Sanction, 333. (25 Geo. V, c. 155.)

No 191.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.—Présentation (M. Fautoux), 248. renv. à comité, 269; rapporté, 270; comité pl., rapporté, 3e lect., 277. Message du C. L., 330. Sanction, 333. (25 Geo. V, c. 69.)

No 192.—Loi modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs géomètres.—Présentation (M. Casgrain), 284; 2e lect. div., renv. à comité, 296; rapporté rejeté, 361.

No 193.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les procès par jury.—Présentation (M. Dugas), 265; 2e lect. div., renv. à comité, 274; rapporté, 303; comité pl., progrès, (présente séance), 322; de nouveau comité pl., rapporté, motion pour 3e lect. vote, adoptée, 3e lect., 328, 329.

No 194.—Loi modifiant la Loi de l'observance du dimanche afin de faciliter l'observance du dimanche dans la province.—Présentation (M. Sauvé), 248; motion pour 2e lect., débat, amdt proposé que bill soit référé à la Cour du Banc du Roi, débat ajourné sur amdt., 409; reprise du débat sur l'admt., vote, adopté; bill référé à la Cour du Banc du Roi, 411-412.

No 195.—Loi concernant les ostéopathes.—Présentation (M. Berco-vitch), 271; 2e lect. div., renv. à comité, 278; rapporté retiré, 404.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 196.—Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain.—Présentation (M. Bélanger), 271; 2e lect. div. renv. à comité, 278; rapporté retiré, 372.

No 197.—Loi pourvoyant au paiement des services des médecins et des frais d'entretien des accidentés dans les institutions d'assistance publique.—Présentation (M. Fauteux), 294; 2e lect. div., renv. à comité, 302; rapporté, 320; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 319, 320. Message du C. L. avec amds, 473; l'ordre appelle 2e lect. des amds du C. L., 2e lect., adoption, div., 495. Sanction, 551. (25 Geo. V. c. 85.)

No 198.—Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Bernard, comté de Saint-Hyacinthe.—Présentation (M. Phaneuf), 284; 2e lect. div. renv. à comité, 295; rapporté, 347; comité pl., rapporté, 3e lect., 356. Message du C. L., 417. Sanction, 551. (25 Geo. V. c. 137.)

No 199.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.—Présentation (M. Plante), 283; renv. à comité, 295; rapporté, 320; comité pl., rapporté, 3e lect., div. 330.

No 200.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux.—Présentation (M. Desmarais), 276; motion pour 2e lect. div. rejetée, 295.

No 201.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec concernant la nomination des liquidateurs.—Présentation (M. Casgrain), 304; 2e lect., div., renv. à comité, 318; rapporté, 347; comité pl., rapporté avec un amdt., 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt.; 3e lect., 356. Message du C. L. avec amds, 473; lus 2 fois et adoptés, 475. Sanction, 551. (25 Geo. V. c. 78.)

No 202.—Loi modifiant l'article 622 de la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Dugas), 303; renv. à comité, 318; rapporté, 361; comité pl., rapporté, 3e lect., 369. Message du C. L., 465. Sanction, 551. (25 Geo. V. c. 48.)

No 203.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.—Présentation (M. Cohen), 303; 2e lect. div., renv. à comité, 463; rapporté, 472; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 473. Message du C. L. avec amds; 1ère lect., 536; 2e lect. div., adoption div., 536, 537. Sanction, 551. (25 Geo. V. c. 70.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 204.—Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss.—Présentation (M. Cohen), 303; 2e lect. div., renv. à comité, 463; rapporté, 472; comité pl., rapporté, 3e lect., division, 473. Message du C. L., 530. Sanction, 551. (25 Geo. V. c. 150.)

No 205.—Loi remplaçant l'article 1354 du Code de procédure civile quant à la vente des biens appartenant à des incapables.—Présentation (M. Duplessis), 304; 2e lect. div., renv. à comité, 318; rapporté, 320; comité pl., rapporté, 3e lect. 333. Message du C. L. 465. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 107.)

No 206.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.—Présentation (M. Gauthier), 336; 2e lect. div., renv. à comité, 342; rapporté, 347; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 356. Message du C. L., 417. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 28.)

No 207.—Loi concernant la municipalité du comté du Lac Saint-Jean.—Présentation (M. Fillion, Lac Saint-Jean), 355; 2e lect. div., renv. à comité, 369; rapporté, 371; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 374. Message du C. L., 417. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 135.)

No 208.—Loi modifiant le Code municipal concernant certains chemins d'hiver.—Présentation (M. Thisdel), 336; renv. à comité pl., 343; rapporté, 347; comité pl., rapporté, 3e lect., div., 356. Message du C. L., 417. Sanction, 551. (25 Geo. V, c. 110.)

No 209.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 346; 2e lect. div., renv. à comité, 357; rapporté, 371; comité pl., rapporté avec un amdt., 1ère, 2e lect. et adoption; 3e lect. div., 383. Message du C. L., 465. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 99.)

No 210.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec et le Code de procédure civile concernant les créances privilégiées des compagnies d'assurance.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 346; 2e lect. div. renv. à comité, 357; rapporté, 372; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 382. Message du C. L., 465. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 76.)

No 211.—Loi modifiant l'article 697 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 346; 2e lect. div., renv. à comité, 357; rapporté, 372; comité pl., rapporté, 3e lect., div. 383. Message du C. L., 465. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 102.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 213.—Loi concernant les logements de chômeurs.—Présentation (M. Sauvé), 404; 2e lect. div., renv. à comité, 425; rapporté rejeté, 452.

No 214.—Loi modifiant la Loi de la pharmacie de Québec aux fins de donner au Conseil de l'association une représentation provinciale.—Présentation (M. Elie), 405; 2e lect. div., renv. à comité, 425; rapporté retiré, 445.

No 215.—Loi modifiant la Loi de la voirie afin d'annuler les pouvoirs illimités du gouvernement à ce sujet.—Présentation (M. Duplessis), 450; motion pour 2e lect. vote, rejetée, 453.

No 216.—Loi modifiant la Loi de l'aide aux chômeurs, 1933.—Présentation (M. Duplessis), 450; motion de 2e lect., vote, rejetée, 464.

No 234.—Loi relative à la garantie par le gouvernement d'un emprunt des Secours de la Charité de Québec.—Résolution renv. à comité pl., 500; recommandation, comité pl., rés. lue 2 fois et adoptée, 531, 532. Bill présenté (M. Taschereau), 2e et 3e lect., 532. Message du C. L., 539. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 3.)

No 235.—Loi relative au classement et à la vente des produits agricoles.—Résolutions renv. à comité pl., 453; recommandation, comité pl., progrès, 476; de nouveau comité pl.; rés. lue 2 fois et adoptée, 488; rés. renv. à comité chargé du bill, 488. Bill présenté (M. Godbout), lu 1ère et 2e fois, comité pl., progrès, 488, 489; de nouveau comité pl., rapporté avec amnds; lus 2 fois et adoptés; 3e lect., 491. Message du C. L., 530. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 30.)

No 236.—Loi concernant la protection sanitaire des animaux.—Présentation (M. Godbout), 437; résolution renv. à comité pl., 437; recommandation, comité pl., 1ère lect., 449; motion pour 2e lect., débat, amdt proposé, vote, rejeté; motion principale, vote, adoptée; 2e lect. de rés.; adoption de rés. sur div. 454, 455; rés. renv. à comité chargé du bill, 455. Bill présenté (M. Godbout), 456; motion de 2e lect. vote, adoptée, 2e lect., comité pl., rapporté avec amnds, 1ère, 2e lect. et adoption; ordre de 3e lect. pour pro. séance, 461, 462; 3e lect. div. 463. Message du C. L., 496. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 31.)

No 237.—Loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs.—Bill présenté (M. Francoeur), 437; 2e lect. div., comité pl., comité fait rapport, ordre que bill soit renv.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

à comité des b. publics, 441, 442; rapporté, 237; comité pl., rapporté, 3e lect., 450. Message du C. L., 486. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 9.)

No 238.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers.—Présentation (M. Godbout), 438; 2e lect. div., comité pl., progrès, 464, 465; de nouveau comité pl., rapporté avec amds; 1ère et 2e lect., 466; adoption des amds; motion de 3e lect., amdt proposé, vote, rejeté, motion principale, vote, adoptée, 3e lect., 468-470. Message du C. L., 496. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 29.)

No 239.—Loi concernant la création d'une commission chargée de mettre à l'étude un nouveau régime municipal pour l'île de Montréal.—Présentation (M. Taschereau), 382; 2e lect. div., renv. à comité, 385; rapporté, 416; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 416. Message du C. L. avec amds, 473; les 2 fois et adoptés, 475. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 114.)

No 240.—Loi modifiant la Loi de l'étude de l'anatomie.—Présentation (M. David), 401; 2e lect. div., comité pl., rapporté, motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 403. Message du C. L. avec amds, 489; motion pour 1ère lect., débat, débat ajourné, 489; reprise du débat, ordre révoqué, bill retiré, 515.

No 241.—Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides du domaine public et à leur concession à l'avenir.—Résolutions renv. à comité pl., 416; recommandation, comité pl., 1ère lect. rés. 510-513; motion pour 2e lect., débat; amdt proposé, vote, rejeté; motion principale, vote, adoptée, 2e lect.; adoption des rés. sur div., 515-517. Bill présenté (M. Mercier); motion pour 2e lect., débat, amdt proposé, vote, rejeté; motion principale, vote, adoptée, 2e lect. renv. à comité pl., comité pl., rapporté avec un amdt., 1ère lect. de l'amdt., 2e lect. div. adopté div.; 3e lect. du bill sur div., 517-519. Message du C. L., avec amds, 539; 1ère lect., 2e lect. div.; adoption div., 539. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 23.)

No 242.—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des possesseurs de moutons.—Présentation (M. Godbout), 373; 2e lect. div., comité pl., rapporté, 3e lect. div., 393. Message du C. L., 409. Sanction 410. (25 Geo. V, c. 51.)

No 243.—Loi créant un ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.—Résolutions renv. à comité pl., 372; recommandation, comité pl., 1ère et 2e lect. des rés., 434, 435. Bill présenté

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS: *Suite.*

(M. Taschereau), 435; Motion pour adoption des rés., débat, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée sur div., adoption des résolutions; ordonné que résolutions renvoyées au comité chargé du bill, 439, 440; 2e lect. du bill, div., comité pl., rapporté avec un amdt., 1ère et 2e lect. de l'amdt., adoption sur div., ordre de 3e lect. proch. séance, 440; motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 441. Message du C. L., avec amdts, 473; l'ordre appelle 1ère lect. des amdts; objection parce qu'ils empiètent sur priv. de l'A. L.; l'Orateur-supp. renvoie objection; 1ère lect.; 2e lect. div. 476; l'ordre appelle l'adoption des amdts; objection qu'amdt entraînera dépense; l'Orateur réserve décision, 479, 480; décision de l'Orateur, renvoie objection, 481, 482. Motion que l'amdt du C. L. soit agréé; débat, amdt proposé, vote, rejeté, motion principale adoptée sur même vote, en sens inverse, amdt du C. L. agréé, 482, 483. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 45.)

No 244.—Loi modifiant la Loi des établissements industriels et commerciaux concernant les doubles équipes.—Présentation, (M. Arcand), 362; 2e lect. div. comité pl., rapporté; ordre de 3e lect. pour proch. séance, 370; 3e lect. div., 373. Message du C. L., 456. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 63.)

No 245.—Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.—Présentation (M. Taschereau), 361; 2e lect., div. renv. à comité, 370; rapporté, 404; comité pl., rapporté, 3e lect. div. 432. Message du C. L., 467. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 72.)

No 246.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.—Présentation (M. Taschereau), 366; motion pour 2e lect., débat, amdt proposé, vote, rejeté, vote sur motion principale, adoptée, 2e lect. renv. à comité b. publics, 395-397; rapporté, 404; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 429. Message du C. L. avec amdts, 473; 1ère lect., 478; 2e lect. div., adoption, div. 480. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 50.)

No 247.—Loi concernant les hôpitaux privés.—Résolution renv. à comité pl., 350; recommandation, comité pl., 1ère, 2e lect., adoption sur div., 377. Bill présenté (M. David), 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts., 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. div., 378. Message du C. L., avec amdts, 489; 1ère lect. div., 489; 2e lect. div., adoption div., 493. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 66.)

No 248.—Loi modifiant la Loi des jurés concernant le renouvellement de la liste des jurés.—Présentation (M. Taschereau), 304; 2e lect.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

div., renv. à comité, 324; rapporté, 347; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 378. Message du C. L., 408. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 61.)

No 249.—Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations concernant l'embaumement des cadavres.—Présentation (M. Tasche-reau), 325; 2e lect., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pour pro-séance, 339; 3e lect., 343. Message du C. L. avec amdts, 406; 1ère, 2e lect. et adoption, 406. Sanction, 410. (25 Geo. V, c. 68).

No 250.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour cer-taines fins.—Présentation (M. Stockwell), 320; 2e lect. div., renv. à comité, 346; rapporté, 347; comité pl., rapporté, 3e lect. div., 356. Message du C. L. avec amdts, 473; 1ère lect., 478; 2e lect. div., 480; adoption, div., 483. Sanction, 552. (25 Geo. V, c. 75.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 1.

Ordre que pour éviter délais et frais les art. 494, 499 et 500 du règl. soient suspendus, 198.

Bill présenté, de consentement unanime renv. à Comité des bills publics, 445.

Permission de présenter un bill nonobstant dispositions du règl., 122.

Motion pour que Pétition soit présentée, lue et reçue (susp. règl.), débat, 143; reprise du débat, pétition lue et reçue; bill présenté, 155.

Bill présenté, 2e lect. 3e lect., 546.

Motion pour 1ère lect. de bill originé au C.L., débat, ordre révoqué, bill retiré, 500, 515.

Deuxième lecture, renvoi à comité, 63.

Deuxième lecture sur division, renvoi à comité, 442.

Deuxième lecture, renvoi à comité p., 67; 2e lect. div., renv. comité pl., progrès, 344.

Deuxième lecture, étude en comité pl., 3e lecture, 381.

Deuxième lecture appelée, ordre révoqué, bill retiré, 432.

Motion pour 2e lect., débat, amdt proposé pour que le bill soit référé à la Cour du Banc du Roi, adopté, 411.

2e lect. div., comité pl., progrès, 344; de nouveau comité pl., progrès, 345; de nouveau comité pl., rapporté avec un amdt; amdt lu 2 fois et adopté; 3e lect. div., 365.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

- L'ordre appelle 2^e lect. de bill, ordre révoqué, bill retiré, 432; l'ordre appelle comité pl. sur rés., ordre révoqué, résolutions retirées, 432.
- 2^e lect. d'un bill (No 164), renv. à comité des bills publics pour y être étudié avec un autre bill (No 17), 227.
- Motion pour 2^e lect., vote, rejetée, 164.
- Rapport de comité élu que bill a été rejeté, 303.
- Bill retiré par la Chambre, 213.
- Bill rapporté à la Chambre, 297, 472.
- Bill renvoyé au Comité des bills publics pour y être étudié avec un autre bill (No 17) déjà sous considération devant ledit comité, 227.
- Rapport du comité des bills privés recommandant de réimprimer bill pour étude en Chambre, 242.
- Comité fait rapport qu'il a adopté bill sauf certaines clauses qui sont suspendues pour étude par la Chambre, 85.
- Comité fait rapport que les promoteurs désiraient retirer bill, 259.
- Comité des bills publics fait rapport que le bill est retiré, 445.
- Comité rapporte bill; de consentement unanime la Chambre se forme en comité p.; rapporté, 3^e lect., 257.
- Renvoi à 6 mois pour la 2^e lect., 243.
- Ordre pour étude en comité pl., révoqué; renvoi de nouveau à comité des bills publics, 200.
- Comité pl., se lève, 159.
- Comité pl. fait rapport que travail avance (progrès), 345.
- Comité pl. rapporte bill avec amds et le titre changé, 494.
- L'ordre appelle comité pl., motion pour que l'Orateur quitte le fauteuil, motion rejetée, 538.
- L'ordre appelle comité pl., ordre révoqué, résolutions retirées, 425.
- Ordre de 3^e lect. proch. séance, 500.
- Motion pour 3^e lect., vote, adoptée, 3^e lect. 501.
- Troisième lecture sur division, 280.
- Troisième lecture remise à proch. séance, 448.
- Bills originées au C. L. (Voir BILLS, B; C; D.)
- L'Ordre appelle 1^{ère} lect. des amds du C. L.; résolu que la Chambre refuse d'accepter amds du C. L. parce qu'ils augmentent les charges financières, 489.
- Message du C. L. à l'effet qu'il n'insiste pas sur ses amds, 499.
- Remboursement des droits, 357, 532, 256, 531.
- Sanction, 201, 330, 408, 550.
- Bills retirés, rejetés ou qui ne deviennent pas loi, voir BILLS Nos 15, 89, 97, 114, 121, 122, 123, 154, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 165, 168, 172, 175, 181, 184, 185, 186, 187, 189, 192, 195, 200, 213, 214, 215, 216, 240.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BOIS:—

1. Loi pour faciliter la vente du—des colons. (Voir BILLS, No 68.)
2. (Voir TAUX DE FRET SUR LE—DE PULPE.)

BOISBRIANT:—

1. Loi constituant en corporation le village de Boisbriant.—(Voir BILLS, No 78.)
2. (Voir SENNEVILLE.)

BONAVENTURE:—Loi relative à certains actes et documents dans comtés de—et Gaspé. (Voir BILLS, No 3.)

BONS, OBLIGATIONS ET DÉBENTURES:—Loi relative à l'émission des—pour fins industrielles ou commerciales. (Voir BILLS, No 168.)

BREFFS DE PROHIBITION ET DE CERTIORARI:—(Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE.)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX.)

BUREAU DE DIRECTION DE COMPAGNIES:—(Voir MINISTRES A LA DIRECTION—.)

BUREAUX D'ENREGISTREMENT:—Loi modifiant art. 23 de la Loi des—, concernant le remplacement de certains registres. (Voir BILLS, No 38.)

CARDINAL-PAINCHAUD, ROSE:—Loi validant certains titres de dame—et d'Armand Cardinal. (Voir BILLS, No 87.)

CARON, WILLIAM-ROBERT:—Loi autorisant les ingénieurs à admettre—à la profession. (Voir BILLS, No 140.)

CAUTIONNEMENT:—

1. Loi des agents de recouvrement relativement au—. (Voir BILLS, No 171.)
2. Loi relative au délai pour fournir—en appel. (Voir BILLS, No 188.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CHAMBRE DES NOTAIRES:—Loi concernant la—et Jean-Conrad Moreau.
(Voir BILLS, No 189.)

CHEMINS DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):
—(Voir COMITÉS.)

CHEMINS D'HIVER:—(Voir CODE MUNICIPAL.)

CHÔMAGE:—1. Motion de M. Drouin: Que, attendu que les municipalités ne peuvent plus supporter le poids de secours au chômage; Cette Chambre est d'opinion que, pour sauver les municipalités et la propriété, le Gouvernement devrait payer la moitié du coût de chômage dans les municipalités, tout en insistant auprès du gouvernement fédéral pour qu'il fasse la même chose dans le plus bref délai possible, 237, débat, débat ajourné, 237.

2. (Voir SECOURS DIRECT; JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

CHOMEURS:—1. Loi de l'aide aux—nécessiteux, 1935. (Voir BILLS, No 15.)

2. Loi concernant certains règlements d'emprunts municipaux pour aider aux—. (Voir BILLS, No 35.)

3. Loi concernant les logements de—. (Voir BILLS, No 213.)

4. Loi de l'aide aux—, 1933. (Voir BILLS, No 216.)

5. Loi donnant pouvoirs aux corporations municipales de venir en aide aux—. (Voir BILLS No 237.)

CHRISTIE CANADA, GEO. LTD:—(Voir TROIS-RIVIÈRES.)

CHUTES ET RAPIDES:—Loi relative aux—du domaine public. (Voir BILLS, No 241.)

CITÉS ET VILLES:—

1. Loi modifiant l'article 469 de la Loi des—. (Voir BILLS, No 52.)

2. Loi modifiant art. 622 de la loi des—. (Voir BILLS, No 202.)

CLASSIFICATION DES TERRES PUBLIQUES:—Loi des propres à la culture relativement à la—. (Voir BILLS, No 64.)

COATICOOK:—Loi concernant les fonds d'amortissement de la ville de—. (Voir BILLS, No 86.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant art. 2182 du—. (Voir *BILLS, No 2.*)
2. Loi modifiant art. 2161e du—relativement à certains avis à être donnés au procureur général. (Voir *BILLS, No 5.*)
3. Loi modifiant le—relativement au recouvrement de réclamations résultant d'un délit ou d'un quasi-délit. (Voir *BILLS, No 48.*)
4. Loi modifiant le—concernant l'enregistrement de certains jugements. (Voir *BILLS, No 150.*)
5. Loi modifiant le—relativement à la prescription de l'action des précepteurs et instituteurs pour enseignement. (Voir *BILLS, No 153.*)
6. Loi modifiant le—relativement aux visites des maisons à louer. (Voir *BILLS, No 179.*)
7. Loi modifiant le—relativement au droit de poursuite dans les cas couverts par la Loi des accidents du travail, 1931. (Voir *BILLS, No 180.*)
8. Loi modifiant le—relativement aux ventes à tempérament. (Voir *BILLS, No 184.*)
9. Loi modifiant le—concernant le privilège des arpenteurs géomètres. (Voir *BILLS, No 192.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le—relativement à la publication de la condition imposée en vertu de l'article 749. (Voir *BILLS, No 4.*)
2. Loi modifiant art. 1222a—, relativement à la transcription des notes sténographiques des témoignages. (Voir *BILLS, No 33.*)
3. Loi modifiant le—et la Loi des compagnies de Québec, relativement à la saisie et au transfert de certaines actions. (Voir *BILLS, No 74.*)
4. Loi modifiant art. 83 du—. (Voir *BILLS, No 152.*)
5. Loi modifiant art. 931 du—se rapportant à la saisie-arrêt avant jugement relativement aux dommages causés par un véhicule automobile appartenant à un étranger. (Voir *BILLS, No 155.*)
6. Loi modifiant le—relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*. (Voir *BILLS, No 165.*)
7. Loi modifiant art. 716 du—relativement à certaines annonces et publications. (Voir *BILLS, No 170.*)
8. Loi modifiant le—concernant le paiement des deniers prélevés. (Voir *BILLS, No 178.*)
9. Loi modifiant le—concernant l'examen des débiteurs après jugement. (Voir *BILLS, No 183.*)
10. Loi modifiant le—relativement au délai pour fournir cautionnement en appel. (Voir *BILLS, No 188.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—*Suite.*

11. Loi modifiant le—concernant les procès par jury. (Voir *BILLS, No 193.*)
12. Loi remplaçant art. 1354 du—quant à vente des biens des incapables. (Voir *BILLS, No 205.*)
13. Loi modifiant le—relativement à l'examen préalable. (Voir *BILLS, No 209.*)
14. Loi modifiant—concernant créances privilégiées des compagnies d'assurance. (Voir *BILLS, No 210.*)
15. Loi modifiant art. 697 du—. (Voir *BILLS, No 211.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant le—. (Voir *BILLS, No 54.*)
2. Loi modifiant art. 227 du—. (Voir *BILLS, No 169.*)
3. Loi modifiant art. 228 du—. (Voir *BILLS, No 174.*)
4. Loi modifiant le—concernant certains chemins d'hiver. (Voir *BILLS, No 208.*)

COLLECTION:—(Voir AGENTS DE RECouvreMENT.)

COLLÈGES CLASSIQUES:—Loi des subventions aux—. (Voir *BILLS, No 28.*)COLLÈGE DE NOTRE-DAME, CÔTE-DES-NEIGES:—Loi modifiant la charte du—, et ratifiant trois actes d'obligation et de fiducie. (Voir *BILLS, No 129.*)COLONISATION, CHASSE ET PÊCHERIES:—Loi modifiant la Loi du département de la—. (Voir *BILLS, No 70.*)

COLONISATION:—

1. Loi pour augmenter, en faveur du colon, l'étendue du terrain sur lequel le concessionnaire forestier ne peut couper du bois. (Voir *BILLS, No 63.*)
2. Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de—. (Voir *BILLS, No 69.*)
3. (Voir RETOUR A LA TERRE; SOCIÉTÉS DE—.)

COLONS:—

1. Loi modifiant la Loi du mérite agricole relativement aux—. (Voir *BILLS, No 65.*)
2. (Voir BOIS.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 4.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres, des différents comités permanents, 4; rapport, 5; concours, 7. Noms des députés composant les comités permanents, 5, 6 et 7.

Agriculture, immigration et colonisation:—1er rapport, 10; 2e, 111.

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 23; par le Conseil, 23.

Bills privés en général:—1er rapport, 10; 2e, 53; 3e (délais prolongés), 58; 4e, 84; 5e, 94; 6e, 111; 7e, 125; 8e, 140; 9e, 150; 10e, 163; 11e recommande de changer titre d'un bill, 170; 12e, 176; 13e, 180; 14e, 210; 15e, 217; 16e, 238; 17e, recommande de réimprimer bill, 242; 18e, délais prolongés, 247; 19e, 258; 20e, 265; 21e, 294; 22e, délais prolongés, 298; 23e, 312; 24e, délais prolongés, 335.

Bills publics en général:—1er rapport, 10; 2e, 44; 3e, 54; 4e, 72; 5e, 84; 6e, 94; 7e, 110; 8e, 115; 9e, 125; 10e, 136; 11e, 140; 12e, 143; 13e, 150; 14e, 163; 15e, 167; 16e, 170; 17e, 185; 18e, 210; 19e, 231; 20e, 252; 21e, 264; 22e, 270; 23e, 276; 24e, 297; 25e, 303; 26e, 320; 27e, 347; 28e, 361; 29e, 371; 30e, 375; 31e, 387; 32e, 401; 33e, 404; 34e, 416; 35e, 445; 36e, 452; 37e, 472; 38e, 486.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 11; 2e, 115.

Code municipal:—1er rapport, 10.

Comptes publics:—1er rapport, 10.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 24; par le Conseil, 94.

Industries et commerce:—1er rapport, 11.

Privileges et élections:—1er rapport, 10.

Règlements:—1er rapport, 10; 2e, 20; 3e, 25; 4e, 34; 5e, 53; 6e, délais pro., 57; 7e, 67; 8e, 72; 9e, 101; 10e, 115; 11e, 122; 12e, 125; 13e, 180; 14e, délais prol., 247; 15e, délais prol., 298; 16e, délais prol., 335.

Comité prolonge délais pour réception de rapports sur bills privés, 58, 247.

Comité élu fait rapport qu'un bill a été rejeté, 252; a été retiré, 320.

Comité rapporte un bill à la Chambre, 297, 472, 85.

Comité plénier se lève, lors de l'étude d'un bill, 159.

Comité recommande de réimprimer bill pour étude à la Chambre, 242.

Comité plénier rapporte bill avec titre changé, 494.

Comité plénier rapporte que le travail avance (progrès), 345.

(VOIR BILLS, PROCÉDURES INCIDENTES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMMERCE:—(VOIR AFFAIRES MUNICIPALES; ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.)

COMMISSION D'ÉLECTRICITÉ:—1. Loi créant la—de Québec. (VOIR BILLS, No 20.)
2. (VOIR ÉLECTRICITÉ.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (VOIR BILLS, No 99.)

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—Loi de la—. (VOIR BILLS, No 30.)

COMMISSION MUNICIPALE:—

1. Loi de la—de Québec. (VOIR BILLS, No 246.)
2. (VOIR AFFAIRES MUNICIPALES; CITÉS ET VILLES; CODE MUNICIPAL; MUNICIPALITÉS.)

COMPAGNIE AMYOT, LIMITÉE:—Loi changeant le nom de "*Dominion Corset Company*", en celui de La—. (VOIR BILLS, No 81.)

COMPAGNIE DORCHESTER, LIMITÉE:—Loi changeant le nom de *Quebec Paper Box Company* en celui de La—. (VOIR BILLS, No 80.)

COMPAGNIES DE CHARRON:—(VOIR JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—Motion de M. Francœur (Montréal-Dorion): Que cette Chambre a appris que certaines—congédisent des Canadiens du Québec qu'elles employaient et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, et elle proteste contre ce favoritisme; motion adoptée, 119; débat, débat ajournée, 119; reprise du débat, débat ajourné, 242; reprise du débat, motion adoptée, 468.

COMPAGNIES DE QUÉBEC:—

1. Loi modifiant art. 38 et 128 de la Loi des—. (VOIR BILLS, D.)
2. Loi des—relativement à la saisie et au transfert de certaines actions. (VOIR BILLS, No 74.)
3. Loi des—. (VOIR BILLS, No 203.)

COMPAGNIES DE FIDEICOMMIS:—Loi des—. (VOIR BILLS, No 204.)

COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHIE:—Loi des—pour leur donner le pouvoir d'étendre leurs lignes. (VOIR BILLS, No 72.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMPAGNIE MUTUELLE D'ASSURANCE LASALLE:—(Voir LASALLE—.)

COMPTES PUBLICS:—(Voir COMITÉS.)

CONCESSIONNAIRE FORESTIER:—(Voir COLONISATION.)

CONSEIL LÉGISLATIF:—

1. *Messages au Conseil:*

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 23; des impressions, 24.

Qu'un amdt du Conseil a été adopté par l'Assemblée, 475, 478, 480.

2. *Messages du Conseil:*

Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 23; des impressions, 94.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 473;

3. Bills originés au C.L. (Voir BILLS B; C; D.)

4. (Voir BILLS (Procédures incidentes); ADRESSE A SA MAJESTÉ.)

CONSEIL LÉGISLATIF:—Motion de M. Drouin: Que cette Chambre est d'opinion qu'il y aura lieu de faire la modification du Conseil législatif;

Que les Conseillers législatifs ne devraient plus être nommés à vie mais pour une certaine période seulement et sur une base de représentation corporative, pour que toutes les classes aient des représentants suivant intérêts moraux, économiques et sociaux, et sans nuire aux droits acquis, 508, motion rejetée sur vote, 508.

CONSTITUT:—(Voir HULL.)

CONTRATS DE MARIAGE:—(Voir LOI 24 GEO. V, c. 14.)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL:—Loi de l'extension des—.
(Voir BILLS, No 56.)

CORPORATIONS:—

1. Loi de la taxe sur les—. (Voir BILLS, No 12.)

2. (Voir COMPAGNIES.)

CORPORATIONS MUNICIPALES:—

1. Loi limitant certains droits d'action contre les—. (Voir BILLS, No 182.)

2. (Voir CHÔMEURS; EMPRUNTS DES—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES:—Loi suspendant l'exigibilité de certaines.—
(Voir BILLS, No 58.)

CRÉDIT AGRICOLE:—Loi relative au.— (Voir BILLS, No 22.)

CRÉDIT AGRICOLE PROVINCIAL:—Motion de M. Sauvé: Que, considérant qu'il est urgent pour les cultivateurs de se procurer les fonds pour assurer prospérité de l'industrie agricole; cette Chambre réclame établissement d'un—provincial, sous contrôle d'une commission offrant garanties d'impartialité, avec pouvoirs d'émettre obligations afin de faire aux cultivateurs des prêts à un taux d'intérêt n'excédant pas 4%, débat, ajourné, 57; reprise du débat, ajourné, 64; reprise du débat; amendement Gaudet invitant les Communes et le Sénat à autoriser Commission du Prêt Agricole Canadien à prêter au cultivateur; M. Sauvé soulève point d'ordre et objecte que l'amdt contrevient à art. 155 du régl parce qu'il anticipe sur motion au feuilleton; l'orateur-suppléant réserve décision, 80, 81; l'Orateur-suppléant décide que l'amendement est régulier, 84. Reprise du débat sur l'amendement de M. Gaudet; M. Barré propose sous-amdt; débat ajourné sur le sous-amendement, 91, 92, reprise du débat, 96; débat ajourné, 98; reprise du débat, 105; le débat se continue, 107; au cours du débat les documents Nos 86, 87 et 88 sont déposés: lettre de l'honorable M. Rhodes du 4 fév. 1935, celle du 29 jan. 1935 et une lettre du juge L.-J. Loranger, du 4 fév. 1935; M. Barré du consentement unanime retire son sous-amendement, 107; reprise du débat sur l'amdt Gaudet, 107, vote, amendt adopté, motion principale telle qu'amendée adoptée après division comme dans la votation précédente, 108.

CRÉDITS:—(Voir SUBSIDES.)

CRISE:—(Voir JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

CULTIVATEURS:—(Voir CRÉDIT AGRICOLE PROVINCIAL.)

CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS:—Motion de M. Guertin: Que, attendu: Que les Communes et le Sénat ont passé une loi d'arrangement entre —; que seuls les cultivateurs peuvent en bénéficier; cette Chambre invite les Communes et le Sénat à apporter les modifications nécessaires pour en étendre l'application aux propriétaires d'immeubles, 266; débat ajourné, 266; reprise du débat, débat ajourné, 290; reprise du débat, motion rejetée sur division, 297.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

D ALE LEARMONTH, MARGARET:—Loi déclarant les droits de dame—en vertu du testament de feu Joseph B. Learmont. (Voir *BILLS*, No 95.)

DÉDENTURES:—(Voir *BONS*.)

DEBLOIS, JEANNE:—(Voir *SHOONER*, *GEORGE*.)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR*; *QUESTIONS D'ORDRE*; *PRÉCIS DES*—.)

DÉLAIS PROLONGÉS:—Rapports de comités pour—, adoptés par la Chambre, 58, 298, 335. (Voir *RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE*; *COMITÉS*.)

DÉLIT OU QUASI-DÉLIT:—Loi relative au recouvrement de réclamations résultant d'—. (Voir *BILLS*, No 48.)

DENTISTES:—

1. Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS*, No 185.)
2. Loi des—. (Voir *BILLS*, No 199.)

DÉPARTEMENTS:—

1. Loi modifiant la Loi de l'exécutif, relativement au transfert des services des—. (Voir *BILLS*, No 42.)
2. (Voir *ORGANISATION DES*—.)

DÉPÔTS JUDICIAIRES:—Loi du département du trésor, relativement aux —et autres. (Voir *BILLS*, No 45.)

DÉPUTÉS:—Séance ajournée par respect pour députés décédés. (Voir *SÉANCES*.)

DE SALES:—Loi érigeant en municipalité le canton—. (Voir *BILLS*, No 177.)

DETTES HYPOTHÉCAIRES:—(Voir *CRÉANCES*.)

DIMANCHE:—(Voir *OBSERVANCE DU*—.)

DISCOURS DU TRÔNE:—À l'ouverture de la session, 2; motion pour prise en considération du—, 4; à la clôture de la session, 553. (Voir *ADRESSE EN RÉPONSE AU*—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS:—(Voir ACTES ET—.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Accidents du travail:—

1. Ordres-en-conseil depuis le 3 avril 1931 au 8 janvier, 1935, et se rapportant à la Loi des accidents du travail, 1931, 21 Geo. V, ch. 100, et amendements. Ordonné, 30. Déposé, 45. (*No 51.*)
2. Décisions et règlements adoptés par la Commission des Accidents du Travail, depuis le 4 avril 1931 au 1er mars 1935, et se rapportant aux cédules Une, Deux et Trois de la loi des Accidents du Travail, 21 Geo. V, chap. 100. Ordonné, 231. Déposé, 232. (*No 125.*)
3. (Voir *Loi des—; Travail; Travaux publics.*)

*Affaires municipales:—*Rapport du ministre des—, 1933-34. Déposé, 8. (*No 10.*)

Agriculture:—

Rapport du ministre de l'— de la province de Québec, pour année finissant 30 juin 1934. Déposé 55. (*No 60.*)

Aide aux Chômeurs:—(Voir *Chômeurs.*)

*Animaux à fourrure:—*Correspondance de 1933-34, relativement au congrès annuel des éleveurs de renards, en janvier 1934, et relativement au Service Provincial des Animaux à fourrure et de la Ferme Expérimentale des—. Ordonné le 6 avril 1934. Déposé, 42. (*No 49.*)

Annonces:—(Voir *Publicité.*)

*Annuaire statistique:—*L'—de 1934. Déposé, 46. (*No 57.*)

*Archiviste:—*Rapport de l'—de la province de Québec pour 1933-1934. Déposé, 23. (*No 16.*)

Arrêts en Conseil:—

1. Nombre des Arrêts en conseil depuis 1er mai 1934 au 23 janvier 1935. Ordonné, 231. Déposé, 238. (*No 128.*)
2. (Voir *Ordres en—; Comptabilité; Loi de 17 à 25 Geo. V.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Assistance publique:—*

1. Rapport du Directeur de l'—pour l'année finissant le 30 juin 1934. Déposé, 23. (*No 17.*)
2. Ordres-en-conseil depuis le 24 janvier 1934, et se rapportant au chap. 76, 23 Geo. V, Loi de l'Assistance publique, relativement à ses fonds. Ordonné, 31. Déposé, 53. (*No 59.*)
3. Correspondance, depuis le 1^{er} janvier 1934 avec toutes personnes, se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement et payables à même le fonds de l'Assistance Publique. Ordonné, 32. Déposé, 157. (*No 106.*)
4. Arrêtés en conseil depuis 10 janvier 1934 au 5 février 1935, et se rapportant aux fonds de l'Assistance publique payables à diverses institutions en une période de vingt à trente ans. bilan A-9 des Comptes publics 1934. Ordonné, 230. Déposé, 258. (*No 131.*)

*Assurances:—(Voir Compagnies d'—.)**Auditeur de la province:—(Voir Mandats spéciaux; Comptabilité.)*

*Betterave sucrière:—*Correspondance se rapportant à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves, depuis 1^{er} janvier au 30 avril 1935. Ordonné, 413.

*Bibliothèque de la législature:—*Rapport du Conservateur de la—, janvier à décembre 1934. Déposé, 177. (*No 112.*)

Bois ou pulpe:—

1. Ordres-en-conseil depuis le 10 janvier 1934 au 8 janvier 1935, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. Ordonné, 31. Déposé, 99. (*No 76.*)
2. Arrêtés en conseil, depuis 8 jan. au 23 avril 1935, se rapportant à l'exportation de bois ou de la pulpe aux États-Unis. Ordonné, 367. Déposé, 501. (*No 150.*)
3. (*Voir Droits de coupe; Limites forestières.*)

*Budget:—*Des dépenses pour 1935 et 1936. Déposé, 118 et 537. (*Nos 1 et 2.*) (*Voir Mandats spéciaux; SUBSIDES.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Cautionnements:—État des— fournis par les Officiers du Gouvernement (y compris les baillis), chapitre 9, article 41, S.R.Q., 1925. Déposé, 19. (*No 14.*)

Chemins:—(Voir *Colonisation*; *Route*; *Voirie*; *Saint-Benoit*; *Saint-Augustin*; *Saint-Colomban*; *Saint-Joseph du Lac*; *Sainte-Scholastique*.)

Chemins de fer:—(Voir *Compagnies de*—).

Chômeurs:—Document déposé au cours du débat, re bill No 35, concernant emprunts municipaux pour aider aux—, 241: Lettre de M. Wm. Domville, datée à Rosemere, P.Q., le 17 mars 1935. (*No 130.*)

Colonisation:—Lettres envoyées par la Colonisation aux sociétés diocésaines ou de colonisation, districts de Québec, Trois-Rivières et Montréal, depuis le 31 mars au 8 avril 1935. Ordonné, 342. Déposé, 388. (*No 145.*)

Colonisation, Chasse et Pêcheries:—Rapport du Ministère de la— pour l'année finissant le 30 juin 1934. Déposé, 5. (*No 7.*)

Commission des Accidents du travail:—

1. Septième rapport annuel de la—. Déposé, 362. (*No 144.*)
2. (Voir *Accidents du travail*.)

Commission des Eaux Courantes:—Rapport de la—, 1934. Déposé, 176. (*No 111.*)

Commission de l'électricité:—

1. Rapport de la—, 21 janvier 1935. Déposé, 46. (*No 58.*)
2. (Voir *Électricité*.)

Commission des liqueurs:—Rapport annuel 1933-1934. Déposé, 109. (*No 84.*)

Commission des Services publics:—Vingt-cinquième rapport annuel de la—, pour l'année finissant le 30 juin 1934. Déposé, 207. (*No 119.*)

Commissions Scolaires:—(Voir *Sainte-Scholastique*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Compagnies d'assurance:—*

1. Rapport sur les—, 1934, (opérations de 1933). Service des assurances, département du Trésor, province de Québec. Déposé, 96. (*No 75.*)
2. Ordres-en-conseil depuis le 1er janvier 1933 au 1er janvier 1934, et se rapportant aux taxes et les compagnies d'assurances ou personnes s'occupant d'assurance. Ordonné, 31. Déposé, 88. (*No 71.*)

Compagnies de chemins de fer:—

1. Rapports des—pour l'année expirée le 31 décembre 1933, article 4, chapitre 31. S.R.Q., 1925. Déposé, 74. (*No 65.*)
2. Statistiques des—au 31 déc. 1933, art. 187, c. 230. S.R.Q., 1925. Déposé, 75. (*No 66.*)

*Comptabilité de la province:—*Arrêté en conseil du 8 septembre 1932, No 2166, relatif à la—. Ordonné, 66. Déposé, 88. (*No 70.*)*Comptes publics:—*

1. État des—pour l'exercice finissant le 30 juin 1934. Déposé, 62. (*No 63.*)
2. Rapports au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 9, Loi concernant la vérification des—, chapitre 21, Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 10 janvier 1934, inclusivement, jusqu'au 23 février 1935. Ordonné, 173. Déposé, 238. (*No 127.*)
3. Rapports, faits par l'Auditeur de la province, en vertu de l'art. 8, Loi concernant la vérification des comptes publics, chap. 21, Statuts refondus de Québec, depuis le 10 janvier 1934 au 23 février 1935. Ordonné, 249.

Concessions forestières:—(Voir *Limites*—.)*Conseil d'Hygiène:—*

1. État certifié, relativement au Conseil d'Hygiène depuis la date de son institution, jusqu'au 1er février 1935; et indiquant: date de chacune des réunions dudit conseil; somme globale payée par la province à chacun des membres du conseil; total des déboursés faits par la province à ce sujet. Ordonné, 249. Déposé, 323. (*No 140.*)
2. (Voir *Hygiène.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Concessions forestières:—(Voir *Limites*—.)

Consolidated Paper Corporation:—Arrêtés ministériels depuis le 1er juillet 1933 au 1er juillet 1934, et se rapportant au remboursement de la somme de \$258,504.56 fait par le gouvernement à la Consolidated Paper Corporation. Ordonné, 290. Déposé, 514. (*No 162.*)

Corporations:—(Voir *Taxe sur les*—.)

Corporations scolaires:—

1. État financier des—pour l'année finissant le 30 juin 1933. Déposé, 46. (*No 55.*)
2. (Voir *Instruction publique.*)

Coupe du bois:—(Voir *Droits de coupe; Bois ou Pulpe; Limites forestières; Échange de terrains.*)

Crédit agricole:—

Documents déposés au cours du débat sur le—, 107:

- (a) Lettre de l'honorable M. Edgar N. Rhodes, relative à la loi du concordat entre les cultivateurs et leurs créanciers en date du 4 février, 1935. (*No 86.*)
- (b) Lettre du même en date du 29 janvier, 1935. (*No 87.*)
- (c) Lettre du juge L.-J. Loranger, relative aux difficultés auxquelles la Commission du Concordat doit faire face. (*No 88.*)

Cultivateurs:—(Voir *Colonisation; Fils de cultivateurs.*)

Démographie:—(Voir *Hygiène.*)

Dominion Stores, Ltd:—Correspondance, depuis 1er mai 1932 1er octobre 1934, quant aux réductions de taxes accordées par le gouvernement à Dominion Stores Ltd, et Stop and Shop Ltd, quant aux salaires et émoluments payés par lesdits Dominion Stores, Ltd., quant à la comptabilité et à la tenue des livres du gouvernement de cette province au sujet de ces réductions et quant aux sommes dues par la province aux marchands et épiciers. Ordonné, 275. Déposé, 312. (*No 132.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Droits de coupe:—*

1. Ordres-en-conseil depuis 10 janvier 1934 au 23 février 1935, et se rapportant aux droits de coupe payables à la province. Ordonné, 231. Déposé, 239. (*No 129.*)
2. Relativement aux—payables à la province et impayés, le 30 juin et le 31 déc. 1934, ceux qui n'avaient pas payé; somme payable à la prov.; à quelle date, montant global des—. Ordonné, 315. Déposé, 315. (*No 135.*)
3. État indiquant à partir du 10 jan. 1934 au 23 fév. 1935, le gouv. a-t-il accordé réductions quant aux—payables à la prov.; quand, à qui, montant total. Ordonné, 316. Déposé, 316. (*No 136.*)
4. (Voir *Bois ou pulpe.*)

Eaux courantes:—(Voir Commission des—.)

*Echange de terrains:—*Arrêtés en conseil depuis le 1er janvier 1931, au 19 janvier 1935, et se rapportant à l'échange de terrains avec toutes personnes les détenant par lettres patentes ou par licences de coupe de bois. Ordonné, 50. Déposé, 109. (*No 85.*)

Ecoles:—(Voir Corporations scolaires; Instruction publique; Statistiques.)

Électricité:—

1. Correspondance, depuis le 1er juin 1934, avec MM. Ernest Lapointe, Augustin Frigon et G. C. MacDonald, se rapportant au problème de l'électricité en cette province. Ordonné, 30. Déposé, 45. (*No 50.*)
2. Ordres-en-conseil depuis 1er juin, 1934, et se rapportant à la Commission relative au problème de—et composée de MM. Ernest Lapointe, Augustin Frigon et G. C. MacDonald. Ordonné, 30. Déposé, 56. (*No 61.*)
3. (Voir *Commission de l'—.*)

*Emprunts temporaires:—*1. Ordres-en-conseil depuis le 10 janvier 1934, au 8 janvier 1935 et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province. Ordonné, 31. Déposé, 46. (*No 54.*)

2. États certifiés des emprunts temporaires depuis 1er janvier 1931, au 19 janvier 1935, mentionnant: montant; date; taux d'intérêt; intérêt payé; date de remboursement, déficit du fonds consolidé à la date de chacun de ces emprunts. Ordonné, 31. Déposé, 89. (*No 74.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Enseignement:—*

1. Statistiques de l'—pour 1933-34. Déposé, 46. (*No 56.*)
2. (Voir *Corporations scolaires, Instruction publique.*)

Établissements de lait en faillite:—Relativement à la réponse du ministre de l'Agriculture se rattachant aux établissements de lait qui ont fait faillite, tel qu'indiqué aux Journaux du 30 jan. 1935, noms des producteurs de lait, montant de chaque réclamation produite à la Commission des produits laitiers, dans chaque faillite; somme d'argent reçue; quelle garantie en dépôt chez le Trésorier. Ordonné, 430. Déposé, 431. (*No 149.*)

Étalons:—État indiquant: En quelle année le gouvernement a commencé l'inspection des—. Depuis, combien inspectés chaque année dans chacun des comtés et combien par classe; En quelle année a-t-il accordé aux propriétaires des primes basées sur le nombre de poulains; Combien de primes accordées. Ordonné, 355. Déposé, 402. (*No 147.*)

Faillite:—(Voir *Établissements de lait en faillite.*)

Fils de Cultivateurs:—Ordres-en-conseil depuis le 23 janvier 1934, et se rapportant au placement des fils de cultivateurs. Ordonné, 32. Déposé, 45. (*No 52.*)

Fils de Cultivateurs des Deux-Montagnes:—Correspondance relativement à l'établissement des—, ou concernant les octrois à eux payés ou payables depuis 1er janvier 1933, au 5 mars 1935. Ordonné, 229. Déposé, 232. (*No 124.*)

Fils de Cultivateurs de Yamaska:—Correspondance relativement à l'établissement des—, ou concernant les octrois à eux payés, depuis le 1er janvier 1933, jusqu'au 21 mars 1935. Ordonné, 261. Déposé, 313. (*No 134.*)

Forêts:—(Voir *Terres et Forêts; Limites à bois; Bois ou Pulpe; Droits de coupe; Agriculture; Produits forestiers.*)

Gazoline:—État indiquant: Combien de gallons de gazoline le gouvernement a achetés depuis 1930; noms de qui le gouvernement en a acheté depuis 1930; total de gallons achetés dans chaque cas; prix payé par gallon pour chaque marque. Ordonné, 267.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Horticulture:—(Voir *Agriculture.*)

*Huile:—*État indiquant: Combien de gallons d'—le gouvernement a achetés depuis 1930; noms de qui le gouvernement en a acheté depuis 1930; total de gallons achetés dans chaque cas; prix payé par gallon pour chaque marque d'huile. Ordonné, 267. Déposé, 354. (*No 143.*)

*Hygiène:—*Douzième rapport du Service provincial d'—1933-34, et de la Démographie pour 1933. Déposé, 15. (*No 13.*)

Impression et reliure:—(Voir *Publicité.*)

*Imprimeur du roi:—*Rapport de l'—. Présenté, 7. (*No 8.*)

Instruction publique:—

1. Rapport du Surintendant de l'—pour 1933-34. Déposé, 8. (*No 11.*)
2. État financier du Surintendant de l'—pour l'exercice finissant le 30 juin 1934. Déposé, 23. (*No 19.*)
3. (Voir *Corporations scolaires; Statistiques; Enseignement.*)

Journaux:—(Voir *Publicité.*)

Laiteries:—

1. Correspondance depuis le 1er mai 1934 au 14 février 1935, et se rapportant aux traitements faits par les laiteries de Montréal, aux cultivateurs producteurs de lait. Ordonné, 246.
2. (Voir *Établissements de—.*)

*L'Annonciation d'Oka:—*Correspondance relativement à demande d'octroi pour protection contre l'incendie, dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1930, au 31 janvier 1935. Ordonné, 136. Déposé, 143. (*No 105.*)

Limites forestières:—

1. Ordres-en-conseil depuis le 10 janvier 1934, au 19 janvier 1935, et se rapportant à la concession de concessions de limites forestières. Ordonné, 52. Déposé, 99. (*No 77.*)
2. (Voir *Bois ou Pulpe; Droits de coupe.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Loi des Accidents de travail, 1931 (21 Geo. V, c. 100, art. 81):—

1. Arrêtés-en-conseil depuis 3 avril 1931 au 8 janvier 1935, se rapportant à—. Ordonné, 89.
2. (Voir *Accidents du travail.*)

*Loi 17 Geo. V, c. 24:—*Ordres-en-conseil, depuis le 23 janvier 1934, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 Geo. V, chap. 24. Ordonné, 52. Déposé, 74. (*No 64.*)

Loi 17 Geo. V, c. 24:—(Voir *Produits Agricoles.*)

*Loi 18 Geo. V, c. 30, art. 11:—*Arrêtés-en-conseil depuis 21 mars 1928, au 31 janvier 1935, et se rapportant à 18 Geo. V, chapitre 30, article 11. Ordonné, 159. Déposé, 179. (*No 114.*)

*Loi 20 Geo. V, c. 7, art. 2:—*Ordres-en-conseil depuis le 10 janvier 1934, au 8 janvier 1935, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7 20 Geo. V. Ordonné, 52. Déposé, 74. (*No 68.*)

*Loi 21 Geo. V, ch. 26:—*Ordres-en-conseil depuis le 10 janvier 1934, au 8 janvier 1935 et se rapportant au chapitre 26, Statuts de Québec, 21 Geo. V, Loi modifiant la Loi du département du trésor. Ordonné, 250. Déposé, 323. (*No 141.*)

*Loi 21 Geo. V, c. 38:—*État certifié se rapportant à différence d'intérêt (1½%) prévu loi 21 Geo. V, chap. 38, depuis 3 avril 1931 au 16 janvier 1935, indiquant: noms des personnes qui en ont bénéficié, versement fait à ce sujet; date des versements. Ordonné, 67. Déposé, 139. (*No 102.*)

*Loi 21 Geo. V, c. 100, art. 72:—*Ordres-en-conseil depuis le 23 janvier 1934, et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévues par l'article 72 du chap. 100, 21 Geo. V. Ordonné, 32. Déposé, 45. (*No 53.*)

*Loi 23 Geo. V, c. 26:—*Arrêtés-en-conseil depuis 13 avril 1933 au 26 février 1935, et se rapportant à 23 Geo. V, chap. 26. Ordonné 231. Déposé, 323. (*No 139.*)

*Loi 24 Geo. V, c. 2:—*Arrêtés-en-conseil depuis le 15 mars 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 2. Ordonné, 48. Déposé, 89. (*No 72.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

- Loi 24 Geo. V, c. 3*:—Arrêtés en conseil depuis 6 mars 1934, au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 3. Ordonné 49. Déposé, 114. (*No 90.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 6*:—Arrêtés en conseil depuis 19 avril 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 6. Ordonné, 49. Déposé, 74. (*No 67.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 8*:—Arrêtés en conseil depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 8. Ordonné 49. Déposé, 89. (*No 73.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 9*:—Ordres-en-conseil depuis le 19 avril 1934, au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 9. Ordonné, 50. Déposé, 158. (*No 107.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 17*:—Ordres-en-conseil depuis le 19 avril 1934, au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, ch. 17. Ordonné, 50. Déposé, 121. (*No 93.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 19*:—Ordres-en-conseil depuis le 15 avril 1934 au 8 janvier 1935 et se rapportant à la Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts, 24 Geo. V, ch. 19. Ordonné, 32. Déposé, 100. (*No 80.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 20*:—Arrêtés-en-conseil depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier, 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 20. Ordonné, 50. Déposé, 135. (*No 99.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 20*:—Contrats et conventions intervenus depuis le 19 avril 1934, au 19 janvier 1935 et prévus dans le Statut 24 Geo. V, chap. 20. Ordonné, 50, 51. Déposé, 135. (*No 100.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 22*:—Arrêtés en conseil, depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 22. Ordonné, 49. Déposé, 100. (*No 79.*)
- Loi 24 Geo. V, c. 23*:—Arrêtés en conseil depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 23. Ordonné, 49. Déposé, 99. (*No 78.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Loi 24 Geo. V, c. 24—Arrêtés-en-conseil depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, ch. 24. Ordonné, 49. Déposé, 121. (*No 91.*)

Loi 24 Geo. V, c. 25—Arrêtés-en-conseil depuis le 19 avril, 1934 au 19 janvier 1935, en vertu de 24 Geo. V, chap. 25. Ordonné, 51. Déposé, 121. (*No 94.*)

Loi 24 Geo. V, c. 45—Arrêtés-en-conseil depuis le 6 mars 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 45. Ordonné, 49, 50. Déposé, 121. (*No 95.*)

Loi 24 Geo. V, c. 47—Arrêtes en conseil en vertu du chapitre 47, 24 Geo. V, depuis le 19 avril 1934, au 19 janvier 1935. Ordonné, 50. Déposé, 121. (*No 92.*)

Loi 24 Geo. V, c. 50—Arrêtés en conseil depuis le 19 avril 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chapitre 50. Ordonné, 51. Déposé, 135. (*No 98.*)

Loi 24 Geo. V, c. 54—Arrêtés en conseil, depuis le 5 mars 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chapitre 54. Ordonné, 51. Déposé, 100. (*No 81.*)

Loi 24 Geo. V, c. 64—Arrêtés en conseil depuis le 6 mars 1934 au 19 janvier 1935, et se rapportant à 24 Geo. V, chap. 64. Ordonné, 51. Déposé, 114. (*No 89.*)

Mandats spéciaux:—

1. Déposé, p. 11, 12 et 13. (*No 12.*)
2. États certifiés relativement aux \$757,947.06 mentionnés aux mandats spéciaux, Journaux 10 jan. 1935, indiquant: noms des personnes ou compagnies auxquelles cette somme a été payée: quand, chacun payé, et à quel sujet. Ordonné, 65. Déposé, 221. (*No 120.*)

Mines:—Rapport du ministre des—1933-34. Déposé 5. (*No 4.*)
(Voir *Voirie.*)

Municipalités:—(Voir *Affaires municipales; Chômeurs; Corporations scolaires; Statistiques; Voirie.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Nominations dans le Service civil.—Rapports du Conseil exécutif concernant—. Déposé, 7. (*No 9.*)

Officiers publics.—(Voir *Cautionnements*; *Nominations dans le service civil.*)

Oka.—(Voir *L'Annonciation d'—*)

Ordres en Conseil.—

1. Ordre en conseil No 2586 de 1934. Ordonné, 89. Déposé, 135. (*No 101.*)
2. (Voir *Arrêtés en conseil.*)

Papeterie.—État indiquant: Combien la province au cours de 1934 a-t-elle payé pour papeterie; noms des personnes de qui elle en a achetée; montant payé. Ordonné, 372.

Passages à niveaux.—Copies ordres-en-conseil depuis 23 jan. 1934, se rapportant aux passages à niveaux, 19 Geo. V, chap. 8. Ordonné, 31; déposé, 56. (*No 62.*)

Pêcheries.—Correspondance échangée depuis 1933 entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial au sujet des pêcheries de la province de Québec. Motion pour dépôt; débat, ajournement du débat, 251; reprise du débat, adoptée, 467.

Producteurs de lait.—(Voir *Laiteries.*)

Produits agricoles.—

1. États certifiés, relativement à réponse donnée le 25 janvier 1935, au sujet de la vente des produits agricoles (17 Geo. V, chap. 24), depuis 10 janvier 1934 au 1er janvier 1935, et indiquant: noms de toutes personnes à qui les montants ont été payés; date et motif de chaque paiement. Ordonné, 111. Déposé, 158. (*No 108.*)
2. (Voir *Loi 17 Geo. V, c. 24.*)

Produits laitiers.—(Voir *Établissements de lait en faillite.*)

Publicité.—État certifié relativement aux sommes payées par le gouvernement pour: Impression et reliure; Annonces et pu-

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

blicité; Divers; depuis 1er janvier 1934 au 31 décembre 1934, et indiquant: nom des journaux, corporations, compagnies et personnes payés; somme globale payée à chacun d'eux; total des paiements effectués dans chaque cas. Ordonné, 173. Déposé, 354. (No 142.)

Pulpe:—(Voir *Bois ou*—.)

Registraire:—(Voir *Secrétaire et*—.)

Rente foncière:—

1. Ordres-en-conseil depuis 10 janvier 1934, au 23 février 1935, et se rapportant à la—, payable à la province. Ordonné, 173. Déposé, 222. (No 123.)
2. Relativement à la—payable à la province et impayée: le 30 juin 1934; le 31 décembre 1934: Quel sont ceux qui n'avaient pas encore payé; Quelle somme payable, quelle date, montant global de la—, payable à la province. Ordonné, 316. Déposé, 316. (No 137.)

Rivière du Chêne:—Correspondance depuis 15 septembre, 1932 au 20 janvier 1935, relativement au creusage de la—, à la rivière au Prince, comté des Deux-Montagnes. Ordonné, 66. Déposé, 238. (No 126.)

Routes:—(Voir *Colonisation; Voirie; Chemins*.)

Ruisseau Boudrias:—Correspondance depuis 15 septembre 1932 au 20 janvier 1935, relativement au creusage du—, comté Laval. Ordonné, 66. Déposé, 163. (No 109.); Supplémentaire, 179. (No 113.)

Ruisseau Papineau:—Correspondance depuis le 15 septembre 1932 au 20 janvier 1935, relativement au creusage du—, comté Laval. Ordonné, 66. Déposé, 313. (No 133.)

Saint-Augustin:—Correspondance relativement à demandes d'octrois pour construction de chemins, dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1930, au 20 février 1935. Ordonné, 172. Déposé, 184 (No 116); supplémentaire, 222. (No 121.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Saint-Benoit:—*

1. Correspondance relativement à demandes d'octrois pour construction de chemins, dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1930, au 31 janvier 1935. Ordonné, 135. Déposé, 139. (No 103.)
2. Correspondance relativement à demandes d'octrois pour construction de chemins, dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er août 1928 au 1er janvier 1930. Ordonné, 173. Déposé, 184. (No 118.)

*Saint-Colomban:—*Correspondance relativement à demandes d'octrois pour construction de chemins dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1930 au 31 janvier 1935. Ordonné, 136. Déposé, 184. (No 115.)

*Saint-Hermas:—*Correspondance depuis 15 septembre 1932 au 20 janvier 1935, relativement à l'entretien routes, dans municipalité—, comté des Deux-Montagnes, ou au cantonnier. Ordonné, 86. Déposé, 124. (No 96.)

*Saint-Joseph-du-Lac:—*Correspondance relativement à demandes d'octrois pour construction de chemins, dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1930 au 20 février 1935. Ordonné, 173. Déposé, 184. (No 117.)

Sainte-Scholastique:—

1. Correspondance relativement à demandes d'octrois pour construction de chemins, dans—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1930, au 31 janvier 1935. Ordonné, 136. Déposé, 139. (No 104.)
2. Correspondance relativement à demande d'octroi pour commission scolaire de—, comté Deux-Montagnes, depuis 1er janvier 1934 au 31 janvier 1935. Ordonné, 159. Déposé, 166, (No 110); supplémentaire, 322, (No 138); supplémentaire, 402, (No 146.)
3. Correspondance relativement à une demande d'octroi pour la commission scolaire de—, comté des Deux-Montagnes, depuis 31 janvier au 10 avril 1935. Ordonné, 367. Déposé, 402. (No 148.)

Secours aux chômeurs:—(Voir *Chômeurs.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Secrétaire et registraire:—Rapport du—1933-34. Déposé, 23. (*No 18.*)

Service civil:—(Voir *Nominations.*)

Service provincial d'hygiène:—(Voir *Hygiène.*)

Services publics:—(Voir *Commission des—.*)

Sociétés de Colonisation:—(Voir *Colonisation.*)

Sociétés diocésaines:—(Voir *Colonisation.*)

Statistiques:—

1. Municipales pour 1933. Déposé, 104. (*No 82.*)
2. Annuaire Statistique, 1934. Déposé 46. (*No 57.*)
3. De l'Enseignement pour 1933-34. Déposé 46. (*No 56.*)

Statuts Québec, 1925, ch. 21, art. 9:—(Voir *Comptes publics.*)

S. R. Q. 1925, ch. 26:—(Voir *Taxes sur les corporations.*)

Statut 24 Geo. V, c. 20:—(Voir *Loi—.*)

Stop and Shop, Ltd.:—(Voir *Dominion Stores, Ltd.*)

Subsidés:—(Voir *SUBSIDES.*)

Sucre de betteraves:—(Voir *Betterave Sucrière.*)

Taxes sur les corporations:—Arrêtés en conseil depuis 10 janvier 1934 au 16 janvier 1935, et se rapportant aux taxes sur compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes. (*S. R. Q., 1925, ch. 26 et ses amendements.*) Ordonné, 67. Déposé, 74. (*No 69.*)

Téléphone:—Correspondance protestant contre les hauts tarifs de téléphone actuellement en vigueur. Ordonné, 499.

Terres et Forêts:—Rapport du Ministre des—, pour les douze mois expirés le 30 juin 1934. Déposé, 19. (*No 15.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Tomates.—Arrêtés en conseil, depuis 1er janvier 1932, au 11 février 1935, et se rapportant à l'application de la Loi des fruits, particulièrement en ce qui concerne la vente des tomates. Ordonné, 205. Déposé, 510. (*No 151.*)

Travail.—Rapport du Ministre du—, pour l'année finissant le 30 juin 1934. Déposé, 5. (*No 6.*)

Travaux publics.—

1. Rapport du Ministre des—pour l'année finissant le 30 juin 1934. Déposé, 5. (*No 5.*)
2. Copies de rapports de l'Auditeur Général du Canada depuis 8 avril 1933 au 23 janvier 1935, au gouvernement de cette province relativement aux travaux publics exécutés dans cette province avec l'aide du trésor fédéral. Ordonné, 89. Déposé, 104. (*No 83.*)

Trésor.—(Voir *Loi 21 Geo. V*, ch. 26.)

Trésorerie.—Règlements adoptés par la Trésorerie de cette province, depuis 10 janvier 1934 au 23 février 1935. Ordonné, 173. Déposé, 222. (*No 122.*)

Trésor fédéral.—(Voir *Travaux publics.*)

Turcotte, Adélard.—Correspondance avec le ministre fédéral de l'Agriculture au sujet d'une réclamation présentée par M. —, de Parkurst, pour la perte de certains animaux. Ordonné, 490. Déposé, 514. (*No 153.*)

Vérification des comptes publics.—(Voir *Comptes publics.*)

Voirie.—

1. Rapport du ministre de la—pour 1934. Déposé, 5. (*No 3.*)
2. Certificats de la Voirie, depuis 8 février 1934, au 1er janvier 1935, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, chap. 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la Voirie". Ordonné, 32. Déposé, 135. (*No 97.*)
3. Réponses déposées à des ordres divers votés par l'Assemblée législative le 4 avril 1934, relativement à des Etats indiquant des sommes diverses mises à la disposition du mi-

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

- ministère de la Voirie et des Mines d'après certificats de dates diverses se rapportant à \$17,000,000 mentionnée à 19 Geo. V, ch. 32 "Loi modifiant la loi de la Voirie". Ces ordres ont été publiés dans les Journaux de 1934, aux pages 345 à 351.
- Ces réponses portent les numéros (*Nos 20 à 48* inclusivement Documents de la session) et sont indiquées aux présents Journaux, pp. 35 à 42.
4. (Voir *Chemins; Colonisation.*)

DOMINION CORSET CO:—(Voir COMPAGNIE AMYOT, LTÉE.)

DROIT DE VOTE DES FEMMES:—(Voir FEMMES.)

DROIT DE VOTER:—(Voir ÉLECTIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES.)

DROITS PROVINCIAUX:—(Voir JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

DROITS SEIGNEURIAUX:—Loi concernant le rachat, par certaines corporations municipales, des rentes constituées, en remplacement des—. (Voir BILLS, No 73.)

DROITS SUR SUCCESSIONS:—(Voir SUCCESSIONS.)

DUNLOP, DORA:—(Voir MACLAURIN, DORA.)

ECOLES:—(Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES; INSTRUCTION PUBLIQUE.)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir COMMISSION DES—.)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE QUÉBEC:—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'—. (Voir BILLS, No 76.)

ÉCOLES D'AGRICULTURE:—Loi concernant les—, entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs. (Voir BILLS, No 50.)

ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE:—Loi autorisant le Trésorier de la province à faire avances en attendant la contribution des corporations municipales pour—et les asiles d'aliénés. (Voir BILLS, No 61.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

ÉDUCATION:—(Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; ÉCOLES.)

ÉLECTIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—Loi concernant le droit de voter aux—nonobstant le non-paiement des taxes. (Voir BILLS, No 24.)

ÉLECTRICITÉ:—

1. Loi concernant la municipalisation de l'—. (Voir BILLS, No 41.)
2. (Voir CHUTES ET RAPIDES; COMMISSION D'—.)

EMBAULEMENT DES CADAVRES:—Loi des inhumations et des exhumations concernant l'—. (Voir BILLS, No 249.)

EMPRUNTS DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—Loi modifiant 22 George V, c. 93 aux fins d'autoriser les—à emprunter lorsque délai a été accordé pour le paiement des taxes. (Voir BILLS, No 51.)

EMPRUNTS MUNICIPAUX:—(Voir CHÔMEURS.)

EMPRUNTS PAR LES CULTIVATEURS:—(Voir CRÉDIT AGRICOLE PROVINCIAL.)

ENFANCE (Protection):—(Voir JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

ENREGISTREMENT:—(Voir BUREAUX D'—; SAINT-HYACINTHE.)

ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES:—(Voir PÊCHE.)

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX:—

1. Loi modifiant la Loi des—. (Voir BILLS, No 200.)
2. Loi des—et commerciaux concernant les doubles équipes. (Voir BILLS, No 244.)

ÉTHIER, JOSEPH:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, No 141.)

EXAMEN PRÉALABLE:—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant l'—. (Voir BILLS, No 209.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

FEMMES:—

1. Loi relative au droit de vote des—et à leur éligibilité. (Voir *BILLS, No 181.*)
2. Loi du salaire minimum des—. (Voir *BILLS, No 57.*)
3. Loi concernant le travail des—et des filles, (Voir *BILLS, No 172.*)

FEUILLETON:—(Voir *JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.*)

FONDS ÉLECTORAUX:—Motion de M. Guertin: Attendu que, pour assurer aux partis politiques la plus entière liberté il est nécessaire de faire disparaître le besoin de fonds électoraux;

Cette Chambre exprime le vœu que le Gouvernement présente un projet qui modifie la Loi électorale de Québec de façon: A rendre le vote obligatoire; A donner à chaque candidat le droit de se faire représenter dans tout bureau de vote; A lui fournir les listes électorales; A rendre plus sévères les dispositions concernant la corruption électorale; 513, motion rejetée sur division, 514.

GASPÉ:—(Voir *BONAVENTURE.*)

GAZOLINE:—

1. Loi de la—. (Voir *BILLS, No 29.*)
2. Loi de la manutention de la—. (Voir *BILLS, No 26.*)

GRANDE ÎLE:—Loi ratifiant règlement 6 de la—. (Voir *BILLS, No 112.*)

GREFFIER DE LA CHAMBRE:—Le—informe la Chambre que l'orateur est absent, et l'orateur suppléant prend le fauteuil. (Voir *ORATEUR-SUPPLÉANT.*)

GREFFIER DE LA COUBONNE EN CHANCELLERIE:—Proclamations signées par—. V, VI et VII.

GROTHÉ, THÉODORE-ALEXANDRE:—Loi concernant la donation fiduciaire de—. (Voir *BILLS, No 138.*)

HABEAS CORPUS:—Loi modifiant la Loi de l'—. (Voir *BILLS, No 158.*)

HATT, MATHILDA:—Loi concernant les successions de—, Amélie-Elizabeth Hatt et Louis-Joseph-Dezery Beaudry. (Voir *BILLS, No 104.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU:—Loi relative à l'augmentation d'un subside aux Secours de Charité de la Providence pour l'—. (Voir BILLS, No 39.)

HÔPITAL SAINT-JOSEPH DES CONVALESCENTES:—Loi modifiant la charte de l'—. (Voir BILLS, No 136.)

HÔPITAL SAINT-LUC:—Loi concernant les fonds d'amortissement des obligations de l'—. (Voir BILLS, No 105.)

HÔPITAL SAINT-MICHEL-ARCHANGE:—Loi ratifiant contrat avec les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux aliénés, dans l'—. (Voir BILLS, No 62.)

HÔPITAL:— (Voir TAXE d'—.)

HÔPITAUX PRIVÉS:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, No 247.)

HULL:—Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans cité de—. (Voir BILLS, No 173.)

HYPOTHÈQUES:—(Voir CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES.)

ILE DE MONTRÉAL:—Loi créant une commission chargée de l'étude d'un nouveau régime municipal pour l'—. (Voir BILLS, No 239.)

ILE D'ORLÉANS:—

1. Loi concernant le service de traversier entre l'—et la cité de Québec. (Voir BILLS, No 36.)
2. Loi concernant l'—. (Voir BILLS, No 49.)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (COMITÉ DES).—(Voir COMITÉS.)

INDIGENTS:—(Voir ASSISTANCE.)

INDUSTRIES:—(Voir COMITÉS; PRODUITS LAITIERS; ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.)

INDUSTRIE LAITIÈRE:—Motion de M. Sauvé: Attendu que la Commission d'Industrie Laitière est en opération depuis assez longtemps pour apercevoir lacunes qui existent; cette Chambre recommande d'adopter mesures pour assurer un traitement plus équitable aux cultivateurs producteurs de lait, donner aux consommateurs pro-

INDUSTRIE LAITIÈRE:—*Suite.*

tection, 287, débat, débat ajourné, 288; reprise du débat; amdt proposé, débat ajourné sur l'amdt, 301, 302; reprise du débat sur l'amdt, amdt adopté sur vote; motion principale telle qu'amendée adoptée sur division comme dans le cas de la votation précédente, 470, 471.

INHUMATIONS ET EXHUMATIONS:—Loi des — concernant l'embaumement des cadavres. (Voir *BILLS No 249.*)

INGÉNIEURS PROFESSIONNELS:—Loi concernant la corporation des — et William-Robert Caron. (Voir *BILLS, No 140.*)

INSPECTEUR DU TRAVAIL A HULL:—Motion de M. Guertin:—Que, Attendu que, dans la région de Hull, le service d'inspection du Ministère du Travail est insuffisant, cette Chambre invite le gouvernement à nommer un —, chargé de la mise en vigueur des lois ouvrières, des lois concernant les établissements industriels et commerciaux, le salaire minimum des femmes, la limitation des heures de travail, l'extension juridique des contrats de travail, 220, motion adoptée, 220.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES:—Loi de l'instruction publique, concernant le fonds de pension des —. (Voir *BILLS, No 16.*)

INSTITUTIONS DE CHARITÉ:—

1. Loi concernant le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer de certaines —. (Voir *BILLS, No 71.*)
2. (Voir *ASSISTANCE PUBLIQUE.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Loi modifiant la Loi de l'—. (Voir *BILLS, No 18.*)
2. Loi de l'— concernant paiement des taxes scolaires par certains occupants. (Voir *BILLS, No 187.*)
3. (Voir *ÉCOLES.*)

ISLE MALIGNE:—Loi concernant la ville d'—. (Voir *BILLS, No 127.*)

JOLIETTE:—Loi amendant la charte de la cité de —. (Voir *BILLS, No 82.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

JOURNAUX:—Motion de M. Barré: Chambre invite le gouvernement à préparer un projet de loi imposant aux compagnies éditrices de journaux, l'obligation de publier, annuellement, la liste assermentée de leurs administrateurs, actionnaires, créanciers hypothécaires et rédacteurs réguliers, 90; débat, débat ajourné, 90; reprise du débat, 223; du consentement unanime la motion est retirée, 223.

JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Résolution, adoptée sur proposition de M. Guertin, à l'effet que les—fassent mention des motions qui sont restées inscrites au Feuilleton, à la fin de la session. Ces motions sont:

- (a) Reprise du débat sur motion Drouin relative aux recommandations de la commission des questions sociales concernant particulièrement la protection de l'enfance, l'hygiène industrielle, la sécurité du travail, et les amendements aux lois de l'Assistance publique et des Établissements industriels, page 547.
- (b) Reprise du débat sur motion Drouin relative au chômage dont le coût devrait être supporté par le gouvernement provincial avec ou sans le concours du gouvernement fédéral, page 547.
- (c) Reprise du débat sur motion Barré invitant le gouvernement à instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses, page 548.
- (d) Reprise du débat sur motion Drouin à l'effet que cette Chambre est d'opinion que les secours directs devraient être abandonnés, sauf pour cas urgents et nécessaires, page 548.
- (e) Motion Drouin que cette Chambre est d'opinion que gouvernement soit prié d'aviser gouverneur général que Spencerwood ne sera plus mis à la disposition des successeurs du lieutenant-gouverneur actuel, page 548.
- (f) Motion Drouin que cette Chambre est d'opinion que le gouvernement devrait présenter loi de pension aux vieillards propre à la province, page 548.
- (g) Motion Drouin que cette Chambre est d'opinion que le Procureur général devrait prendre nouvelles procédures contre les compagnies de charbon, meilleur moyen de briser trust, page 548.
- (h) Motion Taschereau (Bellechasse) que cette Chambre invite gouvernement fédéral à respecter les droits provinciaux, page 549.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—*Suite.*

- (i) Motion Crête que cette Chambre exprime l'avis qu'il appartient au gouvernement fédéral de parer aux effets de la crise dont souffre le Canada entier, page 549.
- (j) Motion Francœur (Montréal-Dorion) que cette Chambre devrait prendre position et être en état de se prévaloir de la nouvelle ou présente loi fédérale des pensions de vieillesse, page 549.

JUGEMENTS:—

- 1. Loi modifiant le Code civil concernant l'enregistrement de certains—. (Voir *BILLS, No 150.*)
- 2. (Voir *TRIBUNAUX JUDICIAIRES.*)

JUGES DES SESSIONS:—Loi des tribunaux judiciaires concernant la pension des— et des magistrats de police et de district. (Voir *BILLS, No 8.*)

JURÉS:—Loi des—concernant le renouvellement de la liste des—. (Voir *BILLS, No 248.*)

JURY:—(Voir *PROCÈS PAR—.*)

LACHINE:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 102.*)

LACHUTE:—(Voir *SAINTE-JÉRUSALEM.*)

LAC SAINT-JEAN-EST:—Loi concernant la municipalité du—. (Voir *BILLS, No 207.*)

LASALLE:—Loi modifiant la charte de la ville—. (Voir *BILLS, No 98.*)

LA SALLE MUTUAL INS. CO:—Loi constituant en corporation "La Compagnie Mutuelle d'Assurance LaSalle—. (Voir *BILLS, No 84.*)

LA TUQUE:—Loi concernant la ville de—. (Voir *BILLS, No 135.*)

LAURIER, CHARLES-HYPOLITE:—Loi concernant la succession de feu—. (Voir *BILLS, No 88.*)

LEARMONT, JOSEPH B:—(Voir *DALE LEARMONT, MARGARET.*)

—
Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

LÉVIS:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 91.*)

LIDRE ÉCHANGE ENTRE ONTARIO ET QUÉBEC:—Motion de M. Guertin: Que cette Chambre: Attendu que la cité d'Ottawa impose des taxes d'affaires spéciales aux non-résidents de ladite province, prie le Premier Ministre d'engager pourparlers avec Ontario dans le but d'assurer le rétablissement du—. Adoptée, 250.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du—à l'ouverture de la session, 2; à la clôture de la session, 553; prise en considération, 4; motion pour adresse en réponse au discours du trône, 8; débat, 8, 13, 14, 19, 25, 27, 28; motion adoptée, 28.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills: le 6 mars, 201; le 11 avril, 330; le 2 mai, 409, le 18 mai, 550; à la clôture de la session, 550.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 7.

Transmission du budget, 118; du budget supplémentaire, 537.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 7; état des cautionnements, 19.

Proroge les Chambres, 553.

Adresse au—. (Voir *ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI.*)

LIQUEURS ALCOOLIKES:—

1. Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 21.*)

2. Loi des—concernant la recherche des infractions. (Voir *BILLS, No 159.*)

3. Loi des—se rapportant à l'arrestation sans mandat. (Voir *BILLS, No 160.*)

LIQUEURS DOUCES:—

1. Loi imposant des droits au sujet des—. (Voir *BILLS, No 13.*)

2. Loi concernant la manutention des—. (Voir *BILLS, No 14.*)

LIQUIDATEURS:—(Voir *SYNDICATS COOPÉRATIFS.*)

LIVERNOIS, J.-E., LTÉE:—Loi modifiant la charte de . (Voir *BILLS, No 89.*)

LOGEMENTS DES CHÔMEURS:—(Voir *CHÔMEURS.*)

LOI 19 GEO. V, C. 124:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 190.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

Loi 21 GEO. V, c. 36:—Loi abrogeant la loi—. (Voir *BILLS, No 162.*)

Loi 21 GEO. V, c. 105:—Loi abrogeant la—. (Voir *BILLS, No 163.*)

Loi 22 GEO. V, c. 94:—Loi modifiant la—relative à certains actes et documents, comtés de Bonaventure et Gaspé. (Voir *BILLS, No 3.*)

Loi 23 GEO. V, c. 77:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 167.*)

Loi 23 GEO. V, c. 98:—Loi modifiant la—, pour rétablir certaines indemnités. (Voir *BILLS, No 166.*)

Loi 23 GEO. V, c. 98:—Loi modifiant la—pour rétablir droit de l'accidenté de choisir son médecin. (Voir *BILLS, No 164.*)

Loi 23 GEO. V, c. 109:—Loi abrogeant la—et 24 George V, chapitre 21. (Voir *BILLS, No 166.*)

Loi 24 GEO. V, c. 14:—Loi abolissant taxes décrétées par la—concernant contrats de mariage et assurances sur la vie. (Voir *BILLS, No 166.*)

Loi 24 GEO. V, c. 21:—Loi abrogeant la—et 23 Geo. V, c. 109. (Voir *BILLS, No 166.*)

LOI ÉLECTORALE:—Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité. (Voir *BILLS, No 181.*)

LONGUEUIL:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 90.*)

LOUISEVILLE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir *BILLS, No 106.*)

MACLAURIN, DORA:—Loi changeant le nom de—en celui de Dora Dunlop et confirmant acte d'adoption passé entre elle et dame Catherine Ekers Dunlop. (Voir *BILLS, No 85.*)

MAGISTRATS DE POLICE:—(Voir *JUGES DES SESSIONS.*)

MAISONS A LOUER:—(Voir *CODE CIVIL.*)

MALONE, SABSFIELD:—Loi concernant le mariage de—et Marie Poliquin. (Voir *BILLS, No 118.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

MANDATS SPÉCIAUX: —Dépôt, 11, 12, 13.

MASSUE, JOSEPH-AIMÉ:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, No 133.)

MÉDECINS:—

1. Loi pour services des—et frais des accidentés dans institutions d'assistance publique. (Voir BILLS, No 197.)
2. (Voir LOI 23 GEO. V, c. 98.)

MÈRES NÉCESSITEUSES:—Motion de M. Barré: Que, vu la recommandation de la commission des assurances sociales d'instituer un régime d'assistance aux—, cette Chambre invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire, 392, débat ajourné, 393.

2. (Voir JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

MÉRITE AGRICOLE:—(Voir COLONS.)

MEXIQUE:—Motion de M. Crête: Que cette Chambre constate les malheureuses divisions au Mexique au sujet de la liberté des cultes et la liberté d'enseignement; exprime le vœu que les grandes puissances chrétiennes exercent une pression diplomatique sur les autorités du Mexique, adresse l'hommage de son admiration aux Mexicains qui souffrent pour leur foi et leurs croyances, adoptée, 251.

MINES:—Loi des—de Québec. (Voir BILLS, No 46.)

MINISTRES A LA DIRECTION DE COMPAGNIES:—Motion de M. Sauvé: Que cette Chambre exprime l'avis que les ministres ne devraient pas faire partie du bureau de direction de corporations privées faisant affaires avec le gouvernement 509, motion rejetée sur vote, 509.

MONTREAL:—

1. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 100.)
2. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 119.)
3. Loi concernant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 123.)

MONTREAL:—Loi concernant la servitude imposée sur lot subdivision No 218 de la paroisse de—. (Voir BILLS, No 143.)

MONTREAL:—(Voir ILE DE—.)

—
Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

MONTRÉAL-EST:—Loi modifiant la charte de la ville de—, 1934. (Voir BILLS, No 117.)

MONTRÉAL-SUD:—Loi concernant la perception de taxes par la ville de—. (Voir BILLS, No 83.)

MONTRÉAL:—(Voir ROYAL TRUST Co.)

MOREAU, JEAN-CONRAD:—Loi autorisant la Chambre des notaires à admettre—à la profession de notaire. (Voir BILLS, No 139.)

MORATOIRE:—(Voir CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES.)

MOUTONS:—Loi de l'indemnisation des possesseurs de—. (Voir BILLS, No 242.)

MUNICIPALITÉS:—(Voir AFFAIRES MUNICIPALES; CITÉS ET VILLES; CODE MUNICIPAL; COMMISSION MUNICIPALE; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CORPORATIONS MUNICIPALES OU SCOLAIRES; AVIS MUNICIPAUX; CHÔMEURS; EMPRUNTS; CHEMINS D'HIVER.)

NORMANDIN, CHARLES-L:—Loi autorisant l'Association des Optométristes et Opticiens à admettre—à la profession d'optométriste et opticien. (Voir BILLS, No 109.)

NOTAIRES:—(Voir ACTES ET DOCUMENTS; ACTES NOTARIÉS; CHAMBRE DES NOTAIRES; BONAVENTURE.)

NOTES STÉNOGRAPHIQUES DES TÉMOIGNAGES:—Loi relative à la transcription des—. (Voir BILLS, No 33.)

OBLATES FRANCISCAINES DE SAINT-JOSEPH:—Loi constituant en corporation Les—. (Voir BILLS, No 137.)

OBLIGATIONS:—(Voir BONS,—ET DÉBENTURES.)

OBSERVANCE DU DIMANCHE:—Loi de l'—afin de la faciliter. (Voir BILLS, No 194.)

OFFICIERS DE JUSTICE:—Loi des salaires de certains—, des palais de justice et prisons. (Voir BILLS, No 154.)

OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—(Voir NORMANDIN.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ORATEUR:—

- Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 2;
- Prononce l'ajournement de la séance, 449.
- Rend décision sur des questions d'ordre; prend questions en délibéré. (Voir QUESTIONS D'ORDRE.—)
- Précis des décisions de l'—, 554.
- Dépose le rapport du bibliothécaire, 177.
- Invite un député à retirer une expression non parlementaire, 289.

ORATEUR-SUPPLÉANT:—

- Prend le fauteuil, l'orateur étant absent, 67, 163, 167, 185, 205, 342.
- (Voir AUTHIER, HECTOR.)

ORDRES DE LA CHAMBRE:—

- Ordre révoqué, résolutions retirés, 425; 432.
- Ordre révoqué et bill renvoyé de nouveau au comité des bills publics, 200.
- Ordre révoqué, bill retiré, 432.
- (Voir QUESTIONS D'ORDRE; RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE.)

ORDRES DU JOUR:—Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre. (Voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)**ORGANISATION DES DÉPARTEMENTS:—**Loi concernant l'—. (Voir BILLS, No 6.)**ORPHELINS:—**(Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL.)**OSTÉOPATHES:—**Loi concernant les—. (Voir BILLS, No 195.)**PAIN:—**Loi de la fabrication du—. (Voir BILLS, No 196.)**PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS:—**(Voir OFFICIERS DE JUSTICE.)**PARTIS POLITIQUES:—**(Voir FONDS ÉLECTORAUX.)**PÊCHE:—**

1. Loi de la—. (Voir BILLS, C.)
2. Loi de la—relativement au droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de—. (Voir BILLS, No 31.)
3. Loi concernant l'établissement d'entrepôts frigorifiques pour fins de—. (Voir BILLS, No 34.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PENSION:—(Voir INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES.)

PENSIONS DE VIEILLESSE:—Motion de M. Bertrand: Que, par suite du retard à accepter la mise en vigueur de la loi fédérale des—, notre population contribue à un système dont elle ne bénéficie aucunement; Cette chambre recommande au gouvernement de se prévaloir des avantages de la loi fédérale, 81. Amendement par l'honorable M. David: Cette Chambre ne croit pas devoir prendre position avant que législation nouvelle annoncée par Premier ministre du Canada ait été approuvée par les Communes. Sous-amendement par M. Guertin: Cette Chambre invite gouvernement à présenter législation nécessaire à la présente session, 81. Sous-amendement, rejeté par vote, 82; amendement adopté, 83; motion principale telle qu'amendée adoptée sur division, 83.)
(Voir aussi JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

PÉTITION:—Motion pour présentation de—, débat, débat ajourné, 143, adoptée, 155.
(Voir BILLS-PROCÉDURES INCIDENTES; DÉLAIS PROLONGÉS.)

PHARMACIE:—

1. Loi de—. (Voir BILLS, No 191.)
2. Loi de la—pour donner au Conseil une représentation provinciale. (Voir BILLS, No 214.)

PLANTES:—Loi modifiant la Loi de la protection des—. (Voir BILLS No 59.)

POINTE-AUX-TREMBLES:—Loi concernant municipalité scolaire de la—, comté Laval. (Voir BILLS, No 101.)

POINTS D'ORDRE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

POLICE:—(Voir ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE—.)

POLIKIN, MARIE:—(Voir MALONE, SANSFIELD.)

POUVOIR D'EMPRUNTER ET HYPOTHÉQUE:—(Voir INSTITUTIONS DE CHARITÉ.)

PRÉCEPTES ET INSTITUTEURS:—(Voir CODE CIVIL.)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—554. (Voir ORATEUR.)

—
Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PREScription:—(Voir TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES.)

PRÉSIDENT DES COMITÉS:—M. Authier, député d'Abitibi, est nommé—, 32. (Voir ORATEUR-SUPPLÉANT.)

PRÊT AGRICOLE CANADIEN:—Loi concernant le droit de propriété et l'hypothèque de la Commission du—. (Voir BILLS, No 19.)

PRÉVOST, AMABLE:—Loi concernant les substitutions—et Marie-Rosalie Bernard. (Voir BILLS, No 125.)

PRISONS:—(Voir PALAIS DE JUSTICE ET—.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PROCÉDURE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE; CODE DE PROCÉDURE; BILLS.)

PROCÈS PAR JURY:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, No 193.)

PROCLAMATIONS:—Convoquant la Législature, V, VI et VII.

PRODUITS AGRICOLES:—Loi relative à la vente des—. (Voir BILLS, No 235.)

PRODUITS LAITIERS:—Loi des—. (Voir BILLS, No 233.)

QUÉBEC:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 107.)

QUEBEC ASSOCIATION OF SEVENTH DAY ADVENTISTS:—Loi modifiant la loi de—. (Voir BILLS No 116.)

QUEBEC PAPER BOX CO:—(Voir COMPAGNIE DORCHESTER LTÉE.)

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Accidents du travail:—Combien d'accidentés, dernière année, graves, légers; coût total des soins médicaux; Combien payé sur ce montant en honoraires médicaux aux médecins des hôpitaux; aux autres médecins; frais d'expertises; personnel de la Commission; frais d'hospitalisation; frais d'examen, médicaments, nombre des malades traités; coût total des dépenses du Dr Jos. Bélanger, de 1933 et 1934, 261.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Affaires municipales:—Depuis l'organisation des Affaires Municipales, jusqu'au 1er mars 1935, à part les \$222,958.24, (Journaux, 1929, page 97, 1931, page 68, et 1931-32, page 68) combien a été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait, émis, certifié ou approuvé par le ministre des affaires municipales, 204.

Agriculture:—(Voir *Agronomes*; *Automobiles*; *Colonisation*; *Ferme de Deschambault*; *Fermes de démonstration*; *Garage de Deschambault*; *Grains de semence*; *Journal de l'—*; *Produits agricoles*; *Publicité*; *Sociétés Coopératives Agricoles*.)

Agronomes:—1. Quel est total des salaires payés aux—et aux sous-agronomes; Quel total des dépenses de voyage, et dépenses de bureau payé aux—ou à leurs assistants, 193; 2. Du 1er janvier, au 31 décembre 1934: Combien le département de l'agriculture a-t-il employé d'agronomes, de secrétaires, d'horticulteurs, d'aviculteurs, d'apiculteurs, 289.

Aide aux chômeurs:—(Voir *Chômage*, *Chômeurs*.)

Amélioration aux chemins:—(Voir *Voirie*.)

Amiesile:—Voir *Voirie*.)

Animaux à fourrure:—(Voir *Ferme Expérimentale de Recherches*.)

Annonces:—(Voir *Publicité*.)

Apiculteurs:—(Voir *Agronomes*.)

Arpentage:—A part la somme globale de \$3,871,110.52, (réponse du 5 mars 1931) qui a été dépensée sans demande de soumission, département des Terres et Forêts, pour arpentage, depuis le 1er janvier 1920 au 26 mars 1935; combien payé; total des tous contrats entre la province et personnes, compagnies ou corporations, au sujet d'arpentage; contrats ont-ils été accordés sans soumission, 325.

Asphalte:—(Voir *Voirie*.)

Autobus:—1. Quant aux taxes décrétées par 24 Geo. V, à combien total taxes payées à la province, relativement aux—circulant dans Mont-

— Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mois: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—Suite.

réal, depuis le 20 avril 1934 au 5 mars 1935, 254. 2. (Voir *Véhicules automobiles*.)

Automobiles:—1. Au 23 mars 1935, nombre des—achetées pour département de l'agriculture; total des dépenses; pour l'achat; pour réparations et entretien; pour utilisation, 288.

2. (Voir *Véhicules-automobiles*.)

Aviculteurs:—(Voir *Agronomes*.)

Avis ou publications:—(Voir *Gazette officielle*.)

Banque:—(Voir *Comptes de*—.)

Banque Royale:—(Voir *Trésor*.)

Beauceville:—Le Gouvernement a-t-il fait des expropriations à—depuis 1930; en quelle année; noms des expropriés; payé dans chaque cas, 199.

Belanger Dr Jos:—(Voir *Accidents du travail*.)

Bitume:—(Voir *Voirie*.)

Bombe:—1. Au sujet de la—qui aurait été placée dans les bureaux du premier-ministre, en février 1929, des détectives privés ont-ils été engagés; Quels sont-ils; Combien a été payé à chacun; Somme totale payée, 110; 2. Au sujet de la—qui aurait été placée dans les bureaux du premier ministre, février 1929 en outre de la police provinciale, des agences de détectives privés ou des détectives privés ont-ils été employés, total des dépenses payées, 141.

Bûcherons:—1. Les Compagnies Price Bros., Canadian International Paper Co., Alphonse Couturier Ontario Paper Co. et St. Lawrence Paper Co., ont-elles remboursé différence de salaires à leurs—pour 1933-34; quel montant ainsi remboursé, base de salaire, nombre d'employés remboursés, combien de bûcherons pas remboursés, 98; 2. Relativement à réponse du Ministre des Terres et Forêts (Journaux 31 janv. 1935), concernant le remboursement de la différence de salaire aux bûcherons; de qui le gouvernement a-t-il réclamé le plein montant; a-t-il payé lui-même différence de salaires; va-t-il exiger des concession-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

naires la liste des bûcherons ainsi remboursés; quelles compagnies qui ne se sont pas soumises, 412; 3. (Voir *Terres et Forêts.*)

Bureaux de placement.—Combien de—de placement provincial y a-t-il; coût total du maintien, pour chacune des années fiscales 1931; 1932; 1933; 1934; proportion remboursée par gouvernement fédéral, 284.

Canadian Rock Products, Ltd.:—(Voir *Voirie.*)

Champs de démonstration.—(Voir *Fermes de—.*)

Chandler.—(Voir *Concessions forestières de—.*)

Chef de l'opposition.—Depuis 1er décembre 1932, des travaux ont-ils été exécutés au bureau du Chef de l'Opposition, hôtel du gouvernement, et meubles, total dépenses, 255.

Chemins.—(Voir *Voirie.*)

Chemins de Colonisation.—(Voir *Colonisation; Voirie.*)

Chemin public du Parc National des Laurentides.—1. Depuis le 1er janvier 1924 au 1er janvier 1935, relativement au—entre Stoneham et Hébertville: combien la province a-t-elle dépensé, quels sont les départements et quand, 158; 2. Relativement au—, entre Stoneham et Hébertville: quand a été construit ledit chemin, en quoi consistent les travaux exécutés qui auraient coûté depuis le 1er janvier 1924 jusqu'au 1er janvier 1935, d'après une réponse donnée le 20 février 1935, la somme de \$974,941.96, à part ladite somme de \$974,941.96, combien la province a-t-elle dépensé, 199.

Chômage.—1. Quelles sommes ont été dépensées dans comté Deux-Montagnes et dans partie comté Laval comprenant l'Île Jésus, pour travaux de chômage, depuis 1er septembre 1930 au 10 mai 1935; contribution du gouvernement provincial; combien gouvernement provincial a reçu du fédéral et comment cet argent dépensé, 509; 2. (Voir *Nécessiteux.*)

Chômeurs.—A combien s'élève total des subventions mensuelles payées à la province, par gouvernement fédéral, pour l'aide aux—, depuis 1er août 1934 au 19 mars 1935; quelle façon distribuée; combien attribué à Montréal, depuis 1er août 1934 au 19 mars 1935; total sommes payées par gouvernement (mêmes dates); 254.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS.—Suite.

Circulation.—(Voir *Service provinciale de la*—.)

Clarke City.—La colonisation a-t-elle contribué à un chemin de Clarke City, au lac Hall, Sept-Iles, Côté Saguenay; coût total; a-t-il été construit pour fin de colonisation; combien de colons établis; a-t-il été utilisé par "Gulf Pulp", 96.

Clarke S. S. Co..—Quel est total du subside payé à—pour aménager le S. S. Cap Gaspé, pour transport du saumon; combien de voyages; quantité totale de saumon transporté depuis son aménagement, 79.

Colonisation.—1. Depuis 1er mai 1934, des travaux ont-ils été exécutés, aux bureaux du ministre de la Colonisation, Hôtel du Gouvernement, et meubles, total des dépenses, 254; 2. Relativement à réponse de l'honorable M. Francoeur, 22 mars 1935, et concernant dépenses aux bureaux du ministre de la Colonisation, hôtel du gouvernement; qui était ministre de la Colonisation lors dépense, somme \$1,592.20; quand faites; détail de somme \$316.45 dépensée par département Colonisation, à part \$1,275.75 dépensé par Travaux Publics, 381; 3. (Voir *Clarke City*; *Pont sur rivière aux Orignaux*; *Primes de défrichement*; *Travaux publics*.)

Commission des Accidents du Travail.—1. Depuis 1er janvier 1934, à même les \$100,000 annuellement, à combien s'élève total des contributions, pour dépenses de la—, en vertu de l'art. 72, 21 Geo. V, chap. 100; contributions ont-elles été remboursées par la—; quand, 75; 2. (Voir *Accidents du travail*.)

Commission des Eaux courantes.—1. Du 1er janvier 1931 à 1934, des travaux ont-ils été exécutés dans comté Beauce, par les Terres et Forêts, ou par la—, Quand; Où; Coût total de ces travaux; Soumissions publiques demandées; Quels sont les contracteurs; Travaux exécutés par Terres et Forêts et par la—, pour quelle somme globale, 98; 2. En vertu de quelle autorité la—a-t-elle construit des brise-glace, comté de Beauce, en 1932, au coût de \$52,314.80; suivant réponse ministre des Terres et Forêts, 31 janvier 1935; Pourquoi lesdits travaux n'ont-ils pas été exécutés par les Travaux Publics, 209.

Commission de l'électricité.—1. Concernant la—, composée de MM. Lapointe, Frigon et MacDonald; Quelle loi l'a créée; Commissaires nommés; Dépenses payées ou payables; Salaires ou émoluments; dépenses,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

p. 46; 2. Le gouvernement a-t-il adopté arrêtés en conseil se rapportant à la—et composée de MM. Lapointe, Frigon et MacDonald, quand, combien, 108; 3. Relativement à la—composée de MM. Lapointe, Frigon et MacDonald; jusqu'au 1er février 1935, combien la province a-t-elle payé, à quelque titre que ce soit; A part la somme de \$6,000, au président, et de \$5,000 à chacun des commissaires, combien leur paiera-t-elle à titre de salaires, après le 1er janvier 1935; D'après les comptes reçus au 1er février 1935, à combien le total des dépenses payées ou payables; coût total des dépenses, 203.

Commission des liqueurs:—1. Du 1er janvier 1932 au 16 janvier, 1935, le gouvernement a-t-il fait paiement ou remboursement à la—, à quelque titre que ce soit; quel montant; quel motif; quelle date, 77; 2. Relativement aux sommes reçues par le gouvernement de la—, à quelque titre que ce fût, du 1er juillet 1933, au 1er juillet 1934; À quelle date chacune a été reçue et montant, 78. NOTE:—La réponse donnée à cette question a été corrigée le 31 janvier, page 95. 3. Depuis 1er juillet 1933, au 1er juillet 1934, quelle quantité de timbres prévus par chapitre 32, Statuts de Québec, 22 Geo. V, apposée; somme globale; pour quelle somme totale la—a-t-elle achetée desdits timbres; combien payé au Trésor 79; 4. Relativement à réponse donnée 29 janvier, 1935, au sujet des remboursements à la Commission des Liqueurs, du 1er janvier 1932, au 16 janvier 1935; pourquoi le mot "remboursement" a-t-il été traduit "rebate", au lieu de "reimbursement", 104; 5. La—depuis le 1er avril 1933 au 3 juillet 1934, a-t-elle emprunté, quand, montants, taux, 136; 6. Quand la—a-t-elle emprunté de la Banque de Montréal \$1,620,366.41 (Comptes Publics le 30 juin 1934) (A-8 cédule du bilan); taux d'intérêt payé; total des intérêts payés, 192; 7. Quand la—a-t-elle emprunté de la Banque Canadienne Nationale \$1,757,409.88 (Comptes publics 30 juin 1934), (A-8 cédule du bilan); taux d'intérêt payé; total des intérêts payés, 192; 8. (Voir *Comptes de banque; Loi 22 Geo. V, c. 32.*)

Commission municipale de Québec:—Depuis le 15 février 1932 au 1er mars 1935: Combien a été payé à la—à quelque titre que ce soit, par les corporations municipales et les corporations scolaires et combien est dû à la—par les mêmes, 194.

Compagnie de transport du Bas Saint-Laurent:—Quelle est la subvention annuelle payée à la— pour service entre les ports de Rimouski et Matane et ceux de la Côte Nord; Quels sont les directeurs; Donne-t-elle un service entre les ports de Charlevoix et de Saguenay, 87.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Comptes de banque:—1. Relativement aux—de la province du 3 avril 1934 au 8 janvier 1935, ont-ils été soutirés; combien de temps; moyenne soutirée; total des intérêts; taux d'intérêt, 47; 2. Relativement aux—du 8 au 31 janvier 1935, ont-ils été soutirés; pendant combien de temps; moyenne soutirée; quelle est la somme la plus élevée soutirée; total des intérêts payés; taux d'intérêt payé, 105; 3. Relativement aux—, depuis le 8 janvier au 5 mars 1935, à part les vingt-quatre (24) jours pendant lesquels les comptes de banque de la province ont été soutirés pour une moyenne de \$12,318,609.29, ces—ont-ils été soutirés; combien de temps; moyenne soutirée; la somme la plus élevée; taux d'intérêt payé, 233; 4. De combien les—de la Commission des Liqueurs ont-ils été soutirés, à tous les jours, depuis le 12 au 30 juin 1934, 233; 5. Relativement aux—depuis le 8 janvier au 23 avril 1935, à part les 57 jours pendant lesquels ils ont été soutirés, dont 24 jours pour \$12,318,609.29, et 33 jours pour \$13,253,275.90, lesdits—ont-ils été soutirés; Combien de temps; autres détails tels taux, intérêts, etc., 366; 6. Relativement aux—soutirés pendant 106 jours, depuis le 8 janvier au 23 avril 1935, réponse de M. Stockwell, 24 avril 1935, A quelle date ont-ils été soutirés pour \$17,813,921.59; à quelles dates correspondent les 106 jours, 379; 7. Relativement aux—soutirés pendant 281 jours, du 3 avril 1934 au 8 janvier 1935, réponse de M. Stockwell, 22 janvier 1935, A quelle date ont-ils été soutirés pour \$16,383,351.44; quels montants soutirés, chaque jour, depuis le 20 juin au 5 juillet 1934, 379.

Concessions forestières de Chandler:—Concernant le groupe de—, affirmé de nouveau le 31 août 1934; quelle superficie totale affirmée; quelle était la superficie totale du groupe dont formait partie groupe affirmé de nouveau en 1934; superficie ancien permis de coupe; Pour quelles raisons l'ancien permis a-t-il été annulé; Y avait-il des hypothèques ou pledges, 492

Contributions des Corporations municipales:—Le 1er février 1935, à combien s'élevait le total des—de chacun des comtés, en vertu de la Loi des bons chemins, 188.

Contributions scolaires:—Quel est le pourcentage des—payées pendant l'exercice fiscal 1932-1933, par les contribuables; par la province, 187.

Coopérative avicole:—Le gouvernement du 5 janvier 1934, a-t-il subventionné la—, district Trois-Rivières; quand, somme totale, 69.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—Suite.

Coopérative Fédérée de Québec:—1. A quel montant s'élève les achats faits à la—, par chacun des ministères durant l'année fiscale 1933-1934, 140; 2. Quel montant a été accordé à la—comme octrois, pour propagande, publicité, etc., à quelque titre que ce soit: durant l'année fiscale 1933-34; depuis l'organisation de la—à date, 141; 3. Depuis 1er janvier 1934 au 1er janvier 1935, le gouvernement a-t-il accordé à la—des subventions sur ses ventes; quel pourcentage, total des subventions payé, 265; 4. (Voir *Société Coopérative*.)

Défrichement:—(Voir *Primes de —*.)

Dépenses de voyage:—A combien total dépenses de voyages payables par la province, quant aux ministres, sous-ministres, tous employés; années 1932, 1933, 1934; du 1er janvier au 29 mars 1935, 388.

Dépôts judiciaires:—(Voir *Comptes de Banque*.)

Dette de la province:—(Voir *Fonds d'amortissement*.)

Deux-Montagnes:—(Voir *Chémage*.)

Diamond Truck Co.:—(Voir *Service provincial de la circulation*.)

Dispensaires:—Combien de—antituberculeux, antivénérien, de puériculture, étaient en opération au 1er janvier 1930; et au 1er janvier 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 128.

Droits de coupe et rentes foncières:—1. Depuis le 15 avril 1934 au 1er février 1935, au sujet de la Loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la Loi des terres et forêts (24 Geo. V, ch. 19); à combien total des réductions exceptionnelles accordés, relativement aux—, quelles personnes, compagnies ou corporations qui ont bénéficié de ces réductions exceptionnelles; quelle somme et quelle date dans chaque cas, 207; 2. Le 23 février 1935, à combien s'élevait le total des droits de coupe et impayés, de la rente foncière et impayée, 316.

Eastern Townships Paving & Contracting Co.:—(Voir *Voirie*.)

Eaux Courantes:—(Voir *Commission des —*.)

Écoles:—(Voir *Contributions scolaires*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Électricité:—(Voir *Commission de l'—; Ligne de transmission électrique.*)

Employés:—(Voir *Service civil.*)

Engrais chimiques:—(Voir *Saint-Gédéon.*)

Entrepôt frigorifique:—(Voir *(Sept Îles, comté Saguenay.)*)

Entrepôts pour emmagasinage:—A même les cinq cent mille dollars, affectés aux—des produits agricoles, article 2, chapitre 7, 20 Geo. V, combien dépensé, du 10 janvier 1934 au 8 janvier 1935; la province-a-t-elle construit un ou plusieurs entrepôts, 70.

Établissements de lait ou de crème:—1. Depuis 12 avril 1933 au 15 janvier 1935, relativement aux—pour être vendu en nature ou en beurre, fromage, lait condensé, lait évaporé, lait en poudre, crème à la glace, (23 Geo. V, ch. 24 et 24 Geo. V, ch. 27), combien ont fait faillite, nom desdits établissements qui ont fait faillite; où était situé chacun; passif de chacun, 85. 2. (Voir *Faillites.*)

Excel Petroleum, Ltd.:—(Voir *Voirie.*)

Faillites:—1. D'après statistiques combien de—, dans la province du 1er janvier au 31 décembre 1934; combien de fabricants; négociants; cultivateurs, 77; 2. (Voir *Établissements de lait ou de crème.*)

Ferme de Deschambault:—Total des dépenses concernant la— depuis date de son institution au 23 mars 1935, 288.

Ferme expérimentale de recherches:—Relativement à la—concernant les animaux à fourrure, depuis la date de son institution jusqu'au 1er février 1935: quelle somme totale payée; des octrois ont-ils été accordés; par qui; quel a été chaque octroi; quand payé, 145.

Fermes de démonstration:—Au 1er janvier 1935, combien de—, total des dépenses pour lesdites—, 288.

Fonds d'amortissement de la dette:—Quelle était à la fin de chaque mois depuis le 1er février 1934, le montant non placé des—, 79.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Fonds du Chômage.—(Voir *Voirie*, (page 127); *Chômage*; *Chômeurs*.)

Garage de Deschambault.—Total des dépenses concernant—, depuis 1er janvier au 31 décembre 1934.

Gatineau.—(Voir *Rivière*—.)

Gazette officielle de Québec.—Du 1er janvier 1934 au 19 janvier 1935, combien a été payé à la—pour avis se rapportant, à la vente de propriétés pour taxes municipales et scolaires; aux faillites ou Cessions; aux ventes, du shérif, 111.

Gazoline.—1. A combien les revenus bruts provenant de la taxe sur la—; Du 17 décembre 1932 au 1er mai 1933; du 1er mai au 30 juin 1933, 62; 2. (Voir *Huile*.)

Grains de semence.—1. Quant aux grains de semence, du 1er janvier au 31 décembre 1934, montant total dépensé; dépensé dans chacun des comtés; combien payé à date, 143; 2. (Voir *Saint-Gédéon*.)

Grenon, Jean.—Depuis le 1er janvier 1931 au 1er mars 1935, M.—, ingénieur civil, a-t-il été à l'emploi de la province: pendant combien de temps; où; fonctions; salaire.

Harrison, Charles-A..—Depuis quelle date M.—est-il à l'emploi de la province; fonctions; total payé annuellement à quelque titre que ce soit, 265.

Havre St-Pierre.—(Voir *Neigère*.)

Horticulteurs.—(Voir *agronomes*.)

Huile.—1. Depuis le 11 mars 1933 au 10 mars 1934, quelle quantité: d'huile; de gasoline a été vendue à la province par chacune des compagnies: *Excel Petroleum, Limited, Imperial Oil, Limited, McGill Frontenac Oil Co., Limited*; à quel prix. 2. (Voir *Gazoline*.)

Hull.—1. La cité de—a-t-elle demandé au gouvernement privilège de payer en argent les secours aux chômeurs nécessiteux; quelles réponse; Quelles sont les municipalités qui paient ainsi ces secours, 86; 2. (Voir *Nécessiteux*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Ile Jésus:—(Voir *Chômage*.)

Imperial Oil, Ltd.:—(Voir *Voirie*.)

Impressions:—Relativement aux Comptes Publics 30 juin 1934, B-5, cédula du revenu. (Impressions et autres déboursés, \$5,713.35), nom et adresse de personnes à qui payée somme \$5,713.35; et pourquoi payée, 372.

Instituteurs et Institutrices:—Relativement aux primes annuelles payées aux—qui ont enseigné pendant 10 ans; 15 ans; 20 ans; quel était le montant de chaque prime, au cours de l'année fiscale 1932-33. Ces primes ont-elles été diminuées; quand; de combien; somme globale des diminutions, 187.

Instruction publique:—(Voir *Contributions scolaires*.)

Jardin Zoologique:—Depuis réponse du 6 février 1934, (Journaux de l'Assemblée législative), la province a-t-elle payé d'autres dépenses; quant au terrain; aux constructions; à l'ameublement, 75.

Journal de l'agriculture:—Du 1er juillet au 31 décembre 1934, combien *Le*—a-t-il coûté, 118.

Journaux:—(Voir *Publicité*.)

Labour:—(Voir *Primes de*—.)

Ligne de transmission électrique:—Quand a été construite, à travers le Parc National des Laurentides, la ligne de transmission électrique qui le traverse; par qui construite; à qui appartient-elle; au sujet de quel pouvoir hydraulique a-t-elle été construite, 153.

Liqueurs:—(Voir *Commission des*—.)

Loi 19 Geo. V, c. 8:—(Voir *Passages à niveau*.)

Loi 22 Geo. V, c. 32:—Depuis 1er juillet 1933 au 1er juillet 1934, combien de timbres prévus par chapitre 32, Statuts de Québec, 22 Geo. V, ont été imprimés; quelle somme totale; a-t-elle été payée; quand; payée par la province ou Commission des Liqueurs, 62.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Loi de la voirie:—(Voir *Voirie*.)

Loi des bons chemins:—(Voir *Contributions des corporations municipales*.)

Loyers:—A combien total des loyers payés ou payables par la province pour années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934; 1er jan. au 29 mars 1935; par la Commission des Liqueurs pour les mêmes termes, 387.

Macasphalt Ltd.:—(Voir *Voirie*.)

Macurban Asphalt, Ltd.:—(Voir *Voirie*.)

McCull-Fontenac Oil Co. Ltd.:—(Voir *Voirie*.)

Mandats émis et non payés:—Au 31 décembre 1934, quelle somme représentaient les—pour les premiers six mois de l'exercice en cours; quelle était la balance en banque le 31 décembre 1934, 77.—(Voir *Recettes et déboursés*.)

Mandats spéciaux:—1. Relativement aux—mentionnés à Journaux de la session en cours, le gouvernement a-t-il emprunté; quand; quel montant; combien de temps, 79; 2. Depuis le 1er au 21 janvier 1935, relativement aux—mentionnés aux journaux du 10 janvier 1935, outre \$757,947.06, le gouvernement a-t-il dépensé en vertu desdits mandats spéciaux; quand; pour quel montant; pourquoi, 181; 3. Depuis 1er janvier au 1er mars 1935 relativement à l'état des—(Journaux 10 jan. 1935) à même les \$312,821.46 (réponse du trésorier du 28 février 1935) combien le gouvernement a-t-il dépensé en outre; quand; pourquoi, 239.

Médecins:—(Voir *Accidents du travail*)

Moncerf:—Combien a été versé à la municipalité de—, comté Gati-neau, chaque année depuis 1931, en octroi avec détails montrant le département, le montant et l'objet; même question pour la commission scolaire de Sainte-Philomène d'Egan, 188; Réponses par les hon. Per-rault et David, 188; semblable question, 232; réponse par l'hon. Stockwell, 232.

Municipalités:—(Voir *Affaires municipales*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—Suite.

*Nécessiteux:—*1. Quelles sommes dues à la cité de Hull pour entretien des—, au 1er janvier 1935; pour quels mois et montants sont-elles dues, 127; 2. Les comptes dus à la cité de Hull pour secours aux—pour novembre et décembre 1934 avaient-ils été reçus au 1er janvier 1935; Sinon à quelle date; à combien ces comptes, 167.

*Neigère:—*Y a-t-il une—à Havre St-Pierre, Saguenay; par qui construite; quelle année; subventionnée; quel montant; gouvernement s'est-il porté acquéreur; combien payé, 88.

*Ness, R.-R.:—*M. —, Howick, est-il à l'emploi de la province; quelle fonction; du 1er janvier au 31 décembre 1934 quelle somme ledit—a-t-il reçue, 68.

Orateur-suppléant:—(Voir *Vautrin, l'honorable M.*)

Parc National des Laurentides:—(Voir *Lignes de transmission électrique; Chemin public du—*.)

*Passages à niveau:—*Concernant les \$300,000 prévue par loi des—, 19 Geo. V, ch. 8, depuis 10 janvier 1934, au 8 janvier 1935; combien dépensée; combien s'élève total contributions par les municipalités, en vertu de l'art. 5 de ladite loi, 60.

Ponts:—(Voir *Ponts Batiscan et autres.*)

*Ponts de péage:—*Du 1er janvier au 31 décembre 1934, relativement aux—de la province, quels revenus bruts; nets; des—Taschereau; Galipeault; Batiscan; Sorel; St-François; Yamaska, 55.

*Pont Batiscan:—*1. Depuis la construction du—, jusqu'au 5 mars 1935; combien total des dépenses pour les réparations au et pour la construction et l'entretien dudit pont; combien le total des revenus bruts, 210; 2. (Même question pour le *Pont Taschereau*.)

*Ponts Batiscan et autres:—*Depuis quelle année le gouvernement perçoit-il des péages sur les ponts suivants: Batiscan, Taschereau, Galipeault, Québec, Yamaska, St-François, Sorel, Chicoutimi et Gaspé; coût de construction de chacun de ces ponts; revenu brut de chacun au 1er mars 1935; dépenses totales occasionnées pour chacun depuis leur construction au 1er mars 1935; intérêt sur le capital, et un fonds d'amor-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

tissement sont-ils inclus; le gouvernement contribue-t-il au déficit de certains autres ponts, 210.

Pont de l'Île d'Orléans:—1. Relativement au—depuis réponse du 6 février 1934, (Journaux de l'Assemblée législative), combien dépensé à date; combien payé, 75; 2. Relativement au—au 26 janvier 1935; combien dépensé; combien payé 109; 3. Relativement au—, travaux sont-ils terminés; quand seront-ils terminés; en quoi consistent travaux accessoires; combien coût total de tous les travaux 127; 4. Relativement au—, sur quoi étaient basées les estimations du gouvernement, lorsque dans réponse du 10 mars 1933, il évaluait à 3,500,000 le coût total; pourquoi, dans sa réponse du 12 février 1935, a-t-il évalué à environ \$3,000,000 coût total, 176.

Pont Honoré Mercier:—Depuis l'ouverture du—au 31 décembre 1934, quelles ont été les recettes brutes; recettes nettes; le tarif, 131.

Pont Saint-Louis:—En ce qui regarde la Corporation du—quels sont les membres; quelle somme leur a été payée depuis leur nomination au 31 décembre 1934, 134.

Pont Taschereau:—(Voir *Pont Batiscan*.)

Pont sur rivière Chaudière:—Le gouvernement a-t-il fait construire un—, à Beauceville; quand travaux commencés; quand terminés; soumissions demandées; coût total du pont; des quais; des approches; des expropriations, 70.

Pont sur rivière aux Orignaux:—Relativement à—, Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté Nicolet, sur route No 49: combien dépensé à date; combien payé à date, 384.

Primes de défrichement et de labour:—1. Quelle somme globale pour les—, dont paiement a été recommandé par inspecteurs de la colonisation, année fiscale 1933-1934, 75; 2. Relativement aux—payées en 1935, quels sont les comtés et montant dans chacun, 277.

Produits agricoles:—1. Concernant la loi de la vente des—, 17 Geo. V, chap. 24, du 10 janvier 1934, au 1er janvier 1935; combien dépensé; quand payé; à qui payé, 68; 2. (Voir *Entrepôts pour Emmagasiner*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Price Bros.:—(Voir *Bâcherons.*)

Provincial transport Co.:—(Voir *Service provincial de la circulation.*)

Publicité:—1. Du 1er juillet 1933, au 16 janvier 1935, coût de la—faite par la voirie, dans quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications du Canada; des Etats-Unis, 70. 2. Total des dépenses payées concernant service de publicité, département de l'agriculture, depuis 1er janvier au 31 décembre 1934, 288; 3. (Voir *Gazette officielle de Québec.*)

Rang du Cordon:—(Voir *Route Yamaska-Drummondville*, (Semblable question), 146, 147.

Recettes et déboursés:—Quel est l'état des—en argent de la province pour les six premiers mois de l'exercice en cours, comprenant mandats, autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces six mois, 77. (Voir *Mandats émis et non payés.*)

Remboursement:—(Voir *Commission des liqueurs*, au sujet de traduction de ce mot par le mot anglais "rebate", page 104.

Rente foncière:—A partir du 10 janvier 1934, au 23 février 1935; le gouvernement a-t-il accordé des réductions quant à la—payable à cette province; quand; à qui; montant total des réductions ainsi accordées, dans chaque cas, 315. (Voir *Droits de Coupe et—.*)

Rivière Chaudière:—La province, depuis 1er janvier 1930, a-t-elle contribué à la construction des ponts couvrant—comté de Beauce; où; quand; quand les travaux ont-ils commencé; terminés; soumissions ont-elles été demandées; coût total de chacun des ponts; des quais; des approches; des expropriations, 137.—N.-B.—Réponse de l'honorable M. Franceur, page 137; réponse de l'honorable M. Vautrin, page 141.

Rivière Gatineau:—1. Le gouvernement a-t-il fait travaux de voirie, le long de la—, Pointe à Gatineau, comté de Hull, depuis 1931; travaux sont-ils terminés; longueur de mur; depuis 1931; coût travaux faits par gouvernement ou par contrat; quels soumissionnaires, et quel montant gouvernement fédéral a-t-il contribué, 299; 2. Relativement à réponse (Journaux, 4 avril 1935), au sujet des travaux de la Voirie à Pointe à Gatineau, Co. Hull; quelle façon soumission a-t-elle été faite; si par jour—

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS :—*Suite.*

naux, lesquels; spécifications; directeurs des compagnies soumissionnaires; raisons a-t-on changé mode contribution du gouvernement fédéral, soit 50% du coût en 1931-32, alors qu'en 1935 chaque gouvernement fait une partie distincte des travaux, 348; (Voir p. 299.); 3. Relativement aux travaux de la Voirie à Pointe à Gatineau, comté Hull, et réponse (Journaux 23 avril 1935); Pointe à Gatineau est-elle appelée à contribuer; en vertu de quoi la Voirie a-t-elle délégué ses responsabilités à Pointe à Gatineau; sur recommandation de qui cette décision prise, 384; 4. Relativement aux travaux faits à Pointe-à-Gatineau (réponses Journaux, 4 avril 1935), clause de salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat; salaires stipulés pour différentes catégories d'ouvriers, 408.

Rivières à Saumon:—Quelles sont les—dans le comté de Gaspé-Nord; sont-elles louées; à qui; loyer est-il d'avance; par bail; les clubs sont-ils obligés à payer le salaire de leurs gardiens; est-il à la connaissance du gouvernement que le salaire des gardiens de la grande rivière Ste-Anne-des-Monts est en retard, 146.

Route Montréal-Malone:—Relativement aux travaux de—, ville de Huntingdon et dans canton Godmanchester, sur une longueur de 8,820 (rapport de la Voirie, 1934); combien, payé à date; coût total des travaux; soumissions; contrats accordés, 298.

Route Montréal-Sherbrooke:—Relativement aux travaux de la—, entre Magog et Granby, depuis réponse du 13 février 1934, Journaux de l'Assemblée législative, coût; combien payé; à payer; travaux de pavage faits; quelle longueur nature des autres travaux, 60.

Route Saint-Urbain-Grande Baie:—Relativement aux travaux subventionnés sur la route—, entre St-Urbain et la rivière Malbaie, comté de Charlevoix: quel salaire quotidien devait être payé aux ouvriers: du 1er janvier au 31 décembre 1931 et de même en 1932, 1933, 1934, 203.

Route Yamaska-Drummondville:—Relativement aux travaux de voirie, sur la—, paroisse de Saint-Guillaume, comté de Yamaska, depuis 1er janvier 1932 au 12 février 1935, le gouvernement a-t-il acheté du gravier; quand; de qui; à quel prix, 146.

Royal Trust Co.:—Du 1er juillet 1930 au 26 mars 1935, somme d'argent payée à la Royal Trust Company; au Trust Général du Canada; pour protéger les valeurs de la province; pour une raison quelconque, 362.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Sainte-Cécile-de-Lévis:—(Voir *Pont sur rivière-aux-Orignaux*.)

Saint-Gédéon:—1. Le gouvernement a-t-il fourni des grains de semences aux cultivateurs de—Lac St-Jean, en 1933; en 1934; quelle quantité; qualité; qui a fait la distribution, 88. (Réponse donnée pour la Colonisation, Chasse et Pêcheries, 88, par l'agriculture, 95); 2. Le gouvernement a-t-il fourni des engrais chimiques à des cultivateurs de—Lac St-Jean: en 1933; 1934; quelle quantité de chaque variété d'engrais en 1933; 1934; à qui ces engrais donnés; quel but poursuivi en faisant ces distributions, 96.

Sainte-Philomène d'Egan:—(Voir *Moncerf*.)

Saint-Victor-de-Beauce:—Combien la province a payé aux contribuables de—, victimes d'incendie depuis 1930; montants payés; date des paiements, 402.

Saumon:—(Voir *Rivières à—*.)

Secours aux chômeurs:—(Voir *Hull*; *Chômage*; *Chômeurs*; *Nécessiteux*.)

Secours directs:—(Voir *Chômage*.)

Sept Îles, Comté Saguenay:—1. Combien a coûté entrepôt frigorifique construit à—, somme qui reste à payer, construction est-elle terminée, salaire des ouvriers, espèces de poissons entreposés, 93; 2. (Voir *Clarke City*.)

Service civil:—Combien de nouveaux employés ont été engagés dans—depuis 1er septembre 1931; combien étaient du sexe masculin; sexe féminin, 152.

Service provincial de la circulation:—1. Combien de rapports ont été faits durant 1933 et 1934 à Montréal, par le—sur infractions commises contre règlements ou Loi des véhicules moteurs, par Provincial Transport Company; nombre des amendes payées par ladite cie, 284; 2. Même question quant à Diamond Truck Co., 284. 3. numéros et dates des rapports faits contre la "Provincial Transport Company" au bureau Provincial de la Circulation à Montréal, sur infractions durant 1933 et 1934; amende a-t-elle été payée dans chaque cas; sur quelles plaintes, 349.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Sociétés coopératives agricoles:—Conformément à l'art. 22, chap. 57, Statuts refondus, 1925, combien de—ont transmis l'état de leurs affaires pour exercice terminé 31 décembre 1934, 85.

Société Coopérative de Saint-Raymond: Depuis le 1er janvier 1929 au 1er mars 1935, à combien le total des octrois, à la—, comté de Port-neuf, 218.

Subsides fédéraux:—Quelle somme totale des—payés au gouvernement de cette province, du 1er janvier au 31 décembre 1934, 104.

Taxe d'hôpital:—Quels sont les revenus bruts; revenus nets; concernant la taxe sur les repas dite —, (Loi 16 Geo. V, chapitre 55 et ses amendements) du 1er janvier au 31 décembre 1934, 187

Terrains améliorés:—Quelle était le 31 décembre 1933; 1934; la surface des acres de terrains améliorés dans cette province, 77.

Terres et forêts:—(Voir *Arpentage; Bûcherons.*)

Timbres:—(Voir *Loi 22 Geo. V, c. 32.*)

Travail:—(Voir *Accidents du travail.*)

Travaux publics:—Depuis le 15 février 1934 au 1er janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé, pour travaux publics accordés sans soumissions par la voie des journaux: par la Voirie; par la Colonisation; par les Travaux Publics, 192. **NOTE:**—Réponse donnée par l'hon. Perrault, 192; réponse donnée par l'hon. Stockwell, 274. 2. (Voir *Voirie.*)

Trésor:—1. Depuis le 1er janvier 1924 au 23 février 1935: des scellés ont-ils été apposés sur des voûtes, du département du—, par qui; quels motifs; date; combien de temps; où sont déposées valeurs mobilières; le total de ces valeurs; 198; 2. Relativement à l'item de \$32,000.00 (Comptes publics 30 juin, 1934) dépôt à la Banque Royale du Canada, Québec, que ladite banque conteste; date du dépôt; par qui; nature de la réclamation, 248; 3. (Voir *Royal Trust Co.*)

Trois-Pistoles:—(Voir *Véhicules-automobiles.*)

Trust Général du Canada:—(Voir *Royal Trust Co.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Unités sanitaires:—Combien a coûté au cours année fiscale 1933-1934, chaque—, au gouvernement; au comté ou groupe de comtés où elle a été établie; depuis réponse (Journaux de l'Assemblée législative), 26 janvier 1934, combien—établies, 61.

Vautrin, l'honorable M.:—Quand le député de St-Jacques, ministre actuel de la Colonisation,—a-t-il été nommé ministre sans portefeuille; depuis nomination et pendant les quatre premiers mois qui ont suivi, à qui a été payé traitement annuel de \$1,500. attribué à l'orateur-suppléant; en vertu de quelle autorité ce traitement a-t-il été payé pendant cette période de temps, 446.

Véhicules-automobiles:—1. Du 1er janvier au 31 décembre 1934, montant reçu pour enregistrement; nombre de—de toutes sortes enregistrés, 47; 2. Du 1er septembre au 31 décembre 1934 nombre de—de toutes sortes enregistrés; combien enregistrés à prix réduit; combien ont payé avant 1er septembre, 47; 3. Relativement aux infractions des—dans Trois-Pistoles, comté de Témiscouata, depuis 1er janvier 1929, au 1er janvier 1935; personnes condamnées; quelle amende; date chaque amende, 479.

Ventes au Shérif:—(Voir *Gazette officielle.*)

Ventes de propriétés:—(Voir *Gazette officielle.*)

Ventes pour taxes:—(Voir *Gazette officielle.*)

Voirie:—1. Du premier avril au 31 décembre 1934, quel montant la voirie a accordé comme octrois pour amélioration aux chemins sur la base de 50%; quels comtés; montant dans chaque cas, 58; 2. Quelle somme la voirie a dépensée entretien et amélioration de tous les chemins; du 1er avril au 31 décembre 1933; 1er avril au 31 décembre 1934, 59; 3. coût à la province de tous les travaux de—, du 1er avril au 31 octobre 1934, 59. (Pour réponses données par les Mines; Travaux publics; Colonisation; Chasse et Pêcheries, voir 127); 4. Depuis réponse Journaux 27 mars 1934, à combien somme totale payée; payable en vertu des contrats accordés par la voirie aux compagnies Macurban Asphalt Ltd.; Macasphalt Ltd; Canadian Rock Products, Ltd; Eastern Townships Paving & Contracting Co. 60; 5. Depuis réponse du 1er février 1934, (Journaux), à date: combien de contrats accordés par la voirie; à combien total desdits contrats; combien donnés après soumissions publiques; combien sans

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

soumission, 86; 6. Relativement aux \$17,000,000 mentionnés à 19 Geo. V, chap. 32: "Loi modifiant la Loi de la Voirie", du 4 avril 1929 au 19 janvier 1935, combien la province a-t-elle dépensé, 126; 7. Relativement à réponse par la voirie, 24 janvier 1935 et concernant travaux de voirie, depuis 1er avril au 31 octobre 1934: à part la somme de \$6,187,805.20, combien la province a-t-elle dépensé, pour travaux de voirie ou dans les chemins, 127. NOTE:—(Pour réponse du 24 janvier, voir page 59; les réponses à la présente question sont données par les Mines; les Travaux publics; Colonisation; Chasse et Pêcheries, 127). 8. Depuis 1er janvier au 31 décembre 1934, quelle quantité en tonnes de produits asphaltiques "Macurban", "Macasphalt" et "Amiesite" a été employée par la Voirie; Quel coût total, 192; 9. (Voir *Pont sur rivière aux Orignaux; Publicité; Rivière Gatineau; Route du Cordon; Route Montréal-Malone; Route Montréal-Sherbrooke; Route Saint-Urbain-Grande-Baie; Route Yamaska-Drummondville; Travaux publics* (p. 192).)

QUESTIONS D'ORDRE:—

Point d'ordre soulevé par M. Sauvé sur l'amendement de M. Gaudet à la motion de M. Sauvé relativement à l'établissement d'un Crédit agricole; objection est faite que l'amendement contrevient à l'art. 155 du régl. parce qu'il anticipe sur une motion dont il a été donné avis au feuilleton. L'Orateur-suppléant réserve sa décision; 81. L'orateur-suppléant décide que l'amdt est régulier parce que la résolution et le bill inscrits au feuilleton ne sont pas encore rédigés et qu'il est impossible de savoir s'ils sont de même nature que l'amdt, 84.

Point d'ordre soulevé à la présentation du bill (No 17) et objection que la motion pour présentation contrevient à l'art. 155 du régl. en ce qu'elle anticipe sur deux bills inscrits au feuilleton; l'Orateur réserve décision, 111; l'orateur rend sa décision, renvoyant point d'ordre, 116-118.

Le président du comité plénier (bill No 49) fait rapport à l'Orateur qu'au cours du débat en comité plénier, le député de Chambly s'est servi de l'expression "croche comme le gouvernement" et a refusé de la retirer. M. l'Orateur invite le député à la retirer et celui-ci la retire, 289.

Point d'ordre soulevé à l'appel du bill (No 50) en comité plénier et objection que le bill est irrégulier parce qu'il aurait dû être précédé d'une résolution autorisant le changement d'affectation prévu au bill; l'Orateur réserve sa décision, 353, 354; l'Orateur rend décision et déclare que le bill est irrégulier, 367.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS D'ORDRE:—Suite.

Point d'ordre soulevé à la motion que le bill (No 64) "soit présenté et lu la première fois", et objection que le bill étant basé sur une résolution il ne peut être présenté avant l'adoption de cette résolution; l'Orateur réserve décision, 283; l'Orateur maintient objection et déclare que le bill ne peut être présenté tant que la résolution n'aura pas été agréée par la Chambre, parce que les dispositions contenues en cette résolution servent de base au bill projeté, 297.

Point d'ordre soulevé à l'appel de première lecture de l'amendement du Conseil législatif au bill (No 243) et objection que l'amdt empiète sur les privilèges de l'Assemblée législative en ce qu'il avance de soixante jours l'entrée en vigueur d'une loi dont la mise en exécution entraînera la dépense de fonds publics; l'Orateur suppléant décrète que l'amdt ne lui paraît pas empiéter sur les priv. de l'A. L. et renvoie objections, 476.

Point d'ordre soulevé à l'appel de l'adoption des amdts de C. L. au bill (No 243) et objection que l'amdt du C. L. entraînera une augmentation de dépense et qu'il ne peut être pris en considération avant que L. G. en ait recommandé l'adoption conformément à l'art. 157 du régl. et à l'art. 40 du ch. 3 des S. R. Q., 1925; l'Orateur réserve décision, 480. L'Orateur rend décision et renvoie point d'ordre comme étant fait, au stage présent de la procédure, en contravention avec les règlements de la Chambre, 482.

RACINE:—Loi abrogeant la loi constituant en corporation la ville de —. (Voir **BILLS**, No 176.)

RECouvreMENT:—(Voir **AGENTS DE—**.)

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—(Voir **BILLS**, Procédures incidentes; **PÉTITION**.)

RÈGLEMENT (Comité des):—(Voir **COMITÉS**; **QUESTIONS D'ORDRE**.)

RELIGIEUX DE SAINTE-CROIX:—Loi constituant en corporation les—. (Voir **BILLS**, No 130.)

REGIOPOLIS:—Loi concernant l'université de—. (Voir **BILLS**, No 114.)

REGISTRES:—(Voir **BUREAUX D'ENREGISTREMENT**.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

RENTES SEIGNEURIALES:—Motion de M. Barré: Attendu que le régime seigneurial est censé être aboli; invite le gouvernement à présenter une législation à l'effet que les rentes soient rachetées avec les fonds fournis par le gouvernement, 156, débat, débat ajourné, 157; reprise du débat, motion adoptée, 260.

Loi abolissant les—. (Voir *BILLS*, No 73.)

RÉPONSES AUX QUESTIONS:—(Voir *QUESTIONS ET*—.)

RESSOURCES FORESTIÈRES:—Loi pour assurer la protection des—. (Voir *BILLS*, No 32.)

RETOUR A LA TERRE:—

1. Loi pour promouvoir la colonisation et le—. (Voir *BILLS*, No 44.)
2. Loi modifiant 22 George V, c. 41, "Loi pour promouvoir le—". (Voir *BILLS*, No 67.)

RIMOUSKI:—Loi des tribunaux judiciaires concernant la juridiction concurrente du tribunal de —. (Voir *BILLS*, No 151.)

ROBERVAL-SAGUENAY:—Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer—. (Voir *BILLS*, No 94.)

ROUTE MONT-LAURIER-MANIWAKI-AMOS:—Motion de M. Guertin: Que, attendu que l'opinion publique réclame la construction de la—, attendu qu'une telle route fournirait un débouché pour les produits agricoles de l'Abitibi et un précieux appoint pour la Colonisation, Cette Chambre prie le gouvernement de l'entreprendre soit avec la collaboration du gouvernement fédéral, soit seul, 159, débat, débat ajourné, 160; reprise du débat, motion adoptée, 171, 172.

ROUTE TAPANI-CHIBAUGAMOU:—Motion de M. Poulin: Que cette Chambre exprime l'opinion que le Gouvernement devrait entreprendre la construction d'une route entre Tapani et Chibaugamou, afin de relier Chibaugamou à Montréal et de favoriser ainsi la colonisation, mines, commerce et l'industrie en cette partie de notre province, 301.

ROYAL TRUST CO:—Loi concernant le titre de la—à un terrain de Montréal. (Voir *BILLS*, No 113.)

SAINT-ANGÈLE DE LAVAL:—Loi réglementant le passage d'eau entre la cité des Trois-Rivières, et le village de—. (Voir *BILLS*, No 97.)

— Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

STE ANNE PAPER COMPANY, LTD:—Loi pour annuler commutations de taxes à la—. (Voir BILLS, *No 9.*)

SAINT-BERNARD:—Loi concernant la paroisse de—, comté Saint-Hyacinthe. (Voir BILLS, *No 198.*)

SAINT-CHARLES DE CAPLAN:—Loi légalisant certains actes relatifs à la paroisse de—. (Voir BILLS, *No 132.*)

SAINT-DENIS DE BROMPTON:—Loi constituant en corporation—, comté Richmond. (Voir BILLS, *No 92.*)

SAINT-HYACINTHE:—Loi validant enregistrements dans—. (Voir BILLS, *No 7.*)

SAINTE-JÉRUSALEM D'ARGENTUEIL:—Loi concernant le cadastre de—, Lachute. (Voir BILLS, *No 145.*)

SAINT-LAMBERT:—Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 134.*)

SAINT-LOUIS DE GONZAGUE:—Loi modifiant règlement 18 de—, comté Beauharnois, et résolutions. (Voir BILLS, *No 111.*)

SAINT-RAYMOND:—Loi ratifiant actes des commissaires d'écoles du village de—et les autorisant à un emprunt. (Voir BILLS, *No 144.*)

SAINTE-THÉRÈSE:—Loi confirmant certains actes et règlements de la ville de—. (Voir BILLS, *No 142.*)

SALABERRY DE VALLEYFIELD:—

1. Loi ratifiant le règlement numéro 350 de la cité de—. (Voir BILLS, *No 93.*)

2. Loi ratifiant le règlement No 353 de la cité de—. (Voir BILLS, *No 110.*)

SALAIRE MINIMUM DES FEMMES:—Loi du—. (Voir BILLS, *No 57.*)

SALAIRES MINIMA:—(Voir ASSURANCES SOCIALES.)

SALES:—(Voir DE SALES.)

SANCTION DES BILLS:—Le 6 mars, 201; le 11 avril, 330; le 2 mai, 409; le 18 mai, (prorogation), 550.

—
Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SÉANCES:—

1. Ajournement par respect pour la mémoire de M. Désiré Lahaie, député de Papineau; de M. Médéric Duval, député de Montcalm; de M. Augustin-A. Legault, député de Gatineau, et de M. Georges Dansereau, député d'Argenteuil, morts depuis la dernière session, 5; ajournement par respect pour la mémoire de M. Walter G. Mitchell, ancien membre de l'Assemblée législative et du Gouvernement de Québec, décédé le 3 avril 1935, 302; ajournement par respect pour la mémoire de l'honorable Henri-Séverin Béland, ancien membre de l'Assemblée législative, et pour la mémoire de l'épouse de M. Lucien Lamoureux, député d'Iberville, 361; ajournement par respect pour la mémoire de l'honorable M. Eugène Roberge, membre du C. L., 445; ajournement par respect pour la mémoire de M. Maurice Gabias, député de Montréal-St-Henri, 496.
2. Deux séances par jour 346, 347, 355 (cette dernière s'ajourne à minuit et quart).
3. Trois séances par jour, 346, 361 jusqu'à la fin.
4. Séances du soir, 129, 222, 244, 266, 301 et celles de deux séances et trois séances par jour, 347 et suivantes.
5. Séances se terminant après minuit, 355, 412, 426, 459, 481, 492.
6. Séances le samedi la Chambre décide de siéger samedi le 13 avril, p. 334; siège le samedi, 347, 384, 431, 472, 537.
7. Séance le lundi, 479.
8. Séance ajournée le samedi 13 avril au mardi 23 avril, 347.
9. (VOIR ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR.)

SECOURS DIRECT:—Motion de M. Drouin: Que cette Chambre est d'opinion que secours direct a été désastreux au point de vue économique, moral et social, que le gouvernement devrait entreprendre travaux permanents, que le secours direct devrait être abandonné, sauf pour cas urgents, 513. (VOIR aussi JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

SEMAINE DE COMMERCE IMPÉRIAL:—Motion de M. Gault: Que cette Chambre considère opportun de se concerter dans le but de vendre et d'acheter tous les produits de notre pays et de ceux d'au delà des mers durant une—se terminant le 25 mai 1935, à titre de meilleurs vœux à Sa Majesté le Roi à l'occasion de son jubilé d'argent, et d'inviter spécialement la presse de l'empire à seconder cette initiative, adoptée, 250.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SENNEVILLE:—Loi modifiant la charte du village de—. (Voir *BILLS, No 78.*)

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir *BILLS, No 1.*)

SERVICES DES DÉPARTEMENTS:—(Voir *DÉPARTEMENTS.*)

SERVICES PUBLICS:—(Voir *COMMISSION DES—.*)

SESSION:—Ouverture, 8 janvier 1935, 1; clôture, 18 mai 1935, 553.

SHOONER, GEORGE:—Loi concernant contrat de mariage de—et de Jeanne DeBlois. (Voir *BILLS, No 126.*)

SIR GEORGE WILLIAMS COLLEGE:—Loi constituant en corporation—. (Voir *BILLS, No 122.*)

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 206.*)

SOCIÉTÉS DE COLONISATION:—Loi modifiant la loi des—. (Voir *BILLS, No 55.*)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE:—(Voir *ÉCOLES D'AGRICULTURE.*)

SŒURS ADORATRICES DU PRÉCIEUX-SANG DE MONT-LAURIER:—Loi constituant en corporation Les—. (Voir *BILLS, No 75.*)

SŒURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE:—(Voir *HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU.*)

SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC:—

1. Loi relative à la garantie d'un emprunt des—. (Voir *BILLS, No 234.*)

2. (Voir *HÔPITAL SAINT-MICHEL-ARCHANGE.*)

SŒURS DES SACRÉS-CŒURS DE JÉSUS ET DE MARIE:—Loi constituant en corporation Les—. (Voir *BILLS, No 79.*)

SPENCEWOOD:—(Voir *JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.*)

—
Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1936, et renvoi à comité des—, 118.
(*No 1.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1935, et renvoi à comité des—, 537. (*No 2.*)

Constitution du comité des—, 32; du comité des voies et moyens, 33.

Motion pour formation du comité des—, 118, débat ajourné, 118; reprise du débat (suspension à 6 hrs), 129; débat se continue, à 7½ hrs, 130; amendement (*M. Smart*), 130; rejeté sur vote, 131; le débat se continue sur motion principale; débat ajourné, 131; reprise du débat; se continue; débat ajourné, 137; reprise du débat, ajourné, 141; reprise du débat; motion adoptée sur division; la Chambre se forme en comité; progrès, 153; motion pour de nouveau en comité, amdt (*M. Bertrand*), rejeté; motion adoptée, en comité, 223, 224, 225; motion pour de nouveau en comité, amendement (*M. Béique*), rejeté sur vote, motion adoptée, la Chambre en comité, 262-264; motion pour aller en comité, amdt (*M. Sauvé*), rejeté, motion adoptée, en comité, 291 à 293; motion pour aller en comité, amdt (*M. Lafleur*), rejeté, en comité, 307 à 309; motion pour aller en comité, amdt (*M. Béique*), rejeté, en comité, progrès, 336 à 338; motion pour aller en comité, amdt (*M. Bertrand*), rejeté, en comité, 358 à 360; motion pour aller en comité, amdt (*M. Élie*), rejeté, motion adoptée, en comité, progrès, 414, 415; de nouveau en comité, progrès, 426; de nouveau en comité, progrès, 471; motion que la résolution (\$60,000 (Terres & Forêts), soit lue 2e fois, amdt (*M. Béique*), 502, rejeté, 504 résolution adoptée, 504.

AMENDEMENTS:

(*M. Smart*):

Cette Chambre recommande d'adopter mesures pour faire cesser dépenses extravagantes; pour que subsides à l'Agriculture soient augmentés; pour que la classe ouvrière puisse bénéficier des lois sociales et ouvrières; pour que les comptes publics soient simplifiés; pour les dépenses capitales soient déterminées par des principes d'affaires, 130.

(*M. Bertrand*):

Cette Chambre recommande mesures pour donner aux municipalités bénéfice des revenus dont elles ont besoin; pour les libérer des nombreuses obligations, qui devraient être assumées par la province, 223.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SUBSIDES:—*Suite.*AMENDEMENTS:—*suite.**(M. Béique):*

Cette Chambre déclare que la construction du Pont de l'île d'Orléans, et les dépenses y relatives, constituent un gaspillage nuisible à l'Agriculture, à la Colonisation et au crédit de la province, 262.

(M. Sauvé):

Cette Chambre déclare que la politique du gouv. en matière de ponts de péage est contraire aux intérêts de la province, et constitue une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques, 291.

(M. Lafleur):

Cette Chambre réclame que dans le gouvernement toutes les classes soient représentées;

Que les ministères soient réorganisés, en diminuant le nombre des ministres et les dépenses; un ministère de l'Industrie et du Commerce soit institué, 307.

(M. Béique):

Cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter les mesures pour que nos ressources naturelles soient utilisées de façon à faciliter et assurer l'établissement de notre jeunesse, 336.

(M. Bertrand):

Cette Chambre désapprouve l'arrêté ministériel, en date du 8 avril 1933, déclare que la décision du gouvernement est injuste pour les chômeurs accidentés, et exprime l'avis que les chômeurs accidentés et leur famille devraient toujours recevoir pleine et entière justice, 358.

(M. Élie):

Cette Chambre recommande d'établir un conseil consultatif représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province, 414.

(M. Béique):

Lors de la motion pour 2^e lect. de la résolution (\$60,000, Dépenses générales, Terres et forêts), cette Chambre condamne la négligence du gouvernement au sujet des ressources forestières, et elle réclame la mise en force d'un

SUBSIDES:—*Suite.*AMENDEMENTS:—*suite.*

système efficace de protection contre les feux de forêt, ainsi que l'adoption des mesures nécessaires pour empêcher la dilapidation et assurer l'utilisation rationnelle des forêts, 502.

Formation du comité des—, 153, progrès, 153; de nouveau en comité, une résolution adoptée en comité; 1ère et 2e lect., 224, adoptée, 226; de nouveau en comité pl., 18 rés. adoptées, 236, 237; en comité, 1 rés., 1ère lect., 2e lect. div. adoptée, div., 264; comité, 3 rés., 1ère lect., 269; 2e lect et adoption, 271; en comité, trois rés., 1ère lect., 275, 2e lect et adoption, 279; en comité, 10 rés. lues et adoptées, 282; comité, 5 rés. lues et adoptées, 293; comité, 3 rés. lues et adoptées, 309; comité, 5 rés. lues et adoptées, 323, 324; comité, une résolution, lue et adoptée, 334; comité, 8 rés., lues et adoptées, 341; comité, 2 rés., lues et adoptées, 360; comité, 5 rés., lues et adoptées, 370; comité, 2 rés. lues et adoptées, 383; comité, une rés., lue et adoptée, 386; comité, une rés. lue et adoptée, 400; comité, une rés. lue et adoptée, 430; comité, une rés. lue 2 fois, 433; adoptée, 433; comité, une rés. lue et adoptée, 452; comité, une rés. lue et adoptée, 462; comité, deux rés. lues et adoptées, 474; comité, quatre rés. lues et adoptées, 477, 478; comité, 3 rés. 1ère lect., 494; 2e lect. adoptée, 495; 2e lect et adoptées, 504; comité, 1 rés. 1ère lect., 496; 2e lect et adoptée, 496; comité, 2 rés. lues et adoptées, 500; comité, trois rés. lues et adoptées, 530; comité, 14 rés. lues et adoptées, 533; comité, 15 rés. lues et adoptées, 534, 535; comité, cinq rés. lues et adoptées, 538; comité, 14 rés. lues et adoptées, 540, 541. Budget supplémentaire, comité, 52 rés. lues et adoptées, 542-545.

Formation du comité des voies et moyens, résolutions adoptées, 546.

Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour 1935 et 1936. (Voir *BILLS*, No 25.)

SUCCESSIONS:—Loi des droits sur les—. (Voir *BILLS*, No 37.)

SUFFRAGE FÉMININ:—(Voir *FEMMES*.)

SYNDICATS COOPÉRATIFS:—Loi des—concernant nomination des liquidateurs. (Voir *BILLS*, No 201.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TAUX DE FRET SUR LE BOIS DE PULPE:—Motion de M. Gagnon (Kamouraska): Attendu qu'il est de l'intérêt des fermiers et des colons que leur commerce de bois soit augmenté; attendu que l'obstacle qui entrave se trouve être le taux de fret; que le gouvernement devrait faire des représentations aux compagnies de chemin de fer et à la Commission des Chemins de Fer du Canada aux fins d'obtenir une réduction—. Adopté, 273.

TAXE D'HÔPITAL:—Loi limitant taxe des repas dans villages et paroisses. (Voir *BILLS, No 175.*)

TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—Loi prolongeant le délai de la prescription des—. (Voir *BILLS, No 23.*)

TAXES SUR CORPORATIONS:—(Voir *CORPORATIONS.*)

TAXE SUR TRANSFERTS:—(Voir *VALEURS MOBILIÈRES.*)

TERREBONNE:—Loi concernant un subside à la ville de—. (Voir *BILLS, No 10.*)

TERRES PUBLIQUES:—(Voir *CLASSIFICATION DES—.*)

TRADUCTION:—Au sujet de la—du mot français "remboursement" par le mot anglais "rebate" dans la question posée relativement à la Commission des liqueurs, page 104.

TRAVAIL:—(Voir *ACCIDENTS DU—; CONVENTIONS COLLECTIVES.*)

TRAVAIL DES FEMMES ET FILLES:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 172.*)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Tableau des—, 556.)

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—

1. Loi modifiant art. 115 de la Loi des—. (Voir *BILLS, B.*)
2. (Voir *JUGES DES SESSIONS; RIMOUSKI.*)

TROIS-RIVIÈRES:—

1. Loi modifiant la charte de la cité des—. (Voir *BILLS, No 103.*)
2. Loi modifiant la charte de la cité des—. (Voir *BILLS, No 121.*)
3. Loi concernant la Commission des écoles catholiques des—, (Voir *BILLS, No 128.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TROIS-RIVIÈRES:—*Suite.*

4. Loi concernant—relativement à la taxe d'eau *The Wabasso Cotton Company, Limited.* (Voir *BILLS, No 115.*)
5. Loi concernant—fixant période de cinq ans l'évaluation des propriétés de Geo. Christie Canada, Limited. (Voir *BILLS, No 120.*)
6. (Voir *SAINTÉ-ANGÈLE-DE-LAVAL.*)

UNITÉS SANITAIRES:—Motion de M. Barré: Qu'attendu que le gouvernement a fait bénéficier trente-six corporations municipales de comté d'une unité sanitaire maintenue par le gouv. et par lesdites corps., cette Chambre prie le Gouvernement de prendre seul à sa charge, le coût entier des dépenses des—de comté, motion adoptée, 529.

VALLEYFIELD:—(Voir *SALABERRY-DE—.*)

VALEURS MOBILIÈRES:—

1. Loi de la taxe sur les transferts de—. (Voir *BILLS, No 11.*)
2. Loi de la prévention des fraudes relatives aux—, 1930. (Voir *BILLS, No 245.*)

VARENNES:—Loi confirmant les limites de la paroisse de—. (Voir *BILLS, No 124.*)

VEHICULE AUTOMOBILE:—

1. Loi relative à l'enregistrement d'un—non utilisé. (Voir *BILLS, No 157.*)
2. (Voir *CODE DE PROCÉDURE CIVILE.*)

VÉHICULES AUTOMOBILES:—Motion de M. Barré: Attendu qu'il n'y a que peu de routes ouvertes à l'automobile l'hiver, cette Chambre exprime l'avis que la Loi des véhicules moteurs devrait être amendée de manière que le propriétaire d'automobile puisse bénéficier d'une remise proportionnelle du coût de sa licence pour la période de suspension d'hiver, 466, vote, rejetée, 467.

VENTES A TEMPÉRAMENT:—Loi modifiant le Code civil relativement aux—. (Voir *BILLS, No 184.*)

VENTE DES BIENS DES INCAPABLES:—(Voir *CODE DE PROCÉDURE CIVILE.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

VERDUN:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS*, No 108.)

VILLES:—(Voir *CITÉS ET—*.)

VINEBERG, NORMAN:—Loi permettant à—de changer son nom en celui de Vines. (Voir *BILLS*, No 77.)

VINET, PIERRE-PAUL:—Loi concernant le Barreau et—pour l'admettre à l'étude du droit. (Voir *BILLS*, No 96.)

VOIES ET MOYENS:—

1. Constitution du comité des—, 33; formation en comité des—, 546; rapport de résolutions, concours, 546.
2. (Voir *BILLS*, No 25.)
3. (Voir *SUBSIDES*.)

VOIRIE:—Loi de la—afin d'annuler ses pouvoirs illimités. (Voir *BILLS*, No 215.)

VOTE:—(Voir *FEMMES*.)

WABASSO COTTON CO., LTD:—(Voir *TROIS-RIVIÈRES*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".
